

UNIVERSITÉ DE GENÈVE
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES

Le secteur rural et le développement économique : le cas de l'Iran

THÈSE
présentée à l'Université de Genève
pour l'obtention du grade de Docteur ès Sciences Politiques

par
Esfandiar RACHIDZADEH
Teheran
(Iran)

Thèse No 309

Genève
Service Rapide Offset
1978



Le secteur rural
et le développement économique :
le cas de l'Iran

Revue d'Économie
Internationale
(1976)

Thèse No. 101

Édition
Mouton, Paris, 1976
1976



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE GENÈVE
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES

Le secteur rural
et le développement économique :
le cas de l'Iran

THÈSE
présentée à l'Université de Genève
pour l'obtention du grade de Docteur ès Sciences Politiques

par
Esfandiar RACHIDZADEH
Teheran
(Iran)

Thèse No 309

Genève
Service Rapide Offset
1978

La Commission mixte, composée des Doyens des Facultés de droit, des lettres, et des sciences économiques et sociales, et du Directeur de l'Institut universitaire de hautes études internationales, sur le préavis de MM. Jacques FREYMOND et Gilbert ETIENNE, professeurs à l'Institut, et de M. Gilbert BLARDONE, professeur à l'Université de Lyon et à l'Institut universitaire d'études du développement, Genève, autorise l'impression de la présente thèse, sans entendre par là exprimer d'opinion sur les propositions qui y sont énoncées.

Genève, le 3 août 1978

Pour la Commission mixte:

Jacques FREYMOND

Directeur de l'Institut universitaire

A mes parents

REMERCIEMENTS

Nombreux sont ceux qui ont droit à ma reconnaissance pour l'aide qu'ils m'ont apportée pendant l'élaboration de cet ouvrage. Bien qu'il soit impossible de tous les mentionner, j'espère qu'ils ne seront pas moins assurés de notre gratitude la plus sincère.

Qu'il me soit permis de remercier tout particulièrement mon directeur de thèse, M. Gilbert Etienne, Professeur à l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales de Genève, qui nous a inlassablement conseillé et encouragé dans l'entreprise du présent travail.

Mes remerciements s'adressent également à M. Gilbert Blardone, Directeur de l'Institut des Sciences Economiques Appliquées de Lyon et Professeur à l'Institut Universitaire d'Etudes de Développement de Genève, qui m'a fait bénéficier de ses précieux conseils et de ses enseignements.

Il me faut encore remercier l'Institut Universitaire d'Etudes de Développement de Genève qui a financé mon étude de terrain en Iran qui constitue le corps de cet ouvrage.

En Iran, j'ai bénéficié du soutien de nombreux parents et amis qui, à tous les niveaux m'ont apporté leur aide. Ils voudront bien trouver ici l'expression de ma reconnaissance. Quant à tous mes compatriotes vivant dans les villages qui m'ont témoigné leur confiance et leur amitié et prodigué leur hospitalité, je ne peux ici qu'esquisser un semblant de gratitude, tant ce dont je leur dois est grand.

Il me reste enfin à remercier Mlle Maryse Gaudier, documentaliste et responsable de la bibliothèque de l'Institut International d'Etudes Sociales du Bureau International du Travail pour sa précieuse collaboration, ainsi que Mme Monique Ecker qui s'est chargée de dactylographier avec un grand dévouement notre manuscrit.

T A B L E D E S M A T I E R E S

	<u>Page</u>
<u>INTRODUCTION</u>	1
<u>CHAPITRE I</u>	
<u>LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT ET LE SECTEUR RURAL</u>	7
1. Le secteur agricole et le développement économique	8
2. L'Iran : Une stratégie économique de développement économique basée sur la croissance déséquilibrée	17
3. Rôle dévolu à l'agriculture en Iran	24
4. La stratégie du développement rural de l'Iran basée sur l'autosuffisance alimentaire, s'appuie sur les unités à grande échelle	27
5. Structure du secteur rural	36
5.1. Les ressources	36
5.1.1. La population	36
5.1.2. Le sol	40
5.1.3. L'eau	41
5.2. Structure foncière : dominance à tout niveau des petites exploitations	44
<u>CHAPITRE II</u>	
<u>LES AGROBUSINESS</u>	49
1. Introduction générale	50
1.1. Qu'est ce qu'un système d'agrobusiness ?	50
1.2. Genèse du système en Iran	54
1.2.1. Aperçu des plans	54
1.2.2. Explication officielle	56

	<u>Page</u>
2. Quelques informations générales	63
2.1. Historique de la plaine de Dezfoul et du Khouzestan	63
2.2. Le projet pilote d'irrigation de Dez (PPID)	68
3. Introduction des agrobusiness	71
3.1. La société Iran-America	75
3.2. La société Iran-California	76
3.3. La société Iran-Shellcott	78
3.4. La société Iran International Agrobusiness	79
3.5. La société Galleh	80
4. Effets de l'introduction des agrobusi- ness sur l'agriculture de la région	81
4.1. Effets sur l'amélioration des conditions du sol	81
4.2. Effets sur les cultures	86
4.2.1. Etat actuel des cultures et leur tendance d'évolution	86
4.2.2. Effet sur la structure des produits déjà cultivés	89
4.2.3. Effets sur les rendements	92
4.2.4. Effets sur le volume de la production	95
4.3. Effet sur l'élevage	99
5. Effets sur la situation de l'emploi ré- gional	102
6. Effets sociaux	111
6.1. Transfert des villageois dans les nouvelles agglomérations (chahrak)	111
6.2. Evaluation au niveau de la satisfac- tion des besoins fondamentaux	115

	<u>Page</u>
6.2.1. Au niveau de l'alimentation	115
6.2.2. Au niveau de l'habitat	119
6.2.3. Au niveau de la scolarisation	120
6.2.4. Au niveau de la santé	122

CHAPITRE III

<u>LES SOCIETES PAR ACTIONS AGRICOLES</u>	124
1. Création, fonctionnement et but des sociétés par actions agricoles	126
2. Résultats de l'ensemble de ces exploitations au niveau du pays	130
3. La société par actions agricoles de Sameskandeh (Sari)	136
3.1. Données de base	
3.1.1. Quelques informations sur la province de Mazandaran	136
3.1.2. Données générales sur la société	141
3.2. Ressources hydrauliques	144
3.3. Organisation de la production	147
3.3.1. Exploitation directe	148
3.3.2. Exploitation indirecte par contrat pour la culture du riz	149
3.3.3. Exploitation indirecte par métayage	151
3.4. Effets au niveau de la production	153
3.4.1. Expansion de la surface cultivée	153
3.4.2. Introduction de nouvelles cultures et amélioration de certains rendements	153
3.4.3. Une plus grande mécanisation des cultures	162

	<u>Page</u>
3.5. Effets sur les revenus	164
3.5.1. Situation préalable	164
3.5.2. Les revenus actuels reçus de la société	168
3.5.3. Evolution du revenu moyen d'un actionnaire depuis la création de la société	172
3.6. La répartition des actions et du revenu correspondant	174
3.6.1. La répartition des actions	174
3.6.2. Changement dans la répartition des revenus	182
3.6.3. Changement dans les rapports socio-économiques	186
3.7. Endettement des actionnaires	187
4. Conclusions aux sociétés par actions agricoles	194
4.1. Au niveau de la production dans le périmètre des sociétés	194
4.2. Au niveau de la production nationale	196
4.3. Au niveau de la prévention de la fragmentation des terres	197
4.4. Au niveau des revenus	197
4.5. Au niveau de la distribution des revenus	197
4.6. Au niveau de l'emploi	198
4.7. Au niveau du fonctionnement de la société	199

CHAPITRE IV

<u>LES COOPERATIVES DE PRODUCTION</u>	204
1. Aspect général	205
2. Sommaire des résultats obtenus	208

	<u>Page</u>
3. Quelques informations sur la province de Hamadan	210
3.1. Structure agraire	212
3.2. Situation agricole	213
4. La coopérative de production de Barzoul	217
4.1. Données de base sur la c.p. de Barzoul	217
4.1.1. Activités agricoles	221
4.1.2. Activités non-agricoles	223
4.1.3. Aide de l'Etat	223
4.2. Organisation de la production	227
4.2.1. Pour le pavot	227
4.2.2. Pour les autres cultures	231
4.3. Résultats obtenus	233
4.3.1. Effets au niveau de la production	233
4.3.2. Effets sur l'amélioration des revenus	238
4.3.3. Effets sur la distribution des revenus	243
4.3.4. L'endettement paysan	255
5. Conclusion aux coopératives de production	257

CHAPITRE V

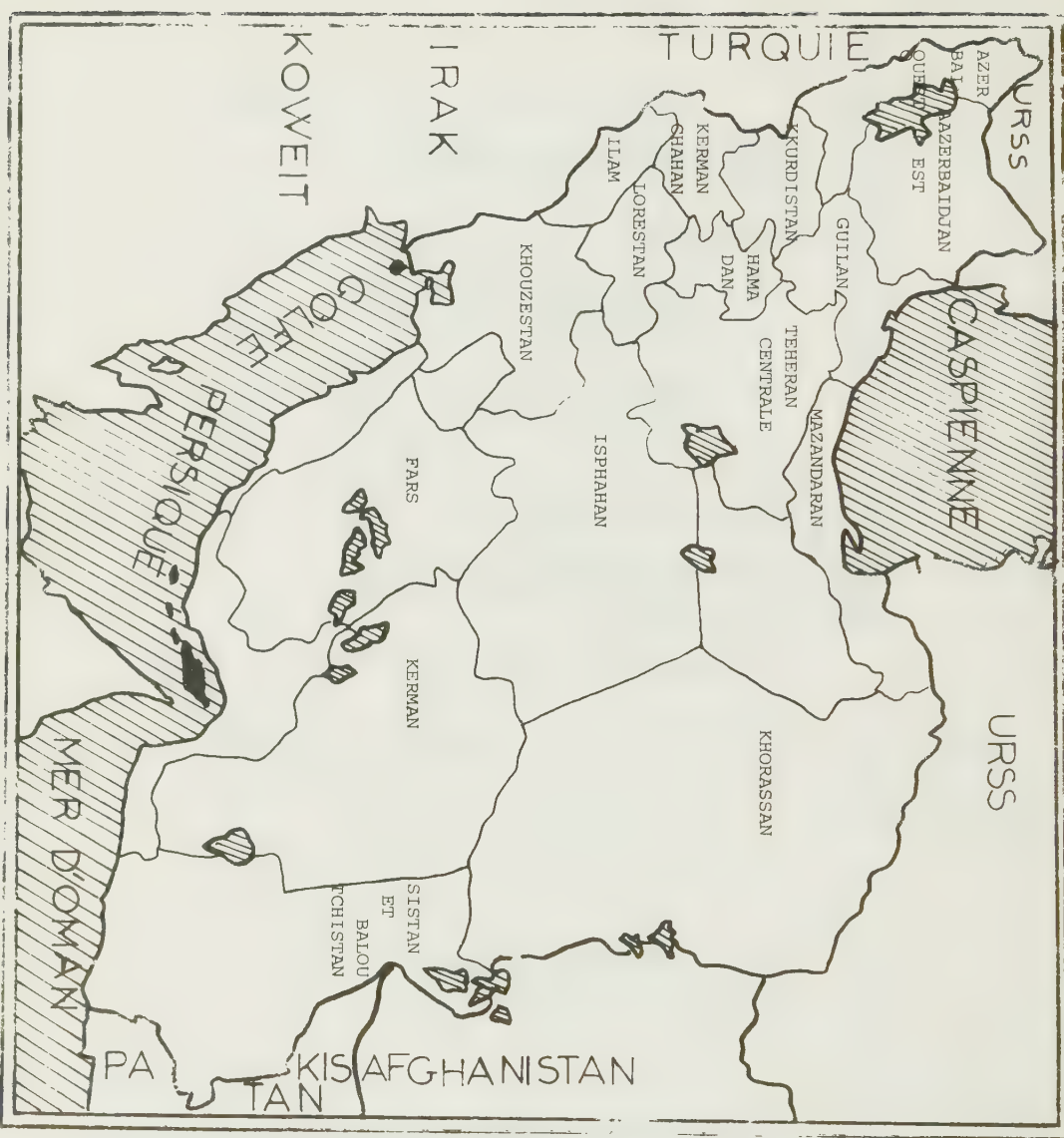
<u>LES COOPERATIVES RURALES FACE AU PAYSANNAT</u>	260
1. Brève introduction	261
2. Les coopératives rurales face au paysannat. Cas du district de Paveh, province de Kermanschahan	266

	<u>Page</u>
2.1. Situation générale du district	266
2.1.1. Situation géographique et humaine	266
2.1.2. Situation agricole	267
2.1.3. Elevage	275
2.1.4. Structure administrative et milieu rural	276
2.2. Résultats globaux des coopératives rurales au niveau du district	281
2.3. Etude de cas	285
2.3.1. Premier cas : La région de Nowsoud	285
2.3.2. Second cas : Djaguirane et Azgueleh...	288
2.3.3. Troisième cas : La coopé- rative rurale de Khaneh- Ghah	300
3. Conclusion aux coopératives rurales au niveau du pays	306
3.1. Première période 1962-1968	306
3.2. Seconde période : depuis 1968	314
3.2.1. Evolution	314
3.2.2. Evaluation de l'impact des coopératives en fonction des objectifs assignés depuis 1968	316

CHAPITRE VI

<u>LA POLITIQUE AGRICOLE DE L'ETAT-A-T-ELLE PORTE SES FRUITS AU NIVEAU MACRO-ECONOMIQUE ?</u>	323
1. La politique agricole et l'articulation de l'économie	324

	<u>Page</u>
1.1. Brève introduction à l'analyse input/output	324
1.2. Schéma d'analyse pour l'Iran	326
1.2.1. La place de l'agriculture en 1965 dans l'économie iranienne	326
1.2.2. Comparaison avec la situa- tion de 1973/74	328
1.2.3. Conclusion à l'analyse I/O	331
2. La politique agricole et la distribution des revenus au niveau rural	338
3. La politique agricole et l'équilibre alimentaire, une importation accrue de produits alimentaires	342
 ANNEXES	 348
 BIBLIOGRAPHIE	 354



CARTE DE L'IRAN ET DE SES PROVINCES.

Notes

A) Taux de change du dollar par rapport au rial iranien

Du 31.12.1958 au 31.12.1968 1 \$ - 75.75 rials

1967	75.625
1968	75.103
1969	75.413
1970	76.380
1971	76.380
1972	76.380
1973	68.720
1974	67.625
1975	67.639
1976	70.222
1977	70.625

Source : BIT : Annuaire des statistiques du travail, 1977, p. 856.
(Obtenus des Bulletins mensuels du FMI : International
Financial Statistics.)

B) L'année iranienne commence le 21 mars de chaque année et dure jusqu'au 21 mars de l'année suivante du calendrier européen; ainsi, l'année 2534 impériale (ou 1354 de l'Hégire) correspond à 1975/76.

INTRODUCTION

Lorsqu'au début de 1975 nous avons entrepris ce travail, un peu plus d'un an s'était écoulé depuis le quadruplement des prix pétroliers. L'Iran attendait de l'exercice 1974/75 près de 20 milliards de dollars, entrée supérieure au total cumulé des revenus acquis depuis la fondation de l'industrie iranienne de pétrole. L'Etat avait déjà procédé à une importante révision de la politique économique du pays et avait été amené à reconsidérer l'ordre des priorités et objectifs du cinquième plan quinquennal. Il se proposait entre autres de maintenir un rythme de croissance soutenu de 25% par an pour cette période et ambitionnait de conduire l'Iran à devenir la cinquième puissance économique du monde en quelque vingt années qui restaient jusqu'à l'épuisement des ressources pétrolières de l'Iran¹.

Parallèlement en mars 1975 paraissait un rapport du Hudson Institute, intitulé "Iran : Oil money and the ambitions of a nation". Repris par l'International Herald Tribune et la presse internationale ce rapport prétendait - chiffres à l'appui - que même dans la meilleure des hypothèses de projection, l'économie iranienne ne serait pas très loin devant l'Inde et derrière ou égal au Mexique dans la classification mondiale en 1985. D'ailleurs il rappelait fort justement que l'économie indienne de 1974 était beaucoup plus sophistiquée (complexe) que celle de l'Iran citant notamment que près de la moitié des exportations indiennes était constituée de produits manufacturés

¹Point n'est besoin à cet effet de citation; dans n'importe quel discours ou interview des autorités iraniennes - abondants pendant cette période là - ressort cette ambition qui d'ailleurs explicitée, prend la forme de chiffres relatifs à l'accroissement des produits qui seront consommés : voitures, réfrigérateurs, produits alimentaires etc..

tandis que celles - non pétrolières - de l'Iran étaient à forte dominante de produits agricoles et de tapis¹.

Pour qui connaissait quelque peu la structure de l'économie iranienne, les conclusions de ce rapport ne semblaient pas se situer trop loin de la réalité à venir de l'Iran, surtout à cause d'une agriculture de dimensions imposantes (18% de la V.A. et 40% de la population active en 1972/73) mais réputée sous-développée au niveau de son appareil de production.

Se posait alors à tout chercheur la question de savoir si les structures socio-économiques de ce secteur se prêtaient ou non à de telles ambitions. L'agriculture serait-elle un élément positif ou un élément de freinage, voire de blocage pour la croissance économique envisagée² ? Malheureusement peu d'études publiées concernant directement l'agriculture et à jour existaient à cette date. Celles plus connues concernaient soit les différents aspects de la réforme agraire et le développement rural, soit les différentes formes de l'économie agricole, dans son aspect le plus restreint qui est celui de la production (par produits notamment). Aucune analyse macro-économique basée sur les relations inter-branches et situant la place de l'agriculture dans la matrice des flux n'était non plus disponible.

¹Iran : Oil Money and the Ambitions of a Nation. A. Hudson Special Report prepared by Frédéric Langer and the Editors of the Hudson Letter. Paris, Hudson Research Europe Ltd., March 1975, 30 p.

²A cet effet l'article de M. Eslami était fort opportun. ESLAMI, M. : "Analyse des structures socio-économiques de l'agriculture de l'Iran". Economies et Sociétés, t. VIII, n° 5, mai 1974, pp. 599-619.

Une entreprise hardie et périlleuse se présentait alors à nous : c'était celle de réunir dans une seule étude et selon une démarche cohérente l'aspect global et macro-économique de ce secteur, le contenu d'une politique de développement rural et l'application de cette dernière au niveau des micro-sociétés rurales (et ceci au-delà des chiffres globaux); ceci pour revenir en dernier lieu à l'échelle du pays pour voir si la politique rurale envisagée avait donné les résultats escomptés dans le cadre de la mission que lui avaient confiée les autorités dans la bonne marche de l'économie nationale. C'est autour de ces trois thèmes fondamentaux que nous avons orienté nos recherches; celles-ci se sont effectuées à deux niveaux : celui des documents disponibles et celui du terrain.

Le second, entrepris au printemps 1975 dans le milieu rural iranien, a duré six mois et portait sur l'étude précise des nouvelles formes d'exploitation envisagées par l'Etat et l'encadrement coopératif du paysannat.

Elle a commencé par la province du Khouzistan (sud-ouest) par l'étude des agrobusiness, pour continuer au Mazandaran (une des plus fertiles située au nord) sur une société par actions agricoles; puis dans la province du Hamadan (centre-ouest) nous nous sommes penchés sur la coopérative de production de Barzoul (Nahavand). La province de Kermanschahan (région de Paveh, ouest) a été le terrain de nos recherches sur les coopératives rurales quoiqu'une société par actions agricoles a fait également l'objet de notre visite. Le dernier mois de notre enquête de terrain nous a également permis d'effectuer un survol rapide des régions marginales des provinces d'Isphahan, de Fars, du Lorestan, de Yazd et de la province Centrale. Dans toute cette partie du travail, nous nous sommes vite aperçus de la fragilité des enquêtes par questionnaires, aussi avons-nous adopté dans chaque cas et suivant les personnes ou les groupes de personnes des méthodes différentes d'investigation qui pour être explicitées demandent un chapitre entier

de méthodologie. Bornons-nous ici à en énumérer quelques uns tels : entretien non directif, participation à des discussions de groupes, participation - intervention à des activités à un moment donné de la vie du milieu dans lequel nous avons opéré etc...

Le fil conducteur de ces enquêtes étant l'économie, nous n'avons cependant pas hésité chaque fois que le besoin s'est fait sentir d'emprunter aux autres disciplines telle l'anthropologie sociale, les éléments indispensables d'analyse. Aussi pour remplir les lacunes rencontrées au stade de la macro-analyse, pour dépasser l'économisme et voir plus loin que les chiffres bruts, notre approche de terrain a essayé d'être de caractère pluridisciplinaire.

La présente étude est donc une synthèse des résultats de nos recherches tant au niveau de la micro que de la macro-analyse. Dans un premier chapitre, il nous a semblé utile - après un bref survol théorique - de dégager le rôle du secteur rural dans le contexte socio-économique de l'Iran. Pour cela nous avons essayé de situer la stratégie globale de développement de l'Iran par rapport aux schémas existants et avons déterminé les principaux points de repère. Puis nous avons situé le rôle dévolu à l'agriculture dans le cadre de cette stratégie. Il est clair que ce rôle prédéterminé par l'Etat, influence ses moyens d'action dans l'univers rural. C'est là qu'intervient l'analyse de la politique de développement rural de l'Etat et ses conséquences dans la vie socio-économique des villages.

A ce niveau les chapitres II à V traitent chacun un aspect de la politique rurale de l'Etat dans le cadre des sous-secteurs "moderne" et "traditionnel" de l'agriculture; les nouvelles formes d'exploitation à grande échelle envisagées par l'Etat pour lesquelles peu d'informations existent sont traitées

tour à tour : les agrobusiness (chap.II), les sociétés par actions agricoles (chap. III) et les coopératives de production (chap. IV). Le chapitre V traite des mesures envisagées par l'Etat pour l'encadrement du paysannat traditionnel; il concerne le fonctionnement des coopératives rurales qui sont les principales courroies de transmission entre l'Etat et le milieu rural.

Dans chacun de ces chapitres nous essayons d'apporter des éléments concrets sur l'incidence de ces mesures dans des régions précises et au niveau global du pays; chaque partie comportant sa propre conclusion.

Enfin dans le chapitre VI, nous revenons au niveau macro-économique pour dégager "ex-post" les effets de cette stratégie de développement et son corollaire , le développement rural dans l'articulation de l'économie, la distribution des revenus et l'équilibre de la balance alimentaire.

De toute cette recherche il ressort que l'Etat a suivi depuis 1962/63 (début du 3ème plan et année de la proclamation d'une série de mesures structurelles connues sous le nom officiel de la "Révolution Blanche") une stratégie économique de développement basée sur la croissance déséquilibrée dans laquelle le rôle dévolu à l'agriculture est un rôle secondaire. Dans ce cadre, il est demandé à ce secteur d'ajuster avant tout sa production aux besoins agricoles et alimentaires du pays.

Une politique rurale est bâtie sur cet impératif majeur, mais elle s'oriente sur les unités à grande échelle tandis que tout dans la structure de départ du secteur rural (structure des ressources et structures foncières) tend à prouver le contraire.

Les études de cas montrent que la politique envisagée comporte des coûts économiques et sociaux élevés. Peut-être que le pays aurait pu les supporter si elle avait porté les résultats escomptés. Malheureusement notre dernier chapitre montre qu'elle n'a abouti ni à une meilleure intégration de l'économie, ni à un nivellement des revenus (rural/urbain) et ni à l'ajustement de la balance alimentaire (pour laquelle elle était supposée oeuvrer avant tout).

CHAPITRE I

LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT ET LE SECTEUR RURAL

1. LE SECTEUR AGRICOLE ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE;
bref survol théorique.

On ne peut dégager la contribution de l'agriculture dans le développement sans avoir au préalable clairement défini le rôle qui lui a été assigné au départ par les instances gouvernementales.

Attend-on de l'agriculture qu'elle joue le rôle de secteur moteur ou secteur d'ajustement ? La réponse dépend évidemment du type de schéma de croissance globale envisagé : croissance équilibrée ou croissance déséquilibrée.

Partisan du schéma de croissance équilibrée, Rosenstein Rodan, Nuresket et Lewis¹ entre autres préconisent un développement "harmonisé" des différents secteurs de l'économie de manière à éviter les déséquilibres sectoriels susceptibles de freiner ou de bloquer la croissance globale. Ce schéma met en relief la complémentarité qui existe entre les investissements d'infrastructure, les investissements productifs et les investissements sociaux et souligne l'action qui doit être menée simultanément sur ces trois fronts. Les coefficients de capital, d'emploi et d'importation sont les principaux outils avancés par les partisans de la croissance équilibrée pour l'analyse économique qui est fondée sur une prévision des besoins².

¹Pour le dernier voir LEWIS A.W. : Development Planning, New York, 1966.

²cf. Chapitre II de : MALASSIS L. : Agriculture et processus de développement; Essai d'orientation pédagogique. Paris, UNESCO, 1973, 308 p.

A l'opposé se trouvent les partisans de la croissance déséquilibrée des secteurs moteurs et industries motrices, des pôles de croissances etc... dont les plus éminents représentants sont A.O. Hirschmann et F. Perroux¹. Selon ce schéma, il y a des secteurs moteurs qui jouent aux différentes étapes du développement et notamment dans la période du démarrage (le take-off cher à Rostow) un rôle privilégié, dans la mesure où la croissance née dans ceux-ci se diffuse à d'autres secteurs et engendre par l'effet d'entraînement la croissance globale de l'économie.

Il faut donc, compte tenu des choix stratégiques des secteurs à développer en priorité, mettre en oeuvre le processus qui aboutira à la transformation de l'économie. L'exemple du développement des pays occidentaux n'est-il pas le meilleur argument à l'appui de cette thèse ? L'Angleterre et la France ont connu leur démarrage grâce à l'agriculture, les textiles, la sidérurgie; les Etats-Unis, le Canada et l'Allemagne grâce au chemin de fer; le bois et la pâte à papier ont joué le rôle principal en Suède et les produits laitiers et la viande au Danemark ont été déterminant dans le développement de ce pays².

Hirschmann critique la théorie de la croissance équilibrée et prétend qu'une politique basée sur elle est difficilement applicable dans les pays du tiers monde car elle implique des disponibilités en capital et en aptitudes dont ces derniers ne disposent pas. Par contre entre autres arguments en faveur de la croissance déséquilibrée, il avance celui de la concentration des moyens dans quelques industries qui, par constitution d'unités de grande dimension, permet de réaliser des économies d'échelle.

¹HIRSCHMANN, A.O. : La stratégie du développement économique. Paris, Ed. Ouvrières, 1965, 354 p.

PERROUX F. : La coexistence pacifique. Paris, PUF, 1958, 666 p. (3 vol.)

²cf. MALASSIS L., op. cit., p. 171 et

BAIROCH P. : Le tiers monde dans l'impasse; le démarrage économique du XVIII^e siècle au XX^e siècle. Paris, Gallimard, 1971, 359 p. (collection Idées).

C'est à ce niveau que se manifeste la théorie des secteurs moteurs dans laquelle la préférence est donnée aux industries susceptibles d'avoir d'importants effets en amont et en aval et pouvant assurer le développement industriel à long terme; le meilleur exemple est sans doute la sidérurgie dont les coefficients d'interdépendance sont très élevés et sur laquelle on peut édifier une superstructure industrielle. Il est évident que ce schéma est tentant, d'autant plus qu'il promet une industrialisation rapide. Comme l'exemple des pays occidentaux¹ dont la croissance a reposé sur l'industrialisation est le seul disponible² pour atteindre le développement mesuré en terme de consommation de biens et services, beaucoup de pays du tiers monde se lancent sur cette voie en identifiant le développement au processus d'industrialisation. Cette croyance que l'industrialisation est la clé du développement suppose que seul le secteur industriel est capable en tant que secteur avancé d'entraîner le secteur "retardé" de l'agriculture. Ainsi l'industrie fournirait des emplois nécessaires pour la population agricole, augmenterait la demande pour les matières premières et alimentaires et offrirait les inputs industriels nécessaires à l'agriculture. Il est donc tout naturel que cette idée, dominante jusqu'aux années soixante, fasse en sorte que le gros des investissements des pays du tiers monde, soit dirigé vers le secteur industriel "actif" et que seul un rôle secondaire et "passif" soit assigné à l'agriculture. De là une des explications pour l'échec de beaucoup de plans des pays en développement dont ceux de l'Inde et du Pakistan durant cette période³.

¹Occidentaux au sens large du terme impliquant aussi bien les pays à économie de marché que les pays socialistes de l'Europe de l'Est.

²Du moins en tant que schéma théorique de développement dans les années 60 particulièrement; sinon depuis quelques années il est remis en cause.

³cf. F.A.O. : Agriculture Development and Employment Performance and Planning. Rome, F.A.O., 1974, p. 15.

Dans le cas du Pakistan par exemple l'industrialisation basée sur une politique "d'import-substitution" mal conçue, contribua non seulement à la création d'industries non efficaces, mais la discrimination envers l'agriculture dans l'allocation des ressources publiques, engendra un manque de développement des institutions rurales. Parallèlement les termes de l'échange interne devinrent défavorables à l'agriculture, tandis que dans ces temps-là le pays pour son alimentation comptait sur l'aide alimentaire extérieure (principalement des E.U. dans le cadre du PL 480). D'ailleurs cette aide contribua à maintenir les prix agricoles à un niveau bas ce qui découragea l'accroissement de l'investissement et par conséquent de la production domestique dans ce secteur¹. Certes, depuis la seconde moitié des années soixante une nouvelle stratégie a fait son apparition se basant sur les variétés à haut rendement et une plus grande attention vers le secteur agricole s'est manifestée. D'ailleurs il semble qu'il en soit de même partout ailleurs où un regain d'intérêt se manifeste pour le secteur agricole surtout depuis le début des années 70. L'influence des stratégies mondiales de développement n'est sans doute pas négligeable dans ce revirement de politique économique; surtout le rôle de la Banque Mondiale à cet effet demande un plus grand approfondissement de la part des chercheurs. Quant à nous, nous lançons l'idée que l'expérience chinoise de "marche sur les deux jambes" et son relatif succès n'a pas été sans influence dans ce revirement. Mais le fait est qu'à notre avis la Banque Mondiale a très vite su et pu canaliser l'aspiration de ces pays en la coiffant à sa manière. Tant par les discours de son président R. McNamara que par ses publications récentes nous assistons à l'élaboration d'une stratégie, préconisant une plus grande attention au monde rural et à la justice sociale. Il est clair que si la situation de déséquilibre entre le monde urbain et le monde rural, créée à

¹ibid., p. 15.

partir des politiques qui se sont jusque là inspirées des schémas "classiques" de développement, n'est pas aussi vite que possible enrayée par les gouvernements en place, ce seront les ruraux qui se chargeront un jour de le faire. De plus représentant plus de la moitié (70 %¹ en moyenne pour tout le tiers monde) de la population dans les pays en développement, ces ruraux constituent les meilleurs clients potentiels des biens et services de l'occident (au sens large); aussi n'est-il pas surprenant que l'amélioration de leur sort soit devenue - surtout en période de récession actuelle - la préoccupation majeure de la Banque Mondiale. D'où la récupération qu'elle tente d'effectuer actuellement.

Il est clair que si depuis la seconde guerre mondiale un autre schéma du développement avait été mis en avant, mettant l'accent sur l'agriculture ce secteur aurait aussi pu jouer le rôle moteur dans l'économie des pays du tiers monde. En fait comme le remarque R. Badouin : "il n'existe aucune raison d'attribuer à l'industrie une supériorité intrinsèque dans la réalisation du développement. Si la place occupée par l'industrie grandit tandis que celle tenue par l'agriculture se réduit, il faut attribuer ce phénomène à la modification qui intervient dans la composition de la demande et non à un pouvoir spécifique au secteur industriel"².

Le secteur agricole peut devenir l'élément moteur de l'économie, être le centre des effets de création et d'entraînement, bref prendre la responsabilité du lancement économique comme le démontre R. Badouin. Il précise qu'un tel modèle "ne cherche pas à confiner une économie à la production

¹Chiffre donné par : BAIROCH P. : "Evolution et rôle de l'agriculture dans le tiers monde". Civilisations, vol. XX, n° 1, 1970, pp. 25-37.

²BADOUIN R. : Agriculture et accession au développement. Paris, éd. A. Pedone, 1967, p. 9.

de produits primaires. Il s'agit d'une stratégie destinée à favoriser l'apparition des structures propices au développement. L'agriculture concourt, par son expansion, à son propre effacement"¹. Evidemment pour adopter une telle stratégie il aurait fallu avant tout que l'idéologie au niveau des responsables des pays ne rejette pas un tel type de croissance axé sur l'expansion agricole; l'histoire démontre qu'au XXème siècle "les agrariens" n'ont pas pu avoir le dessus dans des pays en développement que ce soit en Union Soviétique du début des années 20 ou l'Algérie au lendemain de son indépendance.

A défaut de jouer le rôle de secteur moteur, l'agriculture a été relayée au rôle de secteur d'ajustement. Dans le processus de croissance mis en marche par l'industrie, l'agriculture doit être en mesure de répondre aux sollicitations qui lui sont adressées par le reste de l'économie. Elle doit assurer : (a) - l'équilibre alimentaire qui sous l'impulsion de différents facteurs se détériore : la croissance démographique, l'élévation du revenu moyen par habitant, l'urbanisation, l'influence des effets de démonstration (alimentation de type importé) et la rupture qualitative (plus de protéines animales); (b) - l'équilibre des finances publiques qui devient des plus précaires vu les besoins de financement de l'Etat pour les investissements d'infrastructure qui ne sont pas à court terme productifs et sources de rentrées fiscales. De plus l'industrialisation crée des obligations financières pour l'Etat. Beaucoup d'industries dans leur phase initiale de développement profitent d'allègements de la charge fiscale et pèsent dans le budget de l'Etat. Dans ce cas l'agriculture semble être le secteur désigné pour assurer les fonds nécessaires à remédier à ce déséquilibre. (c) - l'équilibre de la balance externe qui se détériore vu que le pays doit importer ce qu'il a de plus rare : les biens nécessaires à la modification de ses structures. L'agriculture doit non seulement assurer l'équilibre vivrier interne afin que les devises rares

¹Ibid, p. 10.

ne soient pas utilisées pour l'importation de produits alimentaires, mais dégager un surplus permettant d'acquérir les moyens nécessaires à l'achat des équipements indispensables à l'étranger pour les changements de structures.

Ainsi même dans le cas où le lancement du développement économique est l'oeuvre d'un autre secteur, le secteur agricole ne peut demeurer étranger au développement. Par l'ajustement qu'il peut opérer aux trois niveaux que nous venons d'énumérer, il est sensé affecter le déroulement du processus de croissance; ainsi de son bon fonctionnement dépend le freinage (voire blocage) ou la bonne marche du processus. Il est évidemment clair que pour jouer le rôle (moteur ou ajustement) qui est dévolu dans le développement, l'agriculture a besoin d'accroître sa production, de dégager des surplus et augmenter quantitativement et qualitativement les flux qui la relie aux autres secteurs.

Un autre aspect du rôle de l'agriculture que nous n'avons jusque là pas mentionné et qui est tout aussi important dans le cadre des deux schémas (moteur ou ajustement) est celui qu'elle joue de par sa position importante au niveau de la population active employée et de valeur ajoutée distribuée. Dans tous les pays en développement l'agriculture est le plus grand employeur et c'est par elle que le plus grand volume du revenu national est distribué; ces deux fonctions sont sans doute au point de vue économique les plus importantes que peut avoir un secteur. Malheureusement beaucoup de gouvernements semblent ne pas y accorder assez d'attention et se polariser plus qu'il ne faut sur l'optique des ajustements alimentaires (surtout), financières et de balance des paiements sacrifiant les équilibres à court terme à ceux du long terme.

N'y a-t-il pas danger, comme, il semble se dessiner dans le cas de l'Iran, qu'une politique axée principalement sur l'accroissement de production agricole sans être pour autant accompagnée d'une stratégie de développement rural qui tiendrait en compte cet aspect fondamental de la liaison de l'agriculture avec le reste de l'économie (aspect revenu et emploi), débouche un jour ou l'autre sur un blocage du processus de croissance entrepris ?

Nous venons de situer en gros le(s) rôle(s) que peut jouer le secteur agricole dans le processus de développement d'un pays. La contribution de l'agriculture est unanimement reconnue dans la théorie économique du développement bien que chaque école selon sa tendance mette en relief tel ou tel autre aspect¹; reste cependant à déterminer quelle stratégie adopter pour le développement agricole.

Il est clair que le choix d'une stratégie agricole dépend des objectifs politiques fondamentaux d'un gouvernement et des conditions initiales prévalentes dans le pays en question. Une étude comparative de la FAO² pour les pays en développement mentionne notamment deux types de stratégies qui ont prévalu dans bon nombre de ceux-ci.

(a) La stratégie dite "Unimodal" :

Elle est basée sur une modernisation progressive de l'agriculture depuis le bas. Elle repose sur une application étendue et généralisée de technologies dites intensives en travail dans l'agriculture.

En s'accompagnant de programmes de recherches agricoles, de distribution des terres, d'infrastructures agricoles, de croissance d'institutions rurales, le développement rural ainsi envisagé se répandra d'une manière plus égale et englobera une plus grande masse de gens. Cette stratégie peut être soit "tourné vers l'extérieur" (out ward-looking approach) comme celle suivie par le Japon, soit "tourné vers l'intérieur" (inward-looking) comme l'ancien Pakistan Oriental ou le Bangladesh actuel³.

¹ EICHER C. and WITT, L. ed. by : Agriculture in Economic Development. New York, McGraw-Hill, 1964, 415 p.

ISLAM N., ed. by : Agricultural Policy in Developing Countries. London, McMillan Press Ltd., 1974, 565 p.

² FAO : Agriculture Development and Employment....op. cit.

³ Ibid pp. 13-14.

(b) La stratégie dite "Bimodal":

Celle-ci encourage la croissance d'un sous-secteur moderne commercial à large échelle et relativement intensif en capital, se trouvant côte à côte avec le secteur traditionnel de subsistance; le premier doit procurer le gros des outputs de l'agriculture afin de satisfaire les demandes commerciales internes et externes (alimentaires et autres); le second n'obtient qu'une part négligeable des ressources publiques vu le rôle qui lui est donné. Dans beaucoup de pays ce type dualiste d'agriculture est l'héritage d'un passé colonial (Côte d'Ivoire, Maroc), dans d'autres consciemment choisie, elle est promue et encouragée par l'idée d'augmentation de la production. Dans ce dernier cas on feint d'ignorer les effets potentiels ou effectivement néfastes ou'une telle stratégie peut avoir sur l'emploi et la distribution des revenus, justifiant le choix par une augmentation de l'output agricole. Comme le rappelle la FAO, là aussi la stratégie peut être "orientée vers l'extérieur" (Côte d'Ivoire, Mexique) ou orientée vers l'intérieur (Colombie, Sri Lanka)¹.

Il est évident que du point de vue du développement à long terme et selon les critères du meilleur niveau d'emploi et d'une meilleure redistribution des revenus, la stratégie "Unimodal" semble la plus attrayante et la plus avantageuse².

Rappelons enfin que les discussions sur les choix technologiques, les politiques d'éducation, de formation et d'animation rurales, la nature et la forme des institutions, bref tout ce qui se rapporte au mode d'organisation rurale, n'ont de signification que si elles sont placées dans le contexte de la stratégie globale de développement en général et de développement agricole en particulier que les instances gouvernementales ont choisie pour leur pays. C'est dans ce sens que nous avons envisagé l'approche du secteur rural dans la présente étude.

¹ibid. p. 15.

² La distinction entre la stratégie "unimodal" et "bimodal" a été clairement tracée par JOHNSTON B.F. : "Criteria for the Design of Agricultural Development Strategies". Food Research Institutes Studies. vol. XX, 1972, dans cet article il prend clairement position pour la stratégie "unimodal".

2. L'IRAN : UNE STRATEGIE ECONOMIQUE DE DEVELOPPEMENT BASEE
SUR LA CROISSANCE DESEQUILIBREE

Dans leur livre consacré à l'analyse de la structure de l'économie iranienne, J. Amuzegar et A. Fekrat¹ mettent à jour l'aspect dualiste de cette économie composée d'un secteur "dynamique" et "moderne" (pétrole) côtoyant un secteur "statique" et "traditionnel" (agriculture, industrie, service domestique). Cependant ils soutiennent que les caractéristiques de l'économie dualiste de l'Iran sont différentes de celles généralement énoncées dans la littérature courante.

Tandis que dans les modèles dualistes courants les flux vont du secteur traditionnel vers le secteur moderne afin de changer le centre de gravité de l'économie, en Iran les flux de ressources vont du secteur dynamique (pétrole) vers un secteur statique; le premier devient le "leading sector" de l'économie non pas dans le sens où l'entend Hirschmann par la création de liens avec le reste de l'économie (effets directs) mais par le biais de ses flux financiers (effets indirects).

Ils soutiennent également que contrairement aux schémas existants, dans le cas de l'Iran la volonté politique² avait

¹AMUZEGAR, J. and FEKRAT, A. : Iran : Economic Development under Dualistic Conditions. Chicago, University of Chicago Press, 1971, 177 p.

Nous nous référons à l'analyse de ces auteurs pour appuyer notre idée que le schéma de croissance envisagé en Iran est basé sur la croissance déséquilibrée et découle de la structure dualiste de l'économie.

²Ils citent d'autres éléments, telle la dotation en facteurs humains et en ressources naturelles, mais l'accent est mis par eux surtout sur l'élément politique. Le rôle qu'ils donnent dans leur schéma à l'Etat est primordial, allant même jusqu'à le substituer à l'entrepreneur innovateur tel que Schumpeter l'entend.

permis de briser le cercle vicieux du sous-développement en employant les ressources financières du secteur exportateur pour le lancement de l'économie surtout depuis 1962 où une série de mesures structurelles avait été prises (réforme agraire notamment).

Evidemment depuis fort longtemps le secteur pétrolier a été "une enclave"¹ dans l'économie iranienne sans grand effet d'articulation avec les autres secteurs tant en amont qu'en aval de sa production, sans effet significatif d'emplois (à son apogée il n'employait pas plus de 50 000 personnes moins de 1 % de la population active), ni de distribution de la valeur ajoutée si ce n'est à travers le flux financier revenant à l'Etat. C'est dans le budget de l'Etat que son rôle est le plus important et par là dans le financement des plans de développement. Evidemment c'est ici qu'intervient le choix des dépenses sectorielles suivant la stratégie économique adoptée.

Pour effectuer son choix, le "decision-maker" est plus libre dans un cas pareil où le revenu pétrolier lui tombe entre les mains d'une façon providentielle (d'ailleurs certains l'ont assimilé à une rente²). Il va de soi que plus la part de ce revenu est élevée dans le revenu national, plus l'indépendance de l'Etat (accapareur de ce revenu) par rapport aux forces économiques et politiques internes est grande, plus libre est son choix et plus grand est son pouvoir. Ce fait constitue l'une des bases fondamentales de l'analyse de l'Iran - sous quel qu'aspect qu'il soit - et c'est le principal facteur qui le différencie de

¹ou "îles de développement" pour reprendre l'expression employé aussi par:
ALBERTINI, J.M. : Les mécanismes du sous-développement. Paris, Ed. Economie et Humanisme, les Ed. Ouvrières, 1967, 343 p. (p. 42).

²CHATELUS, M. : "De la rente pétrolière au développement économique; "Hold-up" du siècle ou nouveaux espoirs pour le tiers monde". Revue d'Economie Politique, n° 86, janv.-fév. 1976, pp. 22-45. Dans cet article l'auteur tente de répondre s'il est possible dans la situation des pays producteurs de

la majorité des pays du tiers monde. Depuis la structure dualiste que nous avons rappelée, le "decision-maker" aurait très bien pu opter pour une croissance équilibrée, une sorte de "marche sur les deux jambes" puisque ses flux financiers dérivés du secteur pétrolier la lui permettaient et gager tout aussi bien sur son agriculture que sur son industrie pour son développement. Mais cela n'a pas été le cas. L'option "industrialisation d'abord" a primé depuis 1962 début du troisième plan et prime toujours dans la stratégie de développement de l'Etat. Le but ici n'est pas d'expliquer le pourquoi de ce choix, mais d'explicitier l'incidence sur le secteur rural de cette stratégie non équilibrée.

Trois indicateurs suffisent ici pour démontrer globalement les effets sur les grands agrégats, d'une allocation déséquilibrée des ressources parmi les différents secteurs :

- (a) Tandis que le rythme d'accroissement moyen de la valeur ajoutée des principaux secteurs excédait 10% (à prix constant de 1959/60) par an dans le troisième (1962/68 - 1967/68) et le quatrième plan (1967/68 - 1972/73), celui de l'agriculture était respectivement de 4.5 % et 3.8%. Curieusement les transports et communications qui sont en principe en étroite liaison avec ce secteur étaient les seconds les plus défavorisés (3.7% et 8.5%).

(suite note de la page précédente)

pétrole de passer des "programmes de dépense" à des "modèles de développement" et s'interroge sur la signification et le contenu des espaces de développement envisageables.

Tableau I.A.

Taux d'accroissement annuel moyen de la valeur ajoutée des différents secteurs, 3ème et 4ème plan (prix constant 1959/60).

Secteurs	1962/63 - 1967/68	1967/68 - 1972/73
Agriculture	4.5 %	3.8 %
Pétrole et gaz	13.6 %	14.5 %
Industries et mines	11.4 %	12.9 %
Construction	12.3 %	8.7 %
Transport et communication	3.7 %	8.5 %
Autres secteurs	12.0 %	13.7 %
PIB (prix du marché)	9.8 %	11.2 %

Source : FAO, Perspective Study of Agricultural Development for Iran. ESP/PS/IRA/74/20, Rome, FAO, 1974.

- (b) La part de la valeur ajoutée agricole dans le PIB n'a fait que décroître, à un rythme voisin de 8% en moyenne par an, entre 1959/60 à 1974/75. L'agriculture, secteur prépondérant avant les changements de 1962, fournissait près de 30% du produit intérieur (1959/60); en 1974/75, elle ne participait qu'à concurrence de 8.4% (cf. tableau I.B.). Evidemment le quadruplement des prix du pétrole en 1974 fausse l'analyse, mais que dire des 14.2% (le septième du PIB) de 1971/72 ? Le déséquilibre s'explique par la montée du secteur industriel et du secteur pétrolier qui, comme nous l'avons vu, ont connu des rythmes de croissance élevés.
- (c) Autre déséquilibre, cette fois de taille, celui qui existe dans la proportion de population active totale employée par l'agriculture. Nos calculs montrent que la baisse relative de la part de la population active

agricole dans la population active totale a été d'environ 2% par an entre 1959/60 et 74/75; employant 53.5% de la population active tandis qu'elle produisait environ le tiers de la valeur ajoutée en 1959, elle n'en emploie pas moins actuellement près de 40% mais en ne participant qu'à un douzième de la V.A. L'histoire du développement de l'occident a montré et le principe est généralement admis¹ que la croissance économique est accompagnée du déclin progressif et parallèle de ces deux entités. Le schéma de croissance de l'Iran va à l'encontre de cette thèse. Cette croissance a engendré un déséquilibre frappant au dépens de l'agriculture; la décroissance forte de l'une (v.a. agricole/v.a.t.) n'a pas été accompagnée du même rythme, de l'autre (population active agricole/population active totale). Ce phénomène a de graves conséquences économiques, sociales et politiques. Il démontre l'inégalité grandissante qui s'est manifestée durant cette période : le secteur agricole tout en étant le principal employeur de l'économie, a distribué - relativement aux autres secteurs par tête - de moins en moins de revenu. Actuellement il distribue 8.4% du revenu à 40 % des travailleurs du pays. On se demande dans ces circonstances qui va se porter acquéreur des produits industriels, même si on admettait que la politique d'industrialisation de l'Etat avait réussi (ce qui n'est pas évident, car beaucoup d'industries fonctionnent selon les propres aveux de l'Etat bien en-deça de leur capacité de production). Sans débouché, la faillite guette toutes les industries.

¹KUZNETS, S. : "Quantitative Aspects of the Economic Growth of Nations. Industrial Distribution of National Product and Labor Force". Economic Development and Cultural Change, n° 5, 1957.

Et là nous ne parlons même pas des tensions sociales dues à la migration et aux inégalités de revenu (pour ne citer que ces deux) qui se manifesteront tôt ou tard. Le déséquilibre que nous venons d'énoncer entre le secteur rural et le secteur pétrolier et industriel, n'est pas le seul dans le schéma iranien de la croissance. A l'intérieur de chacun des secteurs existe aussi le déséquilibre.

Prenons le cas de l'industrie; l'industrialisation "à outrance"¹ dans laquelle l'Iran s'est engagée depuis 1962/63, a aussi abouti dans ce secteur à un déséquilibre. Au début du 5ème plan (1973/74), le processus d'industrialisation de l'Iran revêtait la forme d'un modèle horizontal bipolaire, désarticulé au niveau national. D'un côté se trouvait l'ensemble de l'industrie des biens de capital, composé de grandes unités modernes étatiques et de nombreux ateliers privés, fournissant une part négligeable de l'output total industriel; de l'autre, des industries de biens de consommation se caractérisant par la prédominance de leur output dans l'ensemble du secteur industriel². D'un côté les petits ateliers (moins de 10 personnes) employant le gros des travailleurs de l'industrie, mais bénéficiant de moindres crédits; de l'autre les grandes unités accapareuses des ressources financières du secteur mais ayant une part négligeable dans l'emploi. Qu'en est-il du secteur agricole ?

¹ qualificatif employé dans l'analyse qui est faite de l'industrie iranienne dans : L'Iran et les pétrodollars. Notes et Etudes Documentaires (La documentation française), 15 mai 1975, n° 4188-4189, p. 54.

² GHAZI, H., MONTAZAMI, B., NARAGHI, Kh. : "L'Iran, la Révolution Blanche", Les Cahiers Français, n° 168, nov.-déc. 1974, notice 5.

Tableau I.B.

- Evolution de la part de la valeur ajoutée agricole et de la population active agricole dans les agrégats respectifs nationaux 1959/60 à 1974/75; en %

	1959/60	1963/64	1967/68	1971/72	1974/75	Variation moyenne par an de cette part de 1959 à 1974
Part de la V.A. agricole dans les V.A. totale ⁺	28.1	23.9	19.6	14.2	8.4	- 7.73 %
Part de la population active agricole dans la pop. act. totale	53.5	53.5	47.3	41.9	40 ⁺⁺	- 1.92 %

Sources : - BANK MARKAZI IRAN : Revenu National de l'Iran 1959/60 - 1971/72. BMI, Département des études économiques, 1973, pp. 13 et 39 (éd. persane).

- UNITED NATIONS : Year book of National Accounts Statistics 1976. New York, U.N., vol. I, Individual Country Data, 1977, p. 431.

⁺ Les valeurs ajoutées calculées sont à prix constant de 1959/60 et aux prix du marché.

⁺⁺ Notre estimation.

3. ROLE DEVOLU A L'AGRICULTURE EN IRAN :

Théoriquement la contribution potentielle de l'agriculture à la croissance globale peut se faire de différentes manières : par sa propre croissance (de produits agricoles et alimentaires en relation avec la croissance de la demande intérieure ou extérieure), par des transferts de ressources (travailleurs et capitaux) vers les autres secteurs de l'économie, par l'approvisionnement des réserves de change et par la contribution au processus d'industrialisation soit par ses ventes aux industries agricoles et alimentaires soit par ses achats de biens industriels¹.

Il est évident que parmi ces contributions potentielles, la contribution réelle de l'agriculture dépend du modèle de développement choisi par le pays.

Dans le cas de l'Iran, nous venons de le voir, le modèle adopté a été celui de la croissance déséquilibrée accordant la priorité à l'industrie (extractive, pétrochimique, acier) qui est censée jouer le rôle du secteur moteur. L'agriculture elle, est vouée au second plan. On n'attend d'elle que la tâche d'ajuster sa production aux besoins agricoles et alimentaires du pays, c'est-à-dire ne remplir que la première des fonctions que nous avons énumérées.

Pourquoi pas en tant que secteur de financement ? Là l'existence du secteur pétrolier donne la réponse. Du moment où les ressources financières de ce dernier peuvent être injectées dans l'économie par le biais des dépenses (courantes ou de développement) de l'Etat, le planificateur ne sent pas le besoin de s'appuyer sur l'épargne dégagée de l'agriculture; épargne d'autant plus hypothétique que la réforme agraire exigeait un transfert de flux financiers vers ce secteur vu le faible niveau de revenu des agriculteurs s'apprêtant à travailler sur leur propre exploitation et désireux d'investir. Et le rôle dans la fourniture de devises ? Là

¹Ce schéma est fort bien représenté dans le livre de L. MALASSIS, Agriculture et processus de développement, op. cit. 2ème partie.

aussi les revenus pétroliers semblent avoir joué en défaveur de l'attention qu'on aurait dû porter à l'agriculture. Les produits provenant directement (coton, fruits secs etc.) ou indirectement (tapis) de ce secteur ont constitué de tout temps les principales exportations de l'économie proprement dite (sans pétrole) de l'Iran. En 1972/73 par exemple, les produits de ce secteur constituaient près de 2/3 des 451 millions de dollars des exportations non pétrolières de l'Iran avec les tapis, le coton et les fruits secs comme principales composantes respectivement (cf. Foreign Trade Statistics of Iran de cette année). Evidemment avec les quelques 3 milliard de dollars de revenu du pétrole (1972/73) le poids de l'agriculture dans l'équilibre de la balance des opérations courantes devient moins évident qu'il ne paraît sans le pétrole. Malgré l'analyse de la période depuis 1962/63 qui montre que la part de ces exportations varient entre le dixième et le sixième des recettes en devises du pays (avant l'augmentation du prix du pétrole) et donc leur faible importance à ce niveau, il ne faut pas oublier que du point de vue de la distribution des revenus, c'est l'agriculture qui est - hormis le pétrole - le secteur le plus dépendant du commerce extérieur. Nul doute qu'un changement subit du prix du coton sur le marché mondial, une concurrence des pays exportateurs de fruits secs ou de tapis telle la Turquie, peuvent avoir de sérieuses incidences sur le revenu de ce secteur.

Malgré cela dans son schéma de développement, l'Iran n'a pas voulu miser sur le secteur agricole exportateur comme historiquement ce fut le cas pour l'Australie, le Canada, le Danemark, la Suède ou la Nouvelle-Zélande, le pétrole procurant l'essentiel de ses devises.

En parcourant les trois derniers plans quinquennaux on s'aperçoit qu'il n'est question pour l'agriculture que d'ajuster sa production (surtout alimentaire) à la demande grandissante afin d'assurer une autonomie à ce niveau au pays; il est aussi question quoique moins expressément d'accroître la productivité agricole en vue d'augmenter le revenu moyen des agriculteurs pour leur permettre d'accroître leurs achats de produits industriels. Aussi peut-on sans grand risque de se tromper prétendre que la logique économique dictant toute intervention de l'Etat dans le monde rural et la base de ses politiques récentes de développement rural, reposent sur cette optique d'augmentation de la production alimentaire; et ce à n'importe quel prix même si elle aboutit à la destruction rapide du paysannat existant avec ses valeurs économiques et sociales.

Nous l'étudierons plus en détail en dégagant les points saillants de la politique de développement rural envisagée depuis 1962/63 par l'Etat.

4. LA STRATEGIE DU DEVELOPPEMENT RURAL DE L'IRAN BASEE
SUR L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE, S'APPUIE SUR LES UNITES
A GRANDE ECHELLE .

Le troisième plan quinquennal (1962/63 - 1967/68) fut pour l'agriculture une période de restructuration. La réforme agraire mobilisa pendant cette période la grande majorité des ressources humaines et financières des instances concernées de ce secteur pour le bon déroulement de la passation de la propriété de la terre, des propriétaires aux paysans. Ce fut aussi la phase d'expansion rapide du mouvement coopératif, qui ambitionnait de couvrir tous les nouveaux propriétaires paysans. Concrètement ce plan aboutit au niveau de la v.a. agricole, à des résultats médiocres d'accroissement (2.5 % par an en moyenne) et au niveau de l'investissement, à des résultats déplorables faute de capitaux disponibles¹. Il est clair que durant ces 5 années toute la panoplie des technologies modernes, d'animation rurale et réseaux de crédits généralement admis comme moyen d'accroissement de la production n'eurent pas l'occasion de se développer et de se propager faute de moyens financiers et humains mobilisés pour la réforme agraire.

Parallèlement à ces mesures, la politique hydraulique de l'Etat s'orienta non pas vers l'amélioration des structures d'irrigation existantes et l'aménagement de la petite hydraulique, mais vers la construction de grands barrages hydro-électriques qui mobilisèrent une grande partie des ressources financières du plan.

Les effets combinés de la lente progression de la valeur ajoutée agricole de la période précédente et des dépenses hydrauliques qu'on envisageait de rentabiliser, aboutirent aux premières mentions dans le 4ème plan d'unités à grandes échelles et de réorganisation de l'agriculture. On y préconisa la création des sociétés par actions agricoles, à partir d'un regroupement des parcelles distribuées lors de la réforme

¹cf. ORGANISATION DU PLAN : Evaluation du 3ème plan quinquennal.

agraire, avec le concours de l'Etat; les paysans n'ayant pas la capacité technique et financière de le faire. Il fut aussi convenu de prendre les mesures nécessaires à attirer les investissements privés vers ce secteur. Cependant comme la réforme agraire avait concentré la terre dans les mains d'une multitude de paysans en leur interdisant légalement sa revente (pendant au moins 15 ans), il fallait trouver un moyen de tourner cette loi afin de permettre "la rentabilisation" des terres situées en aval des barrages par des firmes ou personnes privées. Le moyen consista à faire adopter une autre loi, spécialement conçue pour les terres situées en aval des barrages¹. C'est ainsi que l'Etat parvint à reprendre aux paysans ce qu'il leur avait donné à peine cinq ans auparavant (en les dédommageant financièrement; mais était-ce suffisant ?) et louer les terrains ainsi obtenus à des firmes privées étrangères. Il attendait d'elles le miracle que n'avait pu accomplir le paysannat traditionnel². Heureusement cette "expérience" se limita principalement au barrage de Mohammad-Reza Chah (Dez); mais l'idée d'unité à grande échelle sous forme de sociétés anonymes et puis de coopératives de production (pour limiter les coûts sociaux) fit son chemin pour devenir dans le cadre du 5ème plan le pivot de la politique agricole de l'Etat³.

Actuellement la politique des unités à grande échelle mobilise les principales ressources financières et techniques du ministère de l'agriculture.

En Iran le développement rural, au niveau des instances dirigeantes, ne s'est pas posé en terme de choix des techniques (hard, intermédiaires ou douces) et leur incidence sur la structure sociale rurale, ni de schéma de "self-reliance" (tel que l'entend le Forum du tiers monde), ni de la pénétration capitaliste dans les campagnes. L'idée étant d'accroître

¹cf. chapitre II sur les agrobusiness pour plus de détails au sujet de cette loi.

²peut-être l'aurait-il pu si on lui avait laissé le temps et surtout les moyens financiers dont jouissent actuellement les agrobusiness.

³D'ailleurs le mauvais résultat de la progression de la v.a. agricole pendant le 4ème plan qui n'avait pu atteindre les 4% annuel prévu, renforçait cette nouvelle politique.

le plus rapidement la production alimentaire de ce secteur. A n'importe quel prix.

Certes il y a eu et il y a encore une tendance chez certains dirigeants à combattre l'idée d'une politique biaisée et axée sur les grandes unités d'exploitation agricole. Eux aussi parlent de "moderniser" l'agriculture mais ils ne sont d'accord ni dans le contenu et le sens que donne la tendance dominante à cette modernisation, ni dans les moyens à mettre en oeuvre pour atteindre cet objectif. Cependant la question centrale de pourquoi "moderniser" l'agriculture, semble élucidée et pour les uns et pour les autres; la modernisation constituant à leur sens un impératif pour le développement tout court¹.

De tout ce qui vient d'être mentionné, il apparaît qu'avec la loi précitée sur les terres en aval des barrages et ses dispositions, ainsi que dans les mesures adoptées dans le 4ème et 5ème plan, le gouvernement iranien s'engage délibérément vers l'encouragement d'un secteur privé orienté vers la production à grande échelle donc selon la classification précitée de la FAO vers une stratégie "bimodal" agricole. Dans cette voie, il semble que l'Etat n'hésite pas à accepter les coûts économiques et sociaux qui en découlent, pourvu que le but envisagé soit atteint : augmentation rapide du taux d'accroissement de la production agricole pour subvenir aux besoins croissants du marché interne (essentiellement urbain).

¹A cet effet deux rapports présentés au cours d'un colloque à Persepolis (Shiraz) réunissant des hautes personnalités académiques et politiques traitant des divers problèmes de développement de l'Iran, sont significatifs. M. Ajami soutient un développement rural axé sur le paysannat traditionnel et en fonction de cette majorité, M. Doroudian semble avoir une foi inébranlable dans les unités à grande échelle, surtout les agrobusiness.
cf. AJAMI, I. : "Agricultural and Rural Development in Iran", DOROUDIAN, A. : "Modernization of Rural Economy in Iran", in Iran Past, Present and Future. New York, Aspen Institute of Humanistic Studies, 1976.

Deux projections sur lesquelles se base le MARN¹ nous donnent les quantités de produits d'agriculture et d'élevage demandées jusqu'en 1992/93 et servent de prétextes à la politique agricole actuelle. L'une est calculée d'après l'élasticité de la demande de consommation de chaque produit par rapport à l'augmentation du revenu. Ainsi arrivons-nous à des chiffres très élevés de consommation par tête des principaux produits (par exemple, la consommation de viande rouge passant de 16.9 kg en 1974/75 à 47 kg par tête en 1992/93). L'autre, calcule la demande future en fonction de la diététique et des calories consommées par tête d'habitant. Celle-ci arrive à des chiffres nettement plus bas que la première projection ainsi que le montre le tableau suivant (par exemple, la consommation de viande prévue pour 1992/93 par tête est de 38 kg soit 9 kg de moins; donc surestimation de 24 % environ). (cf. tableau suivant)

¹Ministère de l'Agriculture et des Ressources Naturelles.

Tableau I.C. - Estimation de la demande des principaux produits alimentaires
entre 1974/75 - 1992/93

Produits	Année de base		1ère projection (selon Elas.Dem./ Rev.)		2ème projection (selon calories nécessaires)		Sur ou sous es- timation
	1974/75		1992/93		1992/93		(4)-(6)/(6)
	1 D/tête ⁺	2 D/Totale ⁺⁺	3 D/t.	4 DT	5 D/t.	6 DT	7
Blé	147	4 847,5	148	7 922	122,4	6 550	+ 21 %
Riz	30,3	999	47,4	2 537,4	33,5	1 794	+ 41,4 %
Viande rouge	16,9	558	46,6	2 494,4	38	2 034	+ 22,6 %
Viande de volailles	2,88	95	7,9	422,9	6,4	343	+ 23,3 %
Poisson	1	33	2,5	133,8	2,6	139	- 3,7 %
Oeufs	2,66	88	6,7	358,7	5,6	300	+ 19,6 %
Lait	7,5	247	20,7	1 108	18,3	980	+ 13 %
Beurre	1,18	39	3,25	174	1,7	91	+ 91,2 %
Fromage	3,27	108	8,3	444	5,6	300	+ 48 %
Huile d'ori- gine animale	1,66	55	0,59	30	1,3	70	- 133 %
Légumineuses	6,5	215	13,67	731,8	10	535	+ 36,8 %
Huile végé- tale	6,64	219	15,4	824,4	6,5	348	+ 136,8 %
Pomme de terre	14,55	480	30,6	1 638	31,8	1 708	- 4 %
Oignons	9,24	305	21,4	1 145,6	14,8	794	+ 44,2 %
Sucre	28,99	956	49,5	2 649,8	22	1 178	+ 124,9 %
Orge (consom. humaine)	13	428,7	5	267,7	2,2	117	+ 128,8 %

Source : MARN : Estimation de la demande pour les produits agricoles de l'Iran pour les années 1974/75 - 1992/93 et évaluation du modèle alimentaire futur. Rapport préparé par J. EDRAKI et F. NOWROUZI, Bureau de Planification, document dactylographié, mars 1975, pp. 7 et 19 (en persan).

⁺D/tête : demande par tête en kg.

⁺⁺DTotale : demande totale en milliers de tonnes.

A l'échelle de ce tableau quelques remarques semblent nécessaires :

- A part trois produits quelque peu sous-estimés la projection qui se base sur l'élasticité de la demande par rapport au revenu comporte une surestimation pour tous les autres (qui va de 13 % pour la demande future du lait à près de 134 % pour les huiles végétales), compte tenu de la seconde projection¹.
- Les écarts les plus forts sont pour : les huiles végétales, le sucre et les produits laitiers.
- A notre avis la principale raison de cet écart est d'un côté le choix délibéré de coefficients d'élasticité trop forts au départ² et le raisonnement trop simple du revenu par tête qui néglige la distribution des revenus parmi les couches sociales (urbaines et rurales) de l'autre. Il devient ainsi hasardeux de faire une projection de la consommation à partir d'une situation où l'écart de revenu moyen par tête entre le rural et l'urbain est estimé de 1 à 5³ (sans parler de la distribution à l'intérieur de chaque secteur) pour une situation future où cet écart pourrait être selon les différentes politiques mises en oeuvre de 1 à 10 ou de 1 à 2,5⁴.

¹Ce gonflement de la demande future n'est pas seulement par rapport à la 2ème projection, une comparaison avec les estimations de la Banque Mondiale aboutit au même résultat. Celle-ci dans son hypothèse qualifiée de "High" (9,5 % d'accroissement annuel moyen de dépense per capita.; 0,8 % d'accroissement de la population rurale et 3,9 % de la population urbaine) arrive à des chiffres inférieurs de 30 à 40 % environ de la 1ère projection.
cf. IBRD, The Economic Development of Iran, vol. III, Statistical Appendix, table 106, p. 79.

²Ces coefficients sont supérieurs dans la plupart des cas à ceux calculés par le Centre des Statistiques de l'Iran;
cf. MARN : Estimation de la demande, op. cit. p. 5.

³IBRD; op. cit., p. 2.

⁴VAKIL F. : A Macro-Econometric Projection for Iran 1973-1992. Téhéran, PBO, April 1974, paper presented to the Symposium : Iran; An International Conference, held in Shiraz, June 1-4 1974, 58 p. + appendix (ronéo).

- Nos critiques ne se bornent pas à la première, mais aussi à la seconde projection. Celle-ci a un gros défaut de base qui est de bâtir son raisonnement sur les besoins en protéines animales par tête d'habitant en prenant comme point de comparaison celle des pays européens et des Etats Unis d'Amérique qu'il serait bon d'approcher¹.

Ainsi donc cette projection reflète moins un prolongement de la réalité basée sur les habitudes iraniennes de consommation qu'un simple exercice mathématique qui tient compte d'une relation "inévitabile" à savoir la corrélation forte entre l'augmentation du PNB per capita et la consommation de protéines animales.

C'est trop négliger tous les facteurs climatiques, culturels et autres qui ont contribué à l'élaboration pendant des siècles des habitudes de consommation qui répondent au milieu environnant. Et c'est dans ce sens que de plus en plus dans le tiers monde on se pose la question de la validité de tels indicateurs universels de développement (courant cristallisé par le Forum du tiers monde).

De ce fait nous sommes d'avis que les experts du Ministère d'Agriculture auraient dû étudier de plus près la diététique courante pour comprendre qu'il n'y a aucune comparaison à faire entre les pays européens et l'Iran. Dans ce dernier on emploie beaucoup moins de viande dans les plats courants que dans les premiers où les repas sont pour la majorité à base de viande.

¹Le document précité du MARN nous dit : "... la comparaison de la consommation en protéines animales entre l'Iran et les autres pays américains et européens, reflète un manque de consommation de ces derniers en Iran, aussi conviendrait-il de l'augmenter; pour ce faire dans l'élaboration du modèle diététique futur l'essai a été fait d'inclure de 1/3 à 1/4 de protéines animales dans la consommation totale de protéines". p. 12.

En plus une faute plus grave a été commise et c'est de ne pas avoir pris en compte dans l'étude, l'apport de calories et protéines par les légumes (sauf les oignons et les pommes de terres) les légumineuses et les fruits. Or pour qui connaît l'Iran ces trois types d'aliments sont des composantes essentielles de la nourriture quotidienne. Simple souci de simplification par les planificateurs ?

Si nous nous sommes attardés sur les projections officielles de demande de produits alimentaires et leurs critiques; c'est à cause de l'usage quelque peu "abusif" qu'on en fait pour justifier une politique agricole.

Nous sommes d'avis que dans toute projection - surtout si on veut y faire reposer une logique de choix stratégiques de développement - il faut être prudent; car toute simplification peut être dangereuse.

Surévaluer la consommation future et sous évaluer la production effective (et non offerte sur le marché)¹ puis faire la distribution des ressources rares (en eau, terre, capital financier et encadrement) entre différents types d'exploitation selon la logique produisons plus et dans les plus brefs délais, est la voie qui a été suivie depuis 1968/69 surtout, par le MARN.

Pour nous il reste cependant une réalité à dégager de des projections, malgré nos critiques. C'est celle du fossé réel qu'il convient de combler entre une demande grandissante et une production ne suivant pas le même rythme (surtout à court terme).

¹volontairement ou pas; là n'est pas la question.

²Celles-ci sont invariablement évoquées dans n'importe quel discours officiel traitant de la politique agricole; cf. notamment :

- MARN : Les agrobusiness dans le développement agricole de l'Iran. Téhéran, MARN, Département des agrobusiness, texte dactylographié (en persan) contenant le discours de M. Ghavamian, vice-ministre du MARN au "Séminaire de planification régionale, année non-mentionnée (1975 ?), 22 p.

- Compte rendu du discours de M. Ghavamian devant l'Agribusiness Council international que nous rapportons dans le chapitre suivant.

Tout en ayant les mêmes soucis que les responsables du MARN, nous ne croyons pas pour autant que le principal sinon le seul moyen de satisfaire cette demande soit celui préconisé par ces derniers¹.

A notre avis le déséquilibre existant peut très bien résulter d'une sous-évaluation de la production. Ceci est très fréquent sinon courant dans les pays du tiers monde où n'est pris en compte que le produit effectivement offert sur le marché². L'augmentation de l'offre potentiel (surplus dégageable dans des villages vivant en semi-autarcie) serait alors possible avec l'établissement d'infrastructure routier et de transport. D'un autre côté le marketing des produits agricoles est très mal organisé; pourquoi le paysan produirait-il plus s'il sait que le produit de son labeur sera accaparé par les intermédiaires ou que tout simplement le marché le plus proche se trouve trop loin pour qu'il puisse y acheminer son surplus ? Aussi pensons-nous que le secteur dit "traditionnel" est loin d'avoir atteint son potentiel maximum de production; si une politique harmonieuse et intégrée visant le long terme était entreprise dans ce sens - au lieu d'être concentrée vers les unités à grandes échelles comme c'est actuellement le cas - la production nationale pourrait tout aussi bien (mais peut-être pas aussi vite) augmenter, sans qu'il y ait comme corollaire des coûts sociaux et mêmes économiques élevés pour le pays comme nous allons le voir par la suite dans le cadre de l'étude des nouvelles formes d'exploitation à grande échelle envisagées par l'Etat : les agrobusiness, les sociétés par actions agricoles et les coopératives de production.

¹D'ailleurs la mise en parallèle de l'accroissement de la population, du revenu national et de la v.a. agricole, montre fort bien le déséquilibre existant entre la demande et l'offre de produits agricoles internes qui s'est traduit par un accroissement substantiel des importations. Voir à cet effet le tableau de l'annexe A.

²Quoique même l'évaluation de ce dernier soit sujette à caution.

5. STRUCTURE DU SECTEUR RURAL

5.1. Les ressources

5.1.1. Population

La population de l'Iran vit en majorité dans les zones rurales (57 % en 1972); est qualifiée de zone rurale toute agglomération comprenant moins de 5.000 habitants. D'après les différentes estimations faites, cette proportion ne fera que décroître, pour arriver jusqu'à 50% d'ici la fin des années 70¹. Cependant, malgré le déclin du taux de croissance de cette population rurale, celle-ci passera des 17,9 millions actuels à près de 21 millions en 1987. Quant à la force de travail de ce secteur, elle passera de quelque 5 millions actuellement, aux environs de 6 millions de personnes en 1980.

Ces chiffres peuvent représenter globalement l'importance que revêt ce secteur pour l'économie iranienne et de là la nécessité de se pencher plus sur ses problèmes. Apportons quelques précisions de plus :

Cette population n'est pas également répartie, ni au point de vue géographique, ni au point de vue taille.

Le recensement de 1966 montre que près de la moitié de la population rurale est concentrée dans les cinq provinces nord du pays : l'Azébaidjan de l'est, Khorasan, Mazandaran, Guilan et Ostan central (Téhéran). Ajoutons qu'à part les trois provinces d'Ispahan (51,4% urbains), Khuzestan (56% urbains) et Ostan Central (70,4% urbains), toutes les autres

¹cf. Plan and Budget Organization : Iran's Population. Past Present and Future. Teheran, Population and Manpower Bureau (Planning division), nov. 1973. Selon le rapport préliminaire du recensement général du pays (1976), la proportion de la population rurale est de 53% actuellement. Elle a augmenté à un rythme moyen annuel de 1.12% tandis que la population urbaine a accru de 4.84% par an pour la période de 1966-1976.

sont à forte proportion de population rurale¹.

Quant à la taille de ces agglomérations que le centre de statistique de l'Iran qualifie de rurales, il faut préciser qu'elle est très inégale. Sur les 66 438 villages que comptait l'Iran en 1966 (donc moins de 5 000 habitants) seulement 2 395 villages avaient entre 5 000 et 1 000 habitants, soit 3.6% ; près de la moitié (32 665) des villages iraniens, d'après ce recensement, avaient entre 1 000 et 100 habitants et 31 378 moins de 100 habitants. Ajoutons que parmi ce dernier groupe, 12 966 villages avaient moins de 25 habitants avec une population moyenne dépassant de peu 10 personnes (11,5).

Cette dispersion et ce nombre élevé de villages fait en sorte que tout programme agro-rural voulant englober la totalité de cette population devient, sinon impossible, du moins difficile à réaliser.

Pour ce qui est de la force de travail, malgré le déclin de la part de la force de travail occupée dans l'agriculture (56% en 1956, 48% en 1966, 40% en 1972/73) ce secteur occupe toujours une place dominante pour ce qui est de l'emploi parmi les autres. A la fin du 5ème plan quinquennal (1972/73 - 1977/78) il a été envisagé que cette proportion descendrait à 36 %, quoique le nombre absolu de la population active (3,4 millions) du début du plan resterait inchangé².

¹Iran Plan Organization : Statistical Yearbook 1966.
Teheran, Statistical Centre of Iran.

²ILO : Employment and Income policies for Iran; ILO
Geneva, 1973, p. 10.

De toute façon, vu la limite des terres arables, la grandeur des exploitations familiales, le sous-emploi existant et le bas revenu par tête dans ce secteur, il semble qu'une politique visant à augmenter l'emploi dans l'agriculture serait vaine. Quoique les besoins en main d'oeuvre se fassent sentir dans les secteurs services et industries, il semble cependant que la libération subite de la main d'oeuvre de l'agriculture, vu la non qualification de celle-ci ne pourra que créer des difficultés et des tensions en milieu urbain.

Il est donc à prévoir que l'exode rural¹ inévitable dans la phase actuelle de développement du pays, engendrera de graves problèmes d'ordre social, économique et même politique, auxquels l'Etat aura à faire face, non sans difficultés : accroissement de la population marginale aussi bien en ville que dans les campagnes, inégalités de tous genres, problèmes sociaux liés à une urbanisation accélérée, problèmes relatifs au décalage entre les réalités actuelles du pays et les institutions administratives et politiques traditionnelles, etc.².

Pour pallier à ces inconvénients, peut être que l'une des meilleurs solutions consisterait à encourager les activités non agricoles dans les zones rurales. Les statistiques montrent que les activités non agricoles occupent une place très importante dans l'emploi rural en Iran; déjà en 1966, dans les localités de moins de 5 000 habitants, 1,2 million de personnes, soit 32 % de la population active du secteur agricole exerçaient des activités non agricoles³. Dans ces

¹Des indications manquent à ce sujet, mais The Economist dans son "Survey of Iran" (August 28, 1976, p. 40 ff) estime que 8% de la population rurale est en migration chaque année en moyenne, depuis le boum pétrolier de 1973, ce qui nous semble quelque peu exagéré.

²RASSEKH, S. : "Coûts urbains et conséquences sociales du développement économique en Iran", Revue d'Economie Politique, n° 1, janv.-fév. 1973, p. 22.

³GUHA, S. : "Les activités non agricoles et l'expansion de l'emploi rural : Expériences faites en Iran, en Inde et en Syrie", Revue Internationale de Travail, vol. 109, n° 3, mars 1974, p. 264.

activités sont comprises toutes les occupations qui, en rapport avec la transformation des matières premières, la construction et les services personnels (autres que les services domestiques) sont exercées dans les zones rurales.

Il ressort d'enquêtes menées depuis 1971 par le centre de recherches du ministère de la coopération et des affaires rurales d'Iran que, dans de nombreuses zones rurales et surtout dans celles dont l'agriculture est pauvre, une proportion élevée (variant entre 24% et 42%) des paysans exerçait en outre un métier artisanal ou quelque autre activité non agricole pour compléter le revenu familial. Les gains tirés de ces occupations subsidiaires vont de 1/5 à 1/3 du revenu total des personnes occupées dans l'agriculture. A Marvdasht et Birjand, par exemple, les familles vivant principalement de l'artisanat ou d'activités non agricoles connexes, gagnent presque autant que celles qui pratiquent surtout l'agriculture. Dans une région comme celle de Naïn, les revenus des activités non agricoles sont plus élevés et l'agriculture est passée au deuxième plan. Outre la confection de tapis, des activités aussi diverses que le filage, tissage d'étoffes à la main, préparation de conserves de fruits ou d'autres produits alimentaires, l'agriculture et la laiterie, sont exercées¹.

Il est envisagé de modifier l'implantation et les régimes de propriété et de gestion des petites entreprises non agricoles, sauf pour des activités féminines comme le tricotage et la broderie, qui se développent le mieux à l'échelle de la famille.

L'Etat pense que la création des quelque 2 000 "centres de développement rural" (avec autour d'eux des ensembles organiques de villages satellites et dotés d'infrastructure et de services nécessaires), pendant le 5ème plan sera une

¹ibid., p. 265.

occasion de réaliser ces grandes réformes de structure en installant dans ces points centraux des ateliers modernes, propres à satisfaire la demande croissante d'emplois et en aménageant des zones d'industries et de services diversifiés¹.

A premier abord cependant, il semble que ce programme - ne serait-ce que sous son aspect administratif - ne fera qu'alourdir le fardeau déjà trop pesant que porte l'appareil d'Etat. Il risque d'augmenter encore plus la dépendance du monde rural par rapport à l'appareil administratif qui enserre déjà le développement de la société paysanne dans un carcan de règles².

5.1.2. Le Sol

L'Iran est un haut plateau entouré par des chaînes de montagnes au nord (l'Alborz) et à l'ouest (le Zagros). Le plateau à l'intérieur du pays, avec une hauteur moyenne de 1 200 à 1 500 m, est de type semi-aride, mais parsemé néanmoins d'une multitude de villages où la culture se fait autour des points d'eau. Les pentes des montagnes sont recouvertes d'une végétation éparse et quelques hautes vallées situées dans les chaînes de montagnes fournissent d'excellents pâturages d'été. La région côtière, bordant la mer Caspienne, a une végétation plus luxuriante en raison de la pluviosité élevée de cette partie du pays (200 cm.). La pluviosité moyenne du pays est de 25 à 28 cm., mais elle est de l'ordre de 5 à 10 cm. dans les régions arides.

La superficie de l'Iran est de près de 165 millions de ha. (1 650 000 km²) dont approximativement 50 millions d'ha. sont qualifiés de cultivables (en tant que condition du sol), 20 millions d'ha sont occupés par des forêts et le reste par des déserts et des montagnes.

¹ibid., p. 274.

²Voir l'article de Paul Vieille dans Le Monde du 27.1.1973 entre autres.

Des terres potentiellement cultivables, près de 20 millions d'ha sont utilisés pour la culture, mais à cause des contraintes d'eau, 60% des terres sont en jachères (12 millions d'ha) donc seulement 8 à 9 millions d'ha sont effectivement cultivés chaque année.

La surface irriguée est de l'ordre de 3 millions d'ha, le reste est sous culture sèche (5 à 6 millions d'ha¹). Quoique les études de sol en Iran soient encore incomplètes, il semble qu'à mesure que les recherches sur le terrain progressent, on pourrait estimer à 5,5 millions d'ha la superficie susceptible d'être irriguée.

Notons que, malgré les problèmes de salinité qui se posent dans certaines régions et les dangers d'érosion dans d'autres, les études faites montrent qu'en gros, le sol ne constitue pas une contrainte majeure au développement de l'agriculture et de l'emploi de nouvelles terres en Iran.

5.1.3. L'eau

La contrainte majeure et essentielle pour l'agriculture iranienne est l'eau. Il y a de très vastes régions du pays où le volume et la distribution de la pluie sont insuffisants et trop irréguliers pour assurer la culture en absence d'irrigation et d'autres où la pluviosité est tellement minime que même la culture sèche n'est pas possible. Seules dans la région côtière de la Caspienne et certaines parties du sud-ouest, les précipitations permettent aux agriculteurs de pouvoir compter avec moins de risques sur la pluie pour leurs cultures.

¹UNDP : Iran : UNDP assistance requested by the Government of Iran for the period 1973-1977. Teheran, 1973, p. 45.

Aussi, dans presque tout le pays, c'est la disponibilité et la qualité de l'irrigation qui constitue le facteur principal pour déterminer la surface cultivable et le niveau de la productivité agricole.

L'irrigation s'est développée en Iran depuis des millénaires, basée en même temps sur les ressources sous-terraines et de surface. L'eau de surface est utilisée par l'intermédiaire d'un grand nombre de canaux de diversion (surtout en saison de crue); la construction de barrages durant les dix dernières années a contribué, quoique relativement, sur une étendue limitée de terres (357 300 ha d'augmentation des terres irriguées) à l'amélioration de l'irrigation de surface. Ces barrages, pour cause de manque de système complet de distribution d'eau, n'ont pas encore joué tout le rôle qui leur était donné. En 1971, l'Iran disposait de 11 barrages dispersés dans les différentes régions du nord, du centre et de l'ouest du pays; deux autres en cours de construction et trois sous étude pour la région du sud¹.

Les eaux sous-terraines sont exploitées par le système très ancien et très judicieux des "gkanats" (canaux sous-terrains, longs parfois de dizaines de kilomètres, qui acheminent l'eau en se servant de la pente naturelle des terrains, sans évaporation, vers les zones cultivées). Ce système, malheureusement, a été délaissé par les paysans dans beaucoup de régions après la réforme agraire (la propriété de l'eau et de la terre étant distincte en Iran, le législateur n'avait pas bien envisagé la question, ce qui fait que beaucoup de paysans sont devenus propriétaires de la terre sans jouir de droits de propriété de l'eau; d'où des disputes et des entraves de part et d'autre, ce qui fait que l'entretien des "ghanats" ne fut pas fait et que beaucoup devinrent inutilisables). Quant à l'Etat, jugeant ce système archaïque et au

¹IRAN PLAN ORGANIZATION : A Decade of Achievements "Illustrated statistics of Iran". Teheran, Statistical Centre, 1971.

point de vue technique sans grandes possibilités d'expansion, préféra orienter ses efforts vers la construction des barrages et le forage des puits à pompe². D'ailleurs cette dernière alternative n'a pas été sans succès durant ces dernières années.

D'après les études établies, l'eau potentielle disponible en Iran est estimée à 90 millions de m³, 55-60 millions de m³ sont utilisés, mais seulement la moitié de ce volume arrive sur les champs, le reste est perdu. Mauvaise structure des canaux d'irrigation, non nivellement des terrains et évaporation sont les grandes causes de cette perte; celle-ci, à son tour, fait en sorte que les superficies considérées comme "irriguées" ne reçoivent qu'une part substantielle d'eau dont elles ont besoin. Ainsi, on a estimé que seulement 1/5 des terres irriguées recevait d'une manière optimum l'eau, une pareille surface recevait moins que l'optimum mais néanmoins suffisant, mais que le reste, soit 2 millions d'ha n'était que de nom sous irrigation.

Aussi, a-t-il été prévu dans le 5ème plan un vaste plan pour le développement et l'amélioration de l'irrigation par la construction de barrages ayant fonction de réservoir, en complétant les travaux déjà entrepris durant le 4ème plan au niveau des grands canaux primaires et secondaires d'irrigation, de drainage, des canaux tertiaires et quaternaires, etc. A cet effet, sur les 111 milliards de rials prévus dans le plan pour le développement de l'eau, 52 millions (soit 45%) ont été alloués pour l'amélioration de l'irrigation.

²Et c'est bien à son tort d'avoir délaissé ce système fort bien adapté à son milieu. Un simple calcul économique montre que les quelques 30 000 ghanats de l'Iran à raison de 1 million de rls comme coût moyen de construction, représentent un capital fixe (investissement) de 30 milliards de rls environ pour le pays. Ce chiffre est sans doute après les investissements pétroliers le plus important de l'Iran.

5.2. - Structure foncière : dominance à tout niveau des petites exploitations.

Dans cette partie nous essayerons de démontrer que la politique agricole de l'Etat a été jusque là en parfaite contradiction avec la structure foncière du pays.

Comme nous l'avons déjà rappelé, l'Iran a connu au cours des années soixante une réforme agraire qui - nonobstant des raisons à sa base et ses incidences politiques et économiques - a eu comme effet de transformer radicalement la structure foncière du pays. Elle s'est déroulée en trois phases totalement distinctes et a pris fin officiellement avec le quatrième plan (1972/73)¹.

I. Ajami, compilant les données officielles et les rapports des organisations internationales, affirme qu'au cours de ces trois phases 40 à 50% des terres cultivées du pays ont été transférées à environ 70 % de la population rurale de l'Iran².

Les informations sur la propriété et la distribution des terres étaient imparfaites jusqu'à ces dernières années, où un recensement en 2 étapes a été effectué concernant l'agriculture (1974/75).

¹L'objet de notre étude n'étant pas le déroulement de cette réforme, mais ses implications au niveau de la politique poursuivie après le changement de structure foncière, surtout sur les nouvelles formes d'exploitation, nous invitons le lecteur à se référer aux principaux ouvrages qui la concerne directement, rapportés dans la bibliographie finale.

²AJAMI, I., op. cit.

Celui-ci montre que des 3.265 millions de familles rurales (17.3 millions de personnes) 67 % sont des exploitants possédant la terre, 13% des exploitants agricoles mais sans terre (pour la plupart des éleveurs) et les 20% restant sont constitués de non exploitants (658 000 familles). Evidemment sous cette rubrique se trouve tout aussi bien des familles de manoeuvres agricoles que celles des autres catégories professionnelles n'exerçant pas de métier agricole mais vivant en zone rurale¹.

Quelle est la structure de répartition des exploitations agricoles ? Les quelques 16.4 millions d'ha de terres arables du pays sont réparties entre 2.480 millions d'exploitations, dont la grande majorité (82%) ont moins de 10 ha (dont 2,5 ha de terre irriguée en moyenne). Les unités de moyenne taille (10 à 100 ha) constituent moins de 12% et les grandes unités supérieures à 100 ha (9 553 au total) 0.4% des exploitations. Dans cette structure où dominent en nombre les petites exploitations, ce sont les moyennes qui s'approprient la plus grande partie des terres arables du pays (52%) tandis qu'il ne reste pour les petites que le tiers et pour les grandes 15%.

Voyons quelle est l'importance de chacun de ces groupes d'exploitation dans la production commercialisable du pays :

Une étude faite à la demande de l'Etat par les ingénieurs conseils Bookers and Hunting en 1974/75 pour établir le plan cultural global de l'Iran montre que² :

¹CENTRE STATISTIQUE DE L'IRAN : Résultats de l'enquête agricole; seconde étape du recensement agricole de 2533 (1974/75). Téhéran, CSI, mars 1977, pp. 1 et 3.

²BOOKERS and HUNTING AGRICULTURAL and TECHNICAL SERVICE LTD. : National Cropping Plan. Téhéran, MANR, Planification Bureau, 1974/75, vol. III, annexe 7, p. 169.

- Les petites exploitations (1 à 10 ha) produisent 42.6% du surplus commercialisable agricole;
- Les moyennes exploitations (10 à 100 ha) en fournissent 45.2%;
- Les grandes exploitations (+ 100 ha) que 12.2%¹.

Nous avons essayé selon deux critères d'aller plus loin dans la mesure de l'efficacité globale de ces formes d'exploitation :

1er critère :

Nous avons suivi le raisonnement suivant lequel avec un % de surface déterminé à disposition, chaque groupe fournissait un % connu de la production sur le marché. Le rapport du premier sur le second donne un chiffre absolu pour chaque groupe qui, plus il s'élève plus il montre l'efficacité au niveau du pays de l'exploitation :

- Les petites exploitations avec 33% des terres du pays fournissant 42.6% de sa production commercialisable. Efficacité $42.6/33 = 1.29$.
- Les moyennes exploitations avec 52% des terres fournissent 45.2% de la production commercialisable. Efficacité $45.2/52 = 0.87$.
- Les grandes exploitations avec 15% de la superficie contribuent à 12.2% du surplus commercialisable. Efficacité $12.2/15 = 0.81$.

Ceci nous donne par ordre d'efficacité : (1) les petites, (2) les moyennes et (3) les grandes exploitations.

¹Pour les chiffres concernant la production des principaux produits agricoles et les remarques quant à leur fiabilité voir la note et le tableau de l'annexe B.

2ème critère :

Le second critère plus simple consiste à calculer la valeur par ha du surplus commercialisable pour chaque type d'exploitation¹ :

Type d'exploitation	Valeur de la prod. millions rls	Superficie millions ha	Prod./ha rls/ha
1 - 10 ha	47 182	5 390	8 754
10 - 100 ha	50 213	8 574	5 856
+ 100 ha	13 462	2 452	5 488

Là encore l'efficacité de l'ensemble des petites exploitations prime sur les deux autres catégories.

Tout ce que nous venons d'énoncer sur cette partie se résume dans le tableau suivant. Il montre que la structure foncière de l'Iran est à dominante de petites exploitations de moins de 10 ha dispersées à travers le pays et pratiquant des méthodes qualifiées de "traditionnelles"; elles englobent la grande majorité des familles rurales, fournissent une part substantielle de la production commercialisée (43%) et ont une efficacité globale supérieure aux deux autres catégories.

Dans ces cas, il est clair qu'une politique de développement rural non basée sur la réalité de ces structures, ne servira non seulement pas l'objectif d'autosuffisance alimentaire, mais aboutira à des déséquilibres sectoriels et régionaux au niveau politique, économique et social qui, tôt ou tard (plutôt tôt que tard), bloqueront le développement du pays.

¹ calculs effectués d'après la même source, *ibid.* p. 169 pour la valeur de la production; pour la superficie chiffres tirés du recensement agricole, 2ème étape, *op. cit.* p. 15.

Tableau I.D. -

Importance relative des différentes catégories d'exploitation dans les agrégats choisis. 1974/75.

Catégorie d'exploitation	(1) % des familles propriétaires	(2) % du nombre des exploitations	(3) % des terres arables	(4) % de la production	(5) Efficacité 4/3	(6) Production moyenne/ha, rls
1 - 10 ha	77.7	81.7	33	42.6	1.29	8 754
10 - 100 ha	21.8	17.9	52	45.2	0.87	5 856
+ 100 ha	0.5	0.4	15	12.2	0.81	5 488

- 48 -

Source : nos calculs d'après National Cropping Plan et le recensement agricole, op. cit.

CHAPITRE II

LES AGROBUSINESS

1. INTRODUCTION GENERALE

1.1. Qu'est-ce qu'un système d'agrobusiness ?

L'étude de cette nouvelle forme d'exploitation pour l'agriculture iranienne, appelée "agro-industrie" en Iran et plus connue dans la littérature anglo-américaine sous le nom des "agri-business", nous incite sinon à définir ce terme du moins à essayer de dégager ses principaux traits caractéristiques en premier lieu. Puis compte tenu de ce dénominateur commun, voir s'il s'applique dans le cas iranien; c'est dans ce cadre que nous pourrions alors nous hasarder à des pronostics pour l'avenir de l'agriculture iranienne.

Si l'on croit E. Feder¹, l'irréductible ennemi des agrobusiness, c'est à Harvard Business School qu'il faut chercher la définition et l'esprit académique qui soutiennent l'expansion du capitalisme dans l'agriculture des pays sous-développés sous le nom d'agrobusiness². Ceux-ci sont des grandes entités marchandes qui auraient donc pour tâche la "modernisation" de l'agriculture dans le style capitaliste; ce pourraient être des entreprises multinationales engagées soit directement soit indirectement dans l'agriculture, des banques internationales privées et des fondations "philanthropiques" en concours avec des organismes nationaux de développement qui ont généralement pour tâche la fourniture des infrastructures ou superstructures nécessaires au bon fonctionnement de ces firmes. Dans ce système où l'agriculture est considérée comme un énorme agrégat de firmes marchandes et où la fonction principale revient aux capitalistes, les gens - particulièrement les paysans - seraient des "non-entités" et de simples rouages dans la machine géante des agrobusiness³.

¹FEDER E.; "How Agribusiness Operates in Underdeveloped Agricultures : Harvard Business School Myths and Reality". Development and Change, n° 7, 1976, pp. 413-443.

²ibid., p. 413.

³ibid., p. 414.

Ainsi donc Feder nous explique comment en Amérique latine¹, ce système (qui repose sur les structures sociales existantes dans les pays hôtes), sous l'impact du capital étranger et les transferts de technologies visant à l'intensification de la culture des terres, conduit à ;

1. une décapitalisation des agricultures sous-développées;
2. un marché instable;
3. une destruction des restes du paysannat.

Il nous démontre enfin que les gains acquis et le raptierement de ceux-ci par les multinationales engagées dans les activités agricoles sont incompatibles avec le développement des pays hôtes. Notons que la plupart des agrobusiness opérant en Amérique latine fonctionnent véritablement en aval des activités agricoles puisque leur matière première leur provient des multitudes de contrats qui les lient aux paysans locaux.

De l'autre côté, se trouvent les apôtres des agro-business de la "Harvard Business School", soutenus moralement et financièrement par l'"Agribusiness Council"². La définition qu'ils nous donnent du "système agrobusiness de produit"³ est celui d'un système existant dans le but ultime de la satisfaction des besoins alimentaires, horticoles et en matières premières du consommateur, compte tenu des priorités économiques et politiques du gouvernement. Pour cela, le système requiert une structure verticale depuis le fournisseur d'inputs à la ferme productrice en passant par le stockage, la transformation et la

¹..et pour lui, il n'y a pas raison de penser que c'est différent partout ailleurs dans le monde (p. 440).

²Cette organisation dont le président n'est autre que Henry J. Heinz II (de la société alimentaire multinationale Heinz Co.) de but non lucrative (!) s'est vouée à apporter les ressources et les capacités des agro-business au développement économique des pays en voie de développement. FEDER, op. cit., p. 440.

³"Agribusiness commodity system" en anglais.

distribution jusqu'à la consommation finale du produit¹. Cette structure exige entre autres un "management" efficace à chaque niveau, car l'interdépendance de ces différentes étapes fait qu'en sorte, la défaillance de l'une affecte les autres et par la suite la bonne marche du système². Cependant la satisfaction des besoins du consommateur est vue dans une perspective domestique et internationale; le "manager" auquel le système accorde une importance extrême, compte tenu de la grandeur de sa firme, doit se comporter en élément actif et agir sur le système au lieu de le subir; il doit tenir compte de la bonne marche du système et adopter une attitude sage comme un homme d'Etat (states man like attitude) plutôt que celle orientée vers ses propres intérêts (sic)³. Si le développement de ce concept s'est opéré depuis 1957 à la Harvard Business School et par la suite des programmes et enseignements ont été établis dans près de 80 universités américaines et au moins dans 10 autres pays⁴, c'est que c'est dans le sens de cette intégration verticale que les Etats Unis ont développé leur agriculture. Jugeons plutôt: R.L. Kohls rapporte en 1965 lors du congrès des économistes spécialisés dans l'agriculture à Lyon que 50 % des dindes, 25 % des oeufs, 70 % des

¹GOLDBERG R.A. : Agribusiness Management for Developing Countries - Latin America. Cambridge, Mass. Ballinger Publishing Company, 1974, pp. 3-4.

²Asian Productivity Organization : Agribusiness Management Resource Materials. ed. by Drilon Jr. J.D., Tokyo, Asian Productivity Org., 1971, p. XIV.

³GOLDBERG, op. cit., p. 6, ceci relève plutôt de l'utopie que d'espérer d'un capitaliste qu'il ne maximise pas son profit et oriente ses décisions vers une bonne marche hypothétique du système.

⁴ibid., p. 5.

légumes transformables, 75 % des semences de maïs hybrides, 75 % des cultures à sucre, 15 % d'aliments de bétail, et moins de 10 % des porcins aux Etats Unis sont couramment produits sous une forme ou une autre d'arrangements à intergration verticale¹.

Ainsi donc, c'est à un modèle de développement agricole du type des Etats Unis qu'aspirent certains gouvernements des pays en voie de développement, soucieux de "moderniser" leur agriculture, sans se demander au préalable si leurs conditions socio-culturelles et leur environnement économique se prêtent à une telle transposition.

Voyons maintenant quelle a été la genèse de l'idée d'introduction du système des agrobusiness dans l'univers agricole iranien.

¹KOHL S R.L. : "Impact of Vertical Integration by Contract in Agriculture". in Disparities in the Pace and Form of Agricultural and Rural Development. Proceeding of the 12th International Conference of Agricultural Economists, Lyon, 24 August - 3 Sept. 1965. London, Oxford Univ. Press, 1966, p. 401.

1.2. Genèse du système en Iran :

1.2.1. - Aperçu des plans

Le mot "agro-industrie" est récent dans les plans quinquennaux de l'Etat puisque c'est seulement dans le 5ème plan (1972/73 - 1977/78) que nous le voyons apparaître explicitement.

Bien sûr, dans le 4ème plan sous le chapitre relatif aux objectifs, nous observons pour le secteur agricole qu'entre autres la création des grandes unités agricoles destinées à atteindre une croissance annuelle moyenne de 5 % dans ce secteur est préconisée (1) Puis dans les directives, il est question d'inciter les détenteurs de capitaux à la création de grandes unités ou de les encourager à investir dans des unités ayant pour but la production à grande échelle, en vue du marché; celles-ci devant employer les techniques modernes pour la mise en valeur des terres situées en aval des barrages².

Ainsi donc allusion est faite aux grandes unités, mais aucune mention des "agro-industries" ou "agro-business" dans le 4ème plan³.

Cependant, c'est dans cette dernière phrase relative aux terres situées en aval des barrages qu'il faut trouver l'idée sous-jacente à cette politique qui, dans le 5ème plan sera la pierre angulaire de l'avenir de l'agriculture iranienne : la

¹ 4ème plan quinquennal, p. 39 (édition persane).

² *ibid.*, pp. 93-94.

³ Quoique le terme employé en persan signifie agroindustrie, par souci d'homogénéité nous emploierons par la suite le terme "agrobusiness"; ce terme d'ailleurs ressort en anglais dans des documents officiels : cf. Ministry of Agriculture and Natural Resources : Agribusiness Opportunities in Iran. Téhéran, MANR, 1974, 107 p. Par ce terme l'Etat désigne de grandes unités techniquement avancées, à forte intensité de capital et de gestion (management); il comprend aussi les unités de transformation à grande échelle et les complexes laitiers et de viandes qui peuvent ou pas être reliés en amont à la production.

création, le soutien et le développement des unités à grande échelle et spécialement des agrobusiness. Cette politique déjà amorcée constitue un tournant dans le processus du développement agricole de l'Iran et c'est là l'importance de son étude quoique actuellement la valeur ajoutée de cette forme d'exploitation soit assez insignifiante au niveau général de l'économie¹.

Quoique non mentionnée explicitement en tant que forme d'exploitation dans le 4ème plan, c'est au début de celui-ci qu'est née la première unité dite agrobusiness sur le sol iranien, en aval du grand barrage Mohammad Reza Chah bâti sur la rivière Dez au sud-ouest de l'Iran dans la province du Khouzistan.

Il faut attendre le 5ème plan quinquennal pour voir non seulement apparaître le terme d'agrobusiness mais constater le rôle primordial que cette unité se voit confier dans l'accroissement de la production et de ce fait s'accaparer la part du lion, non seulement dans les sommes allouées par le plan pour le secteur agricole, mais aussi des ressources humaines rares dont dispose le pays².

Dans ce sens, le rapport de M.H. Ghavamian, vice-ministre de l'agriculture et des ressources naturelles chargé du département d'Agrobusiness, à une conférence organisée par l'"Agribusiness Council" est significatif³:

....Les investissements étrangers sont les bienvenus dans les projets agricoles à grandes échelles en Iran... Les facilités que nous leur accordons comprennent :

¹Le BIT estime à 2% la part de cette forme d'exploitation dans la production agricole totale. cf. ILO : Employment and Income Policies in Iran. Geneva, ILO, 1973, p. 40.

²Nous reviendrons plus en détail et chiffres à l'appui sur cette idée.

³Ce rapport est publié dans les pages 125 à 128 de l'ouvrage: THE AGRIBUSINESS COUNCIL : Agricultural Initiative in the Third World; A Report on the Conferences : Science and Agribusiness in the Seventies. Lexington, Massach., Lexington Books, 1975, p. 210.

- des prêts à faible taux d'intérêts jusqu'à concours de la moitié de l'investissement total;
- exemptions des droits de douane pour les machines et les matières premières importées;
- garantie d'un prix minimum d'achat de leurs produits et contrats à long terme d'achat;
- sécurité d'offre d'eau et d'énergie aux bas tarifs agricoles;
- exemption sur 10 ans d'impôts;
- construction à la charge de l'Etat des routes d'accès et de canaux d'irrigation;
- crédits à faibles taux d'intérêts pour l'exportation de produits agricoles;
- bénéfice total de la loi concernant l'attraction et la protection des investissements étrangers; dont le droit au rapatriement du capital et des revenus d'investissements¹.

1.2.2. - Explication officielle

Pourquoi le gouvernement iranien a-t-il été amené durant ces dernières années à opter pour les unités à grandes échelles et notamment les agrobusiness, et leur accorder autant d'importance jusqu'à vouloir restructurer l'agriculture iranienne en fonction de celles-ci ?

L'idée officielle de base de tout le système est que l'agriculture iranienne est fortement tributaire de l'eau disponible; c'est en fonction de cette ressource rare que se déterminent les surfaces cultivables (qui ne constituent pas un obstacle majeur²) donc la production; cette dernière compte tenu du taux d'accroissement de la population et des revenus ne parvient pas à satisfaire la demande interne pour les principaux produits alimentaires de base tels le blé et la viande; donc

¹ ibid., p. 126

² La terre en soi ne constitue pas une ressource rare; quoique là aussi des nuances s'imposent.

nécessité d'importer de plus en plus de l'étranger ce qui a comme conséquence - outre une perte considérable de devises - une dépendance envers l'extérieur de produits stratégiques¹.

Ainsi la planification doit prévoir une autosuffisance pour les années à venir. Comme la planification est en toute logique une planification des ressources rares (l'eau et son corollaire la terre) il faut une meilleure utilisation de ces deux facteurs. De ce fait apparaît pour la première fois, en 1967, par la voix du ministre de l'Eau et l'Electricité de l'époque², l'idée du "développement dans les pôles de ressources en eau et en sol"; celle-ci consiste à encourager par la création d'infrastructures par l'Etat des pôles de développement, d'abord dans les régions situées en aval des barrages ou ceux pour lesquels l'Etat a investi de façon massive en créant une série de puits profonds équipés de moteurs, puis pour d'autres régions définies d'après les mêmes critères de dotation en facteurs. Ailleurs, rien ne sera volontairement entrepris afin d'encourager l'exode vers ces pôles.

Cette politique ainsi énoncée se veut comme une réponse au rôle que doit jouer l'Etat pour le développement du pays, compte tenu d'une de ses particularités qui est, de disposer de près de 66 000 localités rurales dispersées sur le territoire national, pour lesquelles, il n'est pas facile, si ce n'est impossible de fournir toutes les infrastructures de communication, de santé, d'éducation, de production etc.. nécessaires³.

¹Le 4ème et le 5ème plan mentionnent à plusieurs reprises l'objectif de la diminution de la dépendance envers l'extérieur tant pour les produits agricoles qu'industriels.

²Il s'agit de M. Mansour Rohani qui est devenu ministre de l'Agriculture et des Ressources Naturelles par la suite en toute logique, puisque son idée a fait du chemin depuis.

³voir à cet effet, le texte de M. Rohani rapporté en de larges extraits dans l'excellent article qui le critique de H. SAEDLOU : "A Critique of "A Policy for Agricultural Development at the Poles of Soil and Water" ". Tahqiqât-e Eqtesadi, vol. IX, n°s 25 et 26, winter and spring 1972, pp. 54-80.

Ainsi donc en effectuant dans des régions spécifiques des investissements d'irrigation, l'Etat attend "légitimement" que ceux-ci soient rentables économiquement, socialement et politiquement.

C'est dans cet ordre d'idée que le gouvernement prépare et fait passer en juin 1968 "la loi sur la création des sociétés ayant pour objet l'exploitation des terrains situés en aval des barrages" et en septembre de la même année, le décret relatif aux "conditions de l'affermage et de l'exploitation".

L'article premier de cette loi stipule : "Afin de réaliser le maximum de bénéfices des ressources en eaux et en terrains irriguables, situés en aval des barrages, ainsi que des installations et ouvrages affectés à ce but, le Ministère des Eaux et de l'Electricité¹ est autorisé à constituer des sociétés agro-industrielles, en tenant compte du plan de développement de l'agriculture et de l'élevage et de la prospérité générale du pays". La remarque à cet article ajoute que "la superficie des terrains faisant l'objet de la présente loi ne doit pas être inférieure à 5 000 hectares" (donc unité à grande échelle)².

Comme moyen d'application, la loi met aux mains du ministère concerné l'article quatre qui l'autorise à procéder à l'acquisition des propriétés foncières appartenant aux particuliers. Ce qui signifie que les paysans disposant d'un lopin de terre situé en aval des barrages dont le gouvernement juge son appropriation nécessaire, se verra acheter son terrain et devra le quitter sans autres formes en vertu de cette loi.

¹ Il semble que ce soit actuellement le Ministère de l'Agriculture et des Ressources Naturelles qui se soit substitué à celui-ci dans ces tâches, la passation des pouvoirs dans ce domaine devant s'effectuer totalement en 1976/77.

² cf. MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE : Loi sur la création des sociétés ayant pour objet l'exploitation des terrains situés en amont des barrages et les conditions de l'affermage et de l'exploitation. Téhéran, M.E.E., Département agrobusiness, année ? , p.2.

Ainsi appropriés de pareils terrains seront mis à la disposition des sociétés constituées soit exclusivement par l'investissement de fonds sociaux de l'Etat, soit par les capitaux investis par le secteur privé iranien ou étranger, soit par des sociétés mixtes, sous forme d'affermage ce qui veut dire qu'ils leur seront non pas vendus, mais loués¹.

Par ce décret l'Etat s'engage à :

- mettre à la disposition des investisseurs le résultat des études et recherches concernant la nature chimio-pédologique des terrains faisant l'objet de l'exploitation. Dans le cas où ces recherches ne paraissent pas suffisantes aux preneurs, ils peuvent avec l'agrément du ministère et après conclusion du contrat défalquer les frais ainsi occasionnés du montant total des capitaux qui doivent être investis (art.2);
- leur fournir les terrains, la quantité d'eau nécessaire et si possible le courant électrique. La superficie du terrain affermi ne doit pas être inférieure à 1 000 ha (art.3).
- construire des voies de communication conduisant aux parcelles délimitées de 1 000 hectares; créer des canaux d'aduction principaux et secondaires ainsi que des canaux de drainage jusqu'au périmètre des parcelles de 100 ha (art.4).

Concrètement ceci s'est traduit par la suite à des mesures d'encouragement qui dépassent de loin tout ce qu'un investisseur peut espérer.

¹cf. Article 1 du décret relatif aux conditions d'affermage et d'exploitation des terrains irrigués par les eaux des barrages, approuvé par le conseil des ministres en septembre 1968.

En voici la liste détaillée¹:

1. Exemption d'impôt pour les activités agricoles pendant 10 ans.
2. Aides unilatérales et crédits gouvernementaux aux investissements comme suit :
 - (a) - 85 % des frais d'étude de factibilité (feasibility report) du projet d'investissement sont payés gratuitement par l'Etat;
 - (b) - L'Etat prend en charge 50 % des frais d'investissement des canaux d'irrigation et de drainage de troisième et quatrième degré (dans les parcelles de 100 ha) et fournit les crédits nécessaires pour les 50 % restant à un taux de 6 % et remboursable en 15 ans;
 - (c) - De même, il prend en charge 10 à 60 % des frais de nivellement des terrains et accorde pour le reste un crédit sous surveillance remboursable en 15 ans et à un taux de 6%;
 - (d) - L'Etat paie les frais de transport du bétail de race étrangère importé par les investisseurs de leur pays d'origine jusqu'en Iran;
 - (e) - Il accorde 60 % des crédits nécessaires pour l'investissement dans les petites industries agricoles avec même taux et même durée que ce qui précède;
 - (f) - Il met à la disposition des sociétés de services agricoles 50 % des crédits nécessaires à leur investissements (15 ans et taux de 4 %).
3. Dans le cas où l'investisseur ne dispose pas d'hypothèque suffisante, le Ministère de l'Agriculture et des Ressources Naturelles (MARN) se porte garant de lui jusqu'à concurrence de 60 % de la somme à investir devant la Banque de Développement agricole.

¹Ces détails ont été mis à notre disposition par le Département des Agrobusiness à Téhéran sous forme d'un document de quatre pages dactylographiées.

4. Exemption de droits de douane pour l'importation des machines agricoles ou de nivellement et d'industries reliées à l'agriculture qui ne sont pas produits en Iran en qualité et prix similaires.
5. Garantie de prix minimum par l'Etat pour les principaux produits tels le blé, le riz, les plantes fourragères, le maïs et la betterave à sucre; dans ces cas, l'Etat accorde une subvention de 20 % sur le prix d'engrais et de 50 % sur les semences sélectionnées.
6. Jusqu'à la fin du cinquième plan 300 000 hectares de terres irriguées seront mise à la disposition des unités agrobusiness privées et publiques (ce qui représente près de 8.5 % des terres dites irriguables du pays et 40 % des terres effectivement irriguées)¹.
7. Les investisseurs étrangers bénéficient des facilités tel le rapatriement du capital et de ses bénéfices et l'autorisation d'embauche du personnel spécialisé non iranien.

Pour ce faire, dans le 5ème plan, les unités agrobusiness reçoivent 38.12 milliards de rials (près de \$ 5,445 milliards) directement soit 10.3 % du total des fonds alloués à l'agriculture. A première vue ce rapport semble assez raisonnable dans l'allocation des fonds; mais il faut ajouter à celui-ci les sommes qui indirectement iront en partie à ce sous-secteur. Par exemple, des 32,5 milliards de rials (8,8 % du total) de la rubrique "amélioration et augmentation de la production agricole" la grande partie ira aux unités à grandes échelles (vu les conditions des subventions). A cela, il faudra ajouter les 43,07 milliards de rls (11,7 % du total) alloués à "l'amélioration et l'augmentation des produits de l'élevage" qui, sinon dans leur totalité du moins dans leur large part iront

¹Les experts de la BIRD évaluent à 3,6 millions de ha les terres supposées irriguées de l'Iran en 1971 dont un cinquième serait effectivement bien irrigué et recevrait de l'eau d'une manière optimale soit 720 000 ha. cf. IBRD : The Economic Development of Iran. vol. II, part. 1, october 1974, p. 3.

aux complexes agroindustriels de viandes et de produits laitiers. Mentionnons le fait que ces unités sont aussi bénéficiaires des fonds accordés à la recherche, à la régulation des marchés de produits agricoles et aux crédits d'agriculture et d'élevage mais dans une mesure moins directe.

Aussi d'après nos propres estimations, ces unités recevraient au courant du cinquième plan, entre 25 à 30 % de la totalité des fonds alloués à l'agriculture en général¹.

Voyons maintenant ce que les premiers et les plus importants agrobusiness ont pu apporter pour la région dans laquelle ils sont installés (Dezfoul, province de Khouzestan) malgré tous ces avantages :

¹Pour cela il suffit de constater que les 10 projets gouvernementaux et les 200 autres privés et mixtes pour l'établissement des unités agroindustriels prévus et en cours de réalisation entre 1972 et 1974 demandent 9 224 millions de rls d'investissement (MANR : Agribusiness Opportunities, op. cit., pp. 57-77). L'épargne privée n'intervenant durant tout le 5ème plan que pour 1 440 millions de rls (cf. 5ème plan, p. III) on voit aisément que les 7 784 millions de rls restant à couvrir par l'Etat constituent à eux-seuls 21 % du total des fonds du plan pour l'agriculture.

2. QUELQUES INFORMATIONS GENERALES :

2.1. - Historique de la plaine de Dezfoul et du Khouzestan.

La province du Khouzestan, située au sud-ouest de l'Iran, occupe près de 4 % de la superficie totale du pays et abrite 6,5 % de sa population. Plus connue comme le centre du pétrole iranien, cette province ne bénéficia que faiblement des effets de cette matière première durant 50 ans d'exploitation, à cause même du caractère "export-oriented" de celle-ci. Fournisseuse principale des devises, la région était malgré son potentiel agricole et humain, l'une des plus pauvres du pays jusqu'au moment où le gouvernement au cours de son deuxième plan septennal (1955/56 - 1962/63) s'intéressa au développement régional et mit le Khouzestan en tête de liste parmi les autres régions¹.

Ainsi donc 12 192 millions de rials soit 14 % du total des sommes allouées au plan furent consacrées au développement régional. De ce montant, la presque totalité (94 %) alla au projet de développement du Khouzestan qui consistait dans sa phase comprise dans le second plan à la construction d'un haut barrage sur la rivière Dez avec ses centrales électriques et ses canaux d'irrigation (ce barrage fut nommé après son inauguration le Barrage Mohammad Reza Chah du nom du Souverain régnant).

Ce projet faisait partie d'un des 14 barrages prévus pour cette région. En effet, en cette période le modèle de développement centré sur les aménagements de la vallée du Tennessee aux Etats Unis fascinait les pays du Tiers Monde.

¹NARAGHI E.: "Le rôle des deux plans septennaux dans le développement économique de l'Iran". Dans : Bassin méditerranéen et Proche-Orient. Paris, Puf, 1961, pp. 5-22. (IÉDES - Cahiers Tiers Monde).

Il semble cependant que l'intérêt accordé à cette province et celle du Balouchistan dans le second plan ne fut pas seulement d'ordre économique. En effet, ces deux régions frontalières (l'une du Pakistan, l'autre de l'Irak) étaient sujettes à la propagande étrangère les incitant à l'autonomie.

Aussi le gouvernement iranien ne chercha-t-il pas ailleurs que chez les "architectes" même de la "Great Tennessee Valley Authority" c'est à dire chez la firme consultante "Development and Resources Corporation of New York" dirigée par David E. Lilienthal et Gordon R. Clapp¹.

Sollicitée en 1955/56, celle-ci soumit au gouvernement le rapport préliminaire près de trois ans après en 1958 et le rapport final en 1959. A part les 14 barrages répartis sur six rivières de la province, le projet comprenait des recommandations sur l'irrigation et la préparation des sols, la recherche pédologique et agronomique, l'électrification, l'utilisation du gaz (brûlé jusqu'alors) pour la pétrochimie, l'hygiène et l'habitat. En plus une étude fut faite par cette firme pour l'organisation du plan pour l'établissement d'une grande plantation de canne à sucre à propriété de l'Etat.

(suite de la page précédente)

Dans le cas du Khouzestan, il a même été un temps où la propagande des radios arabes financées par le président égyptien de l'époque, Gamal Abdel Nasser, allait jusqu'à prétendre que cette province était arabe. Compte tenu d'une partie de la population Khouzestani qui parlait arabe, et l'autre qui était hétérogène et composée de différentes tribus, il s'avérait nécessaire que le pouvoir centralisateur par des investissements massifs qui concerneraient directement la population locale, affirme sa présence et essaie de contribuer plus qu'auparavant au bien être de celle-ci. Cette part importante d'éléments politiques dans le choix de cet investissement montre que des analyses coûts-bénéfices essentiellement financières - bien que nécessaires - ne suffisent pas à justifier ou à condamner un projet. Nous nous référons plus particulièrement à deux articles s'étant uniquement occupés de l'aspect financier :

- EBRAHIMZADEH C. : "The Economics of Hydro-electric Power in Iran". Tahqiqat-e-Eqtesadi, Nov. 1969, pp. 70-79.
- RABBANI M. : "A Cost Benefit Analysis of the Dez Multi-purpose Project. Tahqiqat-e-Eqtesadi, summer and autumn 1971, pp. 132-165.

¹CLAPP C.R. : "Iran : A TVA for the Khuzestan Region". Middle East Journal, winter 1957, pp. 1-11.

Ainsi donc l'élément politique ayant tranché sur le choix de cette région potentiellement riche en ressources mais délaissée jusqu'alors, la recherche étant confiée à une firme américaine, il ne faisait pas de doute que "le Khouzestan était voué à devenir une autre Vallée de Tennessee".

D'ailleurs cette même région n'avait-elle pas été durant des siècles - à cause même de son système complexe d'irrigation - l'un des berceaux de la civilisation mésopotamienne sous le nom d'Elam d'abord, pour devenir ensuite avec Suse comme centre, la capitale administrative de l'Empire Achéménide?

C'est à cause même de son agriculture florissante et la culture répandue de la canne à sucre que l'on donna par la suite le nom de Khouzestan "terre des Khouzi ou Houzi" à cette région; "Houz" devant signifier dans le passé "canne à sucre"¹.

Que ce soit avec l'arrivée des Mongols que le système d'irrigation fut détruit ou à la suite d'une mauvaise gestion des sols par les hommes (salinité par manque de drainage) et des rivières (inondation), toujours est-il que cette région perdit son agriculture florissante au cours des siècles depuis le moyen âge de sorte qu'il n'en persistait que des zones limitées notamment aux alentours des villes de Dezfoul et de Chouchtar.

C'est en amont de la zone de la plaine de Dezfoul sur la rivière Dez que le premier de ces barrages recommandés par la D & R Corporation fut construit et achevé entre 1958-1963.

Haut de 197 m et long de 212 m à sa crête ce barrage est de loin le plus grand de l'Iran par sa capacité totale de contenu (3 340 millions m³) et sa production annuelle d'électricité (2 200 millions de KW/H; puissance 520 000 KW)². Les

¹BAGLEY F.R.C.: "A Bright Future After Oil : Dams and Agro-Industry in Khuzestan". Middle East Journal, vol. 30, n° 1, winter 1976, pp. 25-35.

²CENTRE STATISTIQUE DE L'IRAN : Enumération statistique des évolutions économiques et sociales de l'Iran pendant la glorieuse période de la dynastie des Pahlavi 2535 (1976/77). Téhéran, CSI, août 1976, p. 114, tableau n° 36 (en persan).

fonds nécessaires furent prêtés par la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement; ainsi en mars 1958 38.2 millions de dollars (remboursement 42 millions de \$ avec les intérêts¹) furent mis à la disposition de l'Iran. Nous ne nous attarderons pas sur les réalisations énergétiques et le réseau électrique très étendu mis en place, mais nous nous bornerons à rappeler celles concernant l'irrigation des terres situées en aval de celui-ci. La première étape qui a commencé en 1959 et continue actuellement, envisage l'irrigation de 63 200 hectares; cette surface devant être élargie à 101 280 ha (à laquelle il faut ajouter la superficie allouée au projet de canne à sucre de Haft-Tapeh) à la deuxième étape². Bien que

(suite de la page précédente)

Rappelons que le second parmi ces 14 barrages qui aura une puissance et une capacité électrique supérieure au premier est en cours d'achèvement sur la rivière Karoune; les générateurs de celui-ci du nom de "Reza-Chah le Grand" devant être livrés au printemps 1977 ne l'ont pas été au temps prévu par la firme française Alsthom, ce qui a entraîné un manque d'énergie électrique sur tout le réseau national. D'après les premières estimations gouvernementales ceci aurait entraîné une chute de la production des unités industrielles du pays de 20 à 30 %.

¹RABANI M. : op. cit., p. 135.

²Ministry of Agriculture and Natural Resources :
Agribusiness Opportunities in Iran. Téhéran, MANR, 1974,
p. 41.

la répartition de ces terres entre différentes formes d'exploitation ne ressort pas clairement des documents officiels publiés, il semble selon nos informations que celle-ci soit de la manière suivante :

- 22 880 ha, soit environ 22 % de la superficie irriguée seront consacrés à l'agriculture traditionnelle et aux sociétés par actions agricoles;
- 15 000 ha, soit environ 14 % seront alloués à la culture de canne à sucre de l'exploitation étatique de Haft-Tapeh;
- 68 000 ha, soit environ 64 % des terres irriguées par le barrage seront réservées à l'exploitation à grande échelle par les firmes agro-industrielles¹.

Il ressort clairement de cette distribution que les exploitations à grande échelle et hautement mécanisées sont les principaux bénéficiaires de cet investissement massif dont le but primordial était l'amélioration des conditions de vie de la population de la région.

En fait, avant la création de ces nouvelles formes d'exploitations en 1968/69, le projet initial prévoyait le développement, suivant une approche intégrée de 22 000 hectares de terres agricoles au sud de la ville de Dezfoul.

Ce projet est connu sous le nom de "Projet Pilote d'Irrigation du Dez" (PPID).

¹Les données suivantes sont extraites d'un document non publié du ministère de l'Energie (anciennement responsable des agro-business) en réponse à l'article précité de M. Rabani sur l'analyse coût-bénéfice de ce projet; Téhéran, 1972.

2.2. - Le projet pilote d'irrigation de Dez (PPID)

Ce projet qui commença en 1959 et prit fin en 1968, englobait 22 000 hectares pour lesquels un réseau d'irrigation fut construit entre 1961 et 1965 et presque terminé; de ce fait, le projet ne bénéficia d'une irrigation optimum par le barrage que depuis 1965, soit seulement presque la moitié de son déroulement¹. Ces terres principalement alluviales et de composition limoneuse et d'argile vaseux, ont toujours été considérées comme les meilleures de la région.

Au total 58 villages se trouvaient compris dans cette superficie avec une population recensée à 15 795 personnes en 1968/69².

Le but du PPID était de procéder dans la région à un développement rural intégré et pour cela un centre fut créé à Safiabad près de Dezfoul en 1962/63 (année de la réforme agraire). Ce centre disposait de 3 moyens d'actions :

- (a) une ferme pilote dans laquelle les nouvelles techniques d'exploitation mécanisées ainsi que l'emploi des semences sélectionnées, des engrais et des pesticides étaient enseignés. On réunissait les paysans une fois par mois pour leur montrer les méthodes à employer et les résultats obtenus;
- (b) une unité de machines agricoles qui mettait à la disposition des ingénieurs agronomes du centre les moyens de transport (chacun étant responsable de plusieurs villages) ainsi que les outillages et les machines nécessaires pour leur travail;

¹NAJAFI B. : Foreign Investment in Iran with Particular Reference to Agriculture. Dissertation PHD, Wolfson College, University of Cambridge, sept. 1975, p. 150.

²population recensée par l'unité de santé et d'éducation du PPID et reportée dans leur rapport d'informations et statistiques; chiffre recueilli à Dezfoul.

- (c) une unité de crédit agricole qui fournissait l'argent nécessaire à la fourniture des inputs aux paysans. Ceux-ci disposaient chacun d'un carnet de compte dans lequel était inscrit toutes les dépenses faites pour lui par les animateurs ruraux tel l'achat de semences, d'engrais, de pesticides ou des frais de louage du tracteur. Au moment de la récolte le paysan rendait la somme due plus un intérêt de 6 %.
- (d) une unité de services sanitaires et d'éducation.

Beaucoup d'obstacles furent surmontés par l'équipe du PPID comme par exemple la résistance des paysans aux techniques nouvelles et d'autres ne furent pas franchis telles les difficultés de langues¹.

Dans ce cadre, des améliorations au niveau des rendements furent enregistrées, ceux-ci ayant triplé pour beaucoup de produits notamment le blé qui en l'espace de deux années consécutives passa de 750 kg/ha (moyenne irriguée et non irriguée de la région) à 2,5 tonnes/ha selon les enquêtes effectuées par le Ministère de l'Agriculture à l'époque.

Cependant des 22 000 ha, seuls 20 % soit quelques 4 500 ha bénéficiaient des services du PPID (selon l'avis même des responsables de ce projet) et les 80 % restant étaient exploités d'après les méthodes anciennes.

Beaucoup de problèmes restaient à résoudre notamment celui de la fourniture d'eau aux multitudes de parcelles par une canalisation faite et conçue d'après d'autres critères de

¹Une partie de la population concernée était de langue arabe, ce qui ne facilitait pas la tâche de ceux parmi les animateurs qui parlaient persan. Pour la résistance (au départ) aux nouvelles techniques, nous ne nous prononcerons pas sur le bien fondé de cette réaction, n'ayant pas assez d'éléments pour en expliciter les causes, mais nous nous bornerons à rapporter ce fait significatif sur son ampleur qui nous fut raconté par l'un des animateurs ruraux : Celui-ci, pour ne pas recevoir de coups de bâtons (ce qui était déjà survenu) attendait le soir pour aller en cachette disperser de l'engrais sur les terrains de démonstration choisis dans le village. Les résultats observés par la suite changèrent les attitudes.

"rationalité" que celle qu'exigeait l'organisation de l'agriculture traditionnelle. La fourniture d'eau ayant une contrepartie monétaire dont il convient de tenir compte dans un calcul financier de coût-bénéfice, il devint très difficile, sinon impossible de collecter les redevances d'eau d'une multitude de paysans. En plus, le rythme de nivellement et de préparation des terres ne correspondait pas aux objectifs. En bref, l'incompatibilité du système d'irrigation, non étudié en fonction des besoins du système d'agriculture existant, couplé avec d'autres facteurs politiques et macroéconomiques déjà mentionnés¹ firent qu'en juin 1968, l'Etat mit fin à l'expérience du projet pilote d'irrigation de Dez avec la "loi sur la création des sociétés ayant pour objet l'exploitation des terrains situés en aval des barrages et les conditions de l'affermage et de l'exploitation". Il opta de ce fait pour les unités à grande échelle : nommément les agro-business. Une année plus tard (1969) un second prêt de la BIRD pour le montant de 30 millions de dollars fut mis à la disposition de l'Iran pour la construction des canaux d'irrigation et de drainage² de 37 000 ha se trouvant en grande partie à l'ouest de la rivière Dez; la construction des routes et des centres de services, les opérations de maintenance des machines outils agricoles et des équipements, la fourniture de crédit aux paysans ou aux sociétés exploitantes paysannes. Ce projet qui fait partie de celui englobant les quelques 100 000 ha à irriguer est en cours et n'avait pas encore été achevé en 1975.

¹ cf. supra, début de ce chapitre.

² D & R CORPORATION : Farm Corporations for the Dez Irrigation Project (Part 1). New York, 1970, p. 5.

Rappelons que la salinité des sols survint à chaque fois que l'on construisit des canaux d'irrigation sans les accompagner rapidement de canaux de drainage, ce qui entraîna de graves problèmes d'exploitation du sol; ce qui explique leur mention explicite par la BIRD.

3. INTRODUCTION DES AGROBUSINESS

Fort des dispositions de "la loi sur la création des sociétés ayant pour objet l'exploitation des terrains situés en aval des barrages", le gouvernement procéda à l'achat des propriétés foncières qu'il avait lui-même distribuées lors de la réforme agraire (débutant en 1962/63). L'article 4 de la loi de 1968 lui laissait les mains libres puisqu'il l'autorisait à procéder à l'acquisition des propriétés foncières¹.

Les terres furent achetées aux paysans entre 10 000 et 28 000 rials par hectare irrigué et entre 2 000 à 5 000 rials par hectare non irrigué (respectivement 147 à 412 § et 29 à 74 § environ). Les prix payés par l'Etat selon B. Najafi "étaient dans la plupart des cas les mêmes ou très légèrement supérieurs à ceux qu'il avait fixés pour ces mêmes paysans au moment de la réforme agraire. Si les prix du marché avaient été pris en compte les prix auraient été beaucoup plus élevés et le coût d'achat d'autant plus important pour le gouvernement" (op. cit. p. 162).

Selon nos estimations, l'achat seul des terrains (car comme nous verrons plus loin, il y eut aussi achat des habitats ruraux) a dû coûter à l'Etat quelques 460 millions de rials².

¹Mais ceci devait s'effectuer: (1) ou dans le cadre de l'application de l'article 8 de la loi relative à l'annexion de huit articles au règlement d'exécution de la loi sur la réforme agraire du juin 1967. Cet article autorise l'achat par l'Etat de la terre des paysans dans des régions où des projets de construction de barrage ou d'ensembles de puits profonds sont prévus, à condition de leur donner en contrepartie, des terres de même valeur dans une autre partie de la zone du projet; (2) ou dans le cadre de l'article 16 de la loi sur l'organisation des forces hydrauliques de l'Iran qui autorise l'achat et l'occupation pur et simple par l'Etat des terres. Dans le cas du barrage de Dez la seconde solution fut choisie.

²Hypothèse selon laquelle 30 % des 68 000 hectares destinés aux agrobusiness étaient des terres irriguées (à 18 000 rials en moyenne par hectare) et 70 % non irrigués (à 4 000 rials par hectare).

A mesure que les opérations d'achat, d'évacuation et de construction des infrastructures avançaient, les sociétés agro-business firent leur apparition. L'Etat leur afferma dans le cadre de la loi de 1968 pour une première période de 30 ans, les terres en aval du barrage de Dez à un loyer s'élevant à 2 1/2 % de la valeur à la ferme de la production annuelle de chaque exploitation; toutefois, la somme minimale versée chaque année ne doit pas être inférieure à 1 500 rls (22 dollars) par hectare cultivable¹. L'évaluation de la part de l'Etat dans des conditions où l'estimation des rendements et donc de la production n'est pas la même de la part de l'Etat et des sociétés est effectivement difficile et sujette parfois à des négociations.

Actuellement, cinq sociétés ont sous contrat de fermage, 56 615 hectares dont 39 187 hectares (69 %) leur ont déjà été livrés par l'Etat jusqu'en mai 1975 (cf. tableau II.A).

La taille de ces exploitations varie entre 4 000 à 17 000 hectares dont quatre supérieurs à 10 000 ha (cf. tableau II.A) ce qui n'est pas sans créer des problèmes, notamment de gestion. Cependant, si dans deux cas, la totalité des terres selon contrat a été effectivement mise à disposition des sociétés (Iran-America et Iran-California), dans les trois autres cas, près de 50 % des terres selon contrat ont seulement été livrées. Ceci bien entendu s'explique par leur date de contrat qui est plus récente que pour les deux premiers et les aménagements que l'Etat doit y porter avant de mettre à disposition des sociétés, les terrains à concéder. Selon les termes mêmes de la loi ceux-ci doivent être munis par l'Etat jusqu'à chaque lot de 100 hectares de canaux d'irrigation, de canaux de drainage et de routes donnant accès à ces lots. Ces mêmes tâches à l'intérieur des 100 ha incombent aux sociétés. Les statistiques

¹Cette règle s'applique à tous les agrobusiness sauf le dernier établi (Galleh) qui lui, doit verser une somme annuelle de 2 500 rials par hectare seulement, sans le prorata à la production.

Tableau II. A. - Superficies allouées selon contrat et celles effectivement mises à disposition par l'Etat aux agrobusiness selon les dates jusqu'en mai 1975.

en hectares

Nom des sociétés et date de mise à disposition des terrains	Date de contrat avec l'Etat	Superficie allouée selon contrat (2)	Superficie mise à disposition (3)	Rapport (3)/(2) en %
I. <u>Iran-America</u> en 1970 en 1971	Jan. 1970	9 358 ⁺	<u>9 358</u> ⁺ (3 778) (5 580)	100
II. <u>Iran-California</u> en 1970 en 1971 en 1973 en 1974	Août 1970	10 761	<u>10 761</u> (3 291) (2 201) (2 333) (2 936)	100
III. <u>Iran-Shellcott</u> en 1971 en 1972 en 1973 en 1974	Jan. 1971	15 796	<u>7 933</u> (2 191) (1 915) (1 060) (2 767)	50
IV. <u>Iran-International agrobusiness</u> en 1971 en 1973 en 1974	Oct. 1972	16 690	9 101 (2 680) (1 285) (5 136)	55
V. <u>Galleh</u> en 1974 en 1975	Oct. 1974	4 010	2 034 (1 916) 118	51
Total		56 615	39 187	69

Source : Tableau compilé d'après les données du Département des Agrobusiness du Ministère de l'Energie.

⁺M. Eslami dans un article donne 20 208 ha pour cette société selon le contrat initial (cf. "Analyse des structures socio-économiques de l'agriculture de l'Iran". Economies et Sociétés, n° 5, mai 1974, p. 606, tandis que B. Najafi dans sa thèse nous donne 17 000 ha (op. cit. p. 197); le chiffre rapporté ci-dessus est celui reconnu par le département des agrobusiness en mai 1975 après que 5 005 ha de terrains mis à la disposition de cette société lui furent retirés pour incapacité de gestion en 1974/75 (ce qui signifie que jusqu'à cette date les activités de Iran-America portaient sur 14 363 ha).

officielles montrent qu'il existait en 1974/75 pour tout le projet d'irrigation de Dez (quelques 100 000 ha), un canal principal de 99,4 km de long, des canaux de premier et second degré de 440,5 km de long et 456 km de canaux de drainage¹.

Malgré cela, le projet n'étant pas encore terminé, une partie des terrains mis à la disposition des A.B. était dépourvue d'infrastructures. Par exemple la quasi totalité des quelques 2 000 ha concédés à la société Galleh durant l'année 1974/75 étaient pourvus que d'un seul canal d'irrigation.

De leur côté les A.B. sont tenus à effectuer un minimum d'investissement² pour obtenir un minimum de production dont la valeur par hectare a été fixée par l'Etat dans leur contrat; D and R Corporation cite une valeur de 37 500 rials (551 dollars) par hectare irrigué à la septième année d'exploitation³ durée pour laquelle les spécialistes jugent nécessaire d'attendre avant d'évaluer des exploitations de cette taille.

Voici par ordre de leur établissement dans la région le nom et les caractéristiques de chacune de ces sociétés.

¹Centre statistique de l'Iran : Annuaire statistique 1353 (1974/75). Téhéran, CSI, 1976, pp. 252-253. (édition persane).

²Un responsable du bureau des A.B. à Dezfoul nous a cité le chiffre 1 000 § par hectare d'investissement que nous n'avons pas pu vérifier sur les contrats (ces derniers étant confidentiels). Cependant vu les coûts de nivellement, ce chiffre nous semble plausible.

³D & R Corporation, op. cit. 5; une évaluation de cette même étude montre qu'en 1968/69 la valeur de la production d'un hectare irrigué dans le périmètre du projet pilote était de 14 000 rials (206 §). Dans ce cas, le chiffre fixé semble bon par l'Etat, si l'évaluation de la valeur de la production des A.B. est faite à prix constant de 1968/69. Ce n'est pas certain que les contrats le stipulent explicitement.

3.1. - La société Iran-America :

Cette société connue légalement sous le nom de "H.N. Agro-industrial Company of Iran-America" est la seule qui a été contactée directement par le gouvernement et la première à s'établir sur le terrain en janvier 1970. Elle appartient pour 97,5 % à la société "H.N. Agro-industrial Corporation" enregistrée aux Etats Unis¹ et pour 2,5 % aux intérêts privés iraniens. Mais la composition des parts doit être changée depuis, la société ayant fait faillite pour des problèmes de gestion notamment. Hashem Naraghi a du céder ses actions à l'Etat et aux intérêts privés iraniens. En 1975, la gestion était assurée par la Banque de Développement agricole iranien.

Premier sur le terrain Hashem Naraghi fut confronté à tous les problèmes imaginables que peut rencontrer une exploitation à grande échelle (au début le projet d'exploitation portait sur quelque 20 000 ha) : manque de personnels qualifiés, d'infrastructure de services agricoles, de machines et pièces détachées etc...

Malgré sa présence effective² et son expérience américaine, il ne put transformer la plaine de Dezfoul en un second Imperial Valley. Il se lança dans des projets coûteux dont les revenus nets n'étaient qu'à long et moyen terme (notamment la plantation à grande échelle des agrumes et des pêcheurs sur plus de 550 ha); ceci créa des difficultés de trésorerie qui furent difficiles à surmonter malgré le soutien de l'Etat par l'intermédiaire de ses banques spécialisées.

¹"H.N. Agro-industrial Corporation" est elle-même en majeure partie détenue par un iranien Hashem Naraghi à qui, il fut demandé d'être le pionnier dans cette nouvelle forme d'exploitation et toutes les assurances financières et légales lui furent accordées. Celui-ci est l'un des grands exploitants d'arbres fruitiers de la Californie (pêcheurs et agrumes) et propriétaire d'unités de transformation et de commercialisation de produits agricoles; c'est l'une des principales raisons pour laquelle l'Etat lui accorda sa confiance.

²D'après les témoignages il allait même à former lui-même ses conducteurs de tracteur.

D'après l'étude des plans cultureux de cette société, il apparaît clairement que le blé constitue la principale culture (avec une surface non irriguée très importante), le coton et la betterave venant ensuite et occupant chaque année une place plus importante. Cette société est la seule à avoir introduit la culture de l'asperge (sur 131 ha) et est unique par la taille de ses vergers. Malgré l'importance de ses cultures fourragères (quelques 600 ha) celle-ci ne dispose pas d'unité d'élevage bovin; 17 000 moutons sont gardés suivant les méthodes traditionnelles. Une usine d'égrenage de coton fonctionnant pendant une partie de l'année est la seule unité de transformation de Iran-America; celle-ci a en outre le plus grand hangar de stockage parmi tous les agrobusiness avec une capacité de 10 000 tonnes de blé.

3.2. - La société Iran-California :

Huit mois après Iran-America, le second agrobusiness fit son apparition dans la région en août 1970. Le million de dollars du capital social initial de l'Iran California Company fut fourni par la Trans World Agricultural Development Corporation of California (20 %), la Bamerical International Financial Corporation (30 %) et d'autres investisseurs iraniens et américains (20 %)¹.

Le coût total du projet a été évalué au départ à 7,4 millions de dollars et couvert de la manière suivante :

- 3,3 millions de dollars par des emprunts à long terme
- 1 million de dollars par le capital social
- 3,1 millions de dollars sur les fonds propres de la société.

¹ SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE (SFI) : Rapport annuel 1973. Washington, 1974, pp. 35-36. Parmi "les autres investisseurs iraniens et américains", B. Najafi (op. cit., p. 186) cite Dow Chemical Company et John Deere Company (tracteurs et machines outils agricoles) qui refusèrent de s'associer aux deux augmentations de capital survenues par la suite. Ceci augmenta la participation iranienne à 48.82 % des actions.

(en millions de dollars E.U.)

(a) Emprunts :

Société Financière internationale ⁺	1.3	
Banque de développement agricole de l'Iran	1.3	
Bamerical International Finance Corporation et autres bailleurs de fonds	0.7	3.3
	<u> </u>	

(b) Capital Social :

Banque de Développement agricole de l'Iran	0.3	
⁺⁺ Bamerical International Financial Corporation	0.3	
Autres actionnaires iraniens et américains	0.2	
Trans World Agricultural Development Corporation of California	0.2	1.0
	<u> </u>	

(c) Fonds propres		3.1
		<u> </u>

Total		7.4
		<u> </u>

Source : SFI : Rapport annuel 1973, op. cit., p. 36.

⁺Nota : le prêt accordé par la SFI (membre du groupe de la Banque mondiale) est assorti d'une option sur l'achat d'actions dans la Iran-California Company.

⁺⁺Consortium de banques américaines.

Après Iran-America, Iran-California avec 4 327 ha en 1973/74 sous cultures, occupait la seconde place dans la région (3ème en 1974/75 avec 4 678 ha)¹. Cette société est celle qui dispose de la plus grande variété de produits sous culture; mais la surface restreinte de beaucoup de ces produits et leur évolution dans les plans cultureux de la société montrent que cette diversité est due à un certain test sur chaque produit avant son exploitation à grande échelle (exemple du maïs et des arachides dont les surfaces cultivées ont augmenté d'une année à l'autre et du soudangrass qui a été abandonné).

L'Iran-California n'a pas d'activité non agricole notable et ne dispose pas encore d'unité de transformation.

3.3. - La société Iran-Shellcott :

Introduite dans la région en janvier 1971, cette société a été créée par l'initiative de Shell International avec la participation de Mitchell Cotts (expérience de culture du coton en Ethiopie) et des partenaires iraniens (avec 25 % des parts pour ces derniers).

A cause même des expériences de Mitchell Cotts pour la culture de coton, cette société s'est engagée dans son contrat avec l'Etat à se spécialiser dans la culture de ce dernier en particulier et des oléagineux en général. Ses plans de culture détaillés montrent clairement cette évolution dans laquelle de 65 ha en 1973/74 la culture du coton est passée à 3 430 ha l'année suivante (soit 59 % du total des terres cultivées par cette société)². Les principaux autres produits qui suivent sont le blé (rendement moyen en 1974/75 de 3,5 t/ha sur une surface de 1 000 ha environ) et la betterave (rendement moyen pour la même année de 40 t/ha sur une surface de 220 ha)³.

¹cf. tableau II.D et II.E plus loin dans la section relative aux effets des agrobusiness sur les cultures de la région.

²cf. tableau II.E plus loin.
D'ailleurs pour cette année le rendement de coton graine a été médiocre puisqu'en moyenne il se situait aux environs de lt./ha. Il y a eu même des lots (au total près de 1 000 ha aux dires

Iran-Shellcott ne s'occupe que très peu des activités d'élevage. Aucun programme d'élevage de bovins n'est prévu, mais par contre, elle entend élargir le troupeau de moutons de 1 200 têtes dont elle dispose actuellement et exploite par les méthodes traditionnelles, en important des béliers de Finlande. Le rendement de ces béliers d'après l'expert de cette société est de 6 agneaux par paire au lieu des 3 actuels dans la région.

Comme unité de transformation, elle dispose d'une unité de séchage et d'emballage d'alfalfa dont la capacité est supérieure à sa propre production; ainsi qu'une unité pour la préparation des mélanges de fourrages pour l'alimentation du bétail (mélange de maïs, de sorgo et les restes des grains de coton).

Cette société dispose pour ses activités sur le terrain de 8 experts étrangers, 30 cadres iraniens, 350 ouvriers permanents et 500 à 600 ouvriers journaliers (non permanents) d'après les chiffres mêmes que son responsable principal nous a fourni (1975).

3.4. - La société Iran-International Agro-business :

Elle est la quatrième société à s'établir dans la région et est apparue en octobre 1972 quoiqu'elle aurait dû l'être avant les autres puisque son principal actionnaire (60 % des actions) Hawaiian Agronomics Co. (International) a été le responsable de direction, puis le conseiller technique de la plantation d'Etat de canne à sucre de Haft-Tappeh qui se trouve dans cette région. Les 40 % restant des actions sont partagés entre l'Etat (25 %) et le secteur privé iranien (15 %)¹.

des spécialistes locaux) sur lesquels la cueillette n'a pas eu lieu car la vente ne compensait même pas le coût de la main d'oeuvre qu'il aurait été nécessaire d'embaucher pour cette tâche.

²Chiffres officiels que nous a fourni le principal responsable de cette société dans son interview.

¹B. NAJAFI, op. cit., p. 185.

Cette société veut se spécialiser dans la culture de la betterave à sucre et l'élevage des bovins.

Ses trois principales cultures sont la betterave (1 413 ha en 1974/75 avec un rendement de 53 t./ha¹), l'alfalfa (753 ha pour la même année, 14 t./ha) et le blé (1 550 ha en 1974/75 avec un rendement moyen de 1 t./ha²).

Quant à l'élevage, il a déjà commencé timidement avec l'importation d'un nombre limité de bovins en tant qu'essai pour lancer ensuite à grande échelle un complexe de lait et de viande.

3.5. - La société Galleh :

Etablie la dernière, en octobre 1974, cette société est à 100 % iranienne. Son contrat porte sur quelque 4 000 ha dont la moitié lui a déjà été accordée. Les travaux de nivellement n'étant pas encore faits, pour l'année 1974/75, celle-ci n'avait porté sous culture que du blé; comme seul cadre, un jeune ingénieur agronome iranien et un contremaître local dirigeaient sous une tente (puisque leurs locaux n'étaient pas encore prêts) les activités sur 2 000 hectares. Cette société a bien du chemin à faire, mais sa tâche est beaucoup plus aisée, les autres ayant ouvert la voie.

¹Chiffre approuvé par tous les experts rencontrés.

²Ce bas rendement est dû essentiellement aux difficultés d'irrigation que cette société a rencontré cette année-là. L'année d'avant, le rendement quoique meilleur (1,8 t./ha) n'était pas non plus remarquable.

4. EFFETS DE L'INTRODUCTION DES AGROBUSINESS SUR L'AGRICULTURE
DE LA REGION :

4.1. - Effets sur l'amélioration des conditions du sol :

Une agriculture irriguée suppose des terrains plats dont les pentes ne doivent pas excéder 1 à 2 %. De ce fait, l'expansion des A.B. dépend de la rapidité avec laquelle ils parviennent à niveler leurs terres. Cette opération est fort coûteuse et constitue l'une des raisons pour lesquelles l'Etat justifie l'appel aux agrobusiness, car l'investissement dans ce domaine était - à son avis - hors de portée des paysans.

Les A.B. procèdent au nivellement à un rythme voisin de 1 000 ha par an sauf dans le cas de la société Iran-America. La qualité de ces opérations est fort différente selon les lots de terrains où d'après les experts mêmes des A.B., elle peut dépasser les 3 % de pente¹.

Le tableau II.B montre la surface nivelée pour l'année 1973/74 par période et par société ainsi que la totalité nivelée depuis la fondation de chacune. Ce tableau nous a permis de procéder à un calcul pour l'estimation du coût de nivellement de chaque société pour l'année 1973/74, du coût moyen annuel supporté par chacune et du coût total depuis le commencement de leurs activités.

Qu'il soit effectué par la société même ou donné sous contrat à une firme spécialisée, le coût du nivellement moyen par hectare se situe pour les années étudiées entre 35 000 à 45 000 rials (515 à 662 dollars) d'après les informations recueillies².

¹Il est évident que pour chaque expert, c'était le nivellement du voisin qui était en cause et non leur propre société.

²Ce même chiffre s'élève à 50 000 rls (735 \$) en 1975 pour le nouvel arrivé Galleh qui a confié la tâche à une entreprise de génie civil. Ceci constitue une augmentation de coût de 11 % par rapport au prix le plus élevé de l'année précédente.

Tableau II.B. - Etendue des terres nivellées sous le barrage de Dez par les agrobusiness depuis leur fondation et l'année 1973/74.

en hectares

Nom des sociétés Périodes	Iran- America	Iran- California	Iran- Shellcott	Iran- Int. A.B.	Total
Depuis leur fondation jusqu'en mars 1973	1 860	2 673	2 109	-	6 642
Du 21.3.73 au 21.3.74	1 076	1 115	1 450	1 331	4 972
Total	2 936	3 788	3 559	1 131	11 614

Source : Tableau compilé d'après les données recueillies auprès du Département des Agrobusiness.

(a) Estimation du coût de nivellement pour chaque société
pour l'année 1973/74 à base de 40 000 rls/ha. :

Iran-America	1 076 x 40 000 =	43 040 000 rls (632 941 §)
Iran-California	1 115 x 40 000 =	44 600 000 rls (655 882 §)
Iran-Shellcott	1 450 x 40 000 =	58 000 000 rls (852 941 §)
Iran-Intern. A.B.	1 331 x 40 000 =	53 240 000 rls (782 941 §)

(b) Estimation du coût total de nivellement pour chaque société
depuis sa création :

Iran-America	2 936 x 40 000 =	117 440 000 rls (1 727 059 §)
Iran-California	3 788 x 40 000 =	151 520 000 rls (2 228 235 §)
Iran-Shellcott	3 559 x 40 000 =	142 360 000 rls (2 093 529 §)
Iran-Intern. A.B.	1 331 x 40 000 =	53 240 000 rls (782 941 §)

Total		<u>46 456 000 rls</u> <u>(6 831 764 §)</u>
-------	--	---

(c) Estimation du coût annuel moyen de nivellement que
chaque société a supporté depuis sa création :

- Iran-America sur 4 ans : 29 360 000 rials par an (431 765 §)
- Iran-California sur 3 1/2 ans: 43 291 428 rials par an (636 638 §)
- Iran-Shellcott sur 3 ans : 47 453 333 rials par an (697 843 §)
- Iran Intern.A.B. sur 1 1/2 ans: 35 493 333 rials par an (521 961 §)

L'intérêt de ces chiffres est de refléter ce qu'on ignore jusqu'à maintenant c'est à dire les investissements effectifs effectués par ces sociétés dans la région. Bien que ceux-ci aient aussi entrepris la construction des bâtiments ou des canaux de 3ème et 4ème degré, il est, d'une part, difficile par manque de données de les chiffrer et d'autre part, d'une moindre importance de les évaluer car leur durée d'amortissement (donc de vie) ne dépasse pas 30 ans. Ce qui restera matériellement à long terme du passage de ces sociétés à grande échelle pour la région et le pays, c'est l'effort et le capital déployés dans le nivellement des terres. Ainsi, il est intéressant de savoir qu'une société dépense annuellement en moyenne plus de 500 000 dollars à cet effet et qu'au total celles-ci ont, jusqu'en mars 1974, investi quelque 7 millions de dollars dans la région.

Cependant, d'après le tableau II.C, les agro-business n'avancent que lentement par rapport aux terres qui leur ont été livrées. Jusqu'en 1974, ceux-ci n'avaient nivelé que 37 % des terres disponibles; tandis que l'effort de nivellement était inégalement déployé selon les agrobusiness allant de 20 % pour Iran-America à 69 % pour Iran-Shellcott par rapport aux surfaces mises à disposition.

Ajoutons que les 11 612 hectares nivelés par tous dans la région ne constituent qu'un cinquième des 56 615 hectares alloués aux agribusiness dans leur phase finale d'exploitation. Au rythme de 1973/74 (4 972 hectares/an) cela prendra encore 9 ans de travail et ce n'est qu'en 1982/83 qu'on peut espérer un nivellement total des terrains alloués.

Tableau II.C. - Surfaces mises à la disposition des A.B.
jusqu'en mars 1974 et surfaces nivelées
par ceux-ci.

	Iran- America	Iran- California	Iran- Shellcott	Iran- Int.A.B.	Total
(1) Surfaces mises à la disposition par l'Etat ⁺ (en hectares)	14 363	7 825	5 166	3 965	31 319
(2) Surfaces nivelées (en ha)	2 936	3 788	3 559	1 331	11 614
Rapport (2)/(1) (en %)	20.4	48.4	68.9	33.6	37

⁺Les surfaces mentionnées ici sont différentes de celles
allouées au total et selon contrat aux A.B., ce sont celles
effectivement délivrées jusqu'à cette date à ceux-ci.

Source : chiffres extraits des tableaux précédents.

4.2. Effets sur les cultures :

4.2.1. - Etat actuel des cultures et leur tendance d'évolution.

Comme le montrent les tableaux II.D et II.E des pages suivantes, les A.B. sont orientés vers la culture des céréales (70 % des terres cultivées en 1973/74 et 45 % en 1974/75) et surtout le blé; puis viennent les cultures industrielles; la betterave sucrière (couvrant 9.4% et 15.5 % des terres pour les deux années mentionnées) et le coton (3.1 % et 21 % pour la même période); les cultures fourragères couvrent 1/6ème à 1/7ème des superficies.

A eux quatre ces produits constituent donc plus de 90 % de la surface cultivée par les A.B. jusqu'à ces dates.

La structure de la répartition des cultures évolue au détriment du blé et en faveur du coton et de la betterave sucrière; le premier qui est un produit d'exportation dans lequel l'Iran est depuis longtemps spécialisé est sujet aux fluctuations des prix mondiaux; le second dispose des prix garantis (mais dépendant indirectement des prix mondiaux) par les usines à l'achat.

La part des fourrages et du blé diminue quelque peu; dans le cas du second à cause de la réduction de la surface cultivée de Iran-America (due à ses difficultés de gestion), tandis que la baisse relative des fourrages est minime.

Nous sommes d'avis que leur part dans l'allocation des terres restera stable d'abord puis déclinera en faveur des plantes industrielles. Une évolution favorable par contre se dessine pour les vergers (agrumes et pêchers en général) et pour les différents oléagineux qu'on semble vouloir d'abord tester à petite échelle avant de les lancer en grand (tournesol et arachide par exemple).

Tableau II.D - Allocation des terres selon les différentes cultures pour chaque société en 1352 (1973/74)

en hectares

Sociétés A.B. Produits	Iran- America	Iran- Califor- nia	Iran- Sellcott	Iran Inter. A.B.	Total	%
Betterave sucrière	479	667	85	469	1 700	9.4
Blé irrigué	2 000	2 639	434	1 500	6 573	36.5
Blé non irri- gué	4 500				4 500	25.0
Orge	112	-	124	45	281	1.6
Soudan grass	70	60	97	34	261	1.4
Millet	430	150	522	-	1 102	6.1
Alfalfa	553	387	477	-	1 417	7.9
Coton	500	-	64	-	564	3.1
Trèfle	120	36	325		481	2.7
Maïs	-	261	180	-	441	2.4
Légumes (Asperges, tomates, oignons etc..)	131	21	-	-	152	0.8
Légumineuses	-	76	-	-	76	0.4
Divers (arbres frui- tiers, diffé- rents oléagi- neux)	286	30	159	-	475	2.6
Total	9 181	4 327	2 467	2 048	18 023	100
%	51	24	14	11	100	

Source : Tableau compilé d'après les rapports mensuels des sociétés au Département des Agrobusiness.

Tableau II.E. - Allocation des terres selon les différentes cultures pour chaque société en 1393 (1974/75)

en hectares

Sociétés A.B. Produits	Iran- America	Iran- Califor- nia	Iran- Shell- cott	Iran- Intern. A.B.	Total	%
Betterave sucrière	565	1 000	221	1 413	3 199	15.4
Blé irrigué	1 339	2 450	992	1 550	6 331	30.5
Blé non irrigué	1 965	-	-	-	1 965	9.5
Orge	260	63	200	-	523	2.5
Soudan-grass	150	-	67	62	279	1.3
Millet	240	124	-	42	406	2.0
Alfalfa	361	300	287	753	1 701	8.2
Coton	750	156	3 430	12	4 348	21.0
Trèfle	30	-	67	-	97	0.5
Maïs	-	250	22	-	272	1.3
Légumes (Asperges, tomates, oi- gnons...)	236	-	-	-	236	1.1
Légumineuses	-	140	-	-	140	0.7
Divers (arbres frui- tiers, diffé- rents oléagi- neux)	550	195	496	-	1 241	6.0
Total	6 446	4 678	5 782	3 832	20 738	100
%	31	23	28	18	100	

Source : même source que le tableau précédent.

4.2.2. - Effetssur la structure des produits déjà cultivés :

Le tableau II.F. représente un lot type de 100 ha de la région et la répartition des cultures à l'intérieur de celui-ci en 1968/69, année précédant l'introduction des agrobusiness, comparé à l'allocation faite en 1973/74 et 74/75 par ces grandes unités¹. La comparaison entre ces deux dates montre :

4.2.2.1. La disparition ou le déclin (de la part) des produits vivriers :

1. Disparition complète de la culture du riz. Ceci à cause du caractère intensif en travail de cette culture et du coût de l'eau qui le rend moins économique. Rappelons que le riz constitue avec le blé la base alimentaire de la région et du pays.
2. Le déclin et l'évolution vers la disparition des légumineuses. Celles-ci en plus de leur importance comme source de protéines, constituaient et constituent pour l'agriculture iranienne l'une des nécessités techniques d'exploitation du sol à cause même de leur apport organique pour la régénérescence de ce dernier. Nous observons ainsi un déclin, allant de 6,7 % à moins de 1 % (0.7%) des surfaces cultivées.
3. Le même phénomène se remarque pour les légumes qui tombent de quelques 5 % des surfaces cultivées, à près de 1 %. En plus, les variétés de légumes aujourd'hui cultivées ont aussi changé. Presque la moitié des surfaces de légumes est destinée à la culture des asperges, produit totalement nouveau en Iran qui, ne rentrant pas dans la diététique

¹En fait, il s'agit de voir l'efficacité actuelle des A.B. en comparaison des pratiques d'une paysannerie encadrée dans un projet pilote qui aurait très bien pu dépasser le cadre de 20 000 ha et couvrir toutes les terres en aval du barrage si l'approche de l'Etat n'avait pas changé.

nationale, sont en majeure partie exportées. D'autant plus que le climat du Khouzestan permet à la compagnie exploitatrice (Iran-America) d'offrir son produit sur les marchés étrangers (européens) en primeur à des prix élevés. Quant aux autres légumes, ils sont aussi fonction du prix hors-saison que les compagnies peuvent obtenir sur le marché de Téhéran et donc destinés à une certaine classe de revenu qui peut se les offrir. C'est seulement dans ce cadre que les agrobusiness sont enclins à considérer la culture des légumes dans leur plan de production annuelle car s'il est vrai que celle-ci est à forte intensité de main d'oeuvre, elle est aussi à forte marge bénéficiaire.

Tableau II.F. - Répartition des terres suivant les différentes cultures avant (1968/69) et après (1973/74 et 74/75) l'introduction des agrobusiness (en %)

Produits	Agr.trad.1968/69	1973/74 A.B.	1974/75 A.B.
Céréales	43.5	69.2	45
Fourrages	5.6	14.4	11.3
Betteraves à sucre	-	9.4	15.5
Coton	0.6	3.1	21
Légumes	5.1	0.8	1.1
Légumineuses	6.7	0.4	0.7
Vergers, oléagineux	4.2	2.6	6
Riz	16.0	-	-
Sésame	6.1	-	-
Jachère	16.2	-	-
Total	100	100	100

Source : Pour la 1ère colonne D & R Corporation, op. cit p. 71, pour les suivantes tableaux II.D et II.E.

4.2.2.2. - Apparition et essor des cultures industrielles :

1. La culture du coton (2 % de la surface cultivée au départ) a été intensifiée par les A.B. et occupe actuellement après le blé, la seconde place. Après une entrée timide (essai sur 564 ha en 1973/74), les premiers résultats ont été satisfaisants et la surface sous coton s'est multipliée par 8 l'année suivante pour atteindre 4 348 ha (cf. tableau II.D. et II.E).
2. La culture de la betterave sucrière très répandue dans d'autres contrées de l'Iran (Centre et Nord-est spécialement) était peu suivie dans la région. Avec l'exploitation à grande échelle de ce produit par les A.B., celui-ci occupe la troisième place parmi les cultures (sa surface a passé de 1 700 ha en 1973/74 à 3 200 ha en 1974/75 soit une augmentation de 82 % en une seule année)¹.
3. Les cultures fourragères quoique non directement industrielles ont pris leur essor grâce à la création des unités complexes de viande et de lait ces dernières années dans d'autres régions de l'Iran et de la demande accrue et supérieure à l'offre de celles-ci en fourrages. Dans ce cas, les produits sont transportés vers le nord et aux alentours de Téhéran pour satisfaire les besoins des unités agro-industrielles de la capitale.

¹La canne à sucre qui donne de très bons résultats dans la ferme d'Etat de Haft-Tapeh, située dans la même région (8 800 ha sous culture, rendement 119 t./h. net de canne avec 8.5 % de teneur en sucre en 1973/74) n'a pas été retenue par les A.B.; ceci peut s'expliquer par deux considérations :

- le caractère "labor intensive" de la canne à sucre qui va à l'encontre de la voie "capital intensive" choisie par les sociétés;
- la pénurie de main d'oeuvre qu'elles auraient toutes eue à la même période, car déjà la ferme de Haft-Tapeh bénéficie pour sa récolte de la main d'oeuvre saisonnière descendant des hauts plateaux de la province du Lorestan en automne.

4.2.3. - Effets sur les rendements :

Une comparaison quantitative des rendements moyens de l'année précédant l'installation du premier des A.B. (1968/69) et ceux de 1974/75, cinq ans après (cf. tableau II.G.) nous montre en effet, un accroissement du rendement du blé pas très spectaculaire au niveau de tous les agrobusiness réunis, une légère amélioration de l'orge et une stagnation de l'alfalfa. Pour les nouveaux produits la comparaison n'est pas possible¹.

D'ailleurs, une étude plus précise sur les rendements selon les agrobusiness (cf. tableau II.G page suivante) montre que l'amélioration des rendements est inégale même parmi eux, allant de 1 t./ha pour le blé irrigué (Intern.Agr.Bus) en 1974/75 à 3.5 t./ha (Iran Shellcott) pour la même année; tandis que selon les rapports de D & R Corporation (op. cit. p. 71) dans 100 ha typiques des terres irriguées du Projet pilote, celui-ci s'élevait en moyenne à 1.5 t./ha dans des conditions d'exploitation de l'agriculture traditionnelle. Les spécialistes de développement agricole savent fort bien que l'amélioration des rendements au niveau de 1.5 t./ha de 20 à 200 % n'est pas tâche insurmontable, même dans les conditions d'agriculture dites traditionnelles. A condition, toutefois de bonne fourniture d'inputs (surtout des semences à haut rendement et des engrais) et de l'eau². Dans le cas où ces sociétés jouissent de ces avantages en plus des crédits à bon marché (taux maximum 6%), on voit difficilement où est leur bénéfice pour la région et le pays à ce niveau. Il est vrai que les responsables (tant gouvernementaux que des sociétés) prétendent arriver

¹Par rapport à des normes standards, les rendements du coton et du millet se défendent bien, la betterave sucrière les dépasse.

²La variété la plus employée par les A.B. est un hybride à haut rendement adapté aux conditions locales du nom de Arvand (rendement moyen 3.5 t./ha); des variétés mexicaines sont aussi utilisées. Elles sont utilisées généralement avec 180 kg/ha d'urée et 120 kg/ha d'engrais phosphatés.

à une moyenne de 4 t./ha dans les années à venir et proposent une période de 7 ans de fonctionnement pour juger leurs résultats. Mais à ce moment là, il faudra disposer des éléments financiers pour évaluer les coûts et les bénéfices; car il semble qu'à ce stade ce sera à force de semences à haut rendement (chers), d'engrais à fortes doses et de mécanisation (à coûts élevés) qu'elles arriveront à ces résultats. Dans ces cas où elles abandonneront la culture du blé qui sera non économique à ce niveau de rendements d'emplois d'inputs où se limiteront à des rendements plus faibles, proche de ceux obtenus actuellement. Alors où en sera la différence avec l'agriculture traditionnelle ?

Tableau II.G. - Comparaison des rendements entre un bioc type de 100 ha d'agriculture "traditionnelle" du projet pilote avant l'installation des A.B. et ceux des sociétés en 1973/74 et 1974/75 pour les différentes cultures.

t./ha

	Agr. trad. dans le PPID 1968/69	Moyenne des sociétés		Iran-America		Iran-California		Iran-Shellcott		Iran-I.A.B.	
		1973/74	74/75	1973/74	74/75	1973/74	74/75	1973/74	74/75	1973/74	74/75
Blé irrigué	2	2.5	2.5	?	3	2.5	2.5	?	3.5	1.8	1
Orge	1.8	2									
Alfalfa	12	8	?	?	14	?	6	?	4	?	?
Betterave	-	43	48	49	45	48	46	30	46	44	53.7
Coton graine	2	2.5	1.4	2.5	1.75	-	1.6	2.5	inf. à 1	-	
Légumineuses	1		1				1				
Millet	-	3	2.5	3.5	2.5	2.5	3.5	3	1.5	-	-
Mais	-	1.7					2.5	0.8			
Asperges	-	6	6	6	6	-	-	-	-	-	-

Source : pour l'agriculture traditionnelle, estimation du rapport de D & R Corporation, op. cit. p. 71, tableau A4; sur un lot de 100 ha irrigué au nord de Safiabad; pour les agrobusiness suivant les estimations des experts du bureau des agrobusiness ou les chiffres mêmes des A.B., recueillis sur le terrain.

Nota : Les cases vides se rapportent ou à un manque d'information ou de l'inexistence de la culture correspondante pour la société en question.

4.2.4. - Effets sur le volume de la production :

Un argument avancé par les partisans des A.B. en leur faveur est qu'avec eux la jachère a disparu et qu'il ne reste plus de superficie inexploitée donc une meilleure gestion des terres.

Mais si les estimations de R & D Corporation, nous donne 16 % des terres laissées en jachère, en moyenne, en 1968/69¹ dans le projet pilote par les paysans, nos calculs montrent que les agrobusiness sans mentionner le mot jachère ont délaissé en 1973/74 dans leur ensemble 9651 hectares des terres qui avaient été mis à leur disposition avant cette année (soit 34.5 % de leurs terres); cette même surface était de 10 581 ha (33.8 % de leurs terres) en 1974/75.

Si une partie du délaissement de ces terrains peut être expliquée par des raisons de nivellement en cours (d'après le tableau II.B, pendant l'année 1973/74, 5 000 ha étaient sous nivellement)², la non exploitation du reste, quelles que soient les raisons techniques avancées (mauvais management, manque de cadre et de main d'oeuvre, difficultés administratives) ne sont pas excusables au niveau national. Car en fait, ce sont des milliers d'hectares des meilleures terres du pays qui restent inexploités. D'où une perte sèche au point de vue de la production qui aurait pu en être dégagée pour le pays, sans mentionner les effets (secondaires) d'emplois et de revenus non propagés dans la région.

Dans le tableau suivant nous avons essayé de quantifier cette perte (ou coût économique) pour le pays pour les deux années 1973/74 et 74/75.

¹R & D Corporation, op. cit., p. 71, tableau A4.

²Et c'est l'année où l'effort a été le plus marqué dans le nivellement des terres; ce qui n'était pas le cas pour les années précédant celle-ci où au total seuls 6 000 ha ont été nivelés.

Pour cela deux hypothèses ont été adoptées (cf. tableau II.H):

- (i) Les surfaces mises à la disposition des agrobusiness et qui n'ont pas été cultivées auraient pu l'être par les paysans; ceux-ci auraient obtenu des résultats similaires à ceux du projet pilote. Pour cela nous avons pris les rendements moyens obtenus en 1968/69, ce qui est un minimum entre 73-75 vu le climat favorable tant sur l'amélioration de la disponibilité de nouveaux inputs que les réseaux de communication et de transport. La répartition des cultures est aussi celle de 1968/69.
- (ii) Nous avons calculé la valeur des produits selon les prix de 1968/69 ce qui en réalité est bien inférieur aux prix en cours sur le marché en 1973/74 et 74/75; le taux de conversion en dollar est aussi supérieur à celui en vigueur pendant ces deux années.

Malgré ces deux hypothèses qui, au lieu de gonfler la valeur totale tendent à la réduire, la perte calculée s'élève pour deux ans à 3.364 millions de dollars au prix de 68/69 pour le pays. Cette somme comparativement constitue 5 % du coût de construction du barrage de Dez (évalué à 65 millions de dollars¹).

Cette perte est beaucoup plus élevée si on tient compte de l'amortissement des dépenses d'infrastructure faites par l'Etat (route, canaux d'irrigation et de drainage) sur ces terres non exploitées.

¹Chiffre cité pour la seule construction du barrage (sans le réseau d'irrigation) BAGLEY F.R.C. : "A bright Future After Oil : Dams and Agro-Industry in Khuzistan". The Middle East Journal, vol. 30, n° 1, Winter 1976, p. 31.

Tableau II.H. - Perte pour le pays en volume et en valeur sur les quelques 20 000 ha non exploités entre 1973/74 et 1974/75 par les sociétés agrobusiness si ils avaient été exploités selon les méthodes traditionnelles et les rendements de 1968/69.

	Rendements t./ha	Production t.	Prix du produit Rls/t	Valeur (millier de Rls)
Blé	1.5	11 490	6 750	77 557
Orge	1.8	1 872	4 000	7 488
Fèves	1.0	600	10 000	6 000
Légumes (40 000 rls)		-	-	40 800
Alfalfa	12.0	3 840	2 000	7 680
Riz (paddy)	2.4	7 680	6 500	49 920
Trèfle	65.0	52 000	250	13 000
Sésame	0.7	854	16 000	13 520
Haricots velus	0.6	216	11 000	2 926
Black eyes	0.7	266	16 000	4 256
Coton graine	2.0	240	13 000	3 120
Divers (35 000 rls)		-	-	29 400
Total				<u>255 667</u>
Total en millions de \$ (taux de change 1968/69 1 U.S. \$ = 76 rls)				<u>3,364</u>

Nota : Les prix des produits sont calculés d'après ceux en cours en 1968/69.

Source: Première et 3ème colonne R & D Corporation, op. cit., p. 71; seconde colonne calculée par nous-même selon le système de répartition des terres selon les cultures rapporté par la même R & D en p. 71; dernière colonne nos calculs.

Nos calculs auraient aussi pu être faits différemment et porter sur une surface plus grande. En effet, l'Etat, en achetant les terres de 105 villages sur une surface de 56 615 ha (cf. tableau précité II.A) pour les destiner aux agrobusiness leur a par là-même retiré le droit d'exploitation de ces terres.

En fait, toute cette surface n'a pas encore été mise à la disposition des A.B. (17 428 ha sur 56 615 ha soit environ 30 % étaient encore dans les mains de l'Etat jusqu'en mars 1975); il est logique d'imaginer que depuis leur achat par l'Etat jusqu'au moment de leur transfert sous forme d'affermage aux sociétés, les terres restent inexploitées, donc encore une perte nationale au point de vue de la production.

Cependant nos recherches sur le terrain nous ont permis de constater que le bureau des A.B. à Dezfoul louait chaque année une partie de ces terres aux anciens paysans propriétaires selon le système "du plus offrant". Ce système quoique judicieux, laisse quand même de grandes superficies inexploitées. Mentionnons qu'en outre l'incertitude du paysan preneur, l'empêche d'effectuer n'importe quel investissement à long terme et l'incite même à une gestion superficielle de la terre louée. Généralement des cultures à sec de blé sont entreprises pour faire profiter après la moisson le bétail qu'il leur est encore resté. L'évaluation de ces terres nous est impossible faute de données plus précises. Malgré cette culture "à la sauvette" qui atténue quelque peu les 30 % dans les mains de l'Etat jugés inexploités, la surface totale non exploitée dans la région est effectivement plus grande que ce que nous avons rapportés précédemment et les pertes pour le pays donc plus élevées que le chiffre déjà calculé qui ne se rapportait que sur celles gérées par les agrobusiness.

Donc l'argument selon lequel l'introduction des agrobusiness rend possible une meilleure gestion des terres, suivant la démonstration que nous venons de faire ne tient pas, du moins pour les cinq années suivant leur introduction.

4.3. - Effets sur l'élevage :

Avec l'achat des terres par le gouvernement, les paysans ont aussi perdu indirectement leur cheptel. L'agriculture et l'élevage sont fortement liés, aussi les paysans voyaient-ils mal comment ils parviendraient à nourrir les bêtes qui leur restaient encore faute de fourrage et de terre où les cultiver. Ils essayèrent et essayent toujours de faire paître leurs moutons surtout, sur les terres des agrobusiness ce qui ne va pas sans heurts. Ceux-ci pour les en empêcher supportent des coûts assez élevés. Ils ont été obligés de créer des équipes de garde qui nuit et jour veillent sur les récoltes. Il n'est pas de jours où la gendarmerie locale ne doive pas intervenir dans ces différends. Il y a eu au début même des menaces envers les paysans de porter les cas devant un tribunal militaire. Mais la réaction est vive du côté paysan pour lequel aucune autre solution n'a été envisagée. On leur interdit même, sous peine d'amende, de garder leur bétail dans les nouvelles agglomérations qu'on leur a construites. Alors, on assiste à des actes de violence comme l'incendie des récoltes des agrobusiness. En effet, en 1975, il nous a été rapporté qu'à titre de menace, 2 hectares de blé de la société Iran-America avaient été brûlés par des paysans, pour qu'on laisse leur cheptel entrer sur leurs terres. Dans la plupart des cas, on est confronté à un village auquel toute sa terre a été achetée, dans lequel les gens y vivent encore et qui est entouré des surfaces entières sous culture par les agrobusiness. Selon un responsable étranger de ces sociétés, la solution serait la construction de nouvelles chahraks (petites villes) et donc l'installation de ces villageois en dehors du périmètre des agrobusiness. Mais, jusqu'en 1975, seul 5 "petites villes" sur les 13 projetées avaient été construites dont 3 seulement occupées par les anciens paysans de la région¹.

¹Les deux autres quoique fonctionnelles ont été mises à la disposition des populations Kurdes réfugiées en Iran lors du différend Irano-irakien.

Mais à notre avis là n'est pas non plus la solution car dans les chahraks même aucun endroit n'a été envisagé ni pour servir d'étable aux animaux, ni pour cultiver leur fourrage et d'ailleurs l'accès leur y est strictement interdit.

D'ailleurs le tableau suivant montre fort bien l'ampleur du problème. Dans cette région avant l'implantation des agro-business existait un cheptel important d'ovins, de bovins, de caprins et d'animaux de traits.

Tableau II.I. - L'ensemble du cheptel de la région allouée aux agro-business* recensé en automne-hiver 1969 avant leur implantation.

- Bovins	29 682 têtes
dont boeufs de trait	(6 014)
- Ovins	81 536 têtes
- Carpins	4 937 têtes
- Bêtes de somme	
(cheval, mulet, âne)	8 348 têtes

Source : Statistiques recueillies auprès du bureau de recherches sur l'élevage du centre de recherches agronomiques de Safiabād.

⁺Nota : cette région nous le rappelons comprend l'ancien projet pilote plus les parties dites "orientale et occidentale du Dez".

Qu'est-il advenu de ce cheptel ? Une partie des ovins a été achetée à des prix variables - selon les années où les paysans ont pu réussir ou pas à les entretenir - par les agrobusiness. Ces derniers les exploitent de la manière traditionnelle. Aucun progrès n'a été fait sur ce sujet; les troupeaux sous le guide du berger traînent par-ci par-là sur les terres des agrobusiness. L'estimation faite par le centre de recherche de Safiabad est que le nombre d'ovins dont disposent les cinq agrobusiness en place ne dépasse pas 30 000 moutons. Dans ce cas sur les quelques 80 000 ovins de 1969, 50 000 soit 63 % ont été vendus à l'extérieur de la région ou mangés par leurs propriétaires ou le seront bientôt. Quant au reste du cheptel, s'il n'a pas encore tout à fait disparu, il n'a guère d'avenir, les besoins en bêtes de trait et de somme ont disparu avec le changement de mode de production; et puis s'il reste encore quelques vaches et chèvres, leur disparition est imminente, faute d'endroit où les garder (même si on arrive à acheter à prix fort le fourrage nécessaire aux agrobusiness). Le bilan est donc extrêmement négatif.

Certes, il y a des projets d'élevage de bovins à grande échelle mais aucun n'avait encore été réalisé jusqu'en 1975.

Quant à l'évaluation du coût de la disparition de la majeure partie du cheptel de la région, elle est très difficile sinon impossible à effectuer vu la complexité du calcul qui n'est pas seulement d'ordre quantitatif mais qualitatif.

5. EFFETS SUR LA SITUATION DE L'EMPLOI REGIONAL :

Les quelques rapports ou études sur les agrobusiness du Khouzeistan mentionnent une baisse de la main d'oeuvre employée à cause de la mécanisation fort élevée de ces exploitations¹. Cependant aucune de ces études n'a pu jusque là quantifier ou expliciter cet effet. Les données recueillies auprès du Département des agrobusiness du ministère de l'Energie nous conduisent à l'analyse suivante :

Avec l'installation des A.B. dans la région en 1970, la situation de la population locale dépenda au point de vue de l'emploi, du nombre de personnes que voulaient bien embaucher ceux-ci. Mais ce nombre ne pouvait être élevé pour trois raisons principales :

- d'abord à cause du nombre restreint des sociétés exploitatrices au départ et de la surface limitée qu'elles cultivaient; de plus, il est évident que pendant les premières années d'exploitation, les sociétés doivent affronter beaucoup de problèmes de structure et de gestion et il n'est pas possible pour elles de faire appel à beaucoup de main d'oeuvre.
- ensuite par la nature même des techniques à haute intensité en capital employées, le pari des firmes est de se passer autant que possible de la main d'oeuvre.
- et enfin en raison du choix des cultures qui sont des cultures pour lesquelles l'emploi de la main d'oeuvre est limité (40 à 60 % des terres sont sous culture de blé où le tracteur et la combine sont les principaux outils).

Ainsi que le montre le tableau II.J. , pour l'année 1971/72 les trois firmes en place ont employé 13 919 travailleurs-jour ce qui revient à dire que 375 personnes seulement ont travaillé en moyenne chaque jour pendant toute l'année pour ces agrobusiness.

¹ ILO : Employment and Income Policies for Iran. Geneva, 1973, p. 38.

IBRD : The Economic Development of Iran. Washington, oct. 1974, p. 22, NAJAFI B. : op. cit.

Ces chiffres se rapportent aux ouvriers agricoles qui ne sont pas tous permanents; des travailleurs saisonniers sont aussi embauchés pendant les hautes saisons mais n'ont aucune garantie de travail fixe.

La variation de la demande de main d'oeuvre est très accentuée suivant les différents mois de l'année : elle va de 7 380 personnes pour le mois de juillet-août, le mois le plus bas (246 personnes par jour en moyenne) à 13 040 personnes en septembre-octobre soit 435 personnes par jour en moyenne pour le mois le plus haut.

Il est évident qu'avec une demande aussi faible en 1971/72 les paysans dont on avait acheté les terres n'avaient que le choix de quitter la région en quête de nouveaux emplois.

Cette migration de la main d'oeuvre vers les villes les plus proches (Dezfoul et Ahwaz) s'accompagna paradoxalement d'une plus grande demande d'emplois pour les années suivantes de la part des agrobusiness à cause de l'introduction et l'extension du coton et de la betterave sucrière. Ainsi, on constate un accroissement de 227 % l'année suivante (1972/73) et 33 % en 1973/74 de l'embauche (ce taux doit être sensiblement le même sinon plus que 1973/74, pour l'année 1974/75 pour lequel nous ne disposons pas de chiffres); un tel taux d'accroissement survenu après le départ d'une partie de la main d'oeuvre et le caractère irrégulier de la demande font qu'actuellement la région est en situation de pénurie de main d'oeuvre surtout à la haute saison où la situation devient chronique. Prenant cette pénurie comme argument, les responsables de la politique des agrobusiness, réfutent les accusations portées sur les effets négatifs d'emploi; les sociétés, elles la prennent comme alibi pour pousser encore plus leur politique de mécanisation. Plusieurs nous ont confié qu'elles avaient déjà passé des commandes pour de grosses combines de récolte de coton pour se passer de la main d'oeuvre incertaine locale.

Les statistiques recueillies montrent qu'une population totale de 31 842 personnes habitaient les 105 villages dispersés sur la superficie allouée aux agrobusiness en 1968/69. Le recensement effectué par l'unité d'hygiène et d'éducation du projet pilote nous apprend que dans 58 de ces villages vivaient 15 795 personnes dont 7 752 personnes (43 % du total) étaient âgées de 16 à 60 ans (population active). Si nous admettons l'hypothèse plausible que la population totale de la région avait la même structure d'âge et appliquons le même taux de 43 %, il s'en suit que l'année avant l'introduction des A.B., 13 374 personnes étaient en âge de travailler.

D'après les tableaux II.J., II.K. et II.L. pour ces 13 374 personnes seuls 375 emplois journaliers en moyenne en 1971/72, 1 227 emplois /j. en 1973/74 et 1 630 en 1973/74 ont été offerts par les agrobusiness soit une embauche pour respectivement 3 %, 9 % et 12 % de la population active si elle était restée sur place.

Même si on admet, que la moitié de cette population est composée de femmes qui à la rigueur ne travaillent pas, ces pourcentages ne font que doubler et s'établir à 6 %, 18 % et 24 % de la population active masculine employée pour les années respectives entre 1971-74 ce qui est encore très faible.

Tout l'effet négatif sur l'emploi en fait ressort de ces chiffres qui montrent que si les hommes potentiellement actifs de la région étaient restés pendant ces trois années dans l'attente de l'embauche par les agrobusiness respectivement 94 %, 82 % et 76 % auraient été sans emplois.

La situation empire du moment où les nomades du nord en descendant vers la plaine de Derfoul en automne et en hiver concurrencent la main d'oeuvre locale et font baisser les salaires. Ceci arrange en partie les affaires des agrobusiness tant sur la disponibilité de la force de travail en ces hautes saisons (cf. schéma 1) que sur les dépenses en salaire qui peuvent faire augmenter d'une façon sensible les coûts de production si elles sont trop élevées.

Rappelons que selon leur contrat général ces sociétés ont l'obligation d'engager une personne (on-farm employee) par 10 ha cultivés et former un spécialiste pour 500 ha; en dehors de cette contrainte, elles sont libres de choisir la quantité de main d'oeuvre qu'elles désirent. De ce fait, pour les 18 023 ha cultivés au total par les A.B. en 1973/74 (cf. tableau II.D.) ils auraient dû embaucher 1 802 personnes par jour en moyenne pendant toute l'année ce qui n'a pas été le cas comme nous l'avons déjà mentionné puisque ce chiffre était de 1 630 personnes/jour. Donc dans les normes mêmes de l'Etat (qui sont loin des besoins locaux) ces sociétés ne réussissent pas à respecter les modalités de leur contrat.

A cause même de ce coût social élevé le gouvernement n'a eu d'autre choix que d'essayer d'absorber le chômage ainsi créé par ses propres moyens. Les moyens étaient ceux dont disposaient la section d'irrigation de Dez, c'est à dire d'une part, la Ferme pilote de Safiabad (devenue par la suite centre de recherches agronomiques) et la section d'entretien des canaux étatiques).

Le tableau II.J. et le schéma correspondant montrent que pendant tous les mois de l'année 1971/72, la section d'irrigation de Dez, à elle-seule, a employé une main d'oeuvre supérieure à celle embauchée par les A.B. (789 personnes/jour contre 375) et ce d'autant plus élevé dans les mois creux où les sociétés n'en avaient pas besoin. Ainsi un va et vient semble s'effectuer par une main d'oeuvre à emploi instable, entre les deux employeurs de la région - l'Etat et les A.B. - suivant les différents mois de l'année.

L'évolution de l'embauche dans le périmètre qui nous intéresse montre que depuis 1972/73 le rôle de l'employeur principal est revenu aux agrobusiness; cependant 1/3 encore des emplois sont fournis par l'Etat.

De quelle nature sont ces emplois ? D'après le tableau II.L. sur 378 548 travailleurs -jour employés par l'Etat en 1973/74 226 544 soit 60 % étaient engagés sous la rubrique "autres secteurs"; nos enquêtes de terrain, nous ont permis de savoir que

sous cette rubrique figurent les habitants des "chahraks"¹ pour lesquels aucun emploi n'est offert par les agrobusiness; il s'agit en majorité des personnes âgées qui, soit en tant que chef de famille (élargie) n'acceptent pas "de perdre leur dignité" en travaillant comme simple ouvrier pour les A.B., soit qu'ils sont tout simplement refoulés par les sociétés qui préfèrent les jeunes.

Leur travail consiste à effectuer de menus travaux dans le périmètre de leur propre "chahrak" (surtout pour l'entretien des rigoles qui acheminent l'eau dans leurs petits jardins). Ils reçoivent entre 60 à 80 rials (0.88 U.S.\$ à 1.2 U.S.\$) par jour². D'après un simple calcul les frais que supporte l'Etat pour, en fait, "entretenir" ces chômeurs s'élève pour les deux années 1972/73 et 73/74 à 29 544 900 rls soit quelques 434 000 U.S.\$. Là encore les fonds de l'Etat doivent servir à combler un coût social, dans le seul espoir que les agrobusiness apportent pour le pays les techniques et l'organisation nouvelles qui permettront à l'Iran de résoudre ses problèmes agricoles !

Voici à titre indicatif les salaires en cours au printemps 1975 : (avant que les effets du boom pétrolier ne soient encore propagés)

- simple ouvrier agricole 130 rls/j.
- gardien des champs 130 rls/j.
- chef d'équipe d'ouvriers 250 rls/j.
- remplisseur de sac de blé (selon le nombre de sac remplis) 300 à 400 rls/j.
- chauffeur combine 3 000 à 35 000 rls/mois
- ingénieur agronome, chef de travaux 50 000 rls/mois.

¹Voir ci-après dans "les effets sociaux" plus en détail, il s'agit en fait des 3 agglomérations construites pour y loger les anciens paysans (traduction : "petite ville").

²Lors de notre passage au printemps 1975, il était question de l'augmenter de 20 rls.

Tableau II.J. - Situation de la main d'oeuvre agricole dans les sociétés agro-business et la section d'irrigation de Dez durant les différents mois de l'année 1350 (1971/72).

en nombre de travailleurs-jour.

	21 mars 21 avr	21 avr 21 mai	21 mai 21 juin	21 juin 21 juil	21 juil 21 août	21 août 21 sept	21 sept 21 oct	21 oct 21 nov	21 nov 21 déc	21 déc 21 janv	21 janv 21 fév	21 fév 21 mars	Total année
<u>A. Les sociétés</u>													
Iran-America	7 500	5 243	5 400	11 550	4 200	4 200	4 010	3 450	1 950	2 100	1 800	2 000	53 623
Iran-California	10 500	6 075	2 250	2 250	2 600	4 500	4 200	5 100	7 500	6 000	7 500	4 500	62 975
Iran-Selcote	-	-	-	-	360	2 250	4 830	655	1 200	2 400	4 426	4 200	20 321
Total A	18 000	11 318	7 650	14 800	7 380	10 950	13 040	9 205	10 650	10 500	13 726	10 700	136 919
<u>B. La section d'irrig. de Dez</u>													
Projet d'irrig. Dez	12 449	15 811	18 263	21 497	16 635	12 951	13 471	14 014	15 114	16 462	15 716	14 688	187 071
Autres sections	3 255	3 255	2 524	3 286	2 650	18 644	21 256	12 560	6 960	8 360	9 060	9 032	100 842
Total B	15 704	19 066	20 789	24 783	19 285	31 595	34 727	26 574	22 074	24 822	24 776	23 720	287 913
Total (A + B)	33 704	30 384	28 437	38 583	26 665	42 545	47 767	35 779	32 724	35 322	38 502	34 420	424 832

Source : Chiffres obtenus au Ministère de l'Energie, bureau des agro-business.

Tableau II.K. - Situation de l'emploi dans les sociétés agro-business et la section d'irrigation de Dez durant les différents mois de l'année 1351 (1972/73)
en travailleurs-jour

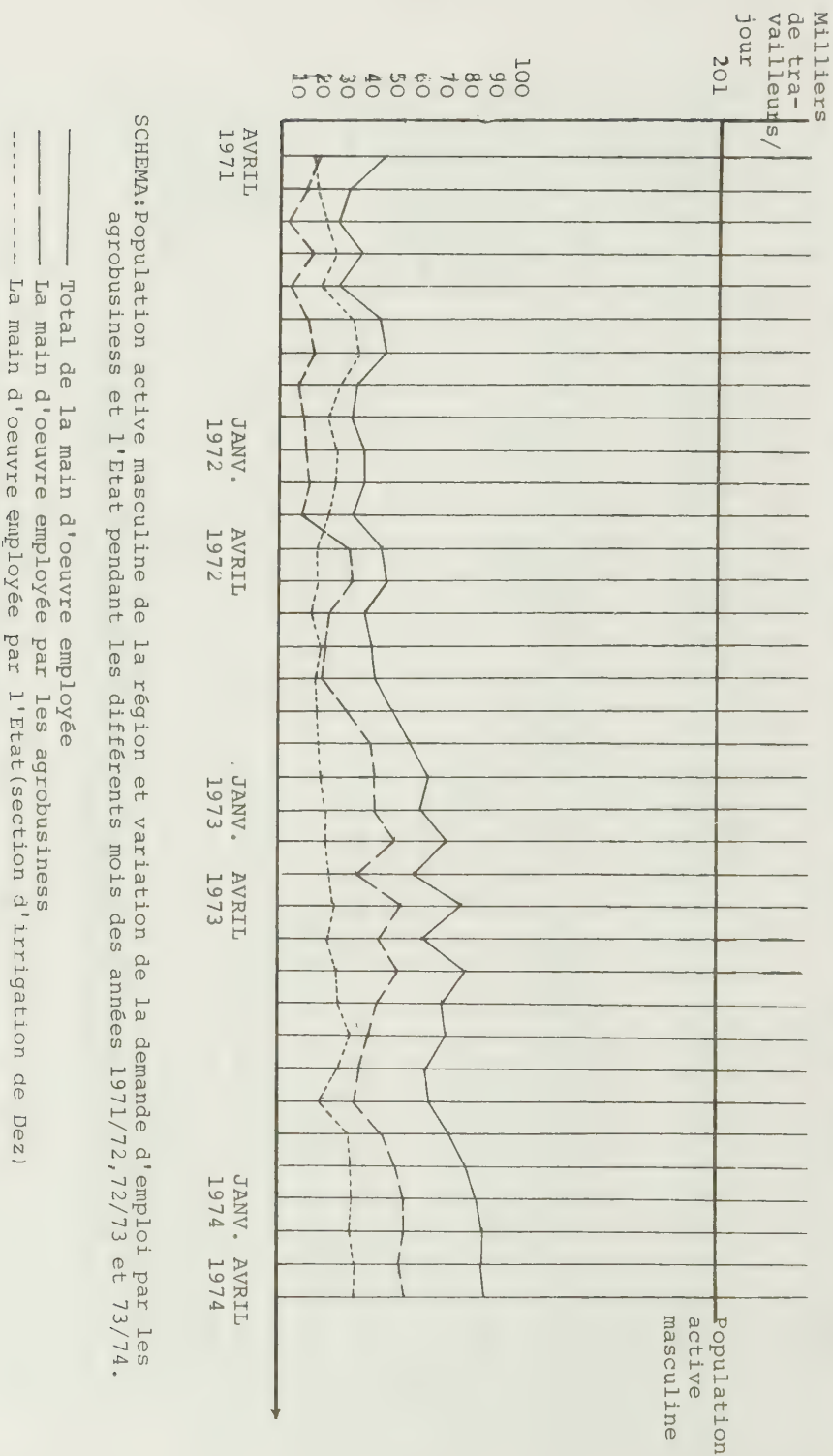
	21 mars 21 avr	21 avr 21 mai	21 mai 21 juin	21 juin 21 juil	21 juil 21 août	21 août 21 sept	21 sept 21 oct	21 oct 21 nov	21 nov 21 déc	21 déc 21 jan	21 janv 21 fév	21 fév 21 mars	Total de l'année
A. Les sociétés													
Iran-America	8 500	9 000	12 000	7 500	7 500	7 500	6 000	7 500	9 600	13 530	14 400	15 900	118 930
Iran-California	9 800	7 800	2 400	5 400	6 960	5 260	16 320	16 650	10 050	29 100	16 740	16 100	142 580
Iran-Shellcoit	3 500	7 200	9 600	9 000	9 000	9 000	8 640	15 400	15 300	3 000	777	15 480	105 897
Iran Intern. A.B.	8 500	9 000	-	-	-	12 000	10 500	9 000	9 000	9 000	4 500	9 000	80 500
Total A	30 300	33 000	24 000	21 900	23 460	33 760	41 460	48 550	43 950	54 630	36 417	56 480	447 907
B. La section d'irrig. de Dez													
Safiabad Trial													
Farm	2 366	2 480	2 400	2 480	4 495	2 480	2 400	3 540	3 540	3 540	3 740	3 422	36 883
Entretien des canaux	-	1 860	1 800	4 205	2 480	4 495	4 350	4 350	4 350	4 350	4 350	4 205	40 795
Autres sections	13 926	12 377	11 200	13 423	12 929	12 105	12 349	11 555	14 162	16 823	17 423	17 954	155 526
Total B	16 292	16 717	15 400	20 108	19 904	19 080	19 099	19 445	22 052	24 713	25 513	25 581	243 904
Total (A + B)	46 592	49 717	39 400	42 008	43 364	52 840	60 559	67 995	66 002	79 343	61 930	82 061	691 811

Source : Chiffres obtenus au Ministère de l'Energie, Bureau des Agro-Business.

Tableau II. L. - Situation de l'emploi dans les sociétés agro-business et la section d'irrigation de Dez durant les différents mois de l'année 1352 (1973/74)
en travailleurs-jour

	21 mars 21 avr	21 avr 21 mai	21 mai 21 juin	21 juin 21 juil	21 juil 21 août	21 août 21 sept	21 sept 21 oct	21 oct 21 nov	21 nov 21 déc	21 déc 21 jan	21 jan 21 fév	21 fév 21 mars	Total de l'année
A. Les sociétés													
Iran-America	10 500	13 500	13 500	13 500	12 000	6 600	7 500	16 500	19 500	16 500	21 990	19 245	170 835
Iran-California	11 490	15 540	16 050	7 800	7 500	6 750	14 310	14 310	14 760	20 820	13 980	17 400	160 710
Iran-Shelcoct	16 230	18 120	16 050	18 240	16 620	18 450	18 210	13 950	13 830	13 440	13 350	14 550	191 040
Iran-Inter. A.B.	4 500	7 500	1 800	2 550	3 690	5 100	7 200	7 170	9 270	8 850	6 810	7 830	72 270
Total A	42 720	54 660	47 400	42 090	39 810	36 900	47 220	51 930	57 360	59 610	56 130	59 025	594 855
B. La section d'irrig. de Dez													
Safabad Trial Farm	3 472	3 472	3 472	8 401	4 495	8 401	8 130	8 930	7 925	7 200	7 650	7 425	78 973
Entretien des canaux	1 736	4 929	4 929	6 200	6 045	6 045	5 850	7 200	7 200	7 620	8 045	7 832	73 031
Autres sections	18 238	20 244	20 360	20 303	17 871	19 400	18 578	17 171	17 680	17 198	19 815	19 686	226 544
Total B	23 446	28 045	28 761	34 904	28 411	33 846	32 558	33 301	32 805	32 018	35 510	34 943	378 548
Total (A + B)	66 166	82 705	76 161	76 994	68 221	70 746	79 778	85 231	90 165	91 628	91 640	93 968	973 403

Source : Chiffres obtenus au Ministère de l'Energie, Bureau des Agro-business.



6. EFFETS SOCIAUX :

6.1. Transfert des villageois dans les nouvelles agglomérations (Chahrak)

Avec l'achat des terres, le gouvernement envisagea celui des maisons paysannes et des vergers pour faciliter l'activité des agrobusiness. Sur les 68 000 hectares qui leur étaient destinés, figuraient 105 villages et quelques 7 000 familles de paysans et de khochnéchine¹. Ceux-ci par la force même de la loi de 1968 sur "la création des sociétés ayant pour objet l'exploitation des terrains situés en aval des barrages" devaient quitter leurs terres et leurs maisons. L'Etat en constituant une commission d'évaluation entreprit donc d'acheter toutes les maisons à un prix variant entre 5 000 à 50 000 rials suivant leur grandeur. D'après les informations obtenues, il est possible d'évaluer à 25 000 rials, la somme reçue en moyenne par propriétaire (chiffre aussi avancé par B. Najafi²). Dans ce cas une somme proche de 175 millions de rials (2.574 millions de \$) a dû être déboursée par l'Etat pour ce seul achat des maisons. Les vergers furent aussi achetés mais les informations quant à leurs dimensions et leurs prix nous manquent.

En achetant les habitats ruraux pour les détruire, l'Etat s'engagea à construire 13 "petites villes" (agglomérations de 250 à 750 maisons à un étage) pour loger la population qu'on allait ainsi déplacer.

¹Le nom de khochnéchine est attribué dans les villages iraniens aux habitants ruraux non engagés dans les activités agricoles (donc sans terre aussi) comme les commerçants, les maçons, les simples ouvriers etc...

²op. cit. p. 164.

Ceci dans deux buts précis :

- éviter les coûts sociaux élevés qui auraient inévitablement surgi avec l'exode d'une masse de quelques 32 000 personnes vers les villes;
- subvenir aux besoins de main d'oeuvre des sociétés en créant des agglomérations proches de celles-ci dans lesquelles elles pourraient puiser facilement la force de travail nécessaire.

Mais jusqu'au printemps 1975 sur les 13 envisagées seules 5 "chahraks"¹ avaient été construites dont 2 avec 500 logements au total abritaient des réfugiés kurdes. Les trois autres, comprenant au total 1 232 logements (dont 69 pas encore habités) hébergent 1 163 familles qui constituent 6 948 personnes². Ces trois "chahraks" regroupent en fait la population de 23 villages détruits entre 1971 et 1975, ce qui signifie que les 82 autres villages de l'aire allouée aux agrobusiness sont encore sur pied et abritent des gens, faute d'endroit où les mettre. D'où les tensions qui existent, car les villages de ces derniers sont presque encerclés par les terrains des agrobusiness. Quant à ceux déjà détruits, ils se trouvaient sur 22 000 hectares du projet pilote pour lesquels de bonnes informations existent. D'après le recensement de 1968/69 effectué par l'unité d'hygiène et d'éducation du PPID, 7 796 personnes vivaient dans ces 23 villages. En comparaison avec la population ayant trouvé des logements dans les chahraks, 848 personnes (quelques 141 familles) soit 11 % de la population initiale sont restés sans habitats et ont du migrer soit à Dezfoul, soit chez leurs proches dans d'autres villages.

¹Chahrak : nom qui a été donné à ces nouvelles agglomérations et qui se traduit littéralement "petite ville"; nous emploierons par la suite ce mot pour désigner ces entités qui ne sont ni des villages, ni des villes, à cause même de leur désarticulation économique et sociale.

²Section d'irrigation de Dez (Unité d'hygiène et d'éducation) : Caractéristiques de la vie dans les chahraks et leurs comparaisons avec la vie rurale. Préparé par Dr. A. Setayesh, août 1974, p. 6 (en persan).

Le tableau suivant illustre le regroupement de cette population dans les trois chahraks construits.

Tableau II.M. - Répartition des maisons selon les "chahraks", nombre de villages détruits selon l'aire où ils se trouvent, nombre de familles et personnes résidentes

1974/75

Nom du "Chahrak"	Nombre de maisons construites	Nombre de familles résidentes	Maisons inoccupées	Nombre d'habitants	Nombre de villages détruits dans l'aire de chaque société
Kavous	450	398	52	2 219	Iran-America 10
Khosrow	332	328	4	1 976	Shellcott 6
Sassan	450	437	13	2 751	Iran-California 7
Total	1 232	1 163	69	6 948	23

Source : Statistiques de l'unité d'hygiène et d'éducation de la section d'irrigation de Dez.

Rappelons que les quelques maisons inoccupées lors du recensement en été 1974 et reportées dans le tableau ci-dessus avaient été toutes mises à la disposition de nouvelles familles lors de notre enquête au printemps 1975. Par conséquent, aucun logement libre n'était disponible pour les familles en liste d'attente. Curieusement, si aucun des responsables locaux ne put nous renseigner sur la date à laquelle de nouvelles maisons seraient livrées aux anciens paysans de la région, par contre la raison de l'arrêt de construction des 8 autres "chahraks" leur était connue. Il s'agissait en fait d'un problème de

passation de pouvoir entre l'Organisation du Plan auquel incombait au départ la construction de ces agglomérations et le Ministère du logement et de la construction urbaine; ce transfert des responsabilités avait, pour des raisons administratives, arrêté les projets de construction et on ignorait la date de leur redémarrage.

En attendant les habitants des 82 villages, qu'il reste à détruire, vont au devant d'un avenir incertain; d'une part à cause du logement promis qui n'est pas encore construit, d'autre part à cause de l'emploi instable.

Si les habitants des "chahraks" sont en quelque sorte pris en charge par l'Etat et presque tous reçoivent un salaire, il n'en est pas de même pour eux. Alors beaucoup quittent leur village vers les villes des alentours où plus loin encore vers les chantiers du golfe persique ou de Téhéran, pour trouver un emploi. S'il est vrai que les salaires et l'emploi se sont beaucoup améliorés depuis 1975, il n'en était pas de même pour les quelques cinq années antérieures lorsque cette population renforçait le nombre des chômeurs déjà existant de Dezfoul et d'Ahwaz. Quant à l'installation de la population des 23 villages graduellement détruits dans les "chahraks", elle provoqua de sérieuses oppositions. Au début peu de familles sinon aucune ne voulait aller vivre dans les "chahraks". Par une politique de la carotte et du bâton, on réussit en gagnant les chefs et les plus respectés des villages de les faire entrer les premiers dans les "chahraks"; ce qui facilita le processus de dépeuplement des 23 villages.

Les nouvelles maisons qui leur sont attribuées (chacune située sur un lot de 750 m²) comprennent sur 60 m², trois pièces habitables (dont une considérée par les architectes comme débarras) et une cuisine; la surface de construction pouvant aller jusqu'à 100 m². Le jardin de 690 m² de chaque lot, alimenté en eau par les rigoles dérivées des canaux du barrage, permet de cultiver des légumes. L'eau potable provient des 3 puits profonds forés pour les trois "chahraks",

emmagasinée dans un grand réservoir et distribuée par des robinets communs pour chaque pâté de maisons. L'électricité est aussi fournie à toutes les maisons.

Chaque "chahrak" comprend donc les installations suivantes:

- un dispensaire
- deux écoles primaires
- une école primaire technique
- deux bains publics
- un puit profond pour l'eau potable
- un abattoir
- une morgue.

S'il est vrai que ces installations existent, il n'en est pas moins vrai qu'elles ne fonctionnent pas toutes. L'école primaire technique n'a pas encore été ouverte; l'abattoir est fermé et c'est le boucher de chaque chahrak qui effectue lui-même la besogne. D'après notre enquête celui de Kavous abattait 8 à 10 moutons, un boeuf et un veau par mois pour la consommation des 2 219 habitants ce qui n'est pas très élevé.

Quant aux bains publics, les bâtiments et les installations sont prêts mais, faute de gérant compétent dans lequel l'administration ait confiance, ils sont tous fermés. Certaines familles se sont débrouillées et ont construit leur salle de bains privée, d'autres moins fortunées vont aux bains soit à Dezfoul situé à une vingtaine de kilomètres soit chez leurs voisins accueillants.

6.2. - Evaluation au niveau de la satisfaction des besoins fondamentaux :

6.2.1. Au niveau de l'alimentation :

Puisque l'offre d'aliments existe tant par les commerçants locaux que par la ville la plus proche, Dezfoul, c'est plutôt

du côté de la demande solvable qu'il faut se tourner pour évaluer une amélioration alimentaire. La demande solvable de chacun est fonction du revenu dont il dispose. Le problème se ramène donc à comparer les revenus actuels de ces ouvriers avec ceux dont ils disposaient en tant qu'ancien paysan.

Les quelques questionnaires que nous avons remplis ne peuvent apporter une réponse systématique à la question de l'évolution des revenus dans les "chahraks"¹, mais il ressort de notre enquête que sauf dans le cas de "khochnéchine" (sans terre), la situation au point de vue revenu a empiré pour la grande majorité des paysans propriétaires. Si dans leur ancien mode de vie, ils produisaient eux-même une part importante de ce qu'ils consommaient, actuellement, ils sont dépendants pour leur alimentation d'une part de leurs salaires (80 à 200 rls/jour soit 1,2 à 2,9 \$), et d'autre part du prix du marché, donc de l'inflation. Voici à titre de comparaison avec le salaire journalier d'un ouvrier les prix moyens des principaux produits alimentaires en 1974/75 au Khouzistan² :

Produits	Prix/kg
- Pain	13.5 rials
- riz (seconde catégorie)	48
- viande de mouton avec os	160
- viande de boeuf avec os	113
- oeufs	81
- huile végétale	69
- sucre en morceaux	33.5
- thé iranien (les 100 gr.)	24

Rappelons 2 chiffres qui nous permettraient mieux de faire le point de la situation alimentaire : le premier est que chaque famille est en moyenne composée de 6 personnes; le second que

¹Pour une affirmation à 100%, il aurait fallu un groupe de travail et des mois d'enquêtes par questionnaire pour arriver à des conclusions plausibles "scientifiquement" qui auraient été très proches de la réalité que nous avons essayé d'appréhender autrement.

²Centre de Statistiques de l'Iran : Prix de détail des produits et services et prix des produits agricoles dans les zones rurales en 1353 (1974/75). Téhéran, CSI, août 1975, pp. 42-43 (en persan).

chaque personne mange en moyenne 1 kg de pain par jour¹ soit une dépense par famille de 81 rials uniquement pour le pain par jour. Comparé avec les 80 rials par jour que reçoit un ouvrier âgé qui travaille pour les menus travaux à l'intérieur du "chahrak" (salaire d'Etat) ceci semble impossible. En fait il faut y ajouter les salaires des enfants ou de la femme qui trouvent occasionnellement du travail dans les agrobusiness. Les enfants sont par exemple payés à la haute saison pour l'essartage 100 rls/jour pour 12 heures de travail qui comprend l'aller-retour aux champs (assuré par les moyens de transport des A.B.) et le temps du repas. Les femmes reçoivent au moment de la récolte du coton environ 3.5 rials par kg récolté ce qui fait pour une moyenne de 40 kg par jour, la somme de 120 rls (salaire 1974/75).

Comme revenu subsidiaire, on peut ajouter celui de la vente des fruits et légumes cultivés sur les 690 m² de jardin par ceux qui y ont pensé².

De ce fait, ces familles réussissent "à joindre les deux bouts" mais sont loin de leur situation préalable.

Cependant pour démontrer l'amélioration des conditions économiques de cette population, les responsables ont procédé à une enquête sur le nombre d'articles d'usage ménager dont disposent les familles. Cette enquête (non publiée) montre que³:

- 52 % des familles disposent d'une radio (total des radios 610)
- 17 % " " " d'un frigidaire (total des frigidaires 202)

¹Ce chiffre ressort et de nos enquêtes auprès des familles et de l'interview avec le Dr. Setayesh, responsable depuis de longues dates de l'unité d'hygiène et d'éducation de la région.

²Selon le rapport précité de cette unité sur les caractéristiques de la vie dans les "chahraks", 78 % des familles ont constitué un jardin dans lequel elles cultivent des légumes etc.

³ibid., p. 16.

- 58 % des familles disposent d'un ventilateur électrique (total 671)
- 48 % " " " d'une bicyclette (total 560)
- 14 % " " " d'une motocyclette (total 168)
- 76 % " " " d'une cuisinière à gaz (total 888)
- 19 % " " " " " à pétrole (total 224)

A notre avis, ces chiffres ne constituent pas un argument suffisamment valable pour démontrer une amélioration des conditions de vie des habitants des "chahraks" car selon les recensements même du PPID effectué l'année avant l'introduction des agrobusiness ces mêmes familles disposaient déjà des articles suivants (1968/69)¹ :

- 577 bicyclettes (contre les 560 existants actuellement dans les chahraks ce qui constitue même une dégradation)
- 457 postes de radios (contre les 610 postes actuels)
- 260 ventilateurs électriques (dans des conditions où seulement 5 villages sur 23 disposent d'électricité; actuellement il y en a 671)
- 6 cuisinières à gaz (contre les 888 actuels).

De cette comparaison deux faits sont à retenir : le premier c'est que l'analyse des responsables doit être accompagnée de cette nuance que la population des chahraks disposait déjà d'articles ménagers importants avant son transfert et qu'il n'est pas juste de prétendre que tout ce matériel leur provient grâce à la vie dans les "chahraks". Le second c'est qu'il n'est pas prouvé que cette population n'ait pas eu potentiellement le pouvoir d'achat de disposer des articles tels les cuisinières à gaz ou les ventilateurs électriques autant qu'actuellement; cette différence résultant à notre avis non pas d'une amélioration des revenus, mais des infrastructures nouvelles (de routes, de distribution de bombonnes de gaz, d'eau et d'électricité) mises en place.

¹ Les chiffres rapportés ont été extraits des archives du bureau des agrobusiness à Dezfool et compilés par nos soins et concernent les 23 villages détruits dont les habitants, ont été transférés dans les trois "chahraks".

6.2.2.- Au niveau de l'habitat :

Il faut rappeler d'abord qu'aucune famille ne dispose d'acte officiel de propriété sur la maison qu'elle occupe, bien que chacune ait payé une somme variant entre 21 000 à 37 000 rials au départ sur les 45 000 rials demandés par l'Etat¹. L'occupation du lieu est effective sans qu'aucune loi ne la protège. De ce fait existe déjà un climat d'incertitude parmi les habitants qui ne savent pas exactement s'ils sont propriétaires ou locataires et ce qui se passera dans des cas de successions après la mort du chef de la famille, ainsi on hésite - même si on a les moyens - à faire des investissements par trop importants dans l'agrandissement de l'habitat. L'exemple frappant c'est les annexes en torchis traditionnel bâti à côté de leur maison en brique. Ceci nous amène à une seconde constatation qui est celle de la non fonctionnalité de ces habitats. S'il est vrai qu'à cause du grand jardin qui l'entoure, de l'eau potable disponible sur le plus proche robinet, de l'absence des animaux dans des étables juxtaposées à la maison, bref d'une plus grande propreté de l'environnement l'habitat actuel prime sur l'ancien, il n'est point prouvé qu'il soit plus fonctionnel. La fonctionnalité de l'habitat dépend du style de vie des gens qui y habitent. Dans le cas des "chahraks" les maisons ont été construites d'après des plans conçus par des personnes peu soucieuses des facteurs sociologiques et humains. Il semble que le modèle ait été calqué quelque peu sur celui du village construit pour les ouvriers agricoles de la plantation proche de canne à sucre de Haft-Tapeh ; comme si c'était des petites agglomérations ouvrières qu'on voulait créer dans ces "chahraks". Ainsi des familles paysannes avec leur ancien style de vie se sont vu installées dans des maisons correspondant à la vie ouvrière; il va sans dire que dans ce cas tout devient étranger et non fonctionnel.

¹Le reste du montant est payable en 10 ans ce qui ne constitue pas une annuité trop importante; ajoutons que les paysans ne paient que la moitié du coût total de la construction des maisons qui s'élève à environ 90 000 rials; le reste est supporté par l'Etat. La somme comptant demandé au départ est fonction du montant reçu par chaque famille pour l'achat de son ancienne maison villageoise.

Fait caractéristique de l'ignorance des habitudes culturelles, religieuses et autres de la population, l'oubli (volontaire ou non) de délimiter les maisons par des murs. Pour qui connaît les habitudes religieuses musulmanes, il est clair que la femme doit porter le voile devant les personnes étrangères à sa proche famille; pour qui connaît ne serait-ce que de loin la vie rurale, il est évident que la femme effectue une grande partie de ses activités dans la petite cour ou sur le "eİvane" de sa maison. Beaucoup de ménages ont été obligés de construire de minuscules espaces en torchis pour les travaux de lessive, de fabrication de pain etc.. de la femme pour qu'elle soit à l'abri des regards indiscrets, faute de moyens de bâtir les murs de leur propriété. Quant aux matériaux et au style employés, rappelons seulement qu'aucune norme locale n'a été prise en compte. Les maisons sont en briques avec d'assez larges fenêtres, ce qui n'est pas l'idéal pour correspondre au climat local fort chaud pendant plus de 7 mois par an (température maximale voisinant les 45° à 50°). C'est entre autre pour cette raison que le nombre des ventilateurs électriques et des "cool-air" ne cesse d'augmenter dans les "chahraks". Une amélioration des matériaux et des techniques locaux de construction, compte tenu du style de vie des gens auraient sans doute permis de construire les chahraks à un coût plus bas et surtout beaucoup plus fonctionnels¹.

6.2.3. - Au niveau de la scolarisation :

Dans les trois "chahraks" fonctionnent au total six écoles primaires avec 28 classes et 34 professeurs (10 hommes et 24 femmes); 945 élèves (dont 74% de garçons et 26% de filles) les fréquentent.

¹Ceci est faisable pour les 8 autres "chahraks" qu'il reste à construire pour peu qu'on se réfère à des études sérieuses et des gens compétents tels ceux qui ont rédigé le papier suivant : CAIN A., AFSHAR F., NORTON J., DARAIE M.R.: Indigenous Building and the Third World. Téhéran, Development Workshop, Printed Building and Housing Research Center, P.O. Box 15-1114, 1976 (sans pagination).

Par rapport au groupe d'âge scolarisable ceux-ci n'en constituent que 46 % soit moins que la moitié; ce qui signifie que malgré tout l'autre moitié ne va pas à l'école soit par manque d'infrastructure scolaire, soit pour des raisons économiques (les enfants travaillent pour subvenir aux besoins familiaux), soit pour des raisons culturelles (notamment dans le cas des filles dont seulement 26 % fréquentent l'école contre 63 % pour les garçons).

Pour se rendre compte de l'amélioration de la scolarisation dans les "chahraks" par rapport à celle existante dans les anciens villages, nous reportons les critères choisis dans le tableau suivant :

Tableau II.N. - Critères d'évaluation et de comparaison de la situation de la scolarisation dans les villages du PPID en 1968/69 et les "chahraks" en 1974/75.

	Rapport professeurs/élèves	% des enfants scolarisés par rapport au groupe d'âge 6-15 ans	% des garçons scolarisés	% des filles scolarisées
1968/69, 58 villages (1)	1/30	54 %	69 %	36 %
1974/75, 3 chahraks	1/28	46 %	63 %	26 %

Source : Unité d'hygiène et d'éducation du projet d'irrigation de Dez, rapport précité sur "la comparaison de la vie dans les chahraks..." et documents d'archives; chiffres compilés par nos soins.

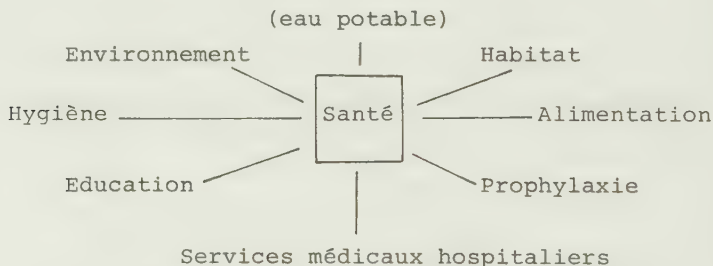
1

Rappelons que les habitants de ces "chahraks" proviennent de 23 de ces villages situés dans les 22 000 ha du projet pilote d'irrigation de Dez, donc ces chiffres peuvent être pris comme éléments de comparaison.

Ainsi non seulement la situation ne s'est pas améliorée, mais quelque peu détériorée; surtout dans la scolarisation des filles qui a regressé de 10 % (contre 6 % pour les garçons). Ce phénomène est quelque peu anormal, puisqu'avec l'urbanisation le taux de scolarisation doit augmenter chez les deux sexes généralement. A moins que l'hypothèse que nous avons formulée précédemment à savoir le travail des enfants dans les champs pour compenser le salaire insuffisant du chef de ménage, apporte une partie de l'explication.

6.2.4. - Au niveau de la santé :

Nous considérons que la santé est la résultante d'une alimentation convenable, d'un habitat et d'un environnement salubre, de l'application des règles d'hygiène, d'une éducation correspondante, des mesures de prophylaxies et enfin des services médicaux hospitaliers disponibles. Le schéma suivant résume bien cette idée :



En jugeant à travers ces six critères la situation de la santé générale des "chahraks", il nous semble qu'une nette amélioration s'est effectuée par rapport à la situation précédente des villages.

De ces six facteurs, deux ne sont pas tellement améliorés comme nous l'avons expliqué précédemment à savoir l'alimentation et l'éducation; les quatre autres par contre ont favorablement évolués : habitat et environnement plus salubre (existence de l'eau potable, éloignement des animaux), meilleure application des règles d'hygiène (à cause même de la disponibilité en

eau, aménagement des W.C. dont chaque maison en possède un ce qui n'était pas le cas auparavant etc..), programme suivi et étendu de vaccination de la population et enfin disponibilité d'un médecin et d'un dispensaire pour chaque chahrak ce qui constitue un bon rapport médecin/malade (1/2300 environ) au niveau rural; la consultation et les médicaments sont gratuits.

CHAPITRE III

LES SOCIETES PAR ACTIONS AGRICOLES



CARTES DES PROVINCES DE L'IRAN
REPARTITION DES SOCIETES PAR
ACTIONS AGRICOLES ET DES COOP.
DE PRODUCTION.MARS 1977.

LEGENDE:

*SOCIETES PAR ACTIONS AGRICOLES

●COOPERATIVES DE PRODUCTION

I. CREATION, FONCTIONNEMENT ET BUT DES SOCIETES PAR ACTIONS AGRICOLES.

L'établissement d'une société par action agricole (s.a.a.) doit se faire selon les termes mêmes de l'article 6 de la loi¹: par la demande explicite de la majorité des exploitants d'un village ou d'un groupe de villages à l'Etat². Celui-ci se charge ensuite de la constitution de la société et prend sur lui tous les frais. Un ingénieur agronome est désigné par le ministère de la Coopération et des Affaires rurales (fusionné en 1976 avec le ministère de l'Agriculture et des Ressources naturelles pour devenir ministère de l'Agriculture et des Affaires rurales) et prend en charge la direction de l'exploitation. Il est aidé en principe dans ses tâches par deux autres ingénieurs agronomes qui travaillent sous ses ordres et ont chacun des responsabilités distinctes; deux autres techniciens des activités agricoles et un comptable complètent le personnel fourni à la société et payé par l'Etat. De leur côté, les paysans mettent à la disposition permanente de la s.a.a. leurs terres qui sont évaluées par les experts de l'Etat et reçoivent en contrepartie des actions. Leurs machines et outils agricoles sont aussi achetés par la société s'ils désirent les lui vendre.

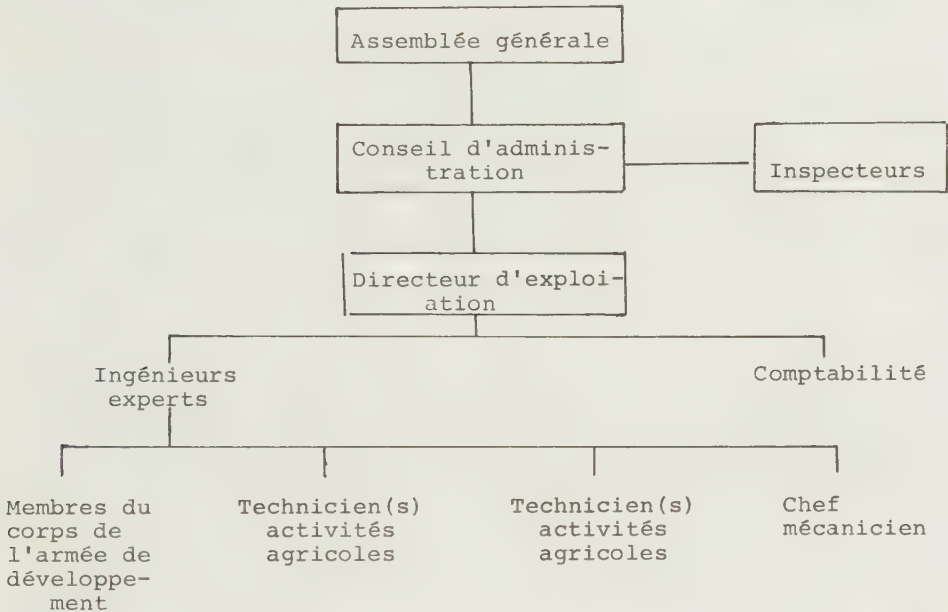
Les actionnaires se réunissent en assemblée générale et élisent les 3 membres du conseil d'administration, un suppléant et les inspecteurs. Ce conseil est en fait le représentant des actionnaires au sein de la société et doit travailler en étroite liaison avec le directeur d'exploitation envoyé par l'Etat³.

¹La loi sur l'établissement des sociétés par action agricole fut envoyée pour exécution au gouvernement, en février 1968, après ratification par le parlement et le sénat et signature du roi.

²En réalité c'est l'Etat qui choisit en fonction de ses propres critères (projets hydroliques - tels: barrages, ensemble de puits etc..., densité de population etc...) la région et impose dans la plupart des cas la s.a.a. aux paysans.

³Selon les termes mêmes du statut des s.a.a. le conseil d'administration choisit avec l'accord de l'Etat le directeur de la société; mais en fait aucun de ceux présentés par l'Etat n'ont (suite de la note page suivante)

Organigramme d'une société par action agricole



Et ceci pour des unités dont la taille varie entre 1000 à 13 000 ha.

3 (suite)

été refusés, ni même renvoyés après expiration des délais de trois ans pour lesquels ils sont engagés. Plusieurs facteurs contribuent à ce fait: le manque de cadres en général, en Iran, l'ignorance de leurs droits légaux par les paysans, l'attitude passive envers le gouvernement qu'ils jugent trop fort pour une confrontation etc. Ainsi, même s'ils subissent les séquelles de l'incompétence du directeur, ils ne le changent guère.

Les décisions pour le plan de culture annuelle sont prises par le directeur avec le concours du conseil d'administration et de ses experts.

Ce plan est envoyé à Téhéran où, compte tenu des considérations nationales, il est examiné par les experts et renvoyé (généralement très peu modifié) à la société. Pour les autres opérations le directeur est en fait le seul qui décide : il répartit les terres, embauche les paysans contre paiement journalier, veille à la disponibilité et la fourniture des inputs, constitue les équipes de travail, octroie des crédits aux membres etc.

Donc par cette forme d'exploitation on élimine les multiples décisions individuelles des paysans qui ne sont pas basées (selon les dires des responsables) "sur une connaissance de management moderne de l'agriculture" et on les remplace ainsi par "une direction unique et efficace qui doit amener les bienfaits des économies d'échelles"¹.

Dans ce système le paysan a un double rôle: d'une part en tant qu'actionnaire, il reçoit les bénéfices d'exploitation en rapport avec sa part d'actions sans qu'il ait à travailler sur son lot de terrain (d'ailleurs non identifiable); d'autre part en tant qu'ouvrier agricole il reçoit un salaire de la société selon le nombre de jours de travail occupés.

Si pour le paysan la première source de revenu est sûre, la seconde est quelque peu aléatoire car tous n'obtiennent pas de travail à cause de la mécanisation. Par conséquent, son rôle diffère de celui de l'ouvrier qui détient les actions de son usine².

¹cf. entre autre l'article du vice-ministre de l'agriculture: SEPEHRI H. : "Land Reform Programme in Iran". Development Forum, vol.III, n° 1, déc. 1971, p. 19.

²Cas d'un certain nombre d'ouvriers qui, depuis l'entrée en vigueur de la loi sur la participation des ouvriers dans le capital des usines dans lesquelles ils travaillent, jouissent de ce double privilège.

Ce système peut néanmoins être considéré comme une application de cette idée dans l'agriculture puisqu'il entend combiner l'efficacité des grandes exploitations agricoles privées avec les caractéristiques de distribution de revenus des entreprises par action. Plutôt que socialiste, ce système peut être décrit comme un "capitalisme en commun" puisque ce n'est pas une collectivisation des moyens de production qui s'opère, mais tout simplement une séparation de la propriété et de la gestion, la seconde étant placée dans la main d'un gestionnaire commun.

L'Etat veut ainsi empêcher la fragmentation des terres (distribuées lors de la réforme agraire) après la mort des chefs de famille. Ce morcellement des terres aurait entraîné selon lui un sous-investissement de la part des exploitants et une plus grande difficulté de la part de l'Etat pour la fourniture des crédits, des inputs et de l'encadrement nécessaire.

En résumé, on peut dire que les s.a.a. ont été créées en vue d'atteindre les objectifs suivants (cf. art.1 de la loi du 30 juin 1970):

- introduction et diffusion des techniques modernes de culture et d'élevage en milieu rural;
- accroissement des surfaces cultivées;
- utilisation maxima de la main d'oeuvre rurale dans les zones agricoles et industrielles du pays;
- empêcher le morcellement des terrains agricoles;
- augmentation du revenu des agriculteurs.

Les statuts des s.a.a. prévoient les moyens d'action suivants :

1. Mécanisation de la production et emploi des méthodes modernes;
2. Diminution des coûts de production;

3. Utilisation optimale des facteurs essentiels à disposition: gestion, techniques, main d'oeuvre, crédits et outils de production;
4. Mise en valeur de nouvelles terres;
5. Création d'activités non agricoles pour diminuer le chômage;
6. Couverture généralisée du système d'assurance sociale aux actionnaires;
7. Participation et coopération à la construction des projets sociaux et économiques dans les villages.

Qu'en est-il des résultats obtenus ?

Dans un premier temps nous donnons les performances globales de ces sociétés¹ au niveau du pays, d'après les sources officielles.

Dans un second temps, prenant le cas d'une de ces sociétés, nous essayons de dégager la réalité du terrain sur le vif.

2. RESULTATS DE L'ENSEMBLE DE CES EXPLOITATIONS AU NIVEAU DU PAYS :

Créées au début de 1968, pour accompagner et renforcer la phase "développement" de la réforme agraire, ces sociétés au nombre de 65 (mars 1975) n'ont réussi à couvrir que 23 753 exploitants soit environ 1% du total des bénéficiaires de la réforme¹ et 202 453 personnes (un peu plus que 1% de la population rurale) dont 127 708 personnes font partie de la famille des actionnaires; les autres étant les ruraux "sans-terres".

¹L'Etat envisageait au début du 5ème plan d'en créer 150, il s'est limité à 95 depuis; en mars 1977 il n'y en avait en tout que 89:

cf. Activités du Ministère de la Coopération et des Affaires rurales dans le domaine de la création et la gestion des sociétés par actions agricoles et des coopératives de production. Teheran, MCAR, mars 1977, p. 37.

Jusqu'à cette date 546 villages (moins de 1% de la totalité de ceux du pays) se trouvaient regroupés dans cette forme d'exploitation avec 97 255 ha (0,9% de l'Iran) engendrant une production de 3 344 millions de rials aux prix courants, en 1974/75 (1,1% de la production de cette année du secteur agricole)¹.

Selon le MCAR² - les résultats suivants ont été enregistrés en 1974/75 par rapport à la situation préalable dans les régions où les s.a.a. ont fait leur entrée:

- (1) Accroissement de la surface totale cultivée de 24% et du volume de la production de 66%. Ce dernier est dû surtout au décuplement de la production de maïs, de l'augmentation par 2,5 fois de la production du blé et de l'orge irrigués et de 2,5 fois du coton.

¹Ibid. pp. 40, 87.

²Ibid.

Tableau III/A - Comparaison des rendements moyens par ha en 1974/75 obtenus dans l'ensemble des s.a.a. avec ceux obtenus avant leur création dans les périmètres concernés.

kg./ha.

Produits	Avant la création	1974/75	Variation (indexe 100 pour la situation préalable)
Blé irrigué	1 270	2 102	165.5
Blé non irrigué	883	673	76
Orge irrigué	1 170	2 258	193
Orge non irrigué	867	998	115
Coton (graine)	1 043	1 653	158
Paddy	2 400	2 250	94
Légumes (p. de terre, oignons)	10 250	9 278	91
Maïs	742	3 259	439

Source: Activités du MCAR, op. cit. p. 40.

- (2) Accroissement des rendements: pour le blé (66%) et l'orge (95%) irrigués, du coton (50%) et du maïs (339%); mais baisse de ceux-ci pour le paddy (- 6%) et pour les légumes (- 9%) entre autres. (cf. tableau III-A)

Ces résultats sont dûs selon la même source¹:

- a - Au nivellement de 90 000 ha de terres effectué par les sociétés;
- b - Au développement des ressources en eau dont les débits ont presque doublés; passant de 51 210 l./s à 101 644 l./s et à l'amélioration des systèmes d'irrigation;
- c - A une mécanisation accrue:
Les chiffres suivant montrent cette évolution:

Transformation des méthodes de cultures	Avant la création des s.a.a. 1957/68	1975/76
Utilisation des machines agricoles pour le labour	20%	100%
Utilisation des machines pour la préparation de la terre et l'ensemencement des céréales	6%	100%
Utilisation des machines pour la préparation des terres et l'ensemencement des cultures estivales	10%	90%
Utilisation des machines pour la moisson des céréales	5%	95%
Utilisation des machines pour les récoltes estivales	-	60%

Cette mécanisation s'est faite à l'aide de 742 tracteurs, 130 combines et 137 machines diverses lourdes (bulldozer etc.)

¹ Les données qui suivent sont toutes tirées du document précité du MCAR respectivement pp. 58, 43, 63.

d - A une plus grande utilisation des engrais et des pesticides (chiffres non disponibles)¹.

(3) Développement des activités non agricoles par les s.a.a. tel l'élevage (d'ovins, de bovins, d'abeilles, de volailles et de poissons)², l'artisanat (tissage de tapis) et les industries rurales (12 briqueries, une fabrique de glace, deux moulins, deux de fromages jusqu'en mars 1977).

(4) Les performances ci-dessus ont amélioré le revenu des paysans-sociétaires. Chiffrant à 18 500 rls de revenu moyen des paysans en 1967/68, le MCAR évalue celui-ci pour les sociétaires des 65 sociétés à 69 891 rials en 1975/76; soit presque un quadruplement (3.8) en l'espace de 7 ans³.

Rappelons que ceci représente un accroissement moyen du revenu de 21% par an à prix courant ce qui, compte tenu de l'inflation ne représente pas grand chose; car dans ce système le paysan est tout à fait lié aux variations des prix même pour les produits alimentaires consommés, tandis que l'exploitation individuelle les lui procurait en dehors du circuit monétaire.

¹Comme ordre de grandeur nous pouvons mentionner que 3 135 t. de marchandises d'engrais ont été utilisés en 1969/70 par les 19 premières sociétés; ce chiffre est passé à 7 195 t. (pour 27 sociétés) en 1971/72.
cf. le rapport des activités du MCAR pour les s.a.a. et les coop. de production en 1973, p. 39.

²Développement au stade embryonnaire d'après les statistiques.

³Ibid. p. 94.

- (5) Dans toutes les sociétés a été créé au moins un dispensaire recevant la visite régulière d'un médecin mais ayant en permanence une infirmière. Comme la couverture de l'assurance maladie a été généralisée à tous les membres et leurs familles, ceux-ci reçoivent gratuitement les soins et les médicaments nécessaires. Les autres habitants des villages bénéficient du même traitement moyennant une somme modique.
- (6) La participation aux projets sociaux et économiques a été largement suivie par les sociétés selon les sources officielles puisque les sociétés ont contribué à la création et la construction (entre autres) de¹:
- 2 206 km de routes d'accès aux parcelles cultivées,
1 156 km de routes non asphaltées et 30 km de routes asphaltées de communication;
 - 48 bâtiments scolaires;
 - 3 471 logements ruraux pour les sociétaires²;
 - 1 404 bâtiments administratifs et de logements pour les fonctionnaires.
- (7) Des cours de formation professionnelle ont été mis à la disposition des sociétaires et des membres de leur famille. Par exemple pour la seule année de 1975/76, 718 personnes ont suivi dans les centres spéciaux des programmes d'entretien, de réparation et d'utilisation des machines agricoles, d'élevage d'abeilles, de vers à soie et de poisson, de tissage de tapis, de conduite de tracteur et de voiture etc...³

¹Source précitée du MCAR, pp. 58, 67, 76.

²Ceux-ci pour leur majorité ne correspondent pas aux besoins de vie des ruraux tant par leur conception que leur fonctionnalité; d'où des mouvements de refus collectifs pour leur occupation au début.

³Ibid. p. 81.

3. LA SOCIETE PAR ACTIONS AGRICOLES DE SAMESKANDEH (SARI)

3.1 - Données de base:

Notre choix a porté sur la s.a.a. de Sameskandeh pour deux raisons principales: - Elle fait partie de la première génération des sociétés établies donc supposée être l'une des plus rodées.

- Elle est située dans l'une, sinon la plus fertile, des provinces de l'Iran.

De ce fait l'étude d'une société qui semble, à priori, avoir assez d'atouts favorables et dont les instances gouvernementales en ventent les mérites¹ est intéressante dans la mesure où elle nous permet ensuite d'imaginer la situation des plus défavorisée.

3.1.1. - Quelques informations sur la province du Mazandaran

Un peu plus grande que la Suisse, cette province avec ses 47 000 km² se trouve au nord de l'Iran, en bordure de la Caspienne. Elle est constituée d'une partie montagneuse au sud où la haute chaîne de l'Elbourz (culminant au Demanvand 5 604m) la sépare du plateau intérieur et d'une vaste plaine côtière s'étendant sur 120 km de long et 20 à 30 km de large (22 m au-dessous du niveau de la mer). La haute barrière de l'Elbourz retenant les évaporations de la Caspienne vers le plateau central, l'humidité a favorisé l'existence de denses forêts et de verts pâturages. Le climat est doux et humide du type méditerranéen: moyenne de pluviosité annuelle 830 mm (max 200 mm), température moyenne de 17°C mais pouvant varier entre - 7° C à 42°C².

¹Cette société est assez souvent visitée par des chefs d'Etat ou des personnalités officielles étrangers sur leur trajet au nord de l'Iran.

²Chiffres se rapportant à la moyenne de 12 ans (1961/72) de la région côtière de Babolsar: cf. Centre statistique de l'Iran: Annuaire statistique de 1352 (1973/74). Teheran, CSI, 1974, p. 14 (édition persane).

Cette pluviosité de loin supérieure aux provinces intérieures du plateau (280 mm en moyenne) permet aux agriculteurs du Mazandaran de jouir d'un niveau de vie supérieure et d'avoir un système d'organisation social et économique différent des paysans du reste de l'Iran¹. La plupart des cultures pratiquées (sauf le riz) ne sont pas irriguées et dépendent des conditions atmosphériques. Selon le dernier recensement d'octobre 1976 cette province compte 2,384 millions d'habitants avec une densité de près de 51 h./km² qui est l'une des plus forte du pays (moyenne 20 h./km²); 67% de la population vit en zone rurale dispersée dans quelques 3.350 villages (6% du total du pays) avec en moyenne 2 personnes par hectare arable. La moitié des villages sont de petite taille puisqu'ils abritent moins de 50 familles (de 5,5 membres en moyenne); un quart de ceux-ci ont entre 50 à 100 familles et un autre quart plus de 100 familles².

Les moyens de communication assez bons en plaine relient 90% des villages aux grands axes routiers par des routes secondaires ou "accessibles en jeep" (sic); en montagne seuls 24% des villages bénéficient de cet avantage³.

La longue ligne du chemin de fer transiranien qui relie Bandar-e-Chah (port de la Caspienne) à Bandar-e-Chahpour (sur le golfe Persique) passe à travers cette province. Parmi les deux routes asphaltées qui la relie à Téhéran, l'une est l'axe principal par laquelle passent les convois pour l'est de l'Iran et la frontière afghane. Rappelons que naguère l'une des branches de la célèbre route de la soie traversait cette province où des villes comme l'actuel Babol⁴ (centre des affaires;

¹Seuls les paysans du Guilan, autre province côtière de la Caspienne, jouissent du même climat favorable.

²CENTRE STATISTIQUE DE L'IRAN : Résultats préliminaires du recensement général d'octobre 1976 de la population du pays. Teheran, CSI, fascicule n° 1, janvier 1977, pp. 7 et 12 (en persan) et: CENTRE STATISTIQUE DE L'IRAN : Résultats du recensement agricole; première étape 1352 (1973/74). Teheran, CSI, mars 1975, pp. 1, 8 (en persan).

³ibid. pp. 1-4.

⁴Ancien nom "Barforouch" signifiant "vendeur de marchandises".

70 000habitants environ; la plus grande ville de la province) prospéraient grâce au commerce. D'autres villes comme Chahi ou Tchalous ont pris leur essor grâce à l'industrie textile, Gorgan et Gonbad-e-Kavous en tant que centres de services techniques, de stockage et d'achats et ventes de produits agricoles. Quant à Sari, centre administratif du Mazandéran son développement a été fonction du poids grandissant de l'Etat dans la province (accroissement de la population de 269% les 20 dernières années).

3.1.1.1. Structures agraires

La structure agraire de cette province est caractérisée par deux traits fondamentaux:

- (a) La domination des petites exploitations: 85% des exploitations ont moins de 5 ha (39% inférieurs à 1 ha) (cf. tableau III.B).
- (b) Une distribution fort inégale des terres parmi ceux-ci:
 - 1 352 exploitations (de plus de 50 ha) soit 0.6% du total disposent de 27% des terres.
 - 13 000 exploitations (inférieures à 2 ha) qui constituent 58% du total n'ont que 11.4% des terres.

Sans vouloir trop approfondir l'évolution historique qui a abouti à cette situation nous dirons qu'elle est le résultat:

- pour les petites parcelles: d'une part de l'existence dans la région montagneuse de la province d'un fort rapport hommes/terre; d'autre part en plaine de la distribution de petits domaines parmi beaucoup de paysans. De très grands domaines par contre pour des raisons d'influences n'ont pas été touchés puisqu'il y a encore 504 exploitations de plus de 100 ha qui accaparent 20 % des terres agricoles (155 789 ha).
- pour l'inégalité qui est plus marquée depuis Sari vers l'ouest de la province (plaine de Gorgan) il suffit de mentionner que les grands domaines appartiennent soit

à la famille impériale¹, soit aux dignitaires et hauts cadres de l'armée. Ces derniers ont reçu (et dans beaucoup de cas revendu) des lots de 20 à 100 ha du temps du souverain actuel ou de son père Reza-Chah en gage des services rendus.

Tableau III/B - Distribution des exploitations de la province de Mazandéran selon leurs tailles et la superficie revenant à chaque catégorie. 1974/75

en hectares

Taille de l'exploitation	Nombre	%	Superficie	%
moins de 1 ha	88 089	39	33 726	4.3)
1 à moins de 2 ha	42 002	18.6	55 895	7.1) 11.4
2 " " de 5 ha	62 906	28	181 761	23
5 " " " 10 ha	19 710	8.7	125 528	15.8
10 " " " 50 ha	11 454	5.1	185 086	23.3
50 " " " 100 ha	848	0.4	54 502	6.9)
plus de 100 ha	504	0.2	155 789	19.7) 26.6
Total	225 513	100	792 287	100

Source: CENTRE STATISTIQUE DE L'IRAN: Résultats de l'enquête agricole; seconde étape du recensement agricole 1974/75.
Teheran, CSI, mars 1976, p. 16.

¹Mais non pas à l'empereur qui lui, a distribué ses terres dans les années 50 parmi les paysans.

3.1.1.2. Situation agricole

Ne cultivant que 5% des quelques 16 millions de terres arables du pays, le Mazandaran favorisé par son climat fournit une part importante de la production agricole du pays: 6% du blé, 9% de l'orge, 11% des autres céréales, 38% du riz, 16% du tabac, 24% du tournesol, 65% du coton, 59% des autres graines oléagineuses et 41% des agrumes¹.

Les rendements moyens de la province sont parmi les plus élevés du pays²:

blé (irrigué et sec)	1 538 kg/ha, moyenne du pays	483 kg/ha
orge (" " ")	1 162 kg/ha, " " "	535 "
paddy	2 194 kg/ha, " " "	2 337 "
coton (graine)	1 882 kg/ha, " " "	1 704 "
tabac	919 kg/ha, " " "	738 "
tournesol	854 kg/ha, " " "	490 "
pommes de terre	4 700 kg/ha, " " "	5 484 "
tomates	8 500 kg/ha, " " "	12 894 "
oignons	13 800 kg/ha, " " "	10 888 "

A part le climat favorable, il faut mentionner que l'emploi fort répandu des machines et des engrais dans cette province, contribue à ces performances. En 1974/75, 58% des exploitations de la province ont employé de l'engrais chimique pour leur culture ce qui constitue le plus fort taux parmi toutes les autres provinces du pays. Au total quelques 102 500 tonnes d'engrais

¹Pourcentages du volume de production de l'année 1972/73, que nous avons calculés d'après:
CENTRE STATISTIQUE DE L'IRAN : Annuaire statistique du pays 1353 (1974/75). Teheran, CSI, mars 1975, pp. 212-214. (en persan)

²CSI: Seconde étape du recensement agricole, op. cit., pp. 86-101 (année 1974/75).

marchandises (50% azotés, 35% phosphatés, 10% potassés, 5% mixtes) ont été disséminés sur les champs, absorbant ainsi 17,5% de la consommation totale de l'Iran.

Quant au parc de machines agricoles, le Mazanderan détient le plus vaste du pays; il occupe le premier rang pour le nombre de tracteurs, de combines et de motoculteurs parmi les autres provinces¹:

4 895 tracteurs utilisables sur les 35 475 tr. du pays, 13,8%					
631 combines	"	"	"	2 472 com.	" " , 25,5%
3 428 motoculteurs	"	"	"	25 918 mot.	" " , 52%

L'utilisation de ces machines est assez bien répandue parmi les paysans puisqu'en 1974/75 près de 77 000 exploitations (34% du total) ont fait usage du tracteur pour leurs tâches sur 61% de la superficie cultivable (487 000 ha) de la province.

Ajoutons que sur les 276 124 familles rurales du Mazanderan 68 089 familles (le quart) sont dépourvues de terres et considérées comme non exploitants².

3.1.2. - Données générales sur la société

La s.a.a. de Sameskandeh est la quatorzième et dernière des sociétés qui furent créées par l'Etat en 1968/69, (première année suivant l'entrée en vigueur de la loi sur la création des s.a.a.).

Fondée en novembre 1968 celle-ci englobe 5 villages³ s'étendant sur une superficie de 1 974 ha (dont 1 885 ha de terres potentiellement cultivables). Cette unité se trouve au bord de l'axe qui relie Teheran à Machhad par la route asphaltée du bord de la Caspienne, à 8 km. à l'est de Sari, capitale du Mazandaran. (cf. carte)

¹ibid. p. 178, 180, 181.

²ibid. p. 1.

³Nommément: Sameskandeh-Olia, Sameskandeh-Sofla, Hemmat-Abad, Alavi-Kola, Ghorti-Kola.

Nombre d'actionnaires et de personnes vivant dans sa zone d'activité de la s.a.a.

Au total 1 645 personnes vivent dans la zone d'activité de cette société; 1 246 personnes (76% du total) appartiennent aux 275 familles des 337 actionnaires et les 399 personnes restantes font partie des 25 familles de "khochnéchine" (personnes sans terre : ouvriers agricoles, boutiquiers, artisans etc...) ¹.

La population se répartit ainsi ²:

416 personnes, soit 25 %	moins de	5 ans
246 " , " 15%		5-9 ans
132 " , " 11%		10-14 ans
760 " , " 46%		15-60 ans
42 " , " 3%		plus de 60 ans

Si on admet que les personnes âgées de plus de 10 ans font partie en zone rurale de la population active, au total 942 personnes soit 57% de la population sont en âge de travailler tout au moins partiellement dans la zone de cette société.

Selon la même source, seul 30% de cette tranche de population savent lire et écrire (41% chez les hommes et 17% chez les femmes).

La répartition de la population parmi les 5 villages de la société est inégale: l'un englobe un peu moins de la moitié de la population tandis que les deux moins peuplés n'abritent ensemble que 8%. La proportion des familles sans terre est faible (8% du total).

¹MINISTERE DE LA COOPERATION ET DES AFFAIRES RURALES (MCAR): Evaluation des activités de l'Organisation des Assurances sociales de la population rurale dans la zone d'activité de la s.a.a. Sameskandeh. Teheran, Centre de recherche du MCAR, 1971/72, p.3 (en persan).

²Ibid.

Tableau III/C: Répartition de la population parmi les
5 villages situés dans la zone de la s.a.a.
de Sameskandeh

Nom du village	Population	% du total	Nombre de familles	Familles des ac-tionnaires	Familles sans terre
Sameskandeh-Olia	746	45	140	130	10
Sameskandeh-Sofla	83	5	13	10	3
Alavi-Kola	43	3	10	10	-
Ghorti-Kola	316	19	47	43	4
Hemat-Abad	457	28	90	82	8
Total	1645	100	300	275	25

Source: ibid. p. 3.

Ces villages dispersés dans un périmètre de 7 à 10 km de rayon ont été reliés les uns aux autres par de très bonnes routes secondaires et à la route principale grâce aux travaux d'infrastructure de l'Etat.

3.2. - Ressources hydrauliques :

Avant la création de la société, la principale source d'eau venait d'un canal de dérivation tributaire de la rivière proche du nom de Tajen; une source située sur les terres de Sameskandeh la complétait de sorte qu'au total un débit de 270 l./s. environ était disponible en moyenne par jour pour les cinq villages.

Avec l'implantation de la société les sources d'approvisionnement en eau se sont diversifiées et les débits disponibles se sont multipliés par trois.

Tout d'abord le canal de dérivation a été aménagé. Datant des années 30, celui-ci était sous forme d'un long tunnel d'environ 1 200 m dont on n'avait pas pu joindre les deux bouts par erreur de calcul; il fournissait seulement une partie de l'eau qui filtrait à travers la paroi de terre qui séparait les deux côtés. La première année d'exploitation, en pleine période sèche, le tunnel s'est effondré ce qui a incité l'année suivante les responsables de la société à des travaux d'aménagement. Les deux bouts ont été joints et le tunnel revêtu de parois en béton armé ce qui a considérablement augmenté le débit. Puis graduellement 7 puits (dont un pour l'approvisionnement en eau potable) et 6 ghanats¹ ont été ajoutés, ce qui fait qu'en 1975/76 un peu moins de 750 l./s. de débit d'eau par jour en moyenne était disponible à Sameskandeh.

¹Canaux souterrains très répandus dans le système d'irrigation iranien, long parfois de dizaines de km., qui acheminent l'eau vers les terres cultivées en se servant de la pente naturelle du terrain.

Tableau III/D : Sources d'approvisionnement en eau de la
s.a.a. de Sameskandeh, la 1ère et la 7ème année
de son exploitation (1968/69 et 1975/76)

	1968/69		1975/76	
	Nombre	Débit l/s	Nombre	Débit l/s
Rivière (canal de dériva- tion)	1	216	1	307
Source	1	54	1	54
Ghanats	-	-	7	168
Puits profonds	-	-	3	72
Puits semi-prof.	-	-	6	144
Total		270		745

Source: Informations recueillies à Sameskandeh. Estimation
des débits selon les responsables de la société.

Malgré ces progrès notables, lors de notre visite en été
1975, le riz, seule culture irriguée manquait manifestement
d'eau. En effet, la société a en l'espace de 4 ans augmenté
de plus de moitié la surface des rizières (de 516 ha en 1971/72
à 800 ha en 1975/76) sans pour autant accroître proportionnel-
lement ses possibilités d'irrigation.

Si les conditions atmosphériques avaient pu éviter des
pertes les années précédentes, il n'en était pas de même en
été 1975 où l'on attendait depuis plus de deux mois la pluie;

de ce fait le débit de toutes les sources d'approvisionnement en eau avait baissé. C'est alors qu'"in extrémis" le directeur avait autorisé le forage de 2 à 3 puits tubés ce qui avait été suggéré sans succès dès le printemps par les élus locaux au conseil d'administration.

Ajoutons que la société dispose aussi d'une installation d'irrigation par aspersion sur 37 ha destinée à la culture du maïs en 1975, première année de son utilisation. Il faut noter cependant que malgré les estimations globales, le débit exact de l'eau disponible n'est pas connu pour chaque saison de l'année, ce qui gêne la bonne gestion des terres.

De ce fait, le gouvernement a chargé une entreprise privée de l'étude de toutes les ressources en eau et des possibilités d'irrigation; l'étude porte sur une période de 14 mois et sera d'un grand secours - une fois achevée - pour l'élaboration et l'exécution du plan de culture.

Pour le réseau d'irrigation et de drainage une autre entreprise privée avait élaboré des plans lors des premières années d'exploitation de la société. Ceux-ci étant d'une forme "passe-partout" et loin de la réalité des terrains de Sames-kandeh, n'ont fort heureusement pas été suivis et ont été remplacés par ceux élaborés par les experts mêmes de la société avec l'aide des actionnaires. De ce fait jusqu'en mars 1975 les constructions suivantes avaient été achevées :

1. Un réseau d'irrigation de canaux de 3ème et 4ème degré de 40 km de long.
2. Un réseau de drainage long de 28 km.
3. Un réseau mixte de drainage et d'irrigation de 6 km.
4. Un réseau de délimitation des terres de la société par rapport aux villages voisins de 7 km de long².

¹Elle était à son huitième mois en été 1975 et aucune information n'avait été mise à la disposition de la société jusque là.

²Extrait du Rapport des Activités de la Société adressé au Ministère de la Coopération et des Affaires rurales en mars 1975.

3.3. - Organisation de la production :

- Situation de la première année :

Dès son implantation, la société décida d'exploiter directement les terres par ses propres machines et à l'aide des actionnaires engagés comme ouvriers agricoles, ce qui aboutit à un échec total car :

- Si pour des cultures telles que le blé, le soja, l'orge et le maïs, il est relativement facile de remplacer le travail de l'homme par la machine (surtout si la culture n'est pas irriguée) il n'en va pas de même pour le riz où non seulement l'intensité en main d'oeuvre est grande mais l'organisation de la production est complexe.

- Ce type d'organisation choisi par les dirigeants de la société tombait très mal au moment où la méfiance envers "ces nouveaux maîtres"¹ et "cette société qui leur avait pris leurs terres" était à son comble parmi les paysans-actionnaires.

- Beaucoup de paysans (surtout ceux des familles des notables) trouvaient déshonorant de travailler comme simple ouvrier car jadis c'étaient eux qui en employaient.

Les paysans-actionnaires réagirent en se comportant comme de simples ouvriers: journée à heures de travail fixes et abandon des tâches aussitôt l'heure arrivée; non seulement aucune participation active dans les décisions et l'organisation de la production ne fut manifestée de leur part, mais le mot d'ordre fut d'opter pour une attitude passive qui parfois prit l'allure de sabotage des cultures afin "que la société, fasse faillite et s'en aille" (sic). On nous a rapporté à ce sujet que des quantités importantes de semences de riz furent tout simplement jetées dans les rigoles d'irrigation plutôt que semées sur les champs.

¹Les paysans les considéraient comme les remplaçants des grands propriétaires féodaux d'avant la réforme agraire.

De ce fait pour sa principale culture, la société enregistra des baisses de production et de rendement par hectare allant jusqu'à la moitié de celles obtenues dans la région par les exploitations paysannes de la périphérie de la société de Sameskandeh.

Au niveau de l'emploi, n'ayant pas tous trouvé d'embauche dans leur société, beaucoup de membres travaillèrent comme ouvriers agricoles ou métayers dans les exploitations des villages voisins; d'ailleurs les 2,5 rials de bénéfice par action qu'ils reçurent la première année ne couvraient même pas la nourriture d'une journée d'une famille disposant 30 actions (somme reçue au total 75 rials, soit un peu plus d'un dollar pour une année) ce qui les incita à diversifier leur source de revenu en dehors de la société.

- Situation depuis la deuxième année :

Les mauvais résultats obtenus tant sur le plan économique que social durant la première année, incitèrent les responsables de la société à revoir leur mode d'organisation de la production en s'inspirant de l'exemple déjà en cours dans la région sur les exploitations individuelles. Ainsi depuis 1970/71, la s.a.a. de Sameskandeh organise sa production en accord avec ses actionnaires de la manière suivante :

3.3.1 - Exploitation directe des terres non irriguées, (blé, orge, maïs, tournesol, soja etc...) par la société. Labours, semailles et moissons se font avec les tracteurs, les machines, combines etc.. de la société; pour les travaux occasionnels, la main d'oeuvre est recrutée parmi les actionnaires.

Après déduction des coûts correspondants à chaque culture de la valeur de vente de celle-ci, le bénéfice revient aux actionnaires. Ceux-ci se comportent comme des rentiers auxquels on distribue le fruit de leurs actions sans qu'ils n'aient eu à participer à la production et à la vente. De ce fait un actionnaire peut très bien quitter son village, travailler dans d'autres régions et revenir toucher les

bénéfices de ses actions (qui sont la contrepartie de sa terre cédée à la société) à la fin de chaque année.

3.3.2. - Exploitation indirecte par contrat pour la culture du riz:

Dans cette forme d'exploitation, la société met à la disposition de ses membres une parcelle de terre, le motoculteur et l'eau. Le paysan-actionnaire fournit la main d'oeuvre à toutes les étapes de la production et bénéficie d'une avance (8 500 rls en 1974/75) versée en deux paiements¹, déductibles après la moisson.

Le partage de la récolte se fait à part égale pour le paysan-actionnaire et la société après déduction des frais suivants:

1. 6% de la récolte pour les frais des "tracteurs batteurs" (qui vont aux propriétaires de ces tracteurs généralement non membres de la société)
 2. 150 rls par ha payé par le paysan à la société pour la part de paille qui revient à cette dernière et que le paysans préfère garder pour nourrir ses bêtes.
 3. la moitié du prix des engrais fournis par la société.
- Le paysan est libre de disposer de la manière qu'il entend quant à la commercialisation de la part qui lui revient. En fait, il doit généralement céder une bonne partie de ce qui lui revient aux commerçants de la ville proche de Sari auxquels il a recours pour ses achats de biens de consommation non disponibles au magasin coopératif de la société (articles courants de première nécessité). Une autre partie de la récolte va aux ouvriers agricoles qu'il a embauchés si la force familiale ne suffit pas.

¹Au premier labourage et au moment du repiquage.

Notons que la surface de rizière allouée à chaque famille peut varier selon les années¹. Cette distribution se fait par l'intermédiaire du conseil d'administration et d'autres notables au niveau des villages. Ceux-ci choisissent d'entente avec les paysans chaque année des chefs d'équipe responsables de la production qui sont les principaux répondants des contrats envers la société; ils en sont donc les intermédiaires. La distribution des engrais et des motoculteurs parmi les membres de leur équipe leur revient et est rétribuée par ces derniers par une somme modique payée au début des activités (200 à 500 rials).

Rappelons que tout ce qui est commun dans une équipe sous-contrat s'arrête à ce niveau de distribution des moyens de production et que le reste des travaux est entrepris par chaque famille d'actionnaire d'une manière indépendante. Il est cependant fréquent que des familles aient recours l'une à l'autre pour le travail des champs; dans ce cas le nombre de travailleurs (hommes, femmes et enfants) fourni par l'une pour une certaine période, est exactement rendu par l'autre pour la même durée. Ce système d'entraide existe dans tous les villages de la région où des cultures intensives en main d'oeuvre telles le riz et le coton sont dominantes.

Comme la surface accordée à chacun est le facteur déterminant du revenu subsidiaire qu'il reçoit en plus du bénéfice de ses actions, il est clair que l'allocation faite à chaque actionnaire par les notables du conseil d'administration n'est pas sans créer du mécontentement. En général, ceux-ci répartissent les terres en rapport avec la distribution des terres existantes avant la création de la société, quoique des considérations telles que la taille de la famille soient de plus en plus prises en compte. S'il est vrai que quelques actionnaires nous ont fait part de cette injustice (familles

¹La surface totale allouée aux rizières diffère selon le plan cultural de l'année et d'autres facteurs.

nombreuses, part des actions faibles) c'était pour rappeler que la société ayant débroussaillé et rendu cultivable quelques 175 ha de nouvelles terres¹, augmenté les ressources en eau et par là presque doublé la surface sous culture de riz, les notables et leurs proches accaparaient proportionnellement plus de terre qu'ils n'en avaient le droit et même la capacité de cultiver. Alors au lieu de leur en faire profiter, ils les confiaient en métayage aux paysans des villages voisins.

Quant à la société, elle ne reconnaît que les chefs d'équipe. Elle comptabilise la part de la récolte revenant aux actionnaires comme des salaires qui auraient été versés pour la production du riz. Les coûts d'engrais, d'amortissement des motoculteurs à main, de frais de battage etc.. sont ajoutés aux salaires versés et le tout déduit du prix de vente. Le bénéfice ainsi obtenu s'additionne aux bénéfices des autres cultures pour être distribué en fin d'année.

3.3.3. - Exploitation indirecte par métayage pour la culture du riz par des personnes extérieures à la société :

Cette forme d'exploitation indirecte portant sur des parcelles marginales (soit à cause de leur éloignement des villages ou de la non-disponibilité adéquate de l'eau) a contribué depuis 1973/74 à la création d'emploi pour les petits paysans des villages voisins de la périphérie de Sameskandeh (allant même jusqu'à une quinzaine de km.). Ceci est le résultat direct de l'augmentation de la capacité d'irrigation, de mise en culture de nouvelles terres et donc de l'accroissement des rizières (celles-ci sont passées de 516 ha en 1971/72 à 800 ha en 1973/74 et sont restées constantes depuis faute de nouvelles sources d'eau).

¹Tout avec l'aide de l'Etat tant au point de vue crédit que machines.

La part qui revient à la société dans ce cas est supérieure au précédent puisque après déduction des 6% en nature relatifs au battage du riz par le tracteur, le métayer paie encore les sommes suivantes à la société sur la moitié de la récolte qui lui revient:

- 2% de taxe pour l'aménagement et le développement rural (perçu par la s.a.a.)
- 50 rls par ha de terre à disposition pour les activités du garde champêtre
- 15 kg de paddy par ha pour les opérations d'irrigation ("Mirabi") (ce n'est pas le prix de l'eau qui, elle est fournie par la s.a.a.);
- la moitié en nature de la paille
- 120 kg/ha de paddy si les motoculteurs de la société ont été employés.

La part qui reste au paysan est considérée comme les frais de salaires versés pour la culture du riz, par la société. Les opérations comptables s'effectuent de la manière décrite précédemment et les bénéfices de la vente de la part qui revient à la société sont distribués à la fin de l'année aux actionnaires.

3.4. - Effets au niveau de la production

3.4.1. - Expansion de la surface cultivée

Trois facteurs ont contribué à l'expansion des surfaces cultivées qui se chiffre à 433 ha pour la seule période de 1971/72 à 1974/75 soit un accroissement de 38% (cf. tableau III.E)

- Le défrichement de nouvelles terres grâce aux dons de l'Etat.
- Le développement de nouvelles sources d'eau.
- Le développement de la mécanisation.

3.4.2. - Introduction de nouvelles cultures et amélioration de certains rendements :

Bien que les principales cultures restent le riz (près de la moitié des surfaces cultivées) et le blé (près de 40%) deux nouvelles cultures, le soja et le maïs ont, compte tenu de leur rentabilité fait leur apparition au détriment du tournesol qui est en voie d'abandon et des légumes et légumineuses qui ont disparu (cf. tableau III.E). En effet, ces deux "cach crops" prennent de plus en plus d'importance puisque de 3% des surfaces cultivées en 1971/72, elles sont arrivées à occuper 11% de celles-ci. Les chiffres sur les bénéfices nets d'un hectare de chaque produit cultivé (cf. tableau III.H) montrent que par ordre décroissant les cultures les plus rentables sont : le riz, le soja, le maïs, le blé, l'orge et le tournesol. De ce fait, il n'est pas difficile de prédire que le second et le troisième se verront attribuer plus de surfaces au détriment surtout du blé.

La bonne rentabilité du soja s'explique de manière évidente: la commercialisation de celui-ci est dans la main d'un organisme privé au niveau du pays qui fournit les semences, l'aide technique et une avance financière; garantit un prix fixe et connu

Tableau III/E - Allocation des terres selon les différentes cultures de 1971/72 à 1974/75 à la s.a.a. de Sameskandeh

Année Produits	1971/72		1972/73		1973/74		1974/75		1975/76	
	ha culti- vés	%	ha culti- vés	%	ha culti- vés	%	ha culti- vés	%	ha culti- vés	%
Riz	516	45	610	45	800	52	800	54	800	51
Blé	512	45	555	41	570	37	485	33	600	38
Orge	-	-	-	-	-	-	23	1.5	-	-
Tourne- sol	83	7	118	9	95	6	20	1	-	-
Soja	29	2.5	60	4	85	5.5	70	5	70	4.5
Maïs	7	0.6	10	0.6	-	-	80	5.5	100	6.5
Pavot	-	-	5	0.4	-	-	-	-	-	-
Total	1 137	100	1358	100	1550	100	1478	100	1570	100

Source: La S.A.A. de Sameskandeh (comptabilité).

Tableau III/F. - Rendement des cultures selon les différentes années de la société par action de Sameskandeh (kg/ha)

Année Produit	1971- 1972	1972- 1973	1973- 1974	1974- 1975	Estimation avant créa- tion de la s.a.a.	Variétés actuelles
Paddy	3 082		3 327	3 185	3 000	Sadri/Guer- deh (locales)
Blé	2 895	2 311	2 662	1 784	2 000	Inia
Orge	-	-	-	3 455 ⁺	-	?
Tourne- sol	1 089	1 320	1 211	729	1 600	?
Soja	720	1 067	1 352	1 494	-	Hill
Maïs	1 880	865	-	2 736	-	Single Cross/ Tree way cross

⁺ Bien que comptabilisé ce chiffre nous semble exagéré surtout qu'il a été obtenu sans engrais!

Source: La s.a.a. de Sameskandeh (comptabilité).

à l'avance pour l'achat du produit et sa commercialisation. Ainsi le soja devient fort rentable et l'exploitant se trouve tenté d'allouer chaque année une plus grande surface à cette culture.

Pour ce qui est des rendements, une légère amélioration et une constance entre 3 t. à 3,5 t. par ha est perceptible qui place la société un peu au-dessus des performances des villages voisins pour le paddy. Pour le soja le rendement a doublé dans le temps (720 kg/ha à 1 494 kg/ha); le maïs s'est aussi amélioré voisinant en 1974/75 les 2 800 kg/ha. Cependant pour le blé, les rendements sont aléatoires et dépendent beaucoup des conditions atmosphériques puisque d'après le tableau III.F, ils peuvent presque varier du simple (1 784 kg/ha en 1974/75) au double (2 900 kg/ha en 1971/72). D'ailleurs la moyenne pour le blé n'est pas loin de celle des villages voisins qui font aisément 2 t./ha.

Ces améliorations de rendement sont cependant obtenues généralement au détriment d'une augmentation toujours plus grande des coûts moyens par ha qui ne peut être expliquée par l'accroissement des prix des inputs, ceux-ci n'ayant presque pas bougé dans ce laps de temps.

Produits Périodes	Paddy		Blé		Soja		Maïs	
	ΔR^+	ΔC^{++}	ΔR	ΔC	ΔR	ΔC	ΔR	ΔC
de 1971/72 à 72/73	8	39	- 20	36	48	31	- 54	78
de 72/73 à 73/74	?	9	+ 15	5	27	41	-	-
de 73/74 à 74/75	- 4	- 0.1	- 33	21	11	42	216	45

$^+ \Delta R$: Variation de rendement d'une année à l'autre en %.

$^{++} \Delta C$: Variation du coût moyen total par ha d'une année à l'autre en % à prix courant.

Source: nos calculs.

3.4.2.1. Ventilation des coûts

Avant de faire la distinction entre les différentes sortes de coûts, il faut noter que pour la période de quatre ans dont nous disposons des données précises les coûts d'exploitation de la société ont montré un accroissement de 119% passant à près de 22.5 millions de rials à quelque 49 millions.

Dans ce laps de temps, les frais variables ont été doublés tandis que les coûts fixes (administratifs et généraux) ont plus que sextuplé, d'ailleurs la part de ces derniers dans l'ensemble des coûts est passé de 4% à 11% (cf. tableau IIIG) Le doublement des coûts variables est surtout dû à l'augmentation des coûts de main d'oeuvre (à cause de l'augmentation de la surface des rizières; ce qui est bénéfique aux sociétaires); mais il faut cependant noter le triplement des frais d'utilisation des machines, le triplement de celui des engrais et le doublement (presque) de celui des semences sans que pour autant comme nous l'avons vu les surfaces cultivées ou les rendements aient augmenté au même rythme¹. D'où une mauvaise gestion et une inefficacité flagrante de cette exploitation qui se manifeste aisément dans le tableau C et le schéma correspondant où nous avons mis en relation pour chaque produit et pour la moyenne de cette société le revenu brut, le coût et le bénéfice par hectare.

¹Notons que curieusement les coûts de vente sont insignifiants. Ceci n'est pas dû à une bonne gestion mais à une mauvaise commercialisation, puisque la société vend la majeure partie de sa production à ses sociétaires et manque ainsi à une de ses tâches principales qui est la recherche des débouchés. (cf. infra)

Tableau III/G/ - Ventilation des coûts d'exploitation
de la s.a.a. de Sameskandeh de 1971/72 à
1974/75 (prix courants)

En milliers de rials

Année Coûts	1971/ 72	%	1972/ 73	%	1973/ 74	%	1974/ 75	%
Semences	1 195	5.3	1 653	5.5	1 666	4.7	1 936	3.9
Engrais	1 060	4.7	1 954	6.5	1 773	5.0	2 777	5.6
Eau	-	-	-	-	41	0.1	15	0.0
Pesticides	158	0.7	-	-	-	-	56	0.1
Stockage et garde	1 659	7.4	287	0.9	382	1.1	251	0.5
Services agrico- les (machines, outils etc...)								
- Coûts varia-	1 701	7.6	2 331	7.7	3 036	8.6	5 026	10.2
- Amortissem.	1 460	6.5	1 621	5.4	1 408	4.0	1 698	3.4
Main d'oeuvre	14 310	63.6	21 108	70.0	22 530	64.0	32 062	65.1
Coûts de vente	116	0.5	106	0.3	111	0.3	46	0.1
Frais administ. et généraux	847	3.8	1 158	3.8	4 211	12.0	5 370	10.9
Total des coûts	22 506	100	30 218	100	35 158	100	49 237	100

Source: Comptabilité de la s.a.a. de Sameskandeh.

Tableau III/H. - Evolution des revenus, des coûts et des bénéfices nets par ha, des produits cultivés par la s.a.a. de Sameskandeh entre 1971 et 1975

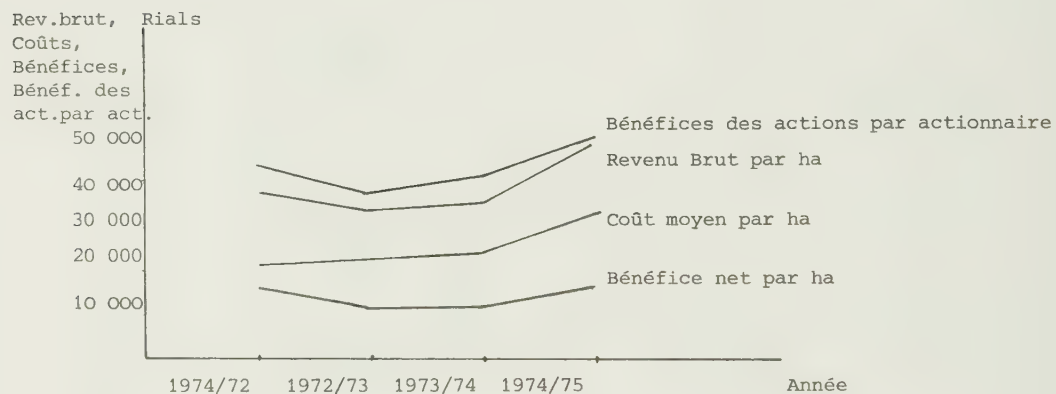
Rls/par ha

	1971/72			1972/73			1973/74			1974/75		
	Revenu des ventes	Coût	Bénéfice net	Revenu des ventes	Coût	Bénéfice net	Revenu des ventes	Coût	Bénéfice net	Revenu des ventes	Coût	Bénéfice net
Riz (paddy)	56 806	35 753	21 053	58 335	38 841	19 494	49 649	35 386	14 263	70 279	49 579	20 700
Blé	23 007	9 762	13 245	14 856	10 116	4 740	19 381	10 580	8 801	21 084	12 829	8 255
Orge	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15 004	10 196	4 808
Tournesol	14 703	10 418	4 285	17 286	7 977	9 309	18 544	13 073	5 471	14 507	13 681	826
Soja	7 203	7 697	- 494	11 263	10 057	1 206	28 170	14 141	14 029	37 747	20 118	17 629
Mais	14 068	7 438	6 630	7 174	13 256	- 6 082	-	-	-	30 584	19 166	11 418
Pavot	-	-	-	39 140	50 838	-11 698	-	-	-	-	-	-
Moyenne par ha	37 492	21 626	15 866	34 471	23 004	11 467	35 371	23 668	11 703	48 552	33 100	15 452

Source: Compilé d'après les données de la comptabilité de la s.a.a. de Sameskandeh.

3.4.2.2. Comparaison des coûts et des bénéfices

La dernière ligne du tableau III.H nous montre comment en l'espace de quatre ans le revenu brut d'un hectare a évolué à un taux moyen de 7% par an¹ tandis que ses coûts s'accroissaient de 11,2%. Quant au bénéfice net d'un ha de 1971/72 (15 866 rls), il a subi une diminution de 0,7% par an selon nos calculs pour s'établir à 15 452 rls en 1974/75. Dans ce cas, l'explication du fait que cette dernière année la société a quand même distribué une somme supérieure par action qu'en 1971/72 viendrait uniquement des dons de l'Etat non dépensés sous d'autres rubriques qui ont sauvé la face. Ceci explique pourquoi la courbe de cette dernière ne suit pas le bénéfice net d'un ha pour la dernière année.



¹Et ceci avec la hausse par l'Etat des prix de base des produits agricoles intervenue en 1973/74 de près de 40%, qui a dû accentuer cette augmentation!

Le schéma montre fort bien que pendant que les courbes relatives au revenu brut et au bénéfice net d'un ha subissaient une baisse d'abord pour reprendre une phase ascendante ensuite, celle du coût moyen a suivi un trajet ascendant seulement. D'où l'affirmation de l'hypothèse comme quoi s'il y a eu accroissement de certains rendements, il était dû à un fort dosage des inputs non justifié au niveau de la rentabilité; ainsi serait-il erroné - comme c'est le cas par les instances officielles - de brandir les chiffres d'amélioration de rendements dans les sociétés par actions agricoles, comme une des preuves de leur réussite.

Deux remarques s'imposent encore ici:

- La première, c'est la rotation des cultures qui ne se fait plus à Sameskandeh (dans les autres sociétés plus difficilement) ce qui aura comme conséquence à terme une diminution des rendements. La raison incombe surtout à l'adduction des canaux d'irrigation qui sont orientés vers une partie déterminée des terres comme quoi la culture du riz ne peut se faire sur d'autres parcelles destinées aux cultures non irriguées. Déjà les paysans nous rapportaient que leurs rizières commençaient à enregistrer des baisses de rendement et avançaient l'argument de la non rotation des terres; système qu'ils avaient toujours suivi dans leur ancien mode d'exploitation.

- La seconde remarque est l'ampleur de l'aide de l'Etat qui compense ces frais fort élevés de production et qui donne une illusion fausse de rentabilité à ces exploitations. Toutes les dépenses d'infrastructure, d'irrigation, de défrichage, de nivellement, d'administration ont été soutenues par l'Etat dans le cas de Sameskandeh.

Pour la seule année de 1974/75, 8,4 millions de rials sous forme de dons ont été mis à la disposition de la direction de la société. Ce chiffre constitue 17% des coûts de production et 12% de la valeur des ventes de Sameskandeh.

Au total, l'Etat a contribué de 1968/69 à 1974/75 pour la somme de 70 millions de rials (54 millions de dons et 16 millions de prêts) au développement de cette exploitation. Il est évident que sans ces aides la société n'est pas viable.

	Dons (rls)	Prêts (5 ans) (rls)
1968/69	528 400	2 728 461
1969/70	13 465 932	7 595 462
1970/71	8 116 391	4 495 928
1971/72	6 891 783	1 094 778
1972/73	6 852 317	-
1973/74	9 787 010	-
1974/75	8 403 000	-
Total	54 044 833	15 914 629

Source: Rapport du MCAR, mars 1977, op. cit. pp. 159-162.

3.4.3. Une plus grande mécanisation des cultures :

La mécanisation a été introduite là où les exigences de la culture le permettaient. Ainsi pour le blé et l'orge, la main d'oeuvre a été réduite au minimum. Pour le soja et le maïs dont les sarclages tombent en pleine période de travail des rizières, on essaie d'employer un cultivateur spécial. Les récoltes sont aussi affaire de machines pour ces produits. Les combines pour le blé sont généralement louées par des privés moyennant un pourcentage de 7 à 9% sur la récolte (en liquide). Quand au riz, les 33 motoculteurs de la société permettent une mécanisation généralisée du labourage sur toutes les parcelles. Les autres étapes se font à la main. Le tableau suivant illustre le niveau de la mécanisation:

Tableau III/I - Parc des machines agricoles de la s.a.a. de
Sameskandeh - 1975/76

	Nombre	Observations
(A) Tracteurs:	7	Seuls 6 d'entre eux sont effectivement employés
- Fiat 1000	2	Bonne fourniture de pièces détachées
- John Deer 4020	1	Pièces détachées chères et difficiles à trouver
- John Deer 920	1	Vendeur le plus proche à Gorgan (131 km) sinon Teheran (250 km)
- Tracteurs rou- mains	2	Montage iranien; 65 CV de puissance; ont été acheté aux actionnaires; désuets
(B) Bulldozers :	2	
- Fiat D4 à chaînes	1	Sert aussi comme tracteur
- Fiat D6	1	Engin puissant; sert à la construction des canaux, de nivellement etc..
(C) Cultivateur:	1	Employé pour le sarclage du soja, du maïs et du tournesol.
(D) Motoculteurs:	33	Pour le labourage des rizières et cultures.

Source: Comptabilité de la société.

Pour l'entretien de ce parc un très grand atelier, un chef mécanicien et deux mécaniciens étaient disponibles.

Rappelons cependant que la société a surtout contribué à accroître le parc de machines pour les cinq villages réunis en société et non à les introduire. En effet, la province de Mazandaran dispose selon les statistiques du plus grand nombre de tracteurs, de combines, de motoculteurs etc...; donc ayant la meilleure connaissance de la technologie moderne.

3.5. - Effets sur les revenus

3.5.1 Situation préalable

Avant la création de la société les sources de revenu des paysans étaient au nombre de trois: les cultures annuelles (riz, blé, tabac etc...), l'élevage (volailles, ovins et bovins) et l'arboriculture (agrumes, pêches etc...) couplé des cultures des légumes et légumineuses dans les petits jardins des maisons.

Bien entendu, c'est la première qui constituait la source principale de revenu. Les estimations publiées par le Ministère de la Coopération et des Affaires rurales pour cette source de revenu donnent 11 902 rials net en moyenne par paysan en 1968/69 à Sameskandeh. Ce chiffre est sous-évalué, soit involontairement par erreur de calcul, soit volontairement pour que les réalisations de la société semblent plus spectaculaires².

En voici la démonstration:

En admettant que le revenu net pour un agriculteur s'élevait en moyenne à 11 902 rls, les 338 actionnaires actuels et paysans d'antan devaient retirer un revenu égal au produit de ces deux chiffres, soit 4 022 876 rls. Ceci pour 12 677 hectares, ce qui revient à un revenu net de 3 173 rls par hectare.

¹Les activités du Ministère de la Coopération et des Affaires rurales dans le domaine de la création et la direction des sociétés par actions agricoles et des coopératives de production. Teheran, MCAR, mars 1977, p. 163 (en persan) - p. 88.

²A moins que le salaire de l'exploitant et de sa famille soit évalué et déduit. Calcul économiquement juste mais non compréhensible de la part du paysan qui ne juge pour comparer deux systèmes que le produit net qui lui revenait et qui lui revient.

Or nos enquêtes basées sur l'évaluation même des paysans et les performances actuelles des villages voisins de la région, montrent que le revenu net d'un hectare avant la création de la société se situait au moins au double de celui avancé par la MCAR, sinon le triple.

En ce temps là (1968/69), en gros 1/3 des terres étaient en jachère, le reste moitié sous culture de riz, moitié sous culture principalement de blé (quoique d'autres produits tels le tabac et le tournesol plus avantageux étaient aussi cultivés). Les frais ne dépassaient en aucune façon le tiers de la récolte pour le blé et 40% de celle-ci pour le riz¹. Les rendements se situaient facilement autour de 1,5 t./ha pour le blé et 3 t./ha pour le paddy. Dans ce cas, d'après le calcul suivant (et dans l'hypothèse minimisante) le revenu net d'un hectare s'élevait à 8 412 rls, presque le triple du chiffre officiel.

Estimation du revenu minimum net d'un ha avant la création de la société.

	Surface culti- vée ha	Rende- ment t/ha	Produc- tion t.	Frais t.	Produc- tion net t.	Prix rls/t.	Revenu net rls
Jachère	0.3	-	-	-			-
Riz (Paddy)	0.35	3	1.05	0.42	0.630	10000	6 300
Blé	0.35	1.5	0.525	0.173	0.352	6000	2 112
Total	1 =						8 412 =====

¹Voici comment se répartissent ces frais par rapport à la valeur de la production (en %)

	La- bour	Semen- ces	En- grais	Irriga- tion	Pesti- cides	Main d'oeuvre	Combine/ battage	Total
Blé	5	7	9.5	-	-	2.5	8	32
Riz	9	3	2.5	2	3	11	10	41.5

Nota: La main d'oeuvre ici s'entend celle extérieure à la famille pour laquelle un salaire a été versé.

Ceci nous ramène donc à 31 550 rls de revenu moyen net des cultures annuelles par paysan contre 11 902 rls officiels.

Cette correction faite et nous basant pour les deux autres sources de revenus sur une étude faite en 1971/72 par l'Université de Téhéran¹, nous pouvons estimer à 43 379 rls le revenu net moyen d'un exploitant avant la création de la société par action.

- Revenu des cultures annuelles	31 550 rls
- Revenu de l'élevage (sans tenir compte de la location des chevaux pour le battage du riz et le transport du bois)	8 508 rls
- Revenu du jardin familial	3 321 rls
	43 379

Il est intéressant de noter que dans la situation ancienne, les deux dernières sources fournissaient plus du quart du revenu des paysans. Actuellement celles-ci ont perdu leur importance pour les raisons suivantes :

L'élevage est devenu de plus en plus difficile par manque de pâturage et tend à disparaître avec la création de la société et l'élimination des jachères. Ainsi à cause de l'expansion de la surface cultivée le cheptel s'est trouvé dépourvu de pâturage. L'alternative qui restait, était de louer aux villages voisins le droit de pâture sur leurs terres ce qui n'allait pas sans difficultés à cause des distances et du manque de terre. Beaucoup de paysans ont préféré vendre une partie ou la totalité de leur cheptel².

¹NIK-KHALGH A.A.: La société par action de Sameskandeh (Sari). Université de Téhéran, Institut d'Etudes et de Recherches Sociales, 1971, 272 p. (en persan), p. 46 et 49.

²Notons que les résultats catastrophiques des bénéfices distribués les deux premières années s'ajoutèrent aux raisons énoncées ci-dessus et beaucoup cédèrent leur cheptel pour pouvoir subsister.

Ainsi deux ans après la création de la société, le revenu moyen de l'élevage (sans la location des chevaux) était descendu de 8 508 rls (1968/69) à 6 155 rls (1970/71) soit une diminution de près de 28%¹. Notons aussi une diminution des volailles surtout des oies et des canards de la basse cour familiale à cause de la disparition des rizières individuelles. Ennemi naturel des vers mangeurs de tiges de riz, ceux-ci étaient éparpillés dans les champs, contribuant ainsi à l'équilibre écologique et aux bons rendements du riz.

Pour ce qui est des jardins familiaux (environ 0.2 ha en moyenne) potentiellement une bonne source de revenu subsidiaire, la diversion de l'eau disponible pour la culture du riz (dont la surface a considérablement augmenté) n'a pas permis une bonne et efficace utilisation de ceux-ci surtout pour la culture des légumes et légumineuses. Pour cette raison, entre autres, les revenus de cette source ont diminué de 23% la seconde année du fonctionnement de la société². Il nous semble cependant que ces petits jardins qui sont d'ailleurs les seuls liens affectifs qui restent entre le paysan et la terre prendront de plus en plus d'importance pour les sociétaires qui essayeront d'en tirer le maximum de revenu subsidiaire. Mais pour cela, il leur faudra avant tout trouver les fonds nécessaires pour l'investissement surtout pour les arbres fruitiers et résoudre le problème de l'eau avec la société. Néanmoins, lors de notre enquête ce mouvement n'était pas encore amorcé d'une manière sensible peut-être à cause de l'espoir non fondé des paysans de voir disparaître la société ou tout simplement de l'incertitude qu'ils ont de l'avenir.

¹ibid, p. 46

²ibid, p. 49

3.5.2. - Les revenus actuels reçus de la société

Le paysan-ouvrier-sociétaire reçoit deux sommes bien distinctes de la société:

- La première en contrepartie des actions qu'il détient, elle est calculée sur la base des profits enregistrés par la société pour son exercice annuel.
- La seconde sous forme de salaire en échange du travail effectué en permanence ou occasionnellement dans l'exploitation.

3.5.2.1. - Le revenu des actions :

Ce revenu provient de deux sources :

- (i) Celle des bénéfices des activités agricoles (élevage d'abeilles, de moutons, location des terres de Kord-Kouy ou de la bascule à haut tonnage pour les camions de passage) et divers¹. Ce revenu subit environ 30 % d'abattement pour les provisions comptables) et le transfert à l'année suivante²; ce qui reste est partagé à part égale parmi les actionnaires.

Voici le calcul pour l'année financière 1974/75 (en rls):

Bénéfice de l'année	Nombre d'actionnaires	Bénéfice de chaque action avant l'abattement	Abattement provisionnel 15%
3 262 652	330	9 624	489 397
Transfert pour l'année suivante		Bénéfice distribuable	Bénéfice distribué à chaque actionnaire
468 055		2 305 200	6 800

¹C'est en fait ce qui reste net des aides de l'Etat à la société après déduction de la rémunération de ses employés.

²L'autofinancement notamment.

En fait, cette catégorie de revenu n'a été distribuée qu'à partir de 1974/75 puisque les six années précédentes les activités non agricoles et surtout le revenu de location du domaine de Kord-Kouy¹ (annexé cette année là et qui constitue une part importante de celui-ci) étaient inexistantes.

Ajoutons tout de suite que cette somme (6 800 rls) vaut cinq fois le montant des bénéfices nets des activités agricoles distribués à chaque action en 1974/75, ce qui n'est pas sans incidence sur l'amélioration des revenus des groupes à faible nombre d'actions ainsi qu'à la distribution générale du revenu au sein de la société².

(ii) Le revenu net provenant des bénéfices des activités agricoles.

Pour chaque produit est calculé séparément le résultat de vente, les frais (fixes et variables) et le bénéfice. Le bénéfice total est la résultante de la somme de celui de tous les produits. Avant d'être distribué au prorata des actions parmi les actionnaires, il subit un abattement de 18%:

- 15% d'abattement provisionnel
- 2% pour le financement des projets de développement ruraux
- 1% pour les frais d'assurances.

S'il est vrai qu'au point de vue gestion d'une entreprise par action capitaliste une somme provisionnelle doit être laissée en réserve, le paysan-sociétaire voit d'un très mauvais oeil l'amputation de près d'un septième du revenu, surtout

¹Voir explication de l'acquisition de ce domaine infra 3.6.

²cf. infra :(3.6.1.2.) Répartition des actions et des revenus parmi les paysans-sociétaires.

qu'aucune tentative sérieuse d'explication n'a été entreprise de la part des responsables à ce niveau là. Voici pour l'année 1974/75 le processus de calcul du bénéfice net des activités agricoles revenant à chaque action (en rials):

bénéfice de l'année	Nombre d'actions	Bénéfice de chaque action avant l'abattement	Abattement provisionnel légal 15%
22 837 832	15 129	1 510	3 425 675
Autre déduction	Bénéfice distribuable pour l'exercice 1974/75	Solde transféré de l'année précédente	Transfert pour l'année suivante
350 000	19 062 157	2 276 614	-
Total distribuable aux actions	Déduction 2% pour le dév. rural	Déduction 1% frais d'assurance	Bénéfice net distribuable
21 329 771	376 434	438 217	20 015 120
Bénéfice net d'une action			
<u>1 323</u>			

Que représente en fait ces 1 323 rials attribués à chaque action (soit un revenu net de 13 230 rials par ha)? Comme élément de comparaison, on peut énumérer ceux des années précédentes :

Année	Bénéfice net d'une action
1969/70	2.5
1970/71	723.2
1971/72	1 164 (chiffre non disponible; nos calculs)
1972/73	1 019
1973/74	1 090
1974/75	1 323

Comparé ainsi aux chiffres des années précédentes, celui de 1974/75 représente une bonne performance quant à l'accroissement obtenu.

3.5.2.2. - Les revenus sous forme de salaire:

Ce que la société distribue sous forme de salaire est en fait la composante de deux formes de salaires :

- (i) celui versé pour l'embauche généralement journalière d'ouvriers pour ses cultures autres que le riz (blé, soja etc...). Avec des tâches irrégulières : sarclage, mise en sac du blé, veilleur de nuit etc...
la part de cette forme de salaire ne dépasse pas les 10% du total des salaires versés.
- (ii) celui comptabilisé en tant que salaire, pour la part qui revient aux sociétaires pour la culture du riz; c'est près de la moitié du riz récolté¹ qui leur est laissé en nature et dont la valeur est comptabilisée sous "frais de salaires" par la société; cette part constitue 90% des salaires totaux versés par elle et 66% du total du revenu moyen d'un actionnaire (en 1974/75) comme nous le verrons plus loin.

¹Voir supra les modalités des contrats.

Tableau III/J/ - Evolution des salaires versés par la société
à ses actionnaires 1971/72 - 1974/75
(en milliers de rls courants)

	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75
Pour le riz	13 789	18 112	20 760	30 108
Autres cultures	521	2 996	1 770	1 954
Total	14 310	21 108	22 530	32 062
Moyenne par actionnaire	42.3	62.4	66.7	94.9
Variation % de la moyenne	+ 48	+ 7	+ 42	

Source : Nos calculs d'après les données de la comptabilité
de la société.

Le tableau précédent montre un accroissement très important (soit le doublement) des salaires distribués en l'espace de quatre ans; ceci est dû principalement à l'augmentation de la surface sous culture de riz et à l'évolution des prix du riz.

3.5.3. - Evolution du revenu moyen d'un actionnaire depuis
la création de la société :

Bien que dans une société inégalitaire le concept de revenu moyen ne représente pas la réalité de la distribution, néanmoins, il est l'instrument facilement accessible qui permet d'éclairer la situation de l'évolution générale des revenus d'un groupe.

Ayant fait la distinction quant aux 3 formes de revenus distribués par la société et compte tenu que d'après nos calculs chaque paysan en moyenne dispose de 37.5 actions, l'évolution du revenu moyen à prix courant peut être représentée de la manière suivante (en rials) :

	Revenus des actions activ. agricoles	Salaires	Revenu des actions activ. non agr.	Total	Variation %
1969/70	69 ⁺	22 330	-	22 399	) 100
1970/71	22 091 ⁺	22 746 ⁺	-	44 837	) 92
1971/72	43 650 ⁺⁺	42 337	-	85 837 ⁺⁺	) 17
1972/73	38 213	62 443	-	100 656	) 7
1973/74	40 875	66 657	-	107 532	) 34
1974/75	49 613	94 857	6 800	144 470	
Total	194 511	311 388	6 800	505 881	

⁺Ces chiffres sont ceux rapportés par Nik-Khalgh dans son rapport précité, pp. 42-43 et 112.

⁺⁺Selon nos calculs - Les autres chiffres proviennent de la comptabilité de la société.

Le fait notable est que malgré les mauvais résultats des deux premières années, la société a réussi à multiplier par 6.5 en l'espace de 6 ans le revenu moyen distribué aux actionnaires, ce qui montre une amélioration graduelle du nouveau système d'exploitation dans le temps(bien qu'à prix courants). On constate ensuite que pendant ce laps de temps chaque sociétaire a en moyenne reçu la somme de 505 881 rls soit 84 314 rls chaque année. En calculant à prix constant s'il avait pu continuer son ancien mode d'exploitation, il serait parti de 31 550 rls (cf. supra) et aurait eu pour le même laps de temps sans amélioration de productivité, au total 351 512 rls soit 58 585 rls en moyenne par an¹. Comparé à ce que lui a donné la

¹Dans ce cas nous avons calculé un taux d'inflation moyen de 18% par an, ce qui n'est pas trop optimiste.

société (84 314 rls), il y a eu amélioration nette de revenu des cultures annuelles de 44 %.

La raison de cette augmentation réside essentiellement dans ce que le sociétaire se voit rétribuer dans ce système - en plus du revenu net d'exploitation - un salaire pour le travail qu'il effectue. Dans la société de Sameskandeh, la part des salaires est de 62% des revenus distribués à cause de la culture du riz, ce qui n'est pas le cas dans les autres sociétés.

3.6. - La répartition des actions et du revenu correspondant.

3.6.1. - La répartition des actions

Chaque actionnaire dispose en effet d'un nombre d'actions correspondant à la surface mise de sa part à la disposition "absolue et perpétuelle" (sic) de la société. Chaque hectare constitue l'équivalent de 10 actions et vaut 10 000 rials¹. Ainsi le capital de la société est de l'ordre de 15 129 000 rls pour les 15 129 actions détenues par les paysans-sociétaires et l'Etat. Ce dernier est actuellement le plus grand actionnaire avec 1 452 actions (16% du total). La part de l'Etat provient d'une part des 175.2 ha de forêts contigües défrichées et ajoutées aux terres de la société en 1973/74; d'autre part, de 140 ha expropriés à l'ex-général Bakhtiar², mais se trouvant à des dizaines de km de Sameskandeh³ dans un lieu nommé Kord-Kouy.

¹D'ailleurs partout en Iran, le même montant a été calculé (1 action = 1 000 rls) au moment de la constitution de toutes les sociétés par actions agricoles, peut-être par soucis de commodité.

²L'ex-général Bakhtiar fut pendant un certain temps, chef de la Savak, puis soupçonné de complot et exilé; il est mort en Irak d'une façon mystérieuse.

³Ce terrain a été mis à la disposition de la société en 1974/75 et est loué par celle-ci aux paysans de cette région. Le revenu correspondant des 700 actions de ces 140 ha (ce terrain étant évalué à moitié prix de ceux de Sameskandeh) est assimilé "aux revenus divers" qui, ajouté à celui des activités non agricoles est distribué à part égal parmi les actionnaires.

3.6.1.1. - Répartition des actions suivant les villages :

Tableau III/K - Distribution du nombre des actionnaires, des actions et du capital entre les cinq villages et l'Etat, de la s.a.a. de Sameskandeh en 1975/76.

Nom du village	Nombre d'actionnaires	Nombre d'actions	Moyenne d'actions par actionnaires	Part du capital	
				rials	%
Sameskandeh-Olia	157	6 372	41	6 372 000	42
Sameskandeh-Sofla	10	462	46	462 000	3
Hemmat-Abad	98	2 961	30	2 961 000	20
Ghorti-Kola	59	2 443	41	2 443 000	16
Alavi-Kola	14	439	31	439 000	3
<u>Sous-total</u>	<u>338</u>	<u>12 677</u>	<u>37.5</u>	<u>12 677 000</u>	<u>84</u>
Etat	1	2 452		2 452 000	16
Total général	<u>339</u>	<u>15 129</u>		<u>15 129 000</u>	<u>100</u>

Source: Comptabilité s.a.a. Sameskandeh. Tableau compilé par nos soins.

D'après ce qui ressort du tableau précédent la répartition des actions suivant les cinq villages constituant la société est inégale. "Sameskandeh-Olia" est de loin celui qui dispose de plus d'actions (42% du total) et d'actionnaires (46.3%) parmi les villages tandis que "Alavi-Kola" et "Sameskandeh-Sofla" viennent en queue avec, chacun 3% des actions et environ 4% des actionnaires. Il est évident que cette structure se reflète dans les mêmes proportions dans les jeux d'influences et de prises de décisions à l'intérieur de la société. Par exemple, le président du conseil d'administration a toujours été choisi jusqu'ici parmi les actionnaires de "Sameskandeh-Olia", village riche; les travaux d'infrastructure routière et sanitaires ont commencé ici; le magasin coopératif s'y trouve; au sein du personnel local employé dans l'administration ils y sont majoritaires; la part des crédits accordés est supérieure aux autres etc... En fait, la création de la s.a.a. a contribué à la consolidation de la position déjà prépondérante qu'occupait ce village sur le plan tant économique que social et politique.

Signalons, cependant que dans cette hiérarchie, l'Etat par l'intermédiaire de ses représentants se situe nettement à l'échelon le plus élevé surtout au niveau des prises de décisions. En plus, au premier contact, n'importe qui peut observer que tant l'emplacement des locaux administratifs et des maisons des administrateurs d'Etat (à 500 m du premier des villages, séparés par une route asphaltée) que leurs matériaux de construction ou leur confort, sont là pour refléter cette différenciation et cette hiérarchie.

3.6.1.2. - Répartition des actions parmi les paysans-actionnaires

Des données très détaillées permettent de tracer une stratification des actionnaires d'après les actions qu'ils possèdent actuellement et qui correspond à la répartition des

terres existant avant la création de la société¹. Si la position sociale d'un paysan dans un régime non-collectiviste dépend du principal moyen de production dont il dispose, à savoir la terre, la distribution de celle-ci dans une société détermine alors la structure sociale et les rapports de force à l'intérieur de celle-ci.

Deux indicateurs nous permettent de juger la situation:

- (i) D'abord celui de la dispersion des actions (ou des terres) parmi les actionnaires.

On constate ainsi d'après le tableau suivant et le graphique correspondant que malgré la moyenne des actions par personne qui se situe à 37.5 - ce qui laisse supposer que chacun dispose de 3.75 ha (ce qui serait un bon patrimoine) - la répartition est fort inégale. L'écart-type de 34 actions calculé statistiquement et la forme de la concentration à gauche des histogrammes illustre fort bien cette inégalité. Ainsi s'aperçoit-on que les premiers 25% des paysans disposent de moins de 15 actions (1,5 ha), le second quart entre 15 à 29 actions et le troisième quart entre 30 à 49 actions; les 25% restant ont entre 50 à 215 actions (5 à 21.5 ha). (cf. schéma suivant).

- (ii) Le second indicateur qui est le coefficient de concentration (ou coefficient de Gini) nous indique la manière dont la totalité des actions sont distribuées parmi les différentes classes.

Les colonnes 3 et 4 du tableau III.K. nous montrent ainsi l'inégalité existante entre les classes :

¹Ainsi que déjà mentionné, pour chaque hectare de terrain les paysans ont reçu 10 actions.

- Environ 5% des actionnaires les plus riches (plus de 100 actions) détiennent autant d'actions (19 %) que les 51% les plus démunis (moins que 30 actions).
- 79% des actionnaires détiennent 50% des actions tandis que les 21% restant se partagent l'autre moitié.
- 50% des actionnaires disposent de moins de 18% du total des actions.

Le coefficient de Gini que nous avons calculé (ainsi que la forme de la courbe de Lorenz¹) illustrent fort bien cette inégalité (cf. schéma). Pour la construction de la courbe de Lorenz et le calcul du coefficient de Gini nous avons rapporté en abscisse, la fréquence relative cumulée du nombre des actionnaires (3ème colonne du tableau); en ordonné, la fréquence relative cumulée (5ème colonne du tableau) du nombre des actions détenues par chaque classe de revenu. Ainsi chaque point de la courbe montre quel pourcentage des actionnaires détient quelle part (en %) du total des actions.

¹Rappelons que la variation du coefficient de Gini est de 0 à 1; plus la distribution est égalitaire plus le coefficient est proche de zéro et la courbe de Lorenz rapprochée de la médiane donc reflétant une moindre concentration. A cet effet, voir entre autres:
LABROUSSE CH.: Statistique; exercices corrigés. Paris, Dunod, 1965, pp. 139-154.

Tableau III/K. - Répartition des actions (des terres) selon les différents groupes de classe parmi les paysans-actionnaires de la s.a.a. de Sameskandeh

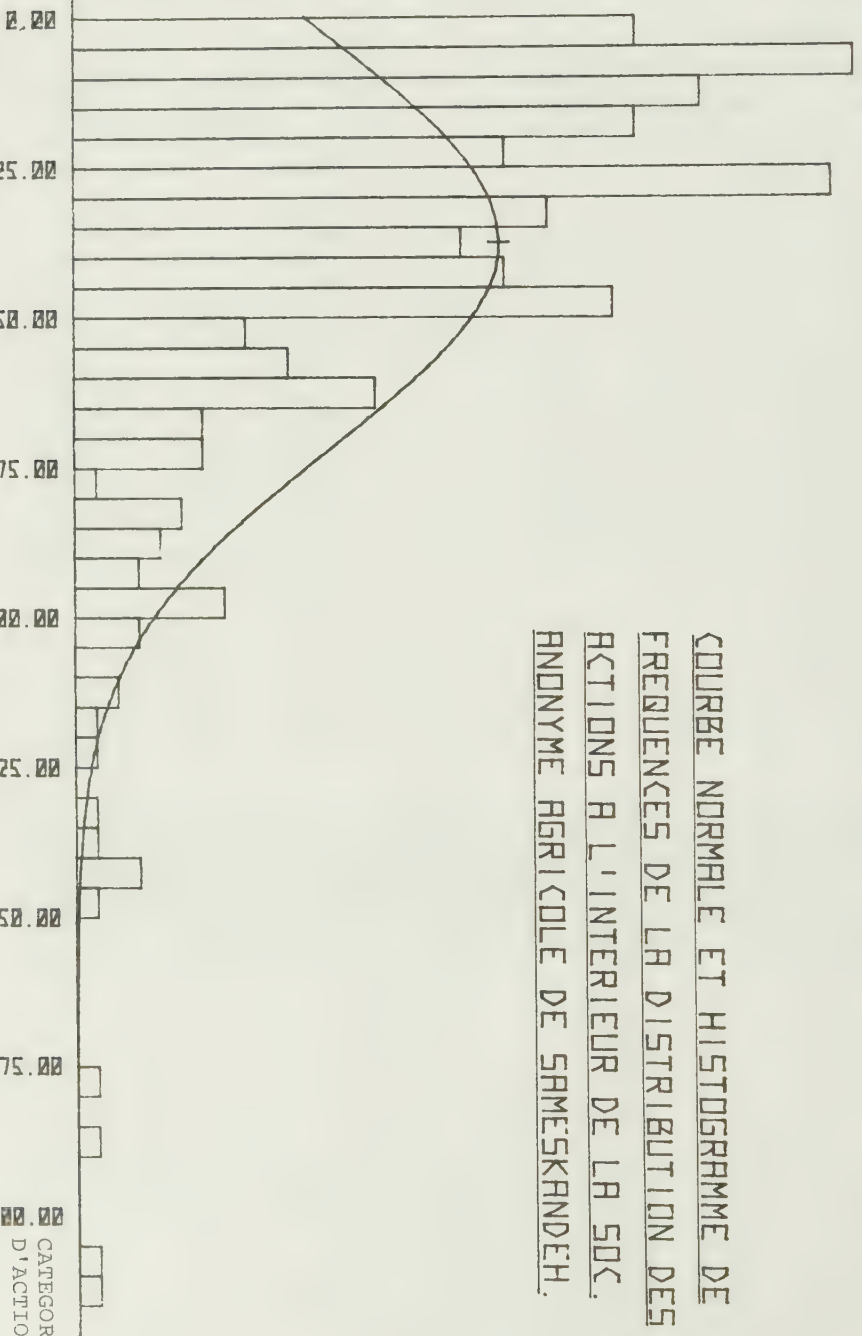
Nombre d'actions ¹	Nombre de personnes	Fréquences relatives %	Actions détenues par chaque groupe	
			Nombre	% du total
0-4	26	7.7	79	0.6
5-9	36	10.7	225	1.8
10-14	29	8.6	321	2.5
15-19	26	7.7	456	3.6
20-24	20	5.9	435	3.4
25-29	35	10.4	909	7.2
30-34	22	6.5	694	5.5
35-39	18	5.3	661	5.2
40-45	20	5.9	842	6.7
45-49	25	7.4	1 178	9.9
50-99	64	19.1	4 470	35.3
100-149	13	3.9	1 614	12.7
150-214	4	1.2	780	6.2
Total	338	100.3	12 664	100.0

Source : Nos calculs d'après les données de la comptabilité.

¹Rappelons que 1 action correspond à une propriété de 0.1 ha de terre.

CELL
COUNTS
% REL.
FREQ. (ACTIONNAIRES)

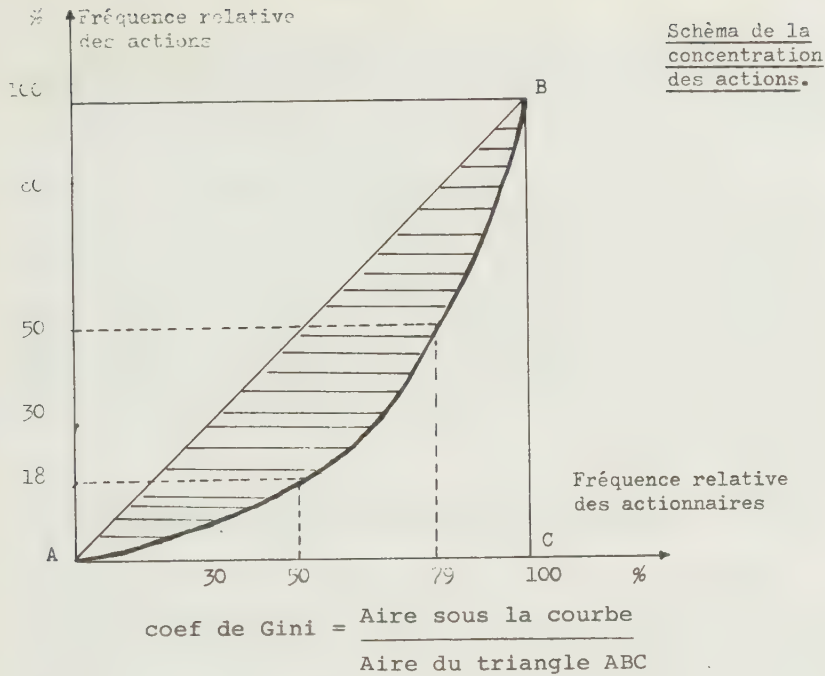
36 + 10.7
32 + 9.5
28 + 8.3
24 + 7.1
20 + 5.9
16 + 4.7
12 + 3.6
8 + 2.4
4 + 1.2
0 + 0.0



COURBE NORMALE ET HISTOGRAMME DE
FREQUENCES DE LA DISTRIBUTION DES
ACTIONS A L'INTERIEUR DE LA SOC.
ANONYME AGRICOLE DE SAMESSKANDEN.

CELL LIMITS

CATEGORIES
D'ACTIONS



0.45 coef de concentration.

$$\Delta M = \text{Médiale} - \text{Médiane} = 79 - 17.5 = 61.5$$

comme cette différence est grande par rapport à la médiale il en résulte que la concentration est grande d'où une plus grande inégalité. D'ailleurs la valeur du coef. de Gini (assez loin de zéro) nous le confirme.

La médiane montre que 50% des actionnaires disposent de moins de 18% du total des actions.

La médiale nous indique que 50% des actions sont détenus par 79% des actionnaires et que les 50 % restant sont dans les mains des 21% restant.

Il va sans dire que sur la médiane AB ces deux valeurs sont les mêmes ce qui correspond à une distribution égalitaire parfaite.

Cette distribution inégale des terres avant la création de la société reflète les rapports sociaux existant alors. Bien que cette répartition n'ait pas changé depuis puisqu'à chaque hectare a été attribué le même nombre d'actions; cependant le changement d'organisation survenu a selon nous modifié et la répartition des revenus (dans un sens plus égalitaire) et les rapports économique-sociaux dans les cinq villages en question.

3.6.2. - Changement dans la répartition des revenus:

En supposant que le revenu d'un hectare était pareil en gros pour tous, le tableau et le graphique précédents nous montrent la dispersion des revenus et leur concentration dans la société étudiée avant la création de la société.

Pour la comparaison nous avons calculé et tracé suivant le revenu des actions distribué par la société en 1974/75 par chaque actionnaire, le tableau et la courbe correspondante (cf. tableau III.L et schéma).

Rappelons que le revenu est le résultat de deux composantes :

- le bénéfice des activités agricoles de la société distribué au prorata des actions (1 323 rials par action en 1974/75)
- le bénéfice des activités non agricoles de la société (élevage de moutons principalement, d'abeilles et de location de la bascule à grand tonnage aux camions de passage); celui-ci est distribué à part égal parmi les actionnaires (6 800 rials en 1974/75 soit 5 fois la valeur des bénéfices des activités agricoles revenant à une action).

Les résultats des calculs effectués sont les suivants :

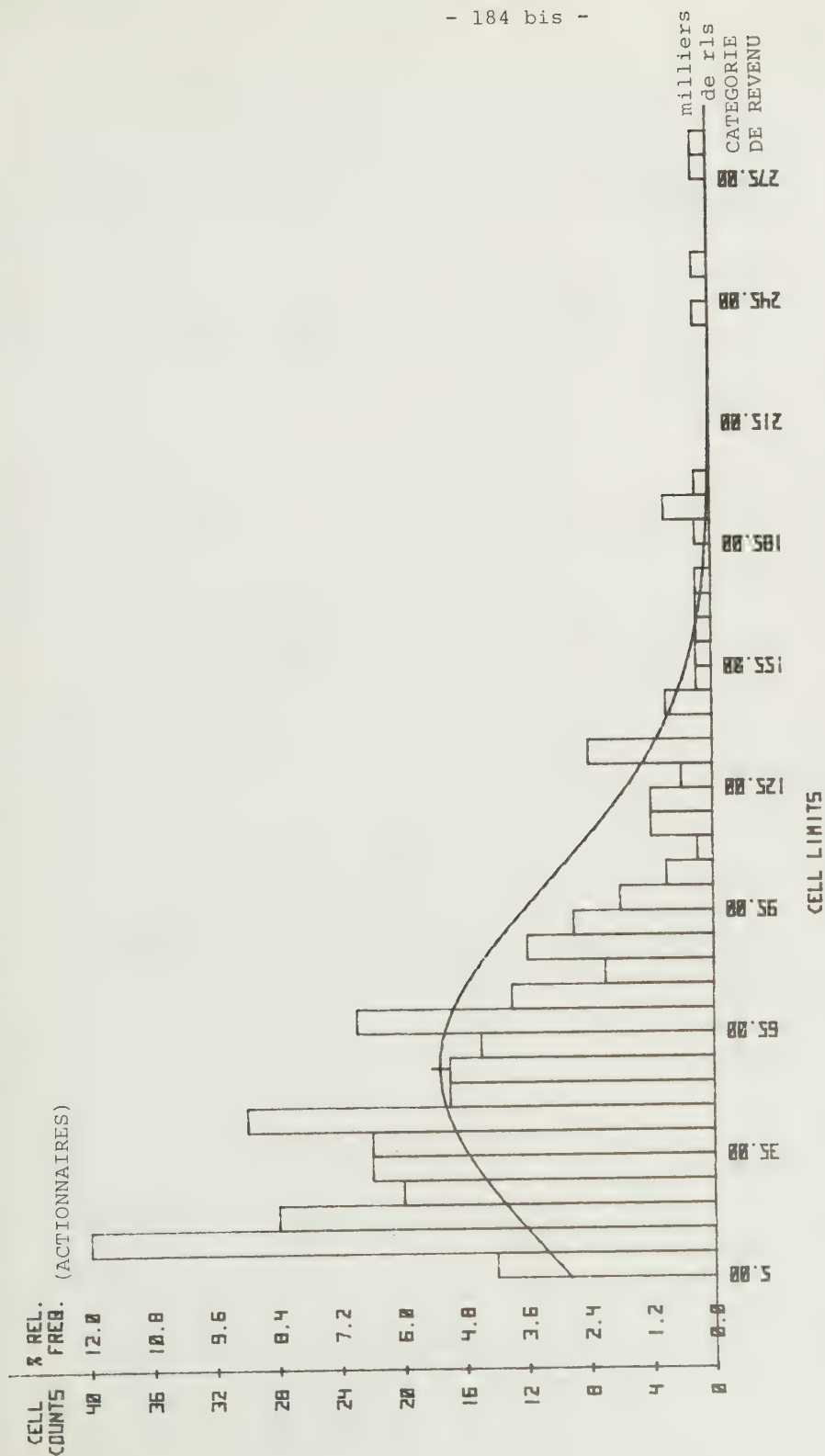
- le coefficient de Gini (0.4075) est inférieur à celui calculé avant la création de la société () et la courbe de Lorenz plus rapprochée de la médiane ce qui montre une moindre concentration dans la distribution des revenus. Ainsi s'aperçoit-on que :
- les 5% les plus riches ne s'accaparent plus que 13% des revenus (contre 19% auparavant) soit autant que les 37% à plus faible revenu (contre 51% auparavant);
- à 77% des actionnaires (contre 79%) revient 50% des revenus tandis que les 23% restant se partagent l'autre moitié;
- la moitié des actionnaires n'ont que 20% des revenus (contre 18% auparavant) les 80% revenant à l'autre moitié la plus nantie.

Ainsi peut-on conclure que la prise en main des activités non agricoles par la société et la distribution de ses bénéfices nets selon la formule "à chacun part égale" ont contribué sans équivoque à une meilleure redistribution des revenus dans la société étudiée. La situation deviendra à long terme d'autant plus égalitaire que ces formes de revenus prendront plus d'importance dans la structure des bénéfices distribués par la société. Pour l'année 1974/75 les 6 800 rials ainsi distribués signifiaient autant de revenu supplémentaire (100%) pour les familles possédant 5 actions que celui distribué au prorata de leur part; ce même pourcentage est de 50% pour les familles à 10 actions, de 30% pour ceux à 15 actions et baisse pour le dernier groupe des plus riches jusqu'à 2%. De là son impact.

Tableau III/L. - Distribution du revenu des actions parmi
les paysans-sociétaires et sa concentration
selon les classes de revenu dans la s.a.a. de
Sameskandeh en 1974/75

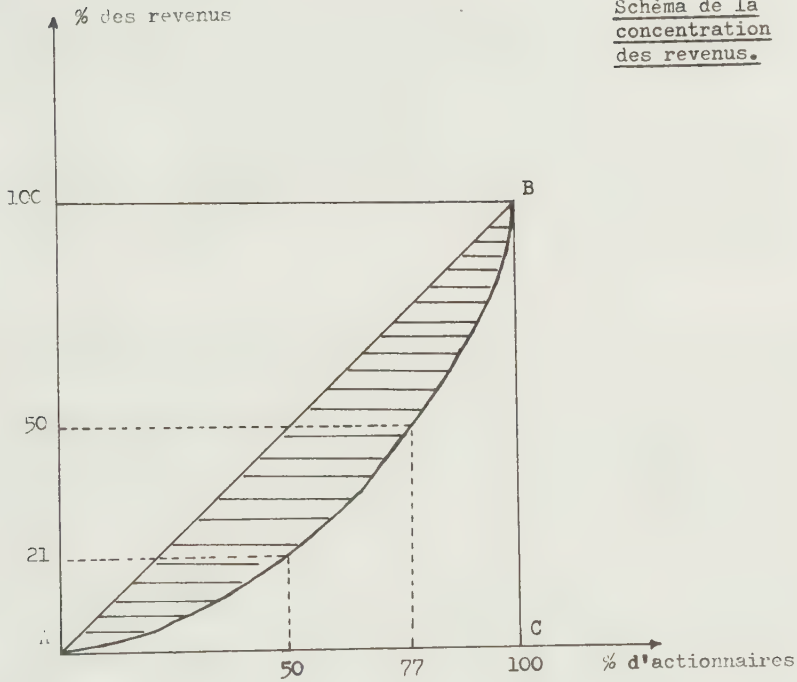
Classes de revenu 1 000 rls	Fréquences absolues	Fréquences relatives %	Revenu revenant à chaque classe	
			Montant 1 000 rls	%
5 à moins de 11	14	4.2	112	0.6
11 - 17	40	12	560	6.6
17 - 23	28	8.4	560	3
23 - 29	20	6	520	2.8
29 - 35	22	6.6	704	3.7
35 - 41	22	6.6	836	4.4
41 - 47	30	9	1 320	7
47 - 53	17	5.1	850	4.5
53 - 59	17	5.1	952	5
59 - 65	15	4.5	930	4.9
65 - 71	23	6.9	1 564	8.3
71 - 77	13	3.9	962	5.1
77 - 83	7	2.1	560	3
83 - 89	12	3.6	1 032	5.5
89 - 95	9	2.7	824	4.4
95 - 101	6	1.8	588	3.1
101 - 107	3	0.9	312	1.6
107 - 113	1	0.3	110	0.6
113 - 119	4	1.2	464	2.5
119 - 125	4	1.2	488	2.6
125 - 131	2	0.6	256	1.4
131 - 137	8	2.4	1 072	5.7
143 - 149	3	0.9	438	2.3
149 - 155	1	0.3	152	0.8
155 - 161	1	0.3	158	0.8
161 - 167	1	0.3	164	0.9
167 - 173	1	0.3	170	0.9
173 - 179	1	0.3	176	0.9
185 - 191	1	0.3	188	1
191 - 197	3	0.9	582	3.1
197 - 203	1	0.3	200	1.1
239 - 245	1	0.3	242	1.3
251 - 257	1	0.3	254	1.3
275 - 281	1	0.3	278	1.4
281 - 287	1	0.3	284	1.5
	334	100	18 858	100

Source: Nos calculs d'après les données de comptabilité de la
s.a.a de Sameskandeh.



COURBE NORMALE ET HISTOGRAMME DE FREQUENCES DE LA DISTRIBUTION DU REVENU DES ACTIONS
 PARMI LES ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE PAR ACTION DE SAMESKANDEK (1974/75).

Schéma de la
concentration
des revenus.



coefficient de Gini: 0.4075

$M = \text{Médiale} - \text{Médiane} = 77.5 - 21 = 56.5$
Médiane: 50% des actionnaires disposent de 21% du revenu
Médiale: 50% du revenu distribué par la société revient à 77%
des actionnaires à plus faible revenu tandis que
l'autre moitié est accaparé par les 23% les plus
riches.

3.6.3. - Changement dans les rapports socio-économiques :

Si la distribution des revenus tend quelque peu à s'égaliser, il n'en reste pas moins que la situation actuelle est fort inégalitaire. On serait donc tenté de rapprocher la situation des rapports sociaux et économiques actuelle à celle préexistante. C'est une vaine tentative pour deux raisons :

- D'abord, il serait vain d'oublier le changement radical survenu avec la perte effective de la propriété de la terre par tous les sociétaires.

Si "la terre est pour le paysan à la fois lieu de travail, lieu de résidence, moyen de production et bien économique"¹ pour le paysan-ouvrier-sociétaire, elle ne représente plus que les deux premiers; la terre en tant que bien économique a perdu sa valeur puisqu'elle se résume à un bout de papier qu'est le titre des actions et perdu encore plus en tant que moyen de production, sa signification étant donné sa concentration dans les mains de la société. En ajoutant à ces facteurs la rupture du lien terre (patrimoine porteur de valeur sociale) et famille paysanne, commune à tous les propriétaires exploitants, on se rend compte des changements sociaux déjà survenus et qui seront de plus en plus accentués à long terme jusqu'à créer l'écclatement total de la société villageoise traditionnelle.

- Ensuite, il faut tenir compte de l'insertion des techniciens de l'Etat dans la hiérarchie du pouvoir. Dans ce cas, le pouvoir ne repose plus comme avant sur des bases socio-économiques découlant des modes de production existants mais de celui conféré par une force extérieure à la société (en l'occurrence l'Etat) à ses représentants.

¹CHIVA I. et PINGAUD M.-C. : "Pouvoirs et monde rural. Présentation des recherches". Etudes rurales, n° 63-64, juillet-décembre 1976, pp. 5-13.

Bien entendu, vu la persistance des classes liées au mode de production antérieur et actuellement dominé, le pouvoir bien qu'exercé par le directeur de la société désigné de fait par l'Etat, est néanmoins quelque peu partagé par les anciens notables des cinq villages¹.

Néanmoins, on peut sans risque prétendre qu'avec la création de la société et la pénétration du mode de production capitaliste la structure du pouvoir s'est modifiée.

3.7. - L'endettement des actionnaires

Bien que l'un des buts agricoles des sociétés par actions soit la diminution de l'endettement du monde rural, il est paradoxal de noter que la dette des actionnaires de la s.a.a. de Sameskandeh envers celle-ci va en croissant.

Partant d'une situation de relatif équilibre comptable envers la société² les paysans reçurent au début chacun un carnet à leur nom dans lequel devaient être inscrites toutes les opérations comptables les concernant pour qu'ils puissent à chaque instant connaître leur situation financière. Ce carnet leur fut retiré dès la seconde année car pour des raisons déjà mentionnées, la société enregistra une perte où sans l'aide de l'Etat, elle n'aurait même pas pu distribuer comme "bénéfice" des actions, la somme dérisoire de 2,5 rials par action. Mais entre temps les paysans avaient reçu - pour survivre - du riz et du blé en nature dont la contrepartie monétaire avait été portée au débit de leur compte ce qui faisait qu'ils étaient devenus tous débiteurs envers la société.

¹Pour un aperçu du problème voir entre autres :
HERVIEU B.: "Le pouvoir au village : difficultés et perspectives d'une recherche". Etudes rurales, n° 63-64, juillet-décembre 1976, pp. 15-30.

²Relative dans ce sens qu'une partie des sociétaires devaient effectuer des paiements annuels à la banque en contrepartie des terrains qui leur étaient échus lors de la réforme agraire; ce paiement fut prit en charge par la société, mais inscrit à leur débit dans le registre comptable.

Les difficultés du service comptable de la société en matière de personnels qualifiés pour tenir à jour ces 337 carnets et surtout le mécontentement de plus en plus fort des paysans qui voyaient leurs dettes augmenter envers cette nouvelle institution, firent que ces carnets leur furent retirés.

Depuis, chaque année est attribué à chaque action une quantité déterminée de riz et de blé dont le sociétaire peut prendre livraison à la société et qui lui est facturée à un prix quelque peu inférieur ou égal au prix du marché, et inscrit à son compte. Recevant ces deux denrées en été et en automne, le paysan devient d'abord débiteur jusqu'au printemps¹ où les bénéfices des actions sont distribués. Et comme cela est arrivé jusqu'alors ces derniers ne compensent pas la valeur des denrées reçues, le paysan-sociétaire reste débiteur même après la distribution des bénéfices des actions. Alors, si en plus la société a payé ses dettes de réforme agraire à la banque² et qu'elle a dû pour des dépenses sociales et autres emprunter de l'argent à celle-ci, le sociétaire se trouve dans un état d'endettement chronique.

Ainsi d'une situation débitrice nulle à la création de la société, les paysans sont arrivés à une dette globale de 2 574 881 rls en juin 1975 et ceci avec la prise en compte de la distribution des bénéfices de l'année 1974/75³; soit un endettement moyen de 7 641 rials par actionnaire. L'étude détaillée des comptes individuels nous montre que 248 personnes (73,6%) sur les 337 étaient endettées, avec 20% des

¹L'année iranienne commençant le 21 mars, le bilan de l'année est dressé au 20 mars et approuvé par l'assemblée générale des actionnaires en mai-juin.

²La société se charge, en effet, de payer la dette du paysan à la banque de coopération agricole et débite le compte de celui-ci. Elle lui avance en fait sans intérêt cette somme.

³Ce chiffre montre un accroissement de 56% par rapport au montant total des dettes des sociétaires en mars 1974 (1 655 521 rials) avant la déduction des bénéfices de cette année.

sociétaires pour un montant inférieur à 5 000 rials, 14% entre 5 000 à 10 000 rials et 40% enfin entre 10 000 à 40 000 rials.

Tableau III/M. - Pourcentage des actionnaires sans dette et endettés envers la s.a.a. de Sameskandeh et par tranche d'endettement, juin 1975.

Endetté		Sans dette
<u>74 %</u>		<u>26 %</u>
dont par tranche d'endettement		
0 - 5 000 rls	20 %	
de 5 000 à 10 000 rls	14 %	
de 10 000 à 40 000 rls	40 %	

Source: Compilé d'après les données de la comptabilité.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser ce ne sont pas les plus petits actionnaires qui sont les plus endettés envers la société mais les moyens et les grands. Ceux-ci accumulent leurs dettes d'une manière significative puisque sur les 165 personnes que nous avons dénombrées en 1975 et qui avaient accru leur dette par rapport à l'année précédente 80% étaient les détenteurs de plus de 30 actions. Les petits actionnaires c'est-à-dire ceux qui ont moins de 15 actions ont presque tous un compte créditeur envers la société. Ceci nous a amené à mettre en relation le nombre d'actions détenues et le montant de l'endettement et effectuer les calculs statistiques correspondants. Ceux-ci prouvent qu'il y a une corrélation forte et positive (+ 0.96, donc très proche de 1) entre ces deux variables; comme quoi, il est juste d'avancer que dans la société de Sameskandeh plus un actionnaire est riche, plus il est endetté. D'où un mécontentement plus marqué parmi les effectifs du groupe détenteur de plus de 30 actions qui constituent en fait plus de 45% du total des actionnaires.

Le calcul suivant illustre fort bien comment une mauvaise gestion crée cette situation d'endettement chronique des plus de 30 actions. Exemple pour 1974/75 :

	Crédit	Débit
<u>10 actions</u>		
Bénéfices activités agricoles	13 230	
Bénéfices " non agricoles	6 800	
Blé acheté (300 kg x 8.5 rls)		2 550
Riz acheté (550 kg x 24 rls)		13 500
Total	20 030	16 050
Solde (créditeur)	3 980	
<u>30 actions</u>		
Bénéfices activités agricoles	39 690	
Bénéfices " non agricoles	6 800	
Blé acheté (900 kg x 8.5 rls)		7 650
Riz acheté (1 650 kg x 24 rls)		39 600
Total	46 490	47 250
Solde (débiteur)		760

Ainsi, le directeur en fixant le poids du blé et du riz distribuable crée une situation dans laquelle à partir de 30 actions le sociétaire est automatiquement débiteur et d'autant plus qu'il dispose de plus d'actions.

L'idée à la base de cette part de denrées vendue aux paysans est qu'ils puissent obtenir dans ce nouveau système comme auparavant, les quantités nécessaires à leur autoconsommation sans avoir à dépendre des détaillants. Seulement là où il y a mauvaise gestion, c'est de fixer la part de chacun en fonction de ses actions et non en rapport aux bouches qu'il a à nourrir. De ce fait, les petits actionnaires n'auront pas

assez pour nourrir leur famille, les grands en auront de trop qu'il leur faudra commercialiser; aussi ressort-il un autre point de cette mauvaise gestion qui est de faire vendre par l'intermédiaire des sociétaires la production de la société et se débarrasser d'une des tâches primordiales des s.a.a. qui est la commercialisation et la recherche des nouveaux marchés. Dans ce cas, on ne change pas grand chose à la dépendance des paysans-sociétaires envers les anciens intermédiaires car là encore ils sont divisés face à eux. Ils vendront peut-être aux prix d'achat et même moins si comme il arrive fréquemment ils ont besoin de liquidité et que la société la leur a refusée.

Enfin, ce système peut s'avérer néfaste à un autre niveau qui est le manque de liquidité même de la société puisqu'en vendant à ses propres sociétaires une part importante de la production, aucune somme d'argent n'entre dans ses caisses et seul un transfert comptable est effectué. D'ailleurs, le bilan arrêté en mars 1974 montre que près du tiers des "actifs courants" de la société était sous forme de dettes des actionnaires envers celle-ci, ce qui représente un danger de manque de liquidité dans le cas d'une société surtout si ce rapport va en croissant comme il est le cas. D'où preuve additionnelle de mauvaise gestion.

A cet égard, la colère d'un grand actionnaire (76 actions) avec lequel nous avons longuement discuté, est significative. Il nous demandait de lui expliquer "pourquoi après 7 ans qu'il avait mis à la disposition de la société ses 7,6 ha de terre, il se trouvait être endetté de 27 071 rials envers celle-ci? A son avis, sa situation a empiré avec la venue de la société. Pour lui dans ce système, il touche, comme auparavant en contrat de métayage, la moitié de la récolte du riz en contrepartie de son travail; donc rien à ce niveau n'a changé. Par contre, en contrepartie des 7,6 ha qu'il a donné à la société (là, il se voit en propriétaire), il reçoit chaque année une part de blé et de riz (300 kg de blé et 550 kg de riz par ha

en 1974/75) qu'il juge insuffisant comme rente. Alors, pourquoi avec tout cela est-il encore endetté envers la société, sinon une mauvaise gestion, des frais trop élevés ou éventuellement des détournements de fonds de la part des gestionnaires?"

S'il est vrai que sur ce dernier point, on ne peut lui donner raison, ces propos sont révélateurs.

- Il y a incompréhension totale de la part des paysans sur la gestion de la société et ceci à cause du cloisonnement existant entre les gestionnaires et les paysans. D'où la suspicion et la méfiance.
- Il y a identification de la société à un nouveau propriétaire féodal pour lequel on travaille et en même temps à un "grand métayer" auquel on loue sa terre contre une rente. En aucune façon, on ne la perçoit comme un bien commun et ne l'identifie à soi. C'est "la société" et non pas "notre société". En fait, on lui reproche de ne mener à bien ni le premier rôle (le propriétaire féodal avait aussi le statut de protecteur tandis que le directeur, fonctionnaire d'Etat, est loin de ces soucis), ni le second (puisque en tant que "métayer" la société ne leur donne pas une rente suffisante).
- Il y a résistance dans cette ancienne couche assez aisée de paysans qui ne voit pas d'un bon oeil, ni la fin de ses prérogatives sur ses terres (surtout qu'à part les 2 ha de riz que la famille pouvait elle-même cultiver le reste était loué en métayage à des petits propriétaires ou ouvriers agricoles), ni la dégradation de sa situation sociale et financière parallèlement à l'amélioration de celle des couches les plus pauvres.

Pour se rattraper, ils ont alors recours aux crédits de la société qui en vue d'apaiser leur mécontentement, les leur accorde plus facilement qu'aux petits actionnaires. Mais ceci ne fait qu'aggraver leurs dettes.

Ainsi a-t-on constaté que sur les 110 personnes auxquelles la société a accordé un prêt en 1973/74, 69% étaient les détenteurs de plus de 30 actions. De même, il ressort que 46% de tout l'effectif des plus de 30 actions, on eu droit à un prêt tandis que ce chiffre pour les détenteurs de moins de 30 actions était de 20% seulement.

Donc, les plus riches profitent le plus des prêts, mais ceci ne fait qu'accentuer le montant de leurs dettes. Ils vivent ainsi au-dessus des moyens dont ils disposent dans ce système, car non seulement, ils veulent garder l'écart qui les séparait naguère des couches les plus basses de leur milieu, mais réduire celle qui les sépare des consommateurs citadins.

4. CONCLUSIONS AUX SOCIETES PAR ACTIONS AGRICOLES

Nos études tant sur le terrain (les s.a.a. de Sameskandeh, Reza Pahlavi, Estakhr) que sur documents¹ conduisent aux conclusions suivantes :

4.1. - Au niveau de la production dans le périmètre des sociétés:

On a enregistré :

- une expansion de la surface cultivée;
- une plus grande mécanisation des cultures;
- un accroissement des inputs;
- une plus grande expansion de cultures industrielles: coton, betterave, soja, au détriment des légumineuses et légumes qui sont à plus haute intensité de main d'oeuvre;
- un accroissement de rendements de certaines cultures (blé, coton) mais a des frais forts élevés. D'ailleurs, il n'est pas prouvé que la variation de l'output compense l'augmentation des frais due principalement aux coûts administratifs, de machines et d'engrais qui n'existent pas (ou peu) dans les exploitations individuelles. Aussi voit-on difficilement comment une société par actions agricoles peut voir le jour et prendre son essor sans les aides de l'Etat².

¹Entre autres:

ULE W. : Land Reform in Iran and the Development of Agricultural Shareholder's Companies. Heidelberg, Research Centre for Agrarian Structure and Agrarian Cooperatives of the Developing Countries, 1969, p.

BERGMAN and KHADEMADAN: The Impacts of Large Scale Farms on Development in Iran. Saarbrücken, Verlag der SSIP-Schriften, 1975, p. 204.

SADROLASCHRAFI M.: "Les nouvelles méthodes d'exploitation agricole dans les villages iraniens". Revue Tiers Monde, t. XV, n° 58, avr.-juin 1974, pp. 397-407.

²Jusqu'en mars 1976, l'Etat avait mis à la disposition des s.a.a. depuis 1968/69, sans contrepartie et sous forme de dons 6 322 millions de rials;

L'aide de l'Etat se concrétise sous deux formes : soit sous celle de dons, soit sous celle de prêts à moyen et long terme (5 - 10 - 15 ans). En fait, ce sont les premières qui sont les plus importantes puisque jusqu'en mars 1976 plus de 6 322 millions de rials avaient été mis sans contrepartie à la disposition des sociétés par actions agricoles; le montant des prêts quatre fois inférieur à ce chiffre s'élevait à 1 573 millions de rials. Bien entendu, les plus anciennes sociétés ont eu la plus grande part de l'aide. Les 43 premières établies entre 1968/69 et 1972/73 ont chacune reçu plus de 50 millions de rials au total jusqu'en 1976, soit quelques 6 à 7 millions par an¹. Quant aux prêts, ils avoisinent 18 millions de rials en moyenne par société².

Comme élément de comparaison, il suffit de mentionner que pour une production totale dégagée par les s.a.a. de l'ordre de 3 344 millions de rls en 1974/75, l'Etat avait mis 2 329 millions de rls (dont 2 005 millions en dons) à la disposition de celles-ci.

En fait, dans cette optique là, leur efficacité est en doute et leur échec, sans le soutien de l'Etat, prévisible.

¹La plus forte somme (266 millions de rls) a été attribuée à la s.a.a. de Qa'inat qui englobe 24 villages et quelques 7 000 personnes au sud de la province de Khorassan. C'est l'une des plus anciennes et la plus grande.

²cf. Activités du MCAR, op. cit., p. 159-162.

4.2. - Au niveau de la production nationale :

Une des erreurs les plus frappantes dans l'établissement des sociétés par actions agricoles (puis des coopératives de production) a été de les implanter d'abord dans des endroits potentiellement favorables en ressources et (ou) en institutions (coopératives rurales). D'ailleurs, la liste des 14 premières s.a.a. nous montre facilement que toutes étaient situées, soit directement au bord d'un axe routier, soit à faible distance de celui-ci; que la mécanisation agricole y était connue et pratiquée (quoique non généralisée) et que les ressources en terre et eau étaient très favorables. Dans ces cas, le changement de système ne pouvait que nuire à ces micro-sociétés en particulier et à l'économie agricole iranienne en général, puisque tout changement de système d'exploitation et de production de l'ampleur de celui dont nous parlons entraîne généralement et pour un laps de temps, une baisse de la production et des bouleversements sociaux.

Ainsi, la perte économique (sans mentionner les coûts sociaux) pour le pays ont été d'autant plus élevés que les régions en question se situaient par leurs performances dans les bonnes moyennes nationales. Les experts gouvernementaux estiment qu'il faut 5 à 7 ans pour qu'une telle réorganisation s'effectue pleinement et donne ses fruits; dans ce cas c'est pendant 5 à 7 ans suivant la création de chaque société que les paysans d'abord et le pays tout entier ensuite doivent souffrir d'une perte réelle, pour un hypothétique gain futur. A notre avis, si le choix avait porté, au départ, sur des endroits moins favorisés où pour des raisons diverses, notamment climatiques comme en bordure des déserts par exemple, il y avait abandon de l'agriculture et exode en masse vers les villes, les pertes de production dues à la réorganisation auraient été moins fortes et les effets sociaux moins négatifs¹.

¹A part les 2 s.a.a. de Qa'inat situées au sud de la province du Khorassan (à l'est de l'Iran), ce n'est qu'au cours du 5ème plan, c'est à dire 5 ans après les premières s.a.a., qu'une ouverture timide vers ces régions moins favorisées s'est manifestée.

4.3. - Au niveau de la prévention de la fragmentation des terres :

De ce point de vue, le résultat est sans aucun doute positif. Les sociétés empêchent la fragmentation des terres en unités non-économiques. Après la mort du sociétaire, ce sont ses actions et non ses terres qui sont partagées. S'il veut quitter la société, la loi, lui permet de vendre soit à l'Etat, soit à un autre sociétaire ses actions. Cependant, comme la règle est "à chacun une voix", cette accumulation n'entraîne pas automatiquement un renforcement de pouvoir direct au sein de la société.

4.4. - Au niveau des revenus :

Bien que les chiffres officiels montrent une nette amélioration des revenus dans toutes les sociétés, la situation n'est pas aussi tranchée et diffère de cas en cas. Ceci pour deux raisons: - la première à cause de la sous-estimation du revenu net des paysans avant la création de la société; - la seconde, à cause de la comparaison à prix courants de ces revenus qui nous cache l'augmentation réelle de ceux-ci. D'ailleurs, l'endettement observé et chiffré des actionnaires envers la société (sans parler d'autres sources) qui va en grandissant dans le cas de Sameskandeh n'illustre-t-il pas que relié désormais aux marchés et à l'inflation, les paysans-sociétaires pour maintenir leur niveau de vie doivent emprunter d'avantage et aggraver leur situation ?

4.5. - Au niveau de la distribution des revenus :

Comme nous l'avons constaté dans le cas de Sameskandeh, la création de la société a suscité une amorce de nivellement de revenu parmi les paysans. Ceci était essentiellement dû à la distribution des bénéfices des activités non agricoles (importants) qui se fait à part égale parmi les actionnaires. Pour les autres sociétés, en plus de ces revenus, celui de la culture du pavot se fait aussi à part égale. En fait, en donnant la priorité aux s.a.a. de cette culture (qui est de

très loin la plus rentable), l'Etat a fait d'une pierre deux coups : - augmenter les revenus grâce au pavot dans "ses" sociétés et prouver leur raison d'être; - avoir un instrument de contrôle renforcé de cette culture qui se fait sous la surveillance des instances gouvernementales. C'est ainsi qu'en 1973/74, 40 sociétés sur les 65 établies profitaient de cette aubaine.

Dans ce cas, les actionnaires les plus démunis, se voient accorder des revenus subsidiaires pour les activités non agricoles, qui peuvent facilement décupler leur revenu total. Dans ce cas, le mécontentement des riches actionnaires est compréhensible.

C'est à notre avis, l'effet le plus positif dans l'établissement de ce nouveau système.

4.6. - Au niveau de l'emploi :

L'action des s.a.a. a été par l'introduction massive de la mécanisation de remplacer le sous-emploi rural par le chômage ouvert. Beaucoup de paysans-sociétaires ont dû chercher dans les villes voisines un emploi temporaire ou saisonnier. En fait, il a été beaucoup plus facile pour les paysans des sociétés situées en aval du barrage de Dariouch-Kabir (province de Fars; centre Chiraz) de trouver un emploi dans la ville de Marvedacht et ses complexes industriels, ou ceux de "Reza Pahlavi" dans les villes de "Sar Pol Zahab" et "Ghasré-Chirine" (dans la province de Kermanschah) à cause de leur proximité, que les sociétaires de la société de Qa'inat où la bourgade la plus proche se situe à plus de 100 km à la ronde. Si, avant 1974/75, le chômage ainsi créé par ces sociétés était à inscrire à leur passif, depuis le "boom pétrolier" et la création d'emplois qui s'en est suivi, c'est dans leur actif qu'il faut le noter puisque le manque de main d'oeuvre s'est manifesté aussi au niveau du simple ouvrier non spécialisé dont le salaire

a quelque peu quadruplé en l'espace de deux ans. Mais nonobstant "cet incident de parcours" imprévisible en 1968/69, cette politique élaborée alors aurait eu de graves incidences socio-économiques puisqu'en éliminant les emplois ruraux, elle aggravait le chômage.

4.7. - Au niveau du fonctionnement de la société :

Reflet de la société iranienne, les s.a.a. sont hiérarchisées. Mais dans cette structure hiérarchique, c'est l'Etat ou plutôt ses représentants qui prennent les décisions et dominent les sociétés.

Cette intrusion est en train de changer profondément la structure sociale qui reposait jusqu'alors en grande partie sur une organisation de la production et des rapports la concernant.

Le principal moyen de production qui est la terre a été retiré de l'exploitation directe des propriétaires. Dans ce cas, il semble que toutes les couches de l'ancienne société paysanne tendent à se dissoudre pour former - autour de la classe des paysans-ouvriers - la nouvelle société rurale des "sans terre". Bien que des disparités de revenu existent encore, il y a une perte de dignité commune à tous dont la distribution est presque égalitaire; il en va de même pour les sentiments de frustration et de jalousie envers les paysans de la périphérie des s.a.a. qui possèdent encore leurs terres. Tous ressentent le même manque de liberté d'action et de décision, exactement comme si l'Etat s'était substitué aux grands propriétaires féodaux d'avant la réforme agraire.

Ce sentiment est d'autant plus fort que le fonctionnaire responsable de la gestion tend à accaparer tous les pouvoirs et concentrer sur lui les décisions.

Il est vrai que l'un des buts de la création des s.a.a. est de concentrer la gestion de la production dans les mains d'une personne (ou un nombre restreint d'individus) pour les raisons que nous avons déjà rapportées; mais cette concentration ne se limite pas à ce niveau et touche en fait toutes les décisions concernant la vie quotidienne des paysans-sociétaires:

- Quelqu'un veut marier son fils ? C'est le directeur de la s.a.a. qui décide si oui ou non on lui accorde un crédit et pour quel montant. Les considérations personnelles peuvent aboutir à ce que les crédits lui soient refusés ou qu'il reçoive le maximum désiré.
- Il y a un différend parmi des personnes ou des clans ? Le penchant du directeur pour les uns ou les autres peut influencer sur la décision qu'il doit prendre ou le verdict que doit prononcer la "Maison de Justice rurale" de la région (s'il en existe).
- Un paysan a été fauché par la combine ? C'est lui qui doit s'occuper de son hospitalisation dans la ville la plus proche et prévenir les gendarmes.
- Faut-il construire une route pour tel village, des latrines pour un autre, de l'eau potable ici, une coopérative là ? Tout se décide par lui; la participation des ruraux n'existe non seulement pas au niveau des prises de décision¹, mais aussi au niveau de l'exécution puisque le volontariat paysan pour des tâches de bénéfices communs a disparu pour céder la place au salariat. C'est le système qui veut que tout vienne d'"en haut" et se fasse par "le haut" qui détruit la participation paysanne et contribue à son apathie à tous les échelons de la vie rurale.

¹Sauf quelquefois par le truchement du conseil d'administration pour accorder des crédits aux paysans qu'il ne connaît personnellement pas, par exemple. Dans ce cas, ce sont bien les liens de parenté qui jouent.

Ainsi le sort des centaines de familles dépend de la compétence d'un seul homme qui doit non seulement être un bon ingénieur agronome, mais aussi un bon économiste et un bon sociologue, doté d'une faculté d'adaptation et de souplesse très grande, couplé d'une bonne connaissance du milieu rural pour lequel il est destiné à travailler par l'Etat.

Malheureusement, ni toutes ces connaissances, ni toutes les qualités ne sont réunies dans ces ingénieurs agronomes que l'Etat a d'ailleurs du mal à recruter¹. Beaucoup sont des ingénieurs fraîchement sortis de l'université, n'ayant pas tous les mêmes qualifications donc les mêmes aptitudes la direction des exploitations agricoles de grandes tailles du type des sociétés par action agricole. On prend de tout : aussi bien les spécialistes en élevage, en machines et outillages agricoles et même en coopératives, que les spécialistes de la culture.

Après six mois seulement de stage dans lequel ils suivent des cours de management principalement², ils sont envoyés comme expert dans les s.a.a. En principe, ils doivent servir pendant trois ans à ce poste avant d'être désignés comme directeur d'une s.a.a. Mais comme le 5ème plan a prévu la création de quelque 100 nouvelles sociétés, il a été impossible de suivre cette règle et de désigner des ingénieurs "expérimentés" aux postes vacants; de ce fait dans beaucoup de cas le destin des paysans a été mis entre les mains de personnes incompetentes et mal formées.

Ceux-ci sont parachutés dans des régions qu'ils ne connaissent que dans de très rares cas, tant sur le plan technique que

¹Ceci pour deux raisons : d'abord parce que le secteur privé leur offre un revenu double par rapport à l'Etat, ensuite à cause de leur nombre limité sur le marché du travail.

²Le stage se poursuit dans un centre spécial créé par le Ministère des Coop. et des Affaires rurales à Marvedacht près de la ville de Chiraz.

social, avec quelques tracteurs et autres machines et outillages agricoles comme instrument de travail et un ou deux techniciens et un comptable comme aides. Dans très peu de cas, les résultats des recherches agronomiques sont à sa disposition, soit par l'inexistence d'un centre de recherches dans la région - ce qui est fréquemment le cas - ou tout simplement par la grande distance qui les sépare ou encore le manque de coordination. Dans des cas comme à Sameskandeh où des études de pédologie ont été faites, les rapports sont tellement techniques qu'ils conviennent à des pédologues et non à des agronomes non spécialisés dans ce domaine; l'un des experts de la société, nous a franchement avoué qu'un rapport beaucoup plus simple leur aurait été d'un grand secours tandis qu'il n'avait pas compris grand chose¹ à celui-ci. Donc, fort de ses maigres ressources en hommes, moyens et formations, le "manager" doit se battre sur plusieurs fronts notamment techniques et sociaux puisque c'est à lui qu'on a confié la tâche de transformer et l'organisation de la production et l'organisation sociale du monde rural.

Il va sans dire que pour une telle lutte les moyens ne sont pas toujours suffisants et donc efficaces. Si l'Etat tient à la transformation de l'univers rural par le truchement des sociétés par actions agricoles avec tous ses avantages et inconvénients, il faut avant tout qu'il freine le rythme de leur expansion surtout dans les conditions actuelles de manque de "managers" et d'experts compétents. Il est tout aussi vain à notre avis de se tourner vers l'extérieur² pour pallier à ce manque, car comme nous venons de le voir les dimensions des problèmes auxquels sont confrontés ceux-ci dépasse de loin le cadre d'un simple "management" d'une exploitation privée à grande échelle. C'est du devenir de la société

¹Cet ingénieur est spécialiste en machines et outillages agricoles.

²Le gouvernement iranien a eu recours à la F.A.O. pour le recrutement de conseillers étrangers en "farm-management" pour les s.a.a. et coopératives de production. Selon les deux avis d'offre d'emploi (nov. 1975) ce recrutement vise à combler les échecs dans la gestion et le développement de ces unités à grande échelle.

rurale et de la société tout court dont il s'agit. Il faut une très bonne connaissance de celle-ci pour tout agent de l'extérieur ce qui n'est malheureusement pas le cas actuellement.

Rappelons enfin que dans leurs formes actuelles, ces exploitations ne sont rien d'autre que de lourds fardeaux pour l'Etat au point de vue tant financier qu'humain. L'inefficacité de la majeure partie d'entre elles réside dans l'ignorance par l'Etat de la population rurale en tant que facteur actif dans ce système. Susciter la participation des masses par une information et un contact continu de la part des "dirigeants" et la transmission des responsabilités est peut-être l'une des solutions qu'il est possible d'avancer pour l'amélioration et le déblocage de ces nouvelles formes d'exploitation qui sont déjà sur pied; quant aux autres qu'on projette d'établir, mieux vaut dans les conditions actuelles s'en retenir.

CHAPITRE IV

LES COOPERATIVES DE PRODUCTION

1. ASPECT GENERAL

Poursuivant la ligne directrice de sa politique agricole qui est l'introduction des unités à grande échelle dans le monde rural, l'Etat crée, en avril 1972 - dernière année du quatrième plan - la première coopérative de production à 8 km de la ville de Miandoab dans la province de l'Azerbaïdjan.

Curieusement, cette nouvelle forme d'exploitation est la dernière envisagée, après les agro-business et les sociétés par actions agricoles, dans la lignée des unités à grande échelle. Est-ce à cause des effets désastreux au niveau social enregistré dans le cas surtout des premiers et de la non participation paysanne dans le cadre des seconds que l'Etat a pensé mettre sur pied les coopératives de production? Nous serions tentés de répondre par l'affirmative, quoiqu'au niveau des responsables étatiques personne ne l'avouerait explicitement.

Implicitement, il se dégage, d'après nos interviews au Ministère de la Coopération et des Affaires rurales (MCAR), qu'une tendance axée sur le développement rural intégré se soit manifestée dans un milieu à logique dominante "productiviste" au début des années 70.

L'idée avait germé de partir du système collectif de production agricole traditionnellement pratiqué dans la majeure partie des villages iraniens, appelé le système de "Boneh", et d'y transposer celui du type coopératif de production.

Le judicieux système de "Boneh" dont la logique repose sur la bonne gestion et répartition de l'eau (facteur rare) et du sol (fonction en général du premier) est complexe et a fait ses preuves depuis des siècles en Iran. Un "Boneh" est une unité autonome de production constituée de plusieurs membres dans laquelle chacun met en commun sa terre et ses outils de production. Un village comprend en général plusieurs "Boneh"; l'étendue de terre et le droit d'eau sont répartis à parts égales entre eux. A l'intérieur de chacun s'établit une division complète du travail; le chef s'occupe entre autres de la

fourniture au bon moment des inputs et de l'écoulement de la production. La répartition des fruits du travail de l'équipe se fait selon des règles précises.

De ce système d'organisation de la production découle toute une structure sociale dont la plupart des villages iraniens (surtout des plaines du plateau intérieur) sont encore empreints¹.

Malheureusement, la réforme agraire ayant favorisé l'individualisation de la propriété, ce système de production collectif a beaucoup souffert et complètement disparu dans de nombreux villages.

En pensant partir de ce système - quoique dix ans après le début de la réforme agraire - pour introduire de nouvelles technologies dans le monde rural, les responsables gouvernementaux épousaient une cause louable. Ils voulaient créer une institution dans laquelle l'Etat se bornerait à fournir conseillers agronomiques, crédits bon marché et technologie nouvelle; les paysans faisant le reste.

La différence entre la coopérative de production (c.p.) et la société par actions agricoles (s.a.a.), consisterait en ce que dans la première, le paysan garderait le contact avec la terre et jouerait un rôle plus actif. Puisque légalement il n'a pas remis son droit d'exploitation à perpétuité à la société - comme c'est le cas dans les s.a.a. - certaines responsabilités mais devrait suivre avec les autres membres une stratégie opérationnelle et un plan de production et de commercialisation uniques sous la tutelle des cadres supérieurs de la coopérative.

¹ SAFINEJAD Dj. : Le système collectif de production agricole; le "Boneh" avant la réforme agraire. Téhéran, Ed. Tousse, 1974, 2e éd., 270 p. (en persan).

Cependant, la pratique des c.p. semble s'éloigner de ce schéma pour se rapprocher de celui des sociétés par actions, à cette nuance près que le paysan, membre de la coopérative, n'est pas encore réduit au rang d'ouvrier-actionnaire. En fait, dans son application, cette approche que nous qualifierons de coopérative intégrée¹, ne peut aller très loin puisqu'elle doit s'inscrire dans le cadre d'une politique agricole où le choix a été fait d'approcher les unités agricoles comme des entreprises industrielles.

Ainsi, développant les mêmes objectifs et disposant de presque les mêmes moyens d'actions, les coopératives de production ne peuvent beaucoup se distancer des sociétés par actions agricoles :

- Buts identiques : "introduction des techniques modernes dans les zones rurales en vue de la meilleure utilisation des ressources en eau et en sols du pays" (art.1 de la loi concernant "la coopération, pour la production et le remembrement des terres se trouvant dans le champ des activités des coopératives - de crédit - rurales").
- Moyens similaires : selon les dispositions mêmes de cette loi ce but doit être atteint par un remembrement des terres (constitution d'unités à grande échelle) avant toutes interventions techniques tels le nivellement, la mise en place de nouveaux réseaux d'irrigation, la construction de voies d'accès aux parcelles, l'achat de machines et d'outils agricoles, l'introduction de nouvelles méthodes de cultures, etc...

¹cf. DULFER E.: L'efficacité opérationnelle des coopératives agricoles dans les pays en développement. Rome, FAO, 1975, p. 177.

Aux pages 53 et 54, Dülfer nous donne une classification des coopératives par types de structures et de systèmes d'objectifs dans les pays en développement dans le cadre de laquelle entre fort bien les c.p. envisagées en Iran sous la rubrique de coopérative intégrée.

- Sous une responsabilité pareille, celle de l'Etat : comme tout ce qui vient d'être énuméré ne peut se faire depuis la base, le Ministère de la Coopération est chargé selon "les possibilités de l'Etat et de l'accueil faits par les agriculteurs" - compte tenu du principe de la propriété individuelle - d'exécuter ce plan afin d'augmenter la production et le revenu par tête des ruraux et d'assurer la croissance soutenue de l'économie du pays". (cf. article 1)

L'insertion des c.p. dans ce cadre, fait que là aussi le paysan est réduit au rôle de spectateur d'une série de mesures qui découlent de décisions prises en dehors de son univers mais qui vont à long terme bouleverser son cadre de vie et dont il ne se rend pas compte actuellement.

2. SOMMAIRE DES RESULTATS OBTENUS

Le choix de l'implantation des c.p. est assez mal connu. Cependant certains critères développés au centre semblent indiquer que cette nouvelle forme d'exploitation s'implante là où existent déjà des coopératives rurales de crédit; ces dernières sont alors dissoutes et leur capital transféré à la nouvelle institution. D'autre part, il s'agit de régions favorisées en ressources et généralement à culture intensive.

Tandis qu'en 1972/73, 16 sociétés par actions agricoles s'ajoutaient à celles qui existaient déjà, timidement 6 coopératives de production seulement voyaient le jour. Débutant une année plus tard, le cinquième plan quinquennal prévoyait la création de 54 autres pour atteindre en mars 1978, le total de 60. Les difficultés rencontrées notamment pour le recrutement et la formation des cadres ont limité lors d'une révision ultérieure ce nombre à 40. Jusqu'en mars 1977, 35 c.p. étaient établies dans 11 provinces différentes avec la plus forte concentration en Azerbaïdjan (12 c.p.) (cf. carte)

- Azerbaïdjan 12 c.p.
- Esfahan 4 c.p.
- Fars 4 c.p.
- Khouzistan 4 c.p.
- Kermanchahan 3 c.p.
- Khorassan 2 c.p.
- Kerman 2 c.p.
- et une pour chaque province du Kurdistan, Sistan, Hamadan et Guilan.

Ces 35 unités englobent 214 villages et 91 247 habitants dont 37% sont des "khochnéchine"¹. Elles cultivent 32 000 ha (59%) des quelques 51 000 ha de terres arables de leur périmètre. Rappelons brièvement que jusqu'en 1977 et dans l'espace de 5 ans, l'Etat a débloqué 1 639 millions de rls pour ces 35 c.p.; sur ce total 1 389 millions (85%) étaient sous forme de dons. Cette somme a servi notamment à des travaux d'infrastructure (463 km de nouvelles routes et forages de 11 puits profonds, 16 semi-profonds, aménagement de 58 km de ghanats, nettoyage de 101 km de canaux etc...); constructions de bâtiments d'intérêt public (bain, école etc...), étables, greniers de stockage etc... ainsi que l'achat de machines et outils agricoles (90 tracteurs, 12 combines, 17 motoculteurs etc...) et de moyens de transports (42 jeeps, 35 camions, 50 motocyclettes etc..). Le résultat global selon les statistiques disponibles a été une augmentation d'environ 16% de la surface cultivée par rapport à la situation préalable².

Faute d'information supplémentaire, il nous a semblé utile d'étudier de près le fonctionnement de l'une d'elles et d'en analyser les effets socio-économiques; c'est la coopérative de production de Barzoul (province de Hamadan) que nous avons étudiée en juillet-août 1975.

¹Est qualifié de Khochnéchine toute personne vivant dans le village et ne possédant pas de terre. Il peut s'agir tout aussi bien du manoeuvre agricole que du barbier, du mécanicien, du propriétaire de moulin, de l'artisan etc...

²cf. rapport précité du MCAR de 1977, pp. 120-127. Rappelons que des études pédologiques et topographiques ont aussi été effectuées pour la plupart des c.p. à la charge de l'Etat.

3. QUELQUES INFORMATIONS SUR LA PROVINCE DE HAMADAN

Province occidentale de l'Iran, Hamadan avec ses 20 000 km² de superficie (1.2% du pays) n'en est pas moins une des plus importantes au point de vue agricole. Région montagneuse du plateau intérieur de l'Iran, elle est située en moyenne à plus de 1 500 m au-dessus de la mer et culmine avec le mont Alvand (à 18 km de la ville de Hamadan) à 3 574 m. Ainsi, la chaîne du Zagros et sa partie qui se détache vers le centre de l'Iran (sens nord-ouest sud-est) ont contribué par leurs cimes enneigées et leurs rivières au développement de vallées fertiles et de vastes pâturages de montagne.

Cependant le climat y est très sec. La précipitation moyenne annuelle est de l'ordre de 240 mm., l'humidité relative entre 45% (à midi) et 65% (tôt le matin), la température moyenne annuelle de 10 à 12° (maxi. en été 39c°, min. - 27°c) avec environ 67 à 150 jours de gel par an¹.

Un élevage par transhumance et une agriculture à dominance de cultures sèches (72.5% des surfaces cultivées) y sont pratiquées.

Selon le dernier recensement de 1976, cette province compte 1 086 512 d'habitants avec une très forte densité pour le pays de 89.6 h/km²; 71.5% de la population vit en zone rurale dispersée dans quelques 1 400 villages avec une densité de 0.8 personnes par hectare arable. Les 28.5% urbains vivent dans 11 villes dont la capitale Hamadan, compte 155 846 habitants; à part Malayer (47 060 h.) et Nahavand (29 432 h.) toutes les autres villes ont moins de 20 000 habitants². La

¹CENTRE STATISTIQUE DE L'IRAN : Annuaire de la province de Hamadan. Teheran, CSI, février 1977, pp. 1-9. (édition persane)

²CENTRE STATISTIQUE DE L'IRAN: Résultats préliminaires du recensement 1976, op. cit., pp. 7 et 34.

principale activité économique de ces villes est le commerce des produits de l'agriculture et de l'élevage; l'artisanat y est bien répandu et de nouvelles industries ont fait leur apparition ces dernières années. Une cinquantaine d'entreprises employant quelques 2 000 personnes fonctionnent dans cette province, spécialisées dans le textile, le cuir, l'habillement, les tapis, l'alimentation, le bois, les machines et la chimie.

Contrairement à la province de Mazandaran où comme nous avons vu la moitié des villages étaient de petite taille, à Hamadan, la dominante est aux grands villages, de plus de 100 familles (33% des 1424 villages)¹; un quart des villages ont entre 50 et 100 familles et 31% sont ceux de moins de 50 familles et 31% sont ceux de moins de 50 familles et 11% sont dépeuplés. Rappelons que près des trois quarts de la population rurale vivent dans les grands villages.

Tailles des villages selon le nombre de familles	Nombre de villages	%	Nombre de familles	%
Non habités	155	10.9	-	-
de 1 à 50 familles	446	31.3	12 125	8.4
de 50 à 100 "	354	24.9	26 106	18.2
plus de 100 familles	469	32.9	105 284	73.4
Total	<u>1 424</u>	<u>100.0</u>	<u>143 514</u>	<u>100.0</u>

Source : Centre statistique de l'Iran : Résultats du recensement agricole, première étape, op. cit., p. 19

Mentionnons que près de 19% de ces familles sont sans terre et considérés comme non exploitants².

¹Avec 5.2 membres par famille en moyenne.

²CSI : Seconde étape du recensement général, op. cit., p. 1.

La quasi totalité (98%) de ces villages sont reliés aux grands axes routiers par des routes secondaires et tertiaires de qualité variable, mais en hiver beaucoup ne sont pas praticables¹.

Aucune ligne de chemin de fer ne passe par cette province qui est cependant le carrefour de l'ouest (province de Kurdistan) et du sud-ouest (province de Kermanschahan, frontière de l'Irak) de l'Iran. Actuellement ce transit s'effectue par des routes asphaltées qui relient Hamadan à ces provinces.

3.1. - Structures agraires :

Sur les 96 220 exploitations agricoles de cette province 1.3% seulement dépassent 50 ha et 27% font 10 à 50 ha. La dominante est aux petites (moins de 5 ha, 44% du total) et moyennes exploitations (5 à 10 ha, 28% du total) (cf. tableau IV.A)

L'inégalité dans la distribution des terres parmi ces exploitations est cependant beaucoup moins forte qu'au Mazandéran.

Il est vrai qu'ici près de trois quarts des terres (74%) sont réparties parmi la majorité des exploitations (54%); mais l'inégalité se reflète dans ce que les 1.3% des très grosses exploitations accaparent 18% des terres arables tandis qu'il ne reste aux 45% des exploitations les plus petites (moins de 5 ha) que 8% des terres.

¹ibid, p. 2.

Tableau IV.A. - Distribution des exploitations de la province de Hamadan selon leurs tailles et la superficie revenant à chaque catégorie - 1974/75

en hectares

Taille de l'exploitation	Nombre	%	Surface	%
Moins de 1 ha	20 799	21.6	5 599	0.6
1 à moins de 2 ha	4 517	4.7	6 605	0.7 8.4
2 " " " 5 ha	17 590	18.3	63 094	7
5 " " " 10 ha	26 517	27.6	192 222	21.5 73.8
10" " " 50 ha	25 548	26.6	468 148	52.3
50" " "100 ha	909	0.9	62.011	6.9
plus de 100 ha	340	0.4	98 289	11 17.9
Total	96 220	100.0	895 965	100.0

Source: CSI : Résultats de l'enquête agricole; seconde étape, op. cit., p. 22

3.2. - Situation agricole :

Province surtout agricole, Hamadan avec ses 896 000 ha ne dispose que 5.5% des terres arables du pays. A cause de l'importance de la jachère, annuellement 46% des surfaces disponibles ne sont pas cultivées. La surface cultivée s'élève donc à 484 000 ha où seulement 126 000 ha (26%) sont qualifiés d'irrigués (quoique l'irrigation ne soit pas toujours adéquate).

Il est clair que les conditions météorologiques ont de fortes influences sur la production de cette province et le revenu des paysans vu la forte proportion des terres (74%) vouée à la culture non irriguée. La situation devient difficile dans des années de sécheresse si on sait que 97% de ces surfaces sont destinées aux céréales (blé 86%, orge 11%) et 1.5% aux légumineuses, tous denrées de première nécessité

consommé sur place¹.

Il faut rappeler que la culture à sec se fait en général sur des terres marginales que l'irrigation ne peut atteindre, c'est-à-dire sur des terrains en pente; c'est ainsi que l'observateur averti peut constater qu'aux alentours des villages et aussi loin et aussi haut que les conditions le permettent, les paysans labourent sur les pentes des collines et sèment à la volée dans l'espoir d'une bonne année de pluie. Malheureusement cette action de l'homme a des effets nuisibles sur les sols par l'érosion inévitable qu'elle entraîne. D'ailleurs, ce phénomène lié, culture sèche/érosion est un des grands problèmes agricoles de cette province et de toutes les régions montagneuses de l'Iran auquel il est urgent d'apporter au plus vite un remède.

Sur les terres irriguées, la dominance est encore au blé et à l'orge (principales cultures hivernales) qui occupent 59% de la surface; puis viennent les légumineuses et légumes qui sont les principales cultures estivales (surtout les haricots qui font environ 10% de la production nationale). La betterave sucrière d'abord et le tournesol ensuite constituent les seules plantes industrielles cultivées à raison de même pas 1% de la surface totale. La viticulture est fort répandue et pratiquée sur des petits lots (0.1 ha) qui produisent au total près de 12% de la production de raisin de l'Iran. L'arboriculture se pratique aussi dans une vingtaine de milliers d'exploitation mais de manière éparse².

¹CSI: Seconde étape du recensement agricole, op. cit., pp. 39, 46.

²CSI: Annuaire statistique de Hamadan, op. cit., pp. 40-41.

CSI: Seconde étape du recensement agricole, op. cit., p. 156.

Tableau IV.B - Rendements moyens à l'hectare pour les principaux produits cultivés en 1973/74 dans la province de Hamadan

<u>Produits</u>	<u>Rendements (kg/ha)</u>
- Blé	
irrigué	990
non irrigué	106
- Orge	
irrigué	1 072
non irrigué	62
- Pois chiches et pois jaunes	
irrigué	520
non irrigué	78
- Haricots	1 040
- Betterave à sucre	15 933
- Tournesol	715
- Pommes de terre	7 732
- Tomates	18 058
- Divers fourrages	
irrigué	7 520
non irrigué	133

Source : CSI: Seconde étape du recensement agricole, p. 72

On constate que le niveau général des rendements est faible dans le cas des cultures irriguées et dérisoires pour les non-irriguées. Il est vrai que l'année en question, les conditions atmosphériques ont été très défavorables, de sorte que le résultat d'exploitation a juste compensé les dépenses en semis pour certains produits non irrigués.

Mais pour les cultures irriguées la très faible consommation d'engrais peut donner un des éléments de réponse aux faibles rendements:

En 1973/74, près de 36% des exploitations seulement ont employé des engrais chimiques pour leur cultures, et ceci en quantité insuffisante (quelques 40 kg seulement d'engrais marchandise par ha irrigué, en moyenne). La consommation d'engrais chimique cette année s'est élevée à 9 265 tonnes d'engrais marchandise (38 % azotés, 16% phosphatés et le reste de mixtes) ce qui représente 1.6% de celle du pays (11 fois inférieur à celui du Mazanderan).

La mécanisation est assez répandue puisque 71 000 exploitations (74% du total) ont employé le tracteur pour les labours sur 44% (397 000 ha) de la superficie cultivable de la province en 1973/74; néanmoins, ceci s'est effectué dans le cadre d'un parc de machines assez restreint puisque Hamadan ne disposait cette année là que de 1 816 tracteurs (un pour 500 ha) et de 42 combines¹.

Un autre fait à relever dans le cas de la médiocrité des rendements moyens de la province consiste en ce que le calcul effectué pour la moyenne, pondère les mauvais résultats des grandes exploitations avec ceux des petites qui sont d'un niveau honorable (cf. tableau IV.C.).

Tableau IV. C - Rendements moyens généraux et rendements par taille d'exploitation des différentes cultures de la province de Hamadan (1973/74)

Taille de l'exploitation	Rendements			Proportion de la surface sous céréales non irriguées par catégorie d'exploitation
	Blé ⁺	Orge ⁺	Betterave	
Moyenne de la province	251	342	15 933	
Moins de 1 ha	1 362	2 739	-	18 %
1 à 2 ha	1 702	2 809	-	31 %
2 à 5 ha	744	595	17 739	49 %
5 à 10 ha	361	433	13 847	74 %
10 à 50 ha	153	191	12 764	92 %
50 à 100 ha	174	163	19 237	94 %
plus de 100 ha	204	394	17 904	84 %

⁺Irrigué et non irrigué - Source : *ibid*, pp. 109, 121, 139.

¹*ibid*. p. 178, 180, 181.

Cette forte différence entre les résultats des petites et grandes exploitations, surtout pour l'orge et le blé s'explique d'une part, par le fait que la proportion de la surface de culture non irriguée est beaucoup plus élevée dans les secondes qui préfèrent consacrer leurs terres irriguées aux cultures industrielles telle la betterave à sucre qui obtient effectivement - pour la province et non au niveau national - des rendements élevés. D'autre part, il est évident que la culture intensive pratiquée sur les lots de moins de 2 ha donne de meilleurs résultats que celle extensive de grandes exploitations de plus de 50 ha.

4. LA COOPERATIVE DE PRODUCTION DE BARZOUL

4.1. - Données de base sur la coopérative de production de Barzoul (Nahavand)

La coopérative de production de Barzoul avec ses 266 membres est la dixième des c.p. créées par l'Etat. Elle a été fondée en juin 1973 et englobe 4 villages¹ s'étendant sur une superficie de 2 216 ha (dont 2 190 ha de terres arables). Pour y accéder depuis la ville de Nahavand (134 km au sud-ouest de Hamadan, capitale de la province) il faut suivre une quinzaine de km. de route non asphaltée; le parcours de 5 km reliant la coopérative à l'axe principal Nahavand-Kernanchah (non asphalté) a été agrandi et aménagé grâce à un fonds de 3 millions de rls de l'Etat. Les villages constituant la coopérative sont tous situés dans un rayon d'environ 5 km dans une belle plaine qui fut naguère, l'un des berceaux de la civilisation iranienne. Celle-ci est traversée par la rivière Gamassab prenant sa source dans les hautes montagnes de Lorestan.

Les précipitations sont aléatoires et varient autour de 200 à 240 mm.; dans cette plaine est pratiquée une culture

¹ Nommément: Barzoul, Guil-Abad, Mianroudan, Reza-Abad.

semi-intensive couplée de l'élevage d'ovins et de bovins. Y passent pendant l'été, les tribus nomades transhumant depuis les plaines du sud vers les hauteurs du Lorestan et de Hamadan. Elles y louent le droit de pâturage pour leurs troupeaux et restent aussi longtemps que les ressources de la terre le permettent, puis elles repartent plus loin en quête de nouveaux pâturages. Lors de notre passage, une de ces tribus était en pourparler avec la coopérative pour lui louer après la moisson une partie de ses terres sur laquelle il y avait du blé non irrigué.

Pour cette tribu, la création d'une grande unité telle que Barzoul, est une aubaine puisque dans les villages voisins à cause de la parcellisation, ce sont les terres marginales en dehors de ceux-ci qui lui sont en général louées.

En empruntant la route depuis Nahavand, on arrive d'abord au village de Barzoul, le plus grand et le plus peuplé parmi les quatre qui constituent la coopérative; c'est aussi le seul qui dispose des terres non irriguées consacrées au blé. Le centre administratif de la coopérative, les maisons des administrateurs, le dispensaire, le magasin coopératif, la crèche et les différentes installations financées par l'Etat - bien que distinct du village - se trouvent à Barzoul. C'est là aussi où se manifestent les tensions entre les dirigeants de la coopérative et deux clans rivaux pour la représentativité au sein du conseil d'administration.

A l'autre extrême, il y a le village de Reza-Abad avec ses 12 membres (contre 148 à Barzoul) constituant un groupe homogène et où rien n'a été construit par l'Etat. Guil-Abad avec 76 membres et Mianroudan avec 29 se trouvent entre ces deux.

Rien n'est donc plus trompeur que d'imaginer l'existence d'une unité, voire d'une homogénéité quand on mentionne une exploitation de type coopératif.

Chaque village est une entité propre avec son organisation et ses structures. Il arrive même que pour des raisons historiques au sein d'un village deux entités existent. Guil-Abad ayant appartenu avant la réforme agraire à deux propriétaires distincts, l'organisation de la production s'était scindée en deux, l'une comprenant 18 "jofts" et l'autre 24 "jofts"¹. Avec la création de la coopérative, ces 2 groupes se sont maintenus bien distinctement tant sur les comptes de la société que dans les équipes de production.

A cette hétérogénéité, il faut ajouter la population des khochnéchine (sans terres).

Sur 5 105 habitants des 4 villages plus de la moitié (2 690 p., 53 %) font partie des familles sans terres, donc non membres de la coopérative. Ceux-ci ont des qualifications fort diverses: on trouve parmi eux tout aussi bien de simples ouvriers que des propriétaires de moulin à farine, des coiffeurs, boutiquiers, mécaniciens etc.. Beaucoup, parmi eux, travaillent occasionnellement (surtout pendant la culture du pavot) pour les membres de la c.p. ou dans les villages voisins à la haute saison; d'autres s'en vont trouver un travail saisonnier dans les villes du sud surtout en hiver.

La population du périmètre de la coopérative augmente à un rythme assez élevé puisqu'elle a un peu plus que doublé en l'espace de 20 ans². Faute de chiffres précis, nous y

¹"joft" textuellement signifie "une paire"; par là, on entend l'étendue de terre pouvant être labourée par une paire de boeufs (variable selon les lieux). A Guil-Abad, un joft est égal à 7 ha de terre irriguée. Elle est aussi synonyme de toute l'organisation de production relative à cette paire de boeuf; des jofts peuvent constituer des "bonehs" de travail en commun.

²Rythme voisin de 3,5% en moyenne par an selon nos calculs.

avons transposé le résultat global de la structure par âge du district rural de Nahavand¹ dont ces villages font partie et calculé la répartition par groupe d'âge :

0 - 9 ans	19.4 %	990 personnes
10 - 19 ans	16.2 %	827 "
20 - 64 ans	61.1 %	3 118 "
+ 65 ans	3.3 %	168 "
Total	100 %	5 105 "

Cette structure nous donne le nombre de personnes en âge potentiel de travailler (entre 10 à 65 ans) qui s'élève à quelque 3 900 personnes (77 % du total). Sans compter les femmes, il y a environ 2 000 emplois à pourvoir dans la zone de la coopérative. Il est clair que les techniques et l'organisation prônées par des exploitations du type des c.p. ne sont pas créatrices d'emplois au niveau rural. D'où une migration temporaire des jeunes d'abord (phénomène qui commençait à s'amorcer et que nous avons pu relever parmi les familles khochnéchine, les signes) et de l'exode définitif de la famille par la suite. Cet ordre dans la migration rurale commençant par les khochnéchine est d'ailleurs un phénomène logique puisque cette classe est dans le monde rural celle qui est la moins attachée à son milieu. Il a d'ailleurs été observé que dans d'autres régions et pour d'autres motifs que la création des unités intensives en capital, le processus s'amorçait de la même manière².

¹Recensement de 1966.

²cf. KHOSROVI K. : "Les paysans sans terre en Iran : les khochnéchine". Sociologia Ruralis, vol. 3/4, 1973, pp. 289-293.

4.1.1.1. - Activités agricoles

A sa première année d'activité, la coopérative cultivait 968 ha des 2 190 ha des terres arables de son périmètre, soit 44 % seulement. A part 265 ha voués à la culture du blé non irrigué, toutes les autres cultures étaient irriguées. Le blé est la principale culture et occupe 60 % de la surface, suivi des légumineuses 14 % (134 ha) et du pavot à opium 12 % (120 ha). La betterave à sucre et le soja sont cultivés en essai, tandis que la luzerne et l'alfalfa (45 ha au total) le sont pour subvenir aux besoins du bétail des membres. (cf. tableau IV.D)

Le tableau IV.F. donne en résumé, les informations techniques sur les cultures, tant sur la quantité des inputs employés que sur leur provenance et leur qualité. En rappelant que les engrais chimiques sont fournis par un organisme de distribution étatique et les semences par le département agricole local, on voit le poids de l'Etat en amont de la production.

Tableau IV.D - Répartition de la surface selon les différentes cultures et rendements obtenus avant (1971/72) et depuis la création de la coopérative de Barzoul

Année Produits	Avant la société 1971/72 ha	1973/74 ha	1974/75 ha	1975/76 ha ⁺	Rendem. préala. kg/ha	Rendem. 1973/74 kg/ha
Blé irrigué	300	321	360	400	2 000	2 055
Blé non irrigué	220	265	300	300	900	80 ⁺⁺
Orge irrigué	25	25	25	35	2 000	1 312
Betterave	50	35	30	30	20 000	14 154
Pavot à opium	-	120	230	150	-	35
Soja	-	-	3			
Pois chiches	)	24	25	25	)	444
)	80				) 1 500	
Haricots	)	110	10	100	)	619
Pommes de terre	-	3	-	5	-	1 554
Alfalfa	40	5	5	15	5 000	n.d.
Luzerne	-	40	50	60	-	n.d.
Total	715	968	1 028	1 125		

n.d. : non disponible.

⁺ Nota : les chiffres pour 1975/76 étaient ceux du plan culturel proposé par la coopérative et pas encore approuvés au centre lors de notre enquête d'été 1975.

⁺⁺ Très mauvaise année au point de vue précipitation.

Source : Chiffres recueillis auprès de la société et estimation du conseil d'administration pour la situation préalable.

4.1.2. - Activités non agricoles dans le périmètre de la société :

Les seules unités industrielles qui se trouvent dans le périmètre de la société sont trois moulins à farine fonctionnant avec des moteurs à gas-oil. Leur capacité est de trois quintaux de blé par heure chacune et fonctionnent presque toute l'année (environ 2 600 t. par an pour les trois). Deux d'entre elles sont situées dans le village de Barzoul; l'une appartient à un membre de la coopérative et à un khochnéchine; l'autre est en association entre trois membres et un khochnéchine. Le troisième moulin à farine qui se trouve à Guil-Abad appartient à trois coopérateurs et trois khochnéchines. Les frais sont payés en nature généralement et s'élèvent à 1 kg de blé pour 20 kg de blé à moudre (taux de 5 %). Malgré cette capacité qui semble suffisante, la société envisageait d'entreprendre la construction d'un moulin de 700 t. de capacité annuelle, ce qui n'ira pas sans mécontenter les concurrents. Ces derniers devront sans doute se tourner plus vers les villages alentours puisque bon an, mal an, la production de la coopérative n'excède pas un millier de tonnes (contre une capacité établie qui sera environ le triple).

Une seconde activité non agricole récemment encouragée est l'élevage des abeilles qui se fait par la société à une échelle moyenne; elle en a tiré la première année d'exploitation environ 130 000 rials. L'élevage des moutons est envisagé dans le plan de développement de la société; lors de notre passage de vastes étables en béton étaient en voie d'achèvement.

4.1.3. - Aide de l'Etat :

Pour la mise en route de cette coopérative, l'Etat, en l'espace de 2 ans a débloqué quelques 16 millions de rls de crédits soit environ 59 000 rls par famille membre. Plus de

la moitié de cette somme (9 millions) est sous forme de subvention et le reste de prêts à long terme à faible taux d'intérêt (1% et 4%) et de moyen et long terme (5% et 15 ans). Cette somme est importante si on sait qu'en moyenne, l'Etat accorde environ le dixième sous forme de crédit annuel à 6 % de taux d'intérêt par l'intermédiaire de ses coopératives de crédits à chaque famille membre dans les villages voisins.

Subventions	9 015 300 rls
Mars 74, crédit, à 1% de taux, durée 5 ans	2 000 000 rls
Mars 74, " à 1% " " 5 ans	1 000 000 rls
Mars 74, " à 1% " " 5 ans	1 000 000 rls
Juil.75, " à 4% " " 5 ans	1 750 000 rls
Juil.75, " à 1% " " 5 ans	1 000 000 rls
Total des subv. et crédits	15 765 300 rls

Source: la comptabilité de la société.

A part un million affecté à la construction de bâtiments, le reste a été alloué aux travaux d'infrastructure et d'achat de machines et outils agricoles. En outre, l'Etat a pris en charge le paiement de l'encadrement technique et administratif constitué de deux agronomes, un technicien agricole, un comptable et son aide.

Cette intervention financière de l'Etat a permis les réalisations suivantes :

- (a) Dans le domaine hydraulique, un puits semi-profond avec pompe de 30 l/s de débit et un autre profond ont été creusés. Seul le premier fonctionne et sert à l'irrigation d'une dizaine d'hectares; le second n'était pas encore achevé lors de notre passage. Un troisième prévu pour l'alimentation en eau potable du village de Barzoul quoique prêt depuis quelques mois, était hors d'usage faute des 900 m de tuyaux d'adduction reliant le puit au réservoir que l'entrepreneur en s'éclipsant n'avait pas

installé. En fait, c'est l'eau provenant de la rivière de Gamassab (30 l/s) qui est la source principale d'irrigation; à ce niveau, c'est toujours l'ancien réseau qui fonctionne et c'est pour leur entretien et leur nettoyage (10 km la 1^{ère} année, 5 la seconde) que la société a entrepris des dépenses. Un ghanat d'environ 38 l/s. de débit vient compléter les ressources hydrauliques qui sont évaluées à environ 368 l/s. (variable selon les saisons) et servent à l'irrigation de 600 ha (1/3) des terres. Cependant, il faut préciser qu'à la seconde année, les dépenses n'avaient pas donné de résultats significatifs tant au point de vue de l'irrigation que de l'alimentation en eau potable. Une firme consultante au frais de l'Etat était en train d'évaluer les ressources afin de proposer un réseau d'irrigation en été 1975.

- (b) Au niveau du nivellement, bien que les rapports de la société destinés à Téhéran mentionnaient 968 ha de terrains nivelés en deux ans, ni la situation des parcelles que nous avons observées, ni les machines dont disposaient la société (aucun "scraper" ni de bulldozer, mais juste un nivelleur), ne permettent de parler de nivellement digne de ce nom¹. Néanmoins, un investissement a été fait afin d'étendre la surface irriguée au moyen de nivellement partiel.
- (c) Une part importante (près de la moitié) de l'aide de l'Etat a été investie dans les machines (3,5 millions), l'outillage (2 millions) et les moyens de transports (2,2 millions). De ce fait, la c.p. de Barzoul dispose de :

¹ Il est généralement admis qu'un bon nivellement ne doit pas dépasser 1% de pente. A Barzoul, l'existence des parcelles de 2 à 4 m de large et de longueur variable à l'étendue du terrain ("kart" en persan) pour l'irrigation, témoigne de cette relativité du nivellement. On n'est même plus au niveau de la comparaison du % des pentes!

- 4 tracteurs dont :
 - John Deer 423 1
 - Roumain 9442/650 1
 - Roumain 11131/650 1
 - Roumain 11126/650 1
 - une moissonneuse batteuse
 - une batteuse
 - un nivelleur (lavalier)
 - une jeep, une fourgonnette, un camion, une ambulance, 2 motocyclettes, 6 bicyclettes
 - plus une panoplie d'outillages mécaniques destinés à la préparation de la terre.
- (d) La société a aussi procédé à la construction d'une bergerie moderne (pas encore fonctionnelle en 1975), d'un atelier mécanique et d'un hangar de stockage avec ces fonds. Les bâtiments administratifs et les habitations des administrateurs (4 villas) du type standard que nous avons aussi pu observer dans les autres c.p. et s.a.a. sont néanmoins financés par d'autres fonds et payés selon un contrat global par l'Etat. On envisage de construire dans l'avenir de nouvelles maisons pour les paysans en dehors de leur actuel village. A notre avis, les expériences déjà entreprises ailleurs (notamment dans les s.a.a. de Ariamehret Reza-Pahlavi) devraient être suffisamment significatives pour qu'on abandonne de tels projets. La résistance rencontrée de la part des ruraux pour changer d'habitat est fort compréhensible non seulement à cause de la non fonctionnalité des maisons construites selon des plans uniformes par des entreprises étrangères à la vie rurale, mais aussi de la désarticulation qu'elles provoquent au niveau des relations entre familles et au sein des "familles élargies".

4.2. - Organisation de la production :

Avec la création de la société un remembrement des terres a été effectué au sein de chaque village. Les quatre villages (Barzoul, Mianroudan, Reza-Abad, plus Guil-Abad qui a deux entités distinctes) ont constitué 5 unités de production, elles-mêmes divisées en équipes de travail. Actuellement, le plus grand village en comprend 12, le plus petit 2 seulement; la taille des équipes est variable (entre 6 à 15 personnes) selon les villages. Elles ont été constituées à partir des équipes de travail préexistant dans le système traditionnel appelé ici "bolouk"¹; les nouveaux membres des équipes sont plus ou moins les mêmes que ceux des "bolouks", mais il y a eu quand même des transferts. Deux modes d'organisation de la production existent, selon qu'il s'agisse de la culture du pavot ou des autres cultures.

4.2.1. - Pour le pavot à opium :

Dans le cas de cette plante qui a une rentabilité sans commune mesure comparée aux autres cultures d'une part et exige une forte intensité en travail et un savoir faire précis d'autre part, les équipes se scindent en plus petits groupes pour le travail en commun. Tous les membres se voient attribuer le droit de culture du pavot sur une étendue égale de terrain. Par exemple, la première année, le plus grand actionnaire (31 ha) et le plus petit (0.1 ha) se sont vu attribuer chacun le droit de cultiver environ un demi hectare de pavot; à la seconde, ce droit était élargi au double (environ un ha) pour tous car de 120 ha en 1973/74, l'Etat avait autorisé l'extension à 230 ha pour l'année suivante². Le lot de terrain pour

¹Dans cette région bolouk = boneh.

²Nous verrons par la suite qu'avec cette "manne" l'Etat peut compenser les déboires de gestion concernant les autres cultures, augmenter les revenus et diminuer le mécontentement.

le pavot étant déterminé par avance pour chaque village, le labourage s'effectue avec les tracteurs de la société sur ceux-ci. Depuis là, toutes les autres opérations s'effectuent par les membres des équipes :

Besoin en main d'oeuvre de 0.1 ha de culture de pavot :

En automne

- dispersion des engrais		1	ouvrier/jour
- préparation et délimitation des petites parcelles ("kart-bandi")	4	"	/jour
- irrigation (3 fois, une personne)	3	"	/jour

Au printemps

- sarclage (3 fois, 5 pers.)	15	"	/jour
- dispersion des engrais	1	"	/jour
- irrigation (3 fois, 1 pers.)	3	"	/jour
- incision des capsules (4 fois, 6 pers.)	24	"	/jour
- irrigation (2 fois, 1 pers.)	2	"	/jour
- récolte du latex	18	"	/jour
- récolte des capsules	6	"	/jour
Total	77	"	/jour.

Pour un demi hectare, la main d'oeuvre familiale ne suffit généralement plus (surtout pour le sarclage et l'incision) et c'est alors qu'on a recours aux khochnéchine ou aux paysans des villages extérieurs à la coopérative.

En 1975, un ouvrier journalier recevait 200 rls pour effectuer les opérations ci-dessus sauf pour la récolte du latex où le salaire était de moitié.

A raison de 50 kg par ha de rendement de latex d'opium et au prix d'achat de 5 000 rls le kg¹ fixé par l'Etat

¹Il a en fait été acheté à 4 600 et 5 400 rls selon le cas.

(250 000 rls/ha de vente) il est clair que même en embauchant à toutes les étapes des ouvriers, le membre de la coopérative s'en sort avec un large bénéfice. Les graines contenues dans les capsules (400 à 500 kg/ha) se vendent aussi fort bien (20 à 25 rls/kg) ainsi que les capsules vides (10 rls/kg); en allouant le produit de la vente de ces derniers largement supérieur aux frais de labour et d'engrais, le demi hectare de pavot rapporte en moyenne entre 50 000 à 60 000 rls net à chaque sociétaire. Pour illustrer encore la formidable rentabilité de cette culture, rappelons qu'en 1974, le village de Mianroudan mit à la disposition de la société par actions agricoles de Dargazine (proche) 10 ha de ses terres pour la culture du pavot contre une rente de 250 000 rls. Ce dernier engagea des ouvriers du village voisin de Kian et il lui resta quand même des bénéfices!

Pour l'opium, le rôle de la coopérative en fait se limite à la fourniture des inputs (machines, pesticides, engrais), au contrôle de la récolte et à la commercialisation (vente à l'Etat); sa comptabilité enregistre les frais de production et le produit de la vente de chaque équipe et distribue à part égale entre ses membres le bénéfice correspondant. Comme cette production exige beaucoup de savoir faire et d'esprit d'équipe, les résultats enregistrés au niveau des bénéfices diffèrent selon les équipes et peuvent varier du simple (47 000 rls à Reza-Abad) au triple 137 700 rls (éq.14 de Barzoul) (cf. tableau IV.E.).

Tableau IV.E. - Revenu du pavot par village et selon les équipes - 1973/74

	Nombre de personnes par équipe	Revenu par tête	Revenu total	Moyenne par personne/ village
I. Barzoul				
	15	84 671	1 270 065	
	14	85 777	1 200 878	
	14	84 499	1 182 986	
	15	69 804	1 047 060	
	15	66 609	999 135	
	17	88 812	1 509 804	
	15	114 050	1 710 750	
	12	72 199	866 388	
	15	69 963	1 049 445	
	14	137 690	1 927 660	
Total Barzoul Barzoul	146		12 764 171	87 426
2. Mianroud				
	12	69 541	834 492	
	15	63 177	947 655	
Total Mianroud	27		1 782 147	66 006
3. Guil-Abad 18 jofti				
	11	62 679	689 469	
	9	74 895	674 055	
Total 18 jofti	20		1 363 524	68 177
4. Guil-Abad 24 jofti				
	17	51 449	874 633	
	21	56 194	1 180 074	
	17	53 528	909 976	
Total 24 jofti	55		2 964 683	53 904
5. Reza-Abad				
	4	58 143	232 572	
	8	47 504	380 032	
Total Reza-Abad	12		612 604	51 051
Total général	<u>260</u>		<u>19 487 129</u>	<u>74 951</u>

Source : Nos calculs selon les données de la comptabilité.

4.2.2. Pour les autres cultures :

Pour les autres cultures (blé, orge, betterave etc...) l'organisation de la production est quelque peu différente et la distribution des bénéfices radicalement autre. Comme la plupart des opérations sont effectuées par la machine, le travail de l'homme est limité au strict nécessaire et, de ce fait, la signification des équipes de production moins importante. Par exemple, pour le blé, labours et semis se font par la machine; l'équipe ne fournit que l'ouvrier nécessaire pour le remplissage du réservoir de semences. L'irrigation pour cause de nivellement "partiel" demande actuellement du travail pour la constitution des petites parcelles. Elle n'en exigera presque plus dans les années à venir quand un vrai nivellement sera fait. L'épandage de l'engrais exige encore de la main d'oeuvre mais sera réduite avec le développement du parc des machines et outils. La récolte se fait avec la moisseuse batteuse de la coopérative, à côté de laquelle des membres des équipes doivent être présents pour le maniement des sacs de grains. Le déroulement des opérations est presque identique, à quelques nuances près, pour les autres cultures. C'est le représentant de chaque village au sein du conseil d'administration de la société qui prend sous sa responsabilité la distribution des semences, des pesticides et des engrais parmi les chefs d'équipes de son propre village.

La récolte effectuée, le produit est remis à la société et commercialisé par elle. Pour ce qui est de la consommation une large partie de la production est vendue aux membres même de la coopérative (surtout le blé et les fourrages) aux prix de gros du marché.

La société déduit pour chaque récolte, les frais qu'elle a supportés et calcule le bénéfice pour chaque village (= groupe). Les bénéfices enregistrés pour toutes les récoltes entreprises par le village sont additionnés et le résultat distribué au prorata des terres de chacun. Selon la qualité des terres de chaque village et dans une certaine mesure, l'esprit d'équipe qui l'anime, le bénéfice net d'un ha diffère d'un village à l'autre. Pour 1973/74, le bénéfice net distribué d'un ha des

cultures autres que le pavot était par ordre :

1. Reza-Abad (le plus petit des villages)	6 340 rls/ha
2. Mianroudan	5 510 "
3. Guil-Abad 24 djoftis	4 030 "
4. Guil-Abad 18 djoftis	2 610 "
5. Barzoul (le plus grand village)	1 810 "

Du premier au dernier le rapport est de 3.5 à 1. S'il est imputable en partie aux mauvaises conditions météorologiques de cette année pour la culture du blé non irrigué qui ne se fait qu'à Barzoul, il résulte aussi dans une large mesure de la non coopération parmi ses membres. Il y a d'abord les querelles internes de ce village entre deux clans, l'un, éleveur de tradition, l'autre, agriculteur, perpétuées d'assez longue date. Ensuite, il y a cet antagonisme créé par la coopérative entre les petits propriétaires et les plus grands par la distribution à part égale du droit de la culture du pavot qui a engendré un nivellement marqué des revenus comme nous l'expliquons plus loin. Il est clair qu'à Barzoul où plus du cinquième des paysans (33 personnes) ont moins de 1 ha et qui est le village où l'inégalité de la distribution foncière est la plus marquée, les groupes nantis refusent de coopérer dans une organisation de production qui a pour résultat de les éliminer graduellement du pouvoir. D'ailleurs beaucoup préfèrent engager des ouvriers agricoles pour les remplacer dans le travail qui leur incombe au sein de l'équipe. D'autres sont souvent absents ou tout simplement en retard pour l'accomplissement des tâches collectives. Ainsi au moment de la moisson où les minutes de la seule moissonneuse-batteuse de la société sont comptées, nous avons pu constater à plusieurs reprises sur les terres de Barzoul que la machine restait en attente de longs moments au milieu des champs à la suite du retard de l'équipe relayante. Parfois même par manque d'effectif, le travail devenait impossible. L'intervention des dirigeants de la société dans ces cas peut être efficace, mais représente un remède passager.

4.3. - Résultats obtenus :

4.3.1 - Effets sur la production :

L'évaluation des effets de la création de la coopérative au niveau des cultures est quelque peu complexe faute de recul, puisqu'elle n'avait vécu que deux années culturales (dont la seconde pas tout à fait achevée) lors de notre enquête.

Cependant quelques faits peuvent être relevés :

4.3.1.1. Au niveau de l'introduction des facteurs technologiques

- (i) Pour ce qui est du tracteur, son emploi était déjà généralisé dans le périmètre actuel de la société avant sa création; il était employé non seulement pour le labourage mais aussi pour le battage. Actuellement du fait des accessoires mécaniques et des conseils fournis par la société, le tracteur pourrait faciliter les cultures en lignes et de là de meilleurs rendements.

Mais le plus important changement survenu pour ce qui est de l'emploi des machines est sans aucun doute la moissonneuse pour le blé.

Quoique existant dans la région, les moissonneuses n'étaient employées que par des propriétaires ayant plus de 20 ha et souvent à des prix prohibitifs (10 à 20 % de la récolte selon la qualité de celle-ci); la quasi-totalité des paysans se servaient eux, de la faucille. Le remembrement partiel effectué par la coopérative permet actuellement à sa moissonneuse-batteuse de remplacer presque totalement le travail de l'homme.

La coopérative opère exactement comme les anciens propriétaires de machines à qui les paysans avaient recours auparavant

et les loue à ses membres¹. Pour l'année 1974/75 le tarif calculé pour ses membres était :

- Labours au tracteur : 500 rls/ha (l'année précédente 350 rls soit une augmentation de 43%);
- Disques, 250 rls/ha (150 rls l'année précédente, augmentation 67%);
- L'ensemencement en ligne, 200 rls par heure;
- etc...

Il est clair que la novation est non des moindres dans ce système et que le paysan ne paie ses frais de production qu'après la vente de la récolte. L'argent est en fait avancé par la société et non pas par l'usurier ou le propriétaire du tracteur (qui peuvent ne faire qu'un); la somme est portée à son débit sans qu'il ait d'intérêt à payer. Dans ce système, il est en outre, en tant que membre, propriétaire des machines; comme la capacité de travail du parc dépasse les besoins de la société, beaucoup d'engins sont loués aux villages voisins et de ce fait leur exploitation est une source de revenus (580 000 rls de bénéfice amortissement non déduit en 1973/74) pour les sociétaires. Ainsi la coopérative élimine dans son périmètre le pouvoir de cette couche d'intermédiaires technologiques (en amont) et la supplante dans sa fonction principale. Le paysan-membre est toujours dépendant (cette fois de la société) mais sous de nouveaux rapports.

¹Il faut préciser qu'après la réforme agraire une certaine couche de ruraux ont émergé, possesseurs de machines et d'outillages agricoles, remplaçant en quelque sorte le "gav-bande" (possesseur des boeufs et de leur attelage). C'est à eux que dans chaque région les paysans ont recours pour la location des tracteurs. Le surplus qu'ils s'accaparent leur donne un pouvoir économique et social fort élevé dans la hiérarchie rurale; (voir à cet effet : KHOSROVI K.: "La réforme agraire et l'apparition d'une nouvelle classe en Iran". Etudes rurales, n° 34, avril-juin 1969, pp. 122-126.

(ii) Pour ce qui est de l'introduction des engrais, les seuls chiffres de consommation qui montrent un formidable accroissement de la première à la seconde année d'activité de la coopérative (multiplication par 2.5) doivent être un bon critère (en tonnes) :

	Urée	Engrais Phosphatés	Nitrate d'ammonium	Total (engrais marchandise)
1973/74	21.8	106.5	-	127.3
1974/75	65.4	225	38.5	328.9

Cependant, il faut rappeler que l'utilisation de l'engrais chimique était déjà assez répandue parmi le paysannat local avant la création de la société et se faisait en concours avec la fumure, avec dominance de cette dernière. Malheureusement, cet apport de substances, vitales aux sols semi-tropicaux secs, se fait de moins en moins avec l'utilisation des engrais chimiques ce qui risque à la longue de détériorer sa composition et d'avoir des répercussions sur les rendements¹. Pour l'instant la création de la coopérative a résolu tous les problèmes inhérents à la fourniture et à la distribution des engrais parmi les paysans. Celle-ci avec les fonds dont elle dispose achète à l'Etat les engrais nécessaires à ses activités annuelles, les met à la disposition des paysans par l'intermédiaire des chefs d'équipes et leur en déduit la valeur au moment du calcul des bénéfices pour chaque récolte. De ce fait tous les paysans ont accès à cet input que naguère seul les plus aisés parvenaient à acheter. D'ailleurs même chez ceux-ci l'utilisation n'était pas toujours adéquate tandis qu'actuellement avec les ingénieurs agronomes de la société non seulement son emploi est généralisé, mais son application semble plus rationnelle.

¹Et ceci d'autant plus que les grandes exploitations de par leur nature intensive en capital ont un assolement qui ne favorise guère - comme dans le cas des petites à caractère intensif où un choix judicieux se fait - l'enrichissement en matière organique et la formation de l'humus des sols.

Pour ce qui est des autres interventions tels le nivellement ou l'élaboration du réseau d'irrigation, comme nous l'avons mentionné précédemment, les démarches entreprises sont encore timides et les résultats encore non tangibles. D'ailleurs techniquement tant que le nivellement ne sera pas bien effectué, aucun résultat intéressant ne pourra être observé avec le paquet technologique que l'Etat essaie d'introduire.

4.3.1.2. - Au niveau de la surface cultivée, de la diversification des cultures et de l'amélioration des rendements (cf. tableau IV.F.)

- (i) La première constatation est que la surface cultivée est élargie de quelque 300 ha (40 %) jusqu'en 1974/75, sous l'impulsion de la société ce qui signifie à rendements égaux, un accroissement de la production totale dans le périmètre de la coopérative.
- (ii) La seconde est que les produits cultivés sont sensiblement les mêmes qu'auparavant avec en plus l'introduction du pavot à opium; leur qualité n'ayant pas changé non plus.
- (iii) La troisième constatation concerne les rendements qui n'ont, non seulement pas bougé, mais même faibli dans le cas de la betterave et des légumineuses. Pour l'orge, les 2 t/ha de la situation préalable (1971/72) quoique sur-évalués, sont témoins du bon niveau des rendements de cette région; il en va de même pour le blé non irrigué (0.9 t/ha) du aux conditions exceptionnelles de cette année, qu'il serait faux de comparer avec les 80 kg/ha de 1973/74 qui fut une année de sécheresse. A notre avis, il convient de nuancer les effets sur les rendements observés la première année, en tenant compte des difficultés d'organisation auxquelles est confrontée toute nouvelle exploitation agricole débutante de cette taille¹. La "fiche technique"

¹Ceci se reflète fort bien dans les bas rendements de la betterave et des légumineuses qui ont besoin de plus de soins et de travail humain.

Tableau IV.F. - Informations techniques sur les cultures pratiquées à la c.p. de Barzoul

	Variété	Semences fourilles par	Date d'en- semencement	Ensemen- cement kg/ha	Engrais ⁺ kg/ha	surface cultivée 1973/74	Rendements kg/ha
Blé irrigué	Omd (var. sélect.)	Départ. agr. local	Automne	150-214	37 U, 137 TSP	320	2 055
Betterave sucrière	n.d.+++	Sucrerie de Boroujzed	ml-avril	18	60 U, 142 TSP	30	14 154
Orge irrigé	sélect.	Départ. agr. local	automne	140	n.d.	25	1 312
Soja	sélect.	Organisme privé des oléagineux	ml-mai	190-210	150 U	3	++
Pavot	local	La société	automne	20-30	63 U, 496 TSP 273 ND	120	35
Haricot	local	La société	mi-juin	190-210	171 TSP	110	619
Pois chiches	local	La société	déb. avril	90-150	118 TSP	24	444
Luzerne	n.d.	Départ. agr. local	août-sept.	60	n.d.	40	4 à 5 coupes
Alfalfa	n.d.	Départ. agr. local	mai ou août	30	n.d.	5	4 à 5 coupes, durée 5 ans

Nota: + U = urée - TSP = triple super phosphate - ND = nitrate d'ammonium

++ Le soja introduit pour la première fois au printemps 1975, n'avait pas encore été récolté
lors de notre passage.

+++ n.d. = information non disponible.

Source : notre enquête.

que nous avons dressée dans le tableau IV.D. montre que la société a franchi un grand pas dans l'amélioration de la fourniture des inputs puisque pour les semences elle s'approvisionne au niveau des grandes entités (Etat, sucrerie, organisme privé des oléagineux) pour les variétés sélectionnées et pour les engrais constitue des stocks et les met à la disposition de tous les membres. Par exemple, nous avons pu constater que déjà à leur seconde année, les paysans du village de Reza-Abad avaient obtenu un rendement moyen de 3 t./ha sur les 33 ha de blé irrigué à leur disposition tandis que d'après leurs témoignages ils dépassaient rarement les deux tonnes par ha auparavant. Ils attribuaient ce résultat à l'emploi des engrais (115 kg/ha d'urée, 197 kg/ha d'engrais phosphaté) en quantité suffisante qu'ils n'avaient pas les moyens de s'acheter avant la création de la coopérative. Nous sommes d'avis pour notre part que dans ce système où la participation paysanne n'a pas été totalement supprimée (contrairement aux s.a.a.), la mise à disposition à tous des inputs, à condition d'être accompagnée d'une organisation judicieuse du travail collectif et d'une collaboration harmonieuse des experts gouvernementaux avec les membres, pourra engendrer de meilleurs résultats surtout au niveau des rendements; comme quoi nous croyons fermement que les éléments technologiques sont nécessaires, mais pas suffisants pour une amélioration de la production.

4.3.2. Effets sur les revenus :

Après la première année d'exploitation, il nous a été possible de dégager les faits suivants au niveau des revenus :

- (i) Le revenu moyen des paysans s'est amélioré d'une manière très sensible;
- (ii) L'augmentation du revenu enregistré n'est pas due à l'amélioration des conditions de cultures, c'est à dire aux nouvelles techniques introduites et au bouleversement institutionnel, mais à l'introduction d'une nouvelle culture : le pavot à opium;

(iii) Cette amélioration a été ressentie différemment suivant les couches de propriétaires; les plus démunis ont été les plus favorisés.

(i) Amélioration du revenu moyen des paysans :

Selon les informations recueillies la société a distribué en 1973/74, 25.3. millions de rials parmi ses 266 membres, soit environ 95 000 rls, en moyenne par personne. L'augmentation du revenu est remarquable puisque ce chiffre est plus de trois fois supérieur au 32 000 rls¹ du revenu dégagé par les paysans avant la création de la coopérative. Bien que la comparaison soit à prix courant, la différence est trop grande pour que l'inflation en élimine les effets.

(ii) L'amélioration des revenus est due à la culture du pavot :

Pour bien discerner cela, il faut avant tout, dissocier la part du revenu du pavot de celui des autres cultures; nos calculs montrent qu'effectivement 77% (soit environ 4/5e) du revenu total distribué provenait de la culture du pavot portant sur 12% de la surface totale cultivée. Il est clair qu'une comparaison avec la situation préalable n'est possible que dans le cas où on prend les 23% restant comme le revenu réel dégagé par le nouveau mode d'organisation.

Sans le pavot, la c.p. de Barzoul aurait distribué 5.8 millions de rls au total soit seulement 25 600 rls par personne en moyenne, malgré toutes les améliorations apportées au niveau de l'extension de la surface cultivée et de la fourniture des inputs que nous avons déjà énumérées. Ce revenu est de 1.5 fois inférieur aux 31 852 rls en moyenne que procurait à chacun l'ancien mode d'organisation. Ce résultat découle directement d'une faible rentabilité par ha enregistrée au niveau des cultures autres que le pavot, entre autres pour des raisons de

¹Chiffre calculé par nos soins et dégagé de l'analyse de revenu moyen d'un ha cultivé avant la création de la société s'élevant à 11 850 rls (voir détails infra tableau).

gestion et de changement de structure d'organisation. Les déboires de gestion peuvent être illustrés notamment par un accroissement foudroyant de la part des coûts dans le résultat des ventes. Nos calculs montraient que dans la situation préalable les coûts de production s'élevaient à 27.5 % de la vente totale; actuellement, ils constituent 58.7 % de celle-ci. De ce fait, à prix courant, le bénéfice net d'un ha des cultures (sans pavot) en 1973/74 était 2 fois et demi inférieur à celui dégagé par les paysans avant la venue de la coopérative (respectivement 4 754 rls et 11 850 rls).

Si le pavot ne venait pas à la rescousse, on voit difficilement comment les paysans auraient pu s'en sortir; le tableau IV.G. nous montre que cette culture procure 82 % du revenu net d'un ha, tandis que le reste des produits en fournit 18 % mais en engendrant 73 % des coûts de production. Il est clair que dans ce cas on ne peut imputer l'amélioration des revenus aux apports technologiques et financiers de cette nouvelle forme de société, mais uniquement à la culture du pavot. (cf. tableaux IV.G. et IV.H.)

Tableau IV.G. - Estimation du revenu net d'un ha avant la création de la société

	Surface cultivée/ha	Rendement kg/ha	Prix uni- taire rls/kg	Prix de vente rls
Blé irrigué	0.5	2 100	8.3	8 750
Haricot	0.3	1 200	15	5 400
Orge	0.2	1 650	6.6	2 200
Total	1			16 350
Coût estimé à 45 000 rls				
Revenu net d'un ha <u>11 850 rls</u>				

Source : Estimation du directeur de la société en concours avec le conseil d'administration.

Tableau IV.H. - Comparaison du revenu des ventes, des coûts et du revenu net d'un ha avant et après la création de la société (en rls)

	Revenu des ventes d'un ha	Coûts d'un ha	Revenu net d'un ha	Rapport coût/ventes
Avant	16 350	4 500	11 850	27.5 %
1973/74 :	35 347	9 032	26 315	25.6 %
-dont pavot	23 836	2 275	21 566	9.5 %
-autres cultures	11 511	6 757	4 754	58.7 %
part des autres cultures	32 %	73 %	18 %	

Source : Nos calculs d'après les données de la comptabilité de la société.

(iii) Amélioration différemment ressentie selon les couches de propriétaires :

Le triplement du revenu moyen enregistré n'a pas été ressenti de la même façon par les petits/moyens et grands propriétaires; les mauvais résultats des cultures autres que le pavot ont défavorisé les gros propriétaires (plus de 10 ha) en même temps que la distribution à part égale de la surface sous culture de pavot avantagait les petits et moyens propriétaires. Ce dernier groupe qui constitue la majorité des

membres (81.1 %) a en effet enregistré une très forte amélioration de revenu par rapport à la situation préalable comme l'indiquent nos calculs (cf. tableau IV.I), celle-ci est d'autant plus forte que le propriétaire est démuné puisque ce sont "les cultivateurs de parcelles" (moins de 1 ha) qui ont eu la meilleure amélioration (+ 70 486 rls, contre + 16 676 rls des propriétaires de 5 à 10 ha) par rapport à la situation préalable. Paradoxalement, les plus de 10 ha (18.9 % des membres) ont été confrontés à une détérioration de leur revenu et cela d'autant plus qu'ils possédaient plus de terre; le montant varie entre quelques 50 000 pour les 10-15 ha à 201 000 pour ceux de 25 à 30 ha.

Evidemment, si dans les années à venir un plus grand bénéfice des cultures autres que le pavot était distribué, cette couche de propriétaires améliorerait ses revenus mais pour le moment, ce sont eux les plus touchés par les déboires de la coopérative et les plus défavorisés dans le nouveau système.

Tableau IV.I. - Comparaison selon les classes de propriétaires de l'amélioration du revenu moyen avant et après la création de la coopérative de production de Barzoul.

Classe de propriétaires en ha	Revenu moyen préalable, rls	Revenu moyen 1973/74, rls	Amélioration rls	Nombre de pers.	% des membres
0-1	5 925	76 411	+ 70 486	51	19.2
1-5	29 625	85 151	+ 55 526	86	39.5
5-10	88 875	165 551	+ 16 676	78	29.4
Sous-total ¹				<u>215</u>	<u>81.1</u>
10-15	148 125	97 576	- 50 549	28	10.6
15-20	207 375	106 625	- 100 750	16	6
20-25	266 625	115 676	- 150 949	5	1.9
25-30	325 875	124 726	- 201 149	1	0.4
Sous-total ²				<u>50</u>	<u>18.9</u>
Total général				<u>265</u>	<u>100</u>

Source: Nos calculs d'après les informations recueillies sur place lors de notre enquête.

4.3.3. - Effets sur la distribution des revenus :

4.3.3.1. - Situation préalable :

Selon les dispositions même de la réforme agraire, il fut alloué en gros à chaque paysan, une étendue de terre égale au droit d'exploitation¹ dont il disposait sur le domaine du "maître" et qu'il dut lui acheter en paiements échelonnés, la plupart sur quinze ans. Au lendemain de cette réforme et à la veille de la création de la société, la distribution des terres dans le périmètre des cinq villages avec une moyenne de 6 ha par personne (écart-type 5.3 ha) se présentait de la manière suivante :

- Près de la moitié des 266 paysans (51.7 %) disposait de moins de 5 ha et étaient considérés comme de petits propriétaires, dont :
 - 19.2 % avec des exploitations de moins de 1 ha
 - 32.5 % avec des exploitations entre 1 et 5 ha.
- Moins d'un tiers des propriétaires (78 personnes, 29.4 %) avaient entre 5 à 10 ha;
- Les quelques 20 % restant qui constituaient les grands propriétaires (relatif à la région) disposaient entre 10 à 30 ha.

Si les groupements effectués ci-dessus² donnent déjà une idée de l'inégalité de la distribution des terres, le schéma tracé d'après les données du tableau est encore plus explicite. Nous avons porté respectivement en abscisses la taille des exploitations (à intervalle d'un ha) et en ordonnées leur nombre et leur pourcentage pour chaque intervalle. Ainsi chaque

¹"Hagh-é Nassagh" en persan.

²cf. les sous-totaux du tableau suivant collones 2 et 3.
Rappelons que nous avons converti les surfaces non-irriguées d'après un coefficient adopté par la société même (1.83 ha non irrigué = 1 ha irrigué). De ce fait toutes les données du tableau suivant se rapportent aux terres irriguées.

"bâtonnet" représente le nombre et le pourcentage de personnes ayant une exploitation dans l'intervalle considéré. La concentration à gauche des histogrammes ainsi obtenus illustre fort bien le grand pourcentage des petits et moyens propriétaires et la forme de la courbe normale biaisée à gauche fait mieux ressortir cette inégalité de répartition.

La terre pouvant être considérée comme la principale source de revenu, cette inégalité de répartition des terres reflète aussi celle des revenus.

Si nous voulons dégager à partir de ce groupement, la stratification selon le pouvoir (ici reflété par l'étendue globale des terres = la part de revenu) dont dispose chaque classe de propriétaires, la courbe de Lorenz et le coefficient de Gini sont de bons indicateurs.

Les colonnes 4 et 5 du tableau complètent nos informations. Elles nous disent quelle étendue de terre dispose l'ensemble d'une classe de propriétaires.

Nous constatons de ce fait, qu'à cette moitié de paysans qui ont tous des exploitations de moins de 5 ha, ne revient que 13.3 % des terres de la communauté (cf. colonnes 3 et 5 du tableau IV.J sous total (1)). A l'autre bout les plus de 10 ha, les nantis, qui ne sont que 48 personnes et constituent 18.9 % des exploitants, s'accaparent presque la moitié des terres (47.1 %). La construction de la courbe de Lorenz à partir des données du tableau nous permet d'observer aussi schématiquement cette inégale concentration où l'enflement vers le bas de cette courbe en précise l'aspect. Le coefficient de Gini calculé, nous donne approximativement le chiffre 0.47 qui est représentatif d'une inégalité qu'on peut qualifier d'assez forte et qui curieusement est très proche de celui que nous avons obtenu pour les villages constituant la s.a.a. de Sameskandeh (0.45) avant la constitution de celle-ci.

Tableau IV.J. - Répartition des terres parmi les membres de la coopérative de production de Barzoul.

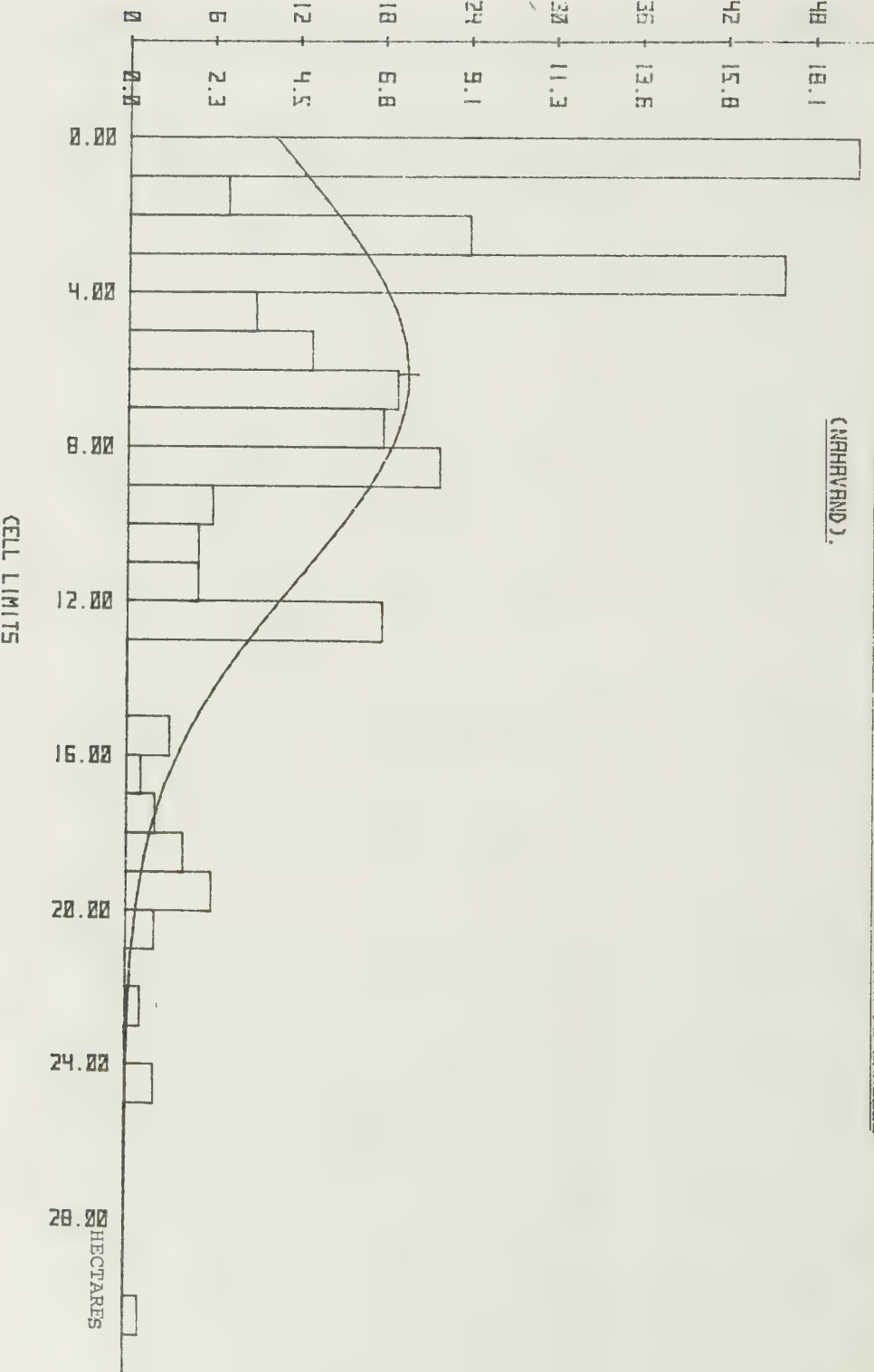
Taille de la propriété en ha (1)	Nombre de personnes (2)	Fréquences relatives % (3)	Superficie revenant à chaque catégorie	
			en ha (4)	% (5)
0 à moins de 1	51	19.2	25.5	1.6
1 " 2	7	2.6	10.5	0.6
2 " 3	24	9.1	60	3.7
3 " 4	46	17.4	161	9.9
4 " 5	9	3.4	40.5	2.5
Sous-total (1)	<u>137</u>	<u>51.7</u>	<u>297.5</u>	<u>18.3</u>
5 à moins de 6	13	4.9	58.5	3.6
6 " 7	19	7.2	123.5	7.6
7 " 8	18	6.8	135	8.3
8 " 9	22	8.3	187	11.5
9 " 10	6	2.3	57	3.5
Sous-total (2)	<u>78</u>	<u>29.4</u>	<u>561</u>	<u>34.5</u>
10 " 11	5	1.9	52.5	3.2
11 " 12	5	1.9	57.5	3.5
12 " 13	18	6.8	225	13.8
13 " 14	-	-	-	-
14 " 15	-	-	-	-
Sous-total (3)	<u>28</u>	<u>10.6</u>	<u>335</u>	<u>20.5</u>
15 " 20	16	6	289	17.8
20 " 25	5	1.9	112.5	6.9
25 " 31	1	0.4	30.5	1.9
Sous-total (4)	<u>22</u>	<u>8.3</u>	<u>432</u>	<u>26.6</u>
Total général	<u>265</u>	<u>100</u>	<u>1 625.5</u>	<u>100</u>

Source : Nos calculs d'après les données de la comptabilité de la C.P.

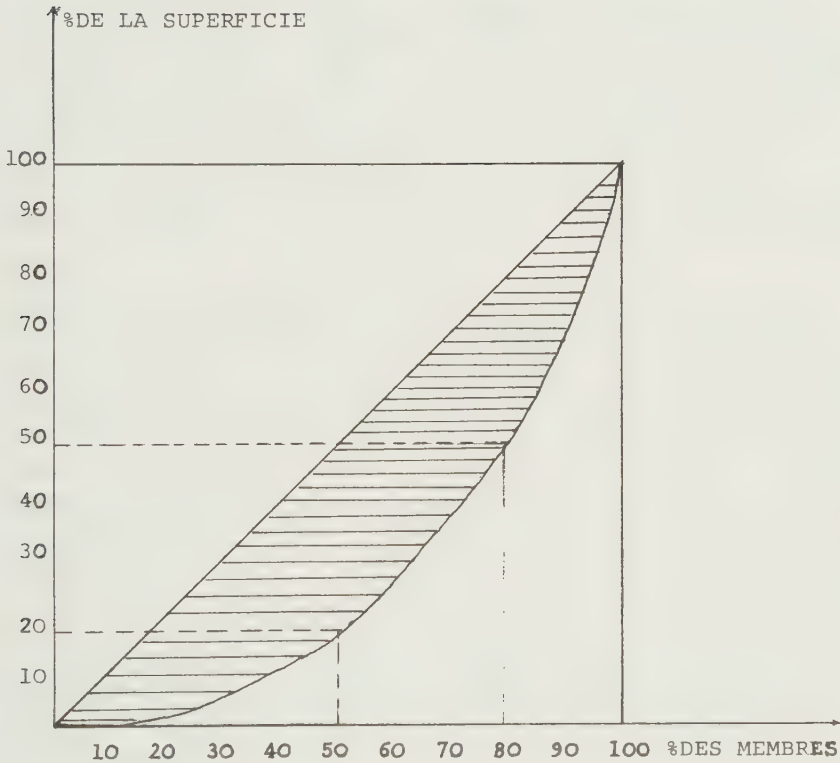
COUNTS FREQ. (ACTIOINNAIRES)

DES TERRES AU SEIN DE LA COOPERATIVE DE PRODUCTION DE BRZOU.

(NINRIYAND).



SCHEMA DE LA COURBE DE LORENZ DE
LA CONCENTRATION DES TERRES PARMI
LES MEMBRES DE LA COOPERATIVE DE
PRODUCTION DE BARZOU.



-50% des plus petits proprié-
des terres.

et de 18%

-50% de la superficie globale rev.

9% des membres

ayant les plus **petites** exploitations, autre moitié se
concentre dans la main des 21% des plus grands propriétai-
res.

-COEFFICIENT DE GINI EGAL A 0.465

4.3.3.2. - Situation actuelle :

Dans nos interviews avec les différentes catégories de paysan, nous avons constaté un mécontentement général de la part des plus aisés. Une idée commune à tous se dégageait et revenait comme un leitmotiv : "Il n'est pas juste que la société nous mette sur le même pied d'égalité que ces "propriétaires de parcelles"¹ et leur donne le droit de cultiver autant de pavot que nous. Pourquoi une personne qui ne possède qu'un dixième de ha se voit attribuer un demi ou un ha pour le pavot. Ce sont nos terres que la société met à leur disposition, il faut au moins que ces gens là nous paient un loyer".

Mais de cela les dirigeants de la coopérative ne veulent pas entendre parler. La directive de l'Etat est que ce droit dont il dispose sur la culture du pavot soit distribué à part égale parmi les membres de la société. Vu la rentabilité prodigieuse du pavot, ceci bouleverse toute la structure de distribution des revenus. Le résultat est frappant : des inégalités de revenu qui devraient être de 1 à 34 entre celui qui dispose de moins de 1 ha et celui qui en a 30, s'il n'y avait que des cultures courantes (rapport entre le premier et le dernier chiffre de la 2ème colonne), se réduit de 1 à 1.6 à cause d'un minimum fort élevé (75 000 rls en moyenne par personne) que procure le pavot (cf. première et dernière ligne de la colonne 4 du tableau suivant). Les petits propriétaires de moins de 5 ha voient leur revenu multiplier: 52 fois pour les moins d'un ha et 8 fois pour ceux disposant de 1 à 5 ha. Il est clair que ce sont eux qui sont les plus satisfaits de cette organisation.

¹Allusion aux paysans possédant moins d'un ha, qui d'ailleurs dans les livres de la société sont aussi classés sous cette rubrique. En persan "ghat-é-darane".

Tableau IV.K. - Revenu moyen distribué à chaque membre en 1973/74 selon la classe de propriété et comparaison des revenus des autres cultures et du pavot.

Classe de propriété en ha (1)	Revenu des autres cultures rls (2)	Revenu du pavot rls (3)	Total rls (4)	Rapport 4/2 (5)	Part du pavot dans le revenu
0 - 1	1 460	74 951	76 411	52.3	98 %
1 - 5	10 200	74 951	85 151	8.3	88 %
5 - 10	30 600	74 951	105 551	3.4	71 %
10 - 15	22 625	74 951	97 576	4.3	77 %
15 - 20	31 675	74 951	106 625	3.4	70 %
20 - 25	40 725	74 951	115 676	2.8	65 %
25 - 30	49 775	74 951	124 726	2.5	60 %

Source : Nos calculs selon les données recueillies auprès de la société.

Le traitement statistique de tous les revenus distribués et les groupements par classes à intervalles de 5 000 rls de revenu nous ont permis de dégager les résultats suivants :
(cf. tableau IV.L suivant)

5 % des membres ont un revenu entre 50 à 65 000 rials
79 % " " " " " 65 à 100 000 rials
16 % " " " " " 100 à 150 000 rials.

La moyenne par personne est de 9 500 rials avec un écart type de 8 360 rials pour la totalité des membres (266 personnes).

La construction des histogrammes montre un regroupement de ceux-ci au centre et l'applatissage très accentué de la courbe normale vient renforcer les calculs démontrant une distribution très égalitaire des revenus (cf. schéma).

Non seulement la distribution des revenus est égalitaire, mais sa concentration parmi les classes de revenu (du plus bas au plus haut) est équitablement répartie de manière qu'on peut presque admettre que le même pourcentage de membre dispose d'un pourcentage de revenus global égal à sa taille; tant il est vrai que selon les colonnes 3 et 5 du tableau (IV.L) :

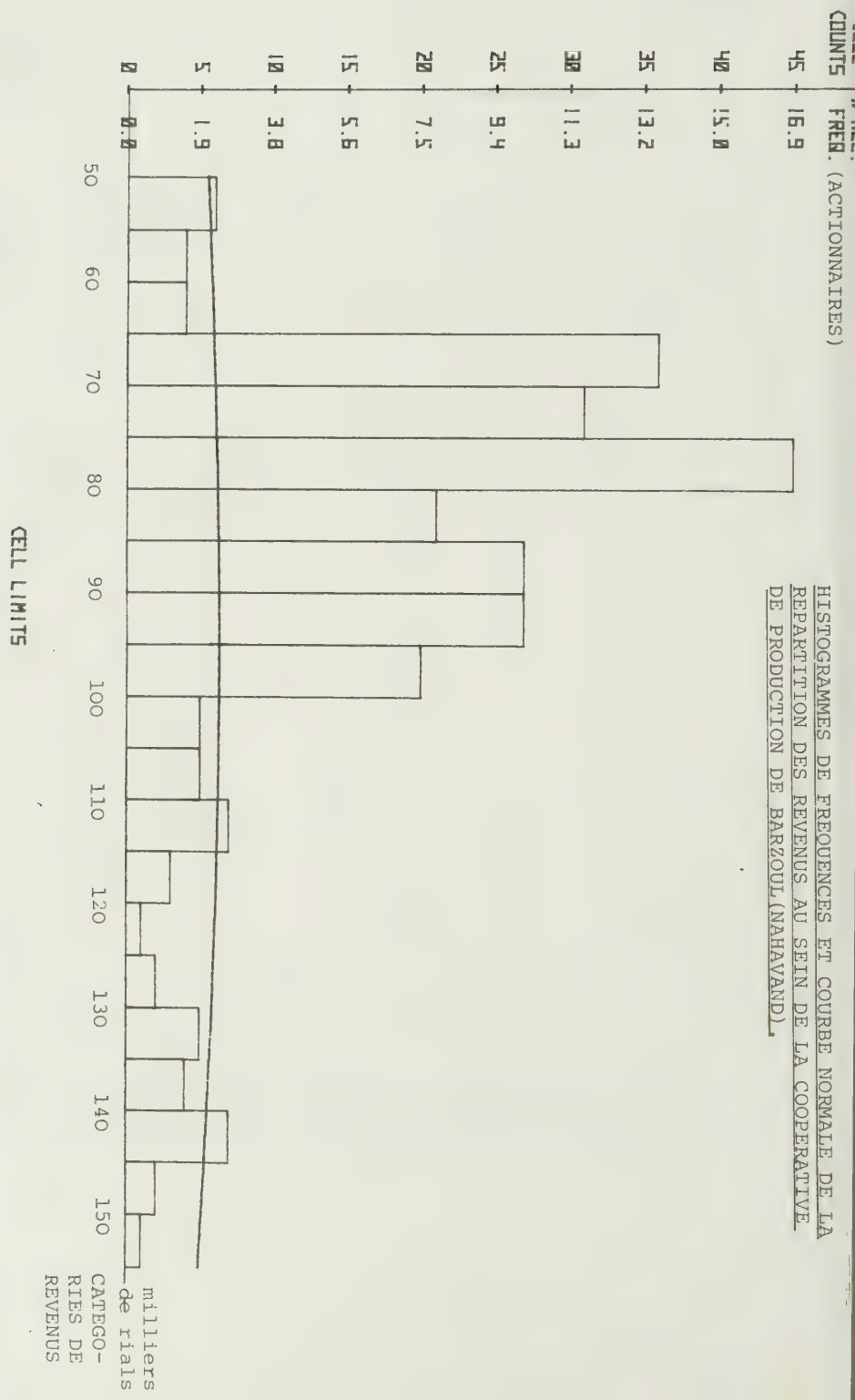
- à 48 % (près de la moitié) des personnes à plus bas revenus revient près de 40 % des revenus (un peu moins de la moitié) distribués par la coopérative.
- aux 10 % les plus riches ne revient pas plus de 15 % des revenus.

Tableau IV.L. - Distribution du revenu parmi les membres et concentration de celui-ci selon les classes de revenus au sein de la coopérative de production de Barzoul.

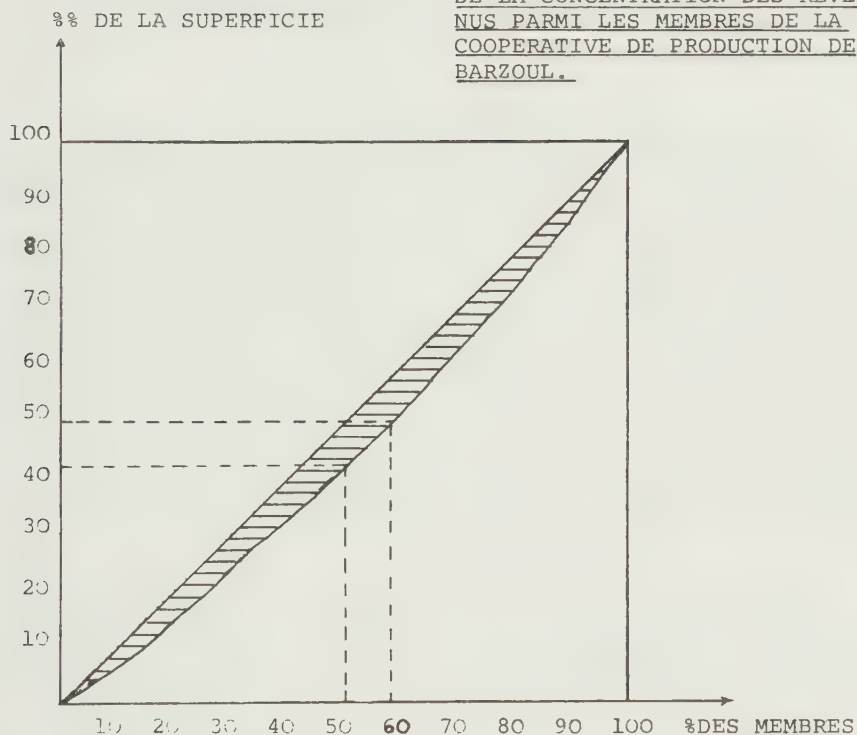
Classe de revenu 1000 rls	Nombre de personnes	%	Revenu revenant à chaque classe	
			Montant 1000 rls	%
50 à - de 55	6	2.3	315	1.4
55 - 60	4	1.5	230	1
60 - 65	4	1.5	250	1.1
65 - 70	36	13.7	2 430	10.7
70 - 75	31	11.8	2 247.5	9.9
75 - 80	45	17	3 487.5	15.4
80 - 85	21	8	1 732.5	7.6
85 - 90	27	10.3	2 362.5	10.4
90 - 95	27	10.3	2 497.5	11
95 - 100	20	7.6	1 950	8.6
100 - 105	5	1.9	512.5	2.3
105 - 110	5	1.9	537.5	2.4
110 - 115	7	2.7	787.5	3.5
115 - 120	3	1.1	352.5	1.6
120 - 125	1	0.4	122.5	0.5
125 - 130	2	0.8	245	1
130 - 135	5	1.9	637.5	2.8
135 - 140	4	1.5	550	2.4
140 - 145	7	2.7	997.5	4.4
145 - 150	2	0.8	295	1.3
150 et plus	1	0.4	152.5	0.7
Total	263	100	22 692.5	100

Source : Nos calculs d'après les données brutes sur les revenus distribués à tous les membres et enregistrées par la comptabilité de la société.

HISTOGRAMMES DE FREQUENCES ET COURBE NORMALE DE LA
REPARTITION DES REVENUS AU SEIN DE LA COOPERATIVE
DE PRODUCTION DE BARZOU (NAHAYVAND).



SCHEMA DE LA COURBE DE LORENZ
DE LA CONCENTRATION DES REVE-
NUS PARMI LES MEMBRES DE LA
COOPERATIVE DE PRODUCTION DE
BARZOUL.



-50%des membres à plus faible revenu disposent de 42% du revenu total distribué par la coopérative

-50%du revenu **total** revient à 58% des membres à plus faible revenu,**ce** qui est remarquable au niveau de l'égalité .

-COEFFICIENT DE GINI EGAL A 0.103

Ces résultats tracés sous forme de courbe de Lorenz montrent un total aplatissement de celle-ci et son rapprochement - on ne peut mieux - à la médiane, reflétant l'égalité totale. Le coefficient de Gini égal à 0.1 est du moins rare, sinon inexistant dans les sociétés marchandes en transition capitaliste.

Comparé à la situation d'avant l'implantation de la société, ces deux indicateurs montrent le bouleversement amorcé. Si cette mesure est reprise dans les années qui suivent d'une manière régulière, c'est à une refonte de la société villageoise qu'il faudra s'attendre. Au niveau concret de la première année après son application, nous assistions à une amélioration tangible des conditions de vie de cette couche pauvre des "exploitants de parcelles" qui se manifestait entre autre dans la construction ou l'aménagement de leur habitat. Une effervescence dans la construction était fort visible en été 1975 avec aussi ses répercussions au point de vue emploi et revenu sur les ouvriers sans terre des villages.

De l'autre côté, on pouvait sentir le groupe des moyens et grands propriétaires qui voyaient mal cette montée des plus démunis "à leur dépens" (sic).

S'il est louable qu'une intervention de l'Etat avec un mode d'exploitation tel que les coopératives de production, ait entraîné un aussi radical nivellement des revenus, il faut cependant regretter qu'elle soit accompagnée de l'implantation de l'appareil étatique centralisateur dans le monde rural.

A long terme, les résultats sont prévisibles : destruction de la structure sociale actuelle qui a cette couche de paysans plus ou moins aisée à sa tête; remplacement de celle-ci par une autre, dominée par des rapports de production du type capitaliste où les paysans quoique moins aliénés que dans les sociétés par actions agricoles, seront néanmoins soumis directement à l'appareil d'Etat par l'intermédiaire de son représentant à la tête de la coopérative. De ce fait, leurs modes de vie et de comportement seront dictés au bon gré du planificateur centralisateur qui lui, réagit en fonction d'autres variables

que celles ressenties par les paysans au niveau réel et quotidien de leur village.

4.3.4. L'endettement paysan :

Sur les 266 membres de la coopérative, 220 personnes (82%) sont endettées envers la société. Le montant de la dette s'élève à 17 081 rls en moyenne par personne soit environ 18 % du revenu moyen de chaque membre (1973/74). En fait, l'analyse plus détaillée montre qu'environ deux-tiers des membres doivent à la société entre 7 500 à 32 500 rls. Les 47 personnes restant qui en sont les créanciers ont sur leur compte un crédit variant entre 2 500 à 57 500 rls et sont pour la plupart "les petits propriétaires de parcelles" (moins de 1 ha) (cf. tableau et schéma correspondant).

L'étude de leur situation comptable (très bien gardée à jour dans des carnets individuels) permet de dégager le processus d'endettement :

- il y a d'abord les avances en liquide qu'ils reçoivent pendant les différentes étapes de la culture du pavot (mars, mai, juin) pour payer surtout les salariés qu'ils embauchent et satisfaire leur besoin en liquidité. Le montant de celle-ci est égale pour tous (85 000 rls en 1973/74) et n'est pas sujet à un taux d'intérêt.
- il y a ensuite la contrepartie des produits en nature délivrés par la société et portée à leur débit qui varie selon les besoins de chaque membre. Ces produits sont : (a) le blé qui est attribué par tête de personne que chaque membre doit nourrir; il est calculé selon le prix de vente de gros de la société (11.8 rls le kg et 300 kg par tête pour la consommation annuelle 1973/74). Plus une famille est nombreuse plus ce poste est débiteur.
(b) le fourrage qui est vendu selon les besoins de chaque membre mais à un prix fixé par les représentants des paysans au conseil d'administration. Dans ce cas les plus débiteurs

envers la coopérative sont ceux qui disposent de plus de têtes de bétail;

- à ceci s'ajoute le droit d'assurance-maladie pour les soins gratuits couvrant tous les membres de la famille de l'actionnaire et qui s'élève à 453 rls.

Dans ce cadre comptable, trois variables déterminent le niveau de la dette du paysan : la taille de sa propriété, de sa famille et de son cheptel. Ainsi que nous l'avons vu l'amélioration de revenu n'étant pas survenu pour les grands propriétaires et ayant les plus grands nombres de têtes de bétail, avec des familles du moins aussi nombreuses sinon plus vastes que les petits propriétaires, ils sont devenus les plus grands créanciers de la société. Ils sont d'autant plus endettés qu'ils sont plus riches et de ce fait leur situation ressemble étrangement à celle observée dans le cas de la société par actions agricoles de Sameskandeh (cf. chapitre correspondant); ce phénomène est sans aucun doute une autre preuve de leur mécontentement envers la société.

Il ne faut cependant pas oublier que la nature de cet endettement est totalement différente de celle qui prévalait puisque dans ce cas la société en intervenant à presque tous les stades où le besoin de liquidité des paysans se manifeste, a essayé de se substituer aux sources traditionnelles de prêts (usuriers, boutiquiers, famille, coopérative de crédits, etc...)) Il est clair que cette démarche éliminera à la longue la dépendance des membres envers ces sources mais accroîtra celle-ci par rapport aux prêts de la société. Dépendant pour dépendant, il nous semble cependant qu'il est préférable pour le paysan de l'être envers une institution qui prête sans prélever d'intérêt que vis à vis des créanciers qui se sont toujours accaparés une large partie du surplus agricole par leur taux élevé d'usure.

5. CONCLUSION AUX COOPERATIVES DE PRODUCTION AU NIVEAU NATIONAL

Créées à partir de gros investissements de l'Etat, ces unités ne semblent pas encore avoir apporté les fruits attendus. Certes certaines améliorations foncières se sont effectuées : nivellement, irrigation, machines, engrais etc.. mais les résultats concrets tant quantitatifs que qualitatifs restent limités. Les bénéfices attendus des économies d'échelle semblent s'effacer devant une augmentation foudroyante des coûts de production comme dans le cas des s.a.a. due en général à une mauvaise gestion. D'ailleurs notre critique sur la gestion porte moins sur l'incompétence des cadres (qui n'est pas plus que partout ailleurs) que sur la structure d'organisation et des rapports en découlant, qui éliminent du processus de décisions les paysans et facilitent les déboires de gestion.

S'il est vrai que dans le cadre des coopératives, un effort a été tenté dans le sens d'une certaine participation paysanne, elle est sur le terrain - quoique plus avancée que dans le cas des s.a.a. - assez peu significative. Nous avons vu dans le cas précis de la coopérative de Barzoul que là aussi comme pour les s.a.a., l'Etat veut créer des structures d'accueil pour assurer la diffusion du progrès technique et du crédit. Mais il semble que les élites locales et les intermédiaires sont jugés non efficaces pour remplir le rôle de courroie de transmission "entre les calculs rationnels" du planificateur et le niveau opérationnel du village. Peut-être même que l'Etat juge qu'ils ne doivent plus constituer une force déterminante dans l'application de ses décisions dans le sens du haut vers le bas et de moyen d'informations du bas vers le haut. Aussi doivent-ils être éliminés et leur rôle accaparé par les agents de l'Etat. Le formidable nivellement de revenu résultant de la politique de distribution à part égale du droit de culture du pavot aux dépends des plus grands propriétaires n'en serait-il pas un des moyens ? Loin de nous, de vouloir critiquer cette mesure qui nous semble efficace dans l'élimination des inégalités;

mais elle illustre fort bien pourquoi, coupés du soutien des notables et en proie aux antagonismes internes, les cadres même compétents obtiennent de médiocres résultats.

D'un autre côté, il faut rappeler que même dans la c.p. où le paysan n'est pas réduit à jouer le rôle de l'actionnaire-ouvrier comme dans les s.a.a. et garde le contact avec la terre, le contrôle des ressources locales et des moyens de production lui est retiré et placé dans la main de l'Etat. En lui retirant ce contrôle, ce dernier lui coupe les sources de son pouvoir social et cela désoriente et courrouce le paysan d'autant plus qu'il était nanti dans le système d'exploitation prévalant; d'où une autre incitation à la non participation et des difficultés de gestion pour la société.

Dans un exemple qui illustre fort bien ce que nous venons d'énoncer, nous avons observé à Barzoul que des retards, voire même des absences des membres d'équipes retardaient la récolte du blé par la moissonneuse-batteuse. En même temps, les mêmes paysans construisaient une mosquée dans le village de Barzoul à partir du travail bénévole de chacun en se ralayant par équipe. Curieusement, ce second travail n'a jamais été retardé ni interrompu. On est tenté de se demander où est la faille ? Sûrement pas dans le manque de coopération des paysans puisque dans le second cas où il y a aspiration commune elle fonctionne à merveille.

Des éléments de réponse peuvent être donnés, reflétés par l'approche de l'Etat :

- implantation arbitraire de la coopérative dans une région et adhésion forcée des paysans se trouvant dans son périmètre;
- direction par des fonctionnaires d'Etat d'une entreprise coopérative qui développe un système d'objectifs indépendant et coupé de ses membres, obéissant à des considérations autres que celles de la réalité rurale et qui sont définies à Téhéran.

Il est clair que même si à cause de la culture du pavot qui se fait dans la grande majorité des c.p., celles-ci ont réussi à améliorer le revenu de leurs membres (à Barzoul 12 % de la surface totale, réservée au pavot, procure 77 % des revenus) et semblent être efficaces à court terme, cette approche de l'Etat risque néanmoins à notre avis d'entraîner une aversion générale des masses rurales envers celles-ci à cause même de médiocres résultats qu'elles enregistreront sur le plan de la fonction sociale.

CHAPITRE V

LES COOPERATIVES RURALES FACE
AUX PETITES EXPLOITATIONS

I - BREVE INTRODUCTION

On estime que près de 80 % des familles rurales vivent de l'agriculture de subsistance ou de semi-subsistance sur des unités de faible taille. Le chiffre de 4 ha en moyenne par famille est avancé dont 1 ha seulement serait irrigué et ceci à raison de deux à trois fois par an¹. La grande majorité de ces familles est devenue propriétaire de terre après la réforme agraire; sous le système féodal, ils étaient pour la plupart des métayers. Cultivant eux-même leur propre parcelle, ils emploient selon les régions aussi bien les techniques nouvelles que celles de leurs pères. L'irrigation est fournie dans sa grande part par les "ghanats" ou de petits canaux de diversion là où l'environnement physique le permet. Aussi l'eau à disposition est-elle sujette à des fluctuations cycliques (de trop fortes précipitations au printemps par exemple, peuvent causer des dégâts aux "ghanats", qui généralement ne supportent pas de très gros débit).

La plus importante culture pratiquée parmi ces exploitations - et de loin - est le blé, puis l'orge sur les terres plus marginales. Ces deux céréales, tout en ayant leur caractère nutritif pour la famille qui les consomme, ont l'avantage de tolérer relativement mieux que les autres la sécheresse, convenant ainsi aux conditions climatiques de l'Iran. A côté des céréales, les familles font pousser, là où les conditions le permettent, des légumineuses, des fruits, des légumes et des cultures industrielles. Généralement chaque famille possède une à plusieurs têtes de bétail (ovins ou bovins) ce qui lui permet, avec les légumineuses récoltées, d'avoir une bonne moyenne de nutrition. Cependant, il serait bon de nuancer cette affirmation selon les différentes régions, surtout pour celles comme le Balouchistan et le Sistan, où le niveau de nutrition est déplorable, sans comparaison avec les provinces côtières de la Caspienne.

¹IBRD, op. cit., p. 7.

Pour répondre aux besoins de consommation, de production et de commercialisation de ce paysannat la principale institution est la coopérative rurale. Selon les régions et l'importance des villages, elle peut en couvrir un à quelques dizaines. L'assemblée générale élit le conseil d'administration qui choisit son président; le directeur peut être recruté à l'intérieur ou à l'extérieur de la coopérative; il est rémunéré. A l'assemblée générale se sont les représentants des groupes élus à un premier tour dans les villages qui participent. Aucun membre ne peut disposer de plus du septième du capital total; est admis comme membre, toute personne devenue propriétaire dans le cadre de la réforme agraire ou habitant dans le périmètre de la société et exerçant une activité équivalente en volume ou en étendu de terre (art.6 parag. A du statut des sociétés coopératives rurales).

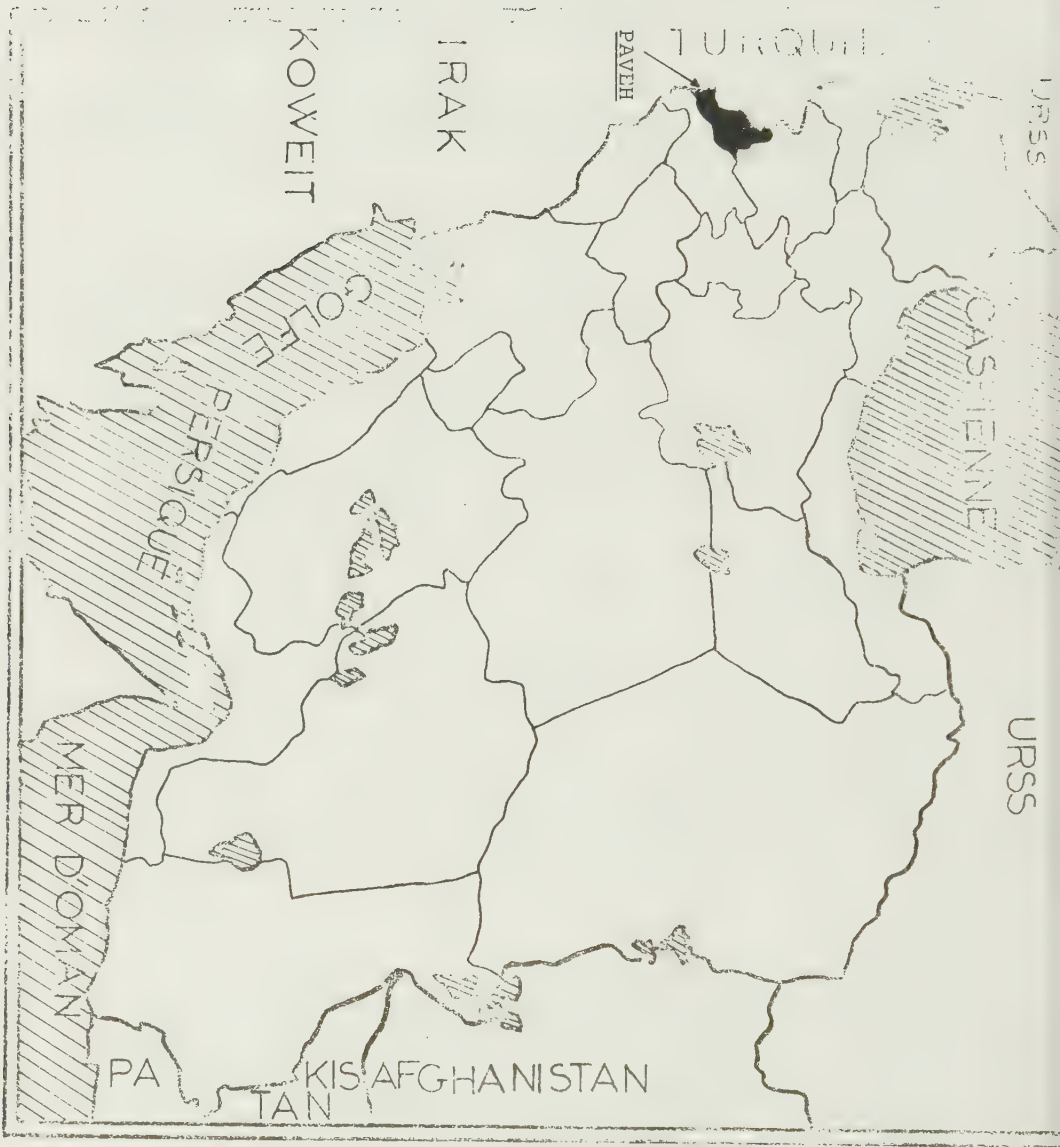
La coopérative rurale est à buts multiples : fourniture de services et de crédits aux membres, transformation et commercialisation des produits agricoles, achat et vente de produits de consommation à l'usage des membres et de leur bétail, ouverture de compte d'épargne et de dépôt auprès de la Banque de Coopérative Agricole de l'Iran pour les sociétés etc... (art. 5). Dans chaque district les nombreuses coopératives se réunissent au sein d'une Union coopérative qui doit leur faciliter surtout la commercialisation de leurs produits, et l'achat et la distribution des biens de consommation.

Dans leurs rapports avec l'Etat les coopératives sont regroupées au sein de l'Organisation Centrale des Coopératives Agricoles¹ qui dépend elle, du Ministère de la Coopération et des Affaires Rurales. C'est elle qui doit veiller à leur bon fonctionnement par l'intermédiaire de ses agents au niveau du terrain. Sans doute, est-elle la principale instance gouvernementale au niveau des villages et y dispose du plus grand nombre de fonctionnaires. Chaque agent de l'OCCR est responsable d'une ou plusieurs coopératives et est

¹Par la suite présentée sous le sigle OCCR.

généralement secondé par un aide. Leur fonction principale est de veiller à la bonne tenue des livres de comptes, évaluer les besoins en crédit et d'assurer sa distribution. En fait, leur fonction dépasse ce cadre et leur pouvoir dans la hiérarchie rurale est sinon la plus forte du moins l'une des plus déterminante surtout dans les régions éloignées des villes et difficilement accessibles.

Instrument de promotion de la condition économique des campagnes ou moyen politique de la pénétration de l'Etat dans l'univers rural ou tous les deux à la fois ? Que fait l'Etat concrètement pour la grande masse des ruraux ? Comment fonctionnent ces coopératives et quelles sont leurs incidences économiques et sociales sur le paysannat ? C'est en fonction de ces questions que nous avons entrepris l'étude d'une région représentative par son relief des conditions d'accès de la moitié des villages de l'Iran qui sont situées dans les zones montagneuses.



SITUATION DU DISTRICT DE PAVEH.

DISTRICT DE PAVEH

Légendes

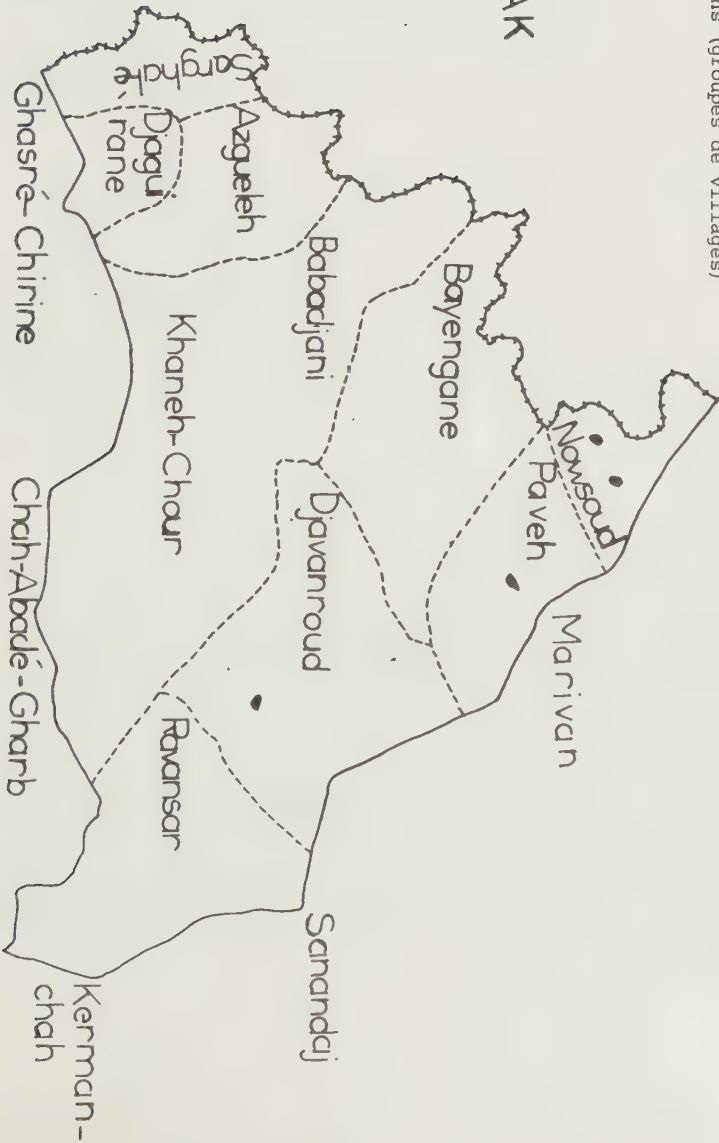
Frontière internationale

 Limite du district (Chahrestan)

----- Limite des Dehestans (groupes de villages)



IRAK



2. LES COOPERATIVES RURALES FACE AU PAYSANNAT :

Cas du district de Paveh, province de Kermanschahane

2.1. - Situation générale du district

2.1.1. - Situation géographique et humaine :

Si nous avons choisi le Chahrestan (district dirigé par un gouverneur) de Paveh, pour l'étude des coopératives rurales, c'est en grande partie à cause de son relief. Cette région montagneuse où les routes d'accès aux bourgs ne sont pas des meilleures et les moyens de communication entre les villages des plus précaires, est en gros représentative des hautes régions de l'Iran. De plus, la dominance de l'élevage à cause de la rareté des terres cultivables (autre caractéristique des régions montagneuses) nous incitait à ainsi compléter notre étude qui avait jusque-là porté essentiellement sur l'agriculture. Enfin, il nous semblait que la pauvreté relative du district de Paveh permettait d'analyser de près l'effort déployé par le gouvernement pour l'amélioration des conditions de vie d'une population rurale défavorisée.

Paveh est l'un des cinq districts de la province de Kermanschahane. Il s'étend sur environ 7 000 km² au nord et à l'ouest de cette province dans sa partie la plus montagneuse.

Ce district porte en fait le nom de son chef-lieu, la ville de Paveh (6 000 habitants environ); il est aussi connu sous le nom d'Ouramanate, non géographique donné à la région.

Actuellement le district comprend 6 bakhches (sous-district) 9 "déhestans" (unité administrative couvrant un groupe de villages) et 519 villages; avec une population de 103 308 âmes dont 95 % vivent en zone rurale¹. La densité moyenne est de

¹Recensement de 1976.

14.8 personnes par km² et de 3.4 par ha cultivé¹. Cette forte concentration démographique sur les terres cultivées ne doit pas conduire à des conclusions hâtives puisque les gens vivent ici non pas de leurs cultures, mais essentiellement de leur élevage d'ovins et de caprins. La population est dans sa grande majorité composée de tribus kurdes² qui ne pratiquent pas la transhumance sur de longues distances mais dont les déplacements se font à l'intérieur du district. Son taux d'accroissement moyen annuel pour dix ans (1966 - 1976) est de 1.97 % (comparativement à la moyenne du pays voisin de 3 % c'est assez faible) ce qui peut laisser supposer une migration de l'ordre de 1 % annuellement³.

2.1.2. - Situation agricole⁴ :

A cause même du relief, seuls environ 30 000 ha sont cultivés (moins de 5 % de la superficie), le reste étant couvert de forêts éparses, de pâturages ou de montagnes rocheuses et calcaires. On estime que 2/3 de la surface cultivée portent du blé, de l'orge et des légumineuses non irriguées (pois chiche notamment); le tiers irrigué est divisé entre les produits de première nécessité (blé, millet, riz, légumineuses, plantes fourragères, légumes etc...) qui servent en grande partie à la consommation locale. Rappelons que la

¹Pour la surface totale cultivée du district un rapport officiel l'estime en gros à 30 000 ha soit 4.3 % de la surface totale; cf. : ORGANISATION DU PLAN ET DU BUDGET : Brève étude de la région d'Ouramanate. Téhéran, OPB, Département du développement régional, 1967/68, 131 p. (en persan).

²Entre autres : les Babadjani, les Ghobadi, les Valad-Beygui.

³L'hypothèse d'une forte mortalité est aussi envisageable quoique moins probable.

⁴Les estimations sur l'étendue des surfaces cultivées selon les produits et qui viendront dans cette partie, ont été empruntées à l'étude précitée de l'Organisation du Plan de la région pour l'année 1967/68.

jachère se pratique sur la base biannuelle : une année céréale, une année jachère (kal et makal).

L'agriculture se concentre surtout dans la haute plaine (1350 m d'altitude) de Ravansar qui dispose de plus de la moitié des terres cultivables du district. D'ailleurs, c'est là que l'Etat a créé dernièrement deux unités agricoles à grande échelle (une société par actions et une coopérative de production) qui sont encore au stade embryonnaire; bien avant l'implantation de ces unités, les paysans de la plaine utilisaient dans une large mesure le tracteur et d'une façon moins généralisée la moissonneuse-batteuse; c'est là que des semences sélectionnées et des engrais ont été, timidement et non sans difficultés, distribués à certains paysans. Nous avons rencontré un paysan aisé, ex-directeur de coopérative, qui, recherché depuis deux ans par les gendarmes, venait se livrer au directeur de l'organisation des coopératives rurales du district. Il avait selon ses aveux, détourné et vendu hors du district toutes les semences sélectionnées et les engrais que lui avait remis l'Etat afin d'être distribués. La valeur de la marchandise était estimée à quelques 200 000 rials qu'il promettait de restituer par des paiements échelonnés. Il est vrai que si dans ce cas l'Etat va recouvrer sa perte, les membres de la coopérative n'ont jusque là pas encore vu l'ombre du plus petit grain de semences sélectionnées.

Ceci pour illustrer des failles qui peuvent exister dans la transmission des nouveautés technologiques.

L'irrigation de cette plaine (à part le cas des unités à grande échelle) se fait par dérivation de rigoles à partir des rivières ou depuis les sources. Elle est loin d'être adéquate ce qui occasionne des pertes importantes.

2.1.2.1. - Le blé

Le blé est de loin la principale culture de la région et occupe plus de la moitié de la surface cultivée; les variétés locales de blé irrigué donnent avec peu ou pas d'engrais une moyenne de 1 500 kg/ha pour le Zardak, 1 000 à 1 200 kg/ha pour le Kalleh-Tou (sur les hauteurs).

Quant au blé non irrigué, les rendements sont très influencés par les conditions atmosphériques : celui du Zardak en assez bonne année se situe aux environs de 750 kg/ha; une autre variété nommée Ghandahari cultivée au printemps donne 850 kg/ha. En général, en année moyenne, il faut compter entre 450 à 500 kg/ha.

Quelques nouvelles variétés sélectionnées en Iran telles, Chah-Passand, Azar, 4820 et Omid ont fait leur apparition sur une échelle limitée; la variété Omid (blé d'hiver et irrigué) dont le rendement se situe entre 2 500 à 3 000 kg/ha semble être la mieux adaptée à la région.

Cependant l'introduction de nouvelles semences restera difficile tant que l'infrastructure de commercialisation et de stockage restera ce qu'elle est. Il n'existe pour ce district de 7 000 km² aucun site ni endroit techniquement adéquat pour le stockage des céréales. A Ravansar, principale région agricole, le blé acheté au prix officiel de 10 000 rials la tonne par l'Etat, était entassé à ciel ouvert aux portes de cette bourgade en attendant d'être transporté par les soins de l'Organisation des céréales (étatique). Cette dernière avait d'autant plus de mal à le faire que ses silos regorgeaient de blé américain importé dans des proportions supérieures aux besoins durant la mauvaise année 1974. Ainsi faute de place, la mairie de Ravansar, chargée cette année de l'achat, refusait le blé apporté par les paysans. Ceux-ci, qui avaient supporté les frais de transport jusqu'au point de vente, se trouvaient fort désemparés. Il ne leur restait plus qu'à vendre à un prix 20 à 30 % inférieur au prix officiel aux marchands traditionnels (Allaf) ou aux

propriétaires de moulins qui, curieusement avaient leurs représentants dans les parages ! Alertée par les paysans, l'Organisation des coopératives rurales de Paveh envoie son représentant auprès du maire. Au cours de cette entrevue (à laquelle nous assistions), celui-ci, quoique de bonne volonté, évoque les difficultés de stockage et les retards de l'Organisation des Céréales pour le transport. Quand nous lui parlons d'une circulaire du premier ministre¹ qui précise que l'achat peut être fait chez le paysan dans un cas pareil et le blé gardé dans son grenier scellé, il évoque avec raison le manque de personnel pour faire le tour des villages. Il est vrai que ce n'est pas dans ses tâches courantes que de s'occuper de la commercialisation du blé. On se demande alors pourquoi l'Organisation des coopératives rurales plus compétente est reléguée au rôle de spectateur ?

Retenons trois grandes lacunes :

- le manque de coordination entre les organismes d'Etat au niveau du terrain et une mauvaise répartition des tâches;
- l'inefficacité de la garantie du prix minimum fixé pour le blé à cause du manque d'infrastructure de stockage, de transport et de commercialisation;
- le manque de cadres au niveau opérationnel pour l'application des décisions prises au centre.

¹Cette circulaire envoyée à toutes les instances s'occupant du secteur rural traçait les grandes lignes d'action pour l'intervention des organismes d'Etat sur les marchés, afin d'assurer aux paysans le prix minimum garanti par l'Etat (voir notes encadrées ci-après).

Tableau V.A. - Surface cultivée de blé irrigué et non irrigué, rendements et production du district de Pavah :

1972/73 et 1973/74

Année	Blé irrigué			Blé non irrigué			Total		
	Surface ha	Produc. t.	Rend. kg/ha	Surface ha	Produc. t.	Rend. kg/ha	Surface ha	Produc. t.	Rend. kg/ha
1972/73 ⁺	4 924	8 334	1 693	16 690	12 651	758	21 614	20 985	971
1973/74 ⁺⁺	4 982	7 388	1 483	16 777	4 087	243	21 759	11 475	547

- 271 -

⁺Bonne année au point de vue conditions météorologiques.

⁺⁺Mauvaise année au point de vue conditions météorologiques.

Source : Chiffres recueillis auprès de l'Organisation des Coopératives rurales du district de Pavah.

Notes concernant une circulaire des MCAR relative aux décisions prises pour la garantie du prix min. du blé aux paysans.

Au début de l'été (5 juillet 1975) se réunit une commission placée sous la présidence du premier ministre composée des ministres de l'Agriculture, de la Coopération et des Affaires rurales, du directeur de l'Organisation des céréales et de son adjoint au commerce. L'ordre du jour porte sur la chute de 20 % du prix d'achat du blé aux paysans sur le marché libre au-dessous du prix garanti de 10 000 rls la tonne, signalée dans plusieurs régions.

Le directeur de l'Organisation des céréales évoque les mesures déjà prises :

1. Ordre a été donné aux agents de cette organisation d'intervenir dans toute la région où le prix est tombé à moins de 9 000 rls/t., sans tenir compte du standard fixé sur la qualité, et procéder à des achats massifs.
2. Les commissions d'achat doivent procéder à l'achat de tout blé offert par les paysans, même si le blé doit être scellé dans les greniers des paysans, faute de place dans les silos; le transport des villages aux silos se fera aux frais de l'Etat.

La commission décide néanmoins :

1. Que l'Organisation des céréales soit en contact téléphonique permanent avec les régions céréalières et intervienne plus énergiquement dans le cas de baisse de prix ou domination des intermédiaires en envoyant depuis le centre des agents au niveau du "bakhche" (sous-district).
2. Que cette Organisation mette à la disposition de chacun des gouverneurs de province ou des gouverneurs généraux la somme de 10 millions de rls afin qu'ils constituent des centres d'achat de blé là où ils le jugent nécessaire (limite 5 centres par province). L'Organisation sera prévenue de leurs emplacements et procédera au transport du produit jusqu'aux silos.

La circulaire correspondant à ces décisions ne fut portée à la connaissance des principaux agents concernés par le secteur rural dans le district de Paveh que deux mois plus tard, alors que la plupart des paysans avaient déjà vendu leur blé !

2.1.2.2. - L'orge

Quoique cultivé principalement pour l'alimentation des animaux, il est aussi consommé par la population.

Il couvre environ 20 % des surfaces cultivées à raison de 1/4 irrigué et 3/4 non irrigués; dans le premier cas les rendements tournent autour de 1 200 kg/ha et dans le second 700 à 900 kg/ha en moyenne pour une bonne variété locale dont les grains ressemblent au blé (Peyghambari).

Il est le plus cultivé dans la zone de Salasse, puis celle de Ravansar et Djavanroud. A Paveh et Now-Soud, il n'y en a presque pas.

2.1.1.3. - Autres produits

Faute de bonnes voies de communication, seuls sont cultivés des produits servant à l'autoconsommation. Les légumineuses (cultures estivales; entre autres le pois chiche non irrigué) occupent une place prépondérante surtout compte tenu du rôle important que les paysans leur reconnaissent dans l'enrichissement du sol. Mentionnons aussi que le riz - quoique sur une étendue négligeable (moins de 500 ha) - est cultivée à Ravansar grâce à l'existence d'une digue. Son rendement plutôt faible se situe aux environs de 2 000 kg/ha de paddy.

Des cultures industrielles comme la betterave à sucre, le coton, le tabac sont connues dans la région, mais n'occupent que 3 à 4 % seulement de la superficie.

2.1.1.4. - Arbres fruitiers et vignes

Dans la partie montagneuse convenant fort bien aux arbres fruitiers et à la vigne, presque chaque exploitant en possède quelques uns ou quelques pieds. Cependant, on ne peut parler

de véritables vergers puisque sur des surfaces de 0.1 à 0.5 ha, sont plantés pêle-mêle, des pruniers, des grenadiers, des mûriers, un ou deux noyers, parfois des pommiers et des poiriers. La viticulture ne se fait pas non plus de manière systématique. Tout cela, faute d'animateurs ruraux, de crédit et de bons moyens de communication; de gros progrès pourraient être atteints si ces conditions étaient remplies.

Actuellement la vente des fruits frais ou secs constitue sinon la principale source de revenu, du moins fournit une part substantielle de celui-ci à beaucoup de paysans surtout s'ils manquent de bétail. En fait, il s'agit dans beaucoup de cas de troc : fruits contre blé ou farine que produisent les paysans de la plaine en passant par les intermédiaires. En 1967/68, 5 kg de raisins s'échangeaient contre 4 kg de blé¹.

Les seules transformations que subissent les fruits sont le séchage traditionnel qu'effectue chaque famille sur le toit de sa maison. De grands ateliers ou de petites usines de transformation ou de mise en boîte de ces produits, à haute intensité en main d'oeuvre et gérés en coopérative dans les zones montagneuses (Paveh, Now-Soud) contribueraient à la création d'emplois et inciteraient les paysans à l'amélioration quantitative et qualitative de leur production.

Pour les mûriers (environ 200 000), il serait possible de créer des centres d'élevage de vers à soie dispersés selon la proximité des arbres.

Actuellement, à part les moulins à moteur pour la farine, aucune industrie n'existe au niveau rural malgré un énorme potentiel existant. Pour les grenades dont le jus concentré est fort prisé et intervient dans la cuisine nationale, un vaste champ de transformation existe. Faute de voie de communication adéquate et de circuit de commercialisation interne, il est fréquent que les paysans vendent de l'autre côté de la frontière en Irak, par bidon de 16,5 kg le jus concentré de grenade fabriqué à domicile.

¹Organisation du Plan, op. cit. p.80.

2.1.3. - Elevage :

La chaîne du Zagros retenant les nuages venant de l'ouest est recouverte surtout sur ses pentes occidentales de forêts et de pâturages. Il pleut en moyenne entre 300 à 500 mm par an dans la région qui nous concerne; celle-ci dispose ainsi de 40 % des pâturages (500 000 ha) de la province de Kermanschane pour un cheptel évalué en 1967/68 à 400 000 têtes de moutons et de chèvres et de 50 000 bovins. Les plus vastes pâturages se situent sur la montagne Chahou bordant au nord les régions de Ravansar, Djavanroud et Paveh. Le cheptel se nourrit principalement d'une plante sauvage nommée "Lou"; elle est récoltée au printemps à la main et stockée. Puis à la fin de cette saison, les animaux sont enmenés sur les restes pour paître. Il est évident que de fréquentes disputes surgissent entre les tribus sur le contrôle de ces pâturages pour lesquelles l'intervention des agents de l'Etat est symbolique et inefficace. Il arrive parfois que ces rivalités conduisent à la location des pâturages à des tiers extérieurs à la région et que le fourrage récolté soit vendu à la province voisine du Kurdistan, au détriment des tribus du district. On estime que chaque hectare de pâturage produit environ 1 à 3 meules transportables à dos de mulet (bar) de "Lou" séché (prix de la meule 500 rials, 1967/68). Les mulets, les ânes et les chevaux représentent les principaux moyens de transport (donc de production) et de ce fait confèrent à leur propriétaire un statut et un rôle social bien déterminé. Leur nombre est estimé à une quinzaine de milliers de têtes.

Si aucune des tribus du district ne peut être qualifiée de nomades, par contre beaucoup pratiquent la transhumance sur de courtes distances. Elles partent au printemps vers les hauteurs laissant leur village vide et reviennent à la fin de l'été. C'est au printemps que les éleveurs ont le plus besoin de crédit, que ce soit pour préparer leur départ et acheter les produits de première nécessité ou avoir les moyens adéquats

de garder les agneaux pour les engraisser et les vendre à meilleur compte. Comme nous le verrons par la suite, le système coopératif ne parvient pas à satisfaire ce besoin, faute de crédits suffisants et distribués au bon moment. De ce fait, trop d'agneaux sont vendus au printemps ce qui empêche le bon renouvellement des troupeaux et leur augmentation. D'un autre côté, l'excédent de lait (de sevrage) est transformé en produits laitiers et surtout en beurre qui est fort prisé dans les marchés urbains; cependant, la plus grande part du bénéfice de vente ne revient pas aux éleveurs mais aux intermédiaires. Ceux-ci en survenant au moment où les éleveurs ont le plus besoin d'argent pour leur grand départ printanier, achètent non seulement les brebis à bon marché, mais aussi à l'avance le beurre qui sera fabriqué et la laine qui sera tondue par la suite. Inutile de dire que ces produits sont vendus 50 à 100 % plus cher aux grossistes en ville.

2.1.4. - Structures administratives et milieu rural

Au niveau du district de Paveh, trois administrations s'occupent du milieu rural :

- (i) Le bureau local du Ministère de l'Agriculture, chargé en principe des problèmes techniques : fourniture de semences et de pesticides, création de fermes-pilote, démonstration de nouvelles techniques, vaccination du cheptel bref tout ce qui se rapporte à l'amélioration de la production tant au point de vue quantitatif que qualitatif.

La faiblesse du nombre de ses cadres, ainsi que les moyens à leur disposition font que ce bureau n'est pratiquement d'aucune utilité concrète pour la grande majorité des ruraux. Nous avons pu observer par exemple ici et là, les jeunes plants sélectionnés distribués à quelques paysans pour l'amélioration de leur verger,

mais sans instructions en matière d'engrais, pesticides, d'entretien etc..; de ce fait des poiriers dont les paysans nous vantaient la qualité des fruits étaient en proie à une maladie pour laquelle les pesticides n'existaient pas sur place. D'ailleurs, un paysan nous rapportait qu'il avait emmené des branches malades au bureau de l'Agriculture, mais faute de compétence, personne n'avait pu faire un diagnostic. On lui avait vaguement promis d'en envoyer un échantillon au centre de la province pour une analyse plus détaillée, mais par la suite aucune réponse. Et pendant ce temps, ses poiriers périssaient.... lui qui s'était porté volontaire afin d'essayer de nouvelles variétés dans son lopin de terre qui ne fait même pas un demi hectare, comment allait-il supporter cette perte ? Distribution de nouvelles variétés sans cadre compétent et sans soutien logistique et dire qu'on évoque toujours la réticence des paysans envers les nouveautés technologiques ! —

- (ii) La seconde des administrations est celle s'occupant de la construction des infrastructures pour le milieu rural. Elle dépend du Ministère de la Coopération et des Affaires Rurales et au niveau du district en porte le nom. C'est par elle que sont construites les routes d'accès aux villages, les bains publics, les écoles, les morgues etc... Unité technique, elle a très peu de rapport direct avec les paysans.

Pour le district de Paveh, le personnel et surtout le budget et le matériel ne permettaient que des activités très limitées bien que la région soit l'une des plus démunies au point de vue infrastructure dans l'ouest de l'Iran.

(iii) L'organisation des coopératives rurales (OCR) du district de Paveh, dépendant elle aussi du Ministère de la Coopération est la troisième et principale administration qui s'occupe du secteur rural. Elle est sans aucun doute celle qui a le plus de cadres à disposition et entretient le plus de contact avec les paysans. C'est par elle que passe le crédit de l'Etat, les produits de consommation et le pétrole dans les villages. C'est sur ce canal de transmission que nous avons axé notre étude.

L'organisation des coopératives rurales (OCR) de ce district de 7 000 km² ne dispose comme cadres que d'une vingtaines de personnes dont la majorité opérant sur le terrain. Elle doit couvrir en fait tous les 519 villages de son périmètre mais n'en englobe que 449 (1975). Ceux-ci sont regroupés en 18 sociétés coopératives rurales réparties en 9 zones et placées sous la responsabilité d'un des 9 agents de la OCR de Paveh¹. Ces zones sont distantes du centre du district de 4 km pour la plus proche à 340 km pour la plus éloignée, ce qui montre déjà les difficultés de communication entre les paysans et l'administration, même si les routes étaient bonnes et les moyens de transport suffisants.

Chacun de ces 9 responsables dispose d'une jeep qu'il conduit lui-même pour ses transports aux villages de sa zone. Le nombre de villages et le périmètre alloué diffèrent selon les zones puisque la taille des coopératives est variable. L'un peut avoir la responsabilité de 2 coopératives avec 6 villages, un autre 3 avec 106 villages. Il est clair que ce dernier n'aura pas la possibilité d'entrer en contact avec tous. De plus vivant dans le centre du district ceux-ci s'arrangent à alterner leurs visites aux villages avec leur séjour en ville. Pour beaucoup l'hiver est la saison de relatif repos car les routes d'accès aux villages sont coupées;

¹Celui-ci est généralement secondé par un aide.

cependant le reste de l'année, ils mènent une vie difficile comparée à celle des employés de l'Etat. La base de leur rémunération étant fixée - comme partout ailleurs dans la fonction publique - d'après les diplômes obtenus, ces jeunes qui ne sont que bacheliers ne toucheraient pas grand'chose, s'il n'y avait les suppléments de terrain. Malgré cela les 25 à 30 000 rials qu'ils touchent chaque mois sont loin d'être à la hauteur de leur dur labeur quand on pense que chacun doit s'occuper d'un territoire grand comme plusieurs cantons suisses avec des moyens incomparablement plus restreints. Ils doivent assurer l'approvisionnement des magasins coopératifs en denrées de première nécessité et en pétrole, distribuer les crédits aux responsables coopératifs, tenir à jour et dresser le bilan des sociétés. Pour toutes ces tâches, ils ne disposent que de la bonne volonté des directeurs des coopératives qui même s'ils savent lire et écrire, peuvent difficilement tenir une comptabilité. De plus la création des coopératives rurales s'étant faite du haut vers le bas, avec comme courroie de transmission ces agents de l'Etat, la participation paysanne est de caractère assez passive. Si on ajoute à cela qu'il leur est demandé depuis le centre telle ou telle statistique pour lesquelles ils doivent se rendre dans tous leurs villages et ceci épisodiquement et sur des sujets fort divers; que d'autres fonctions incombant aux divers organes de l'Etat leur sont parachutées : évaluation des besoins en carburant, distribution des condoms dans le cadre du planning familial, envoi des jeunes ruraux pour le service militaire et comble de tout, la vaccination du bétail pour laquelle ils n'ont pas été formés et qui dépend du ministère de l'agriculture...

Il est clair que l'agent de l'organisation des coopératives rurales est débordé par toutes ces tâches. Même avec la meilleure volonté du monde, il ne parviendra jamais à mener à bien toutes ces missions. D'où l'échec des plans élaborés au centre.

Trois exemples :

- Nous étions présents le jour où les neuf responsables à peine revenus de leur séjour sur le terrain effectué, entre autres pour une enquête statistique, recevaient une nouvelle circulaire leur demandant des informations agricoles. Le délai de réponse fixé était si court qu'aucun n'aurait pu retourner et s'enquérir dans les villages. Le formulaire sur les surfaces cultivées des différents produits et les rendements fut donc rempli par ceux-ci dans les bureaux de Paveh en fonction de leurs estimations. Matériellement, ils n'auraient pu le faire autrement.

Il est clair que ces documents envoyés à Téhéran et compilés avec d'autres remplis plus ou moins de la même façon, serviront de base à l'élaboration des plans de production, voire des politiques agricoles.

- Le responsable principal de l'OCR de Paveh nous rapportait que la distribution des condoms et des pilules par les coopératives n'allait pas sans problèmes. Pour les pilules, il ne suffit pas de distribuer, il faut au moins que les responsables du planning familial prennent contact avec les femmes intéressées pour des explications quant au mode d'emploi. Le planning familial n'ayant pas pu suivre l'ampleur de la distribution, beaucoup de maris sont venus se plaindre à la coopérative que leur femme était devenue enceinte, malgré la consommation des pilules. Une enquête montra par la suite, que faute de connaître le mode d'emploi, elles avaient avalé en une seule fois le contenu d'un cycle.

Quant à l'utilisation des condoms, il paraît qu'elle n'a pas rencontré de succès dans la région, les hommes leur reprochant de ne pas leur procurer assez de plaisir.

Et dire que le centre de planning familial vante ses succès sur le nombre de cycle de pilules et de condoms distribués !

- Pour la vaccination des bêtes le résultat ne fut pas meilleur. Jugeant que l'OCR avait le plus de contact avec les éleveurs, on lui livra les vaccins et les seringues nécessaires. Déjà faute de place, on ne savait où les mettre. Un vétérinaire vint enseigner très rapidement aux agents de l'OCR la technique de vaccination et s'en alla. Ceux-ci n'ayant jamais eu affaire à des bêtes et seuls face à des milliers de bêtes, ne purent mener à bien cette mission. Vaccins et temps des agents de l'OCR gaspillés mais le ministère de l'agriculture rapportera dans ses statistiques, tels nombre de bêtes vaccinées dans la région compte tenu de la quantité de vaccins distribués !

2.2. - Résultats globaux des coopératives rurales au niveau du district de Paveh¹

Contrairement aux autres régions où la création des coopératives rurales remonte pour la plupart au lendemain de la réforme agraire de 1962, le district de Paveh a attendu jusqu'en 1972 pour avoir une organisation centrale au niveau du district pour coiffer les quelques rares coopératives qui existaient et en créer d'autres. La raison étant l'existence d'une part, de peu de terre à distribuer et de l'autre, du morcellement des exploitations de montagne.

En 1972/73, l'OCR du district de Paveh fut chargé de couvrir tous les 519 villages de son périmètre administratif, avec seulement 4 agents sur le terrain. Les statistiques de cette année montrent que 281 de ces villages avec 6 667 membres furent couverts par 30 coopératives; c'était un peu plus de la moitié des villages et du tiers des familles rurales. L'année suivante fut celle de la fusion obligatoire des coopératives au niveau du pays car l'Etat avait senti que le manque de cadres ne lui permettait pas la supervision de nombreuses coopératives dispersées. Le nombre de celles de

¹Sauf avis contraire tous les chiffres que nous évoquons par la suite, seront ceux recueillis auprès de l'OCR de Paveh ou dans les coopératives mêmes.

Paveh fut réduit de 30 à 18 sans pour autant diminuer le nombre des membres ou des villages couverts. Au contraire avec l'affectation de 3 puis de 2 autres agents en 1973 et 1974 le district fut divisé cette fois en 9 zones, améliorant relativement ses services aux paysans.

Statistiquement les résultats sont probants à premier abord puisque de mars 1972 au même mois de 1975, 152 nouveaux villages ont été couverts, le nombre des membres a plus que doublé et le capital de l'ensemble des coopératives du district s'est multiplié par 1.7 (cf. tableau V.A.). Mais ces mêmes statistiques reflètent des aspects beaucoup moins brillants :

- Environ 1/4 des familles rurales situées dans le périmètre des coopératives en fonction, ne sont pas encore couverts;
- Parmi les personnes qui sont couvertes, seuls 24% ont eu droit à un prêt en 1974/75, contre 59 % l'année précédente et 73 % en 1972/73; cette baisse est due au mauvais remboursement des membres, privés de crédit les années suivantes;
- Les prêts accordés sont à 90 % des crédits courants de courte durée, orientés vers la consommation, leur montant est faible mais va en croissant : 5 223 rials en moyenne pour 1972/73, 7 423 rials l'année suivante et 17 600 rials en 1974/75 par crédit;
- Malgré ou peut-être à cause, du faible montant du crédit et de sa durée limitée les paysans ne parviennent pas à le rembourser à temps; le prêt est reporté à l'année suivante à un taux moratoire. Le paysans s'endette ainsi de plus en plus envers la coopérative. Ainsi de 25 millions de rials, non remboursés en 1972/73 par les membres, le montant a passé à environ 62 millions de rials (dont les 2/3 étaient constitués d'arriérés et de retards) deux années plus tard. Il est clair que les coopératives n'ayant pas les moyens de supporter cette charge, se tournent vers l'Etat (la Banque de Coopérative Agricole); déjà en 1974/75 celles-ci étaient endettées envers la Banque d'un montant égal à la moitié de leur capital environ.

Tableau V.B. - Situation de l'ensemble des coopératives
rurales du district de Pavah - 1972/73 - 1974/75

	1972/73	1973/74	1974/75
Nombre de zones	4	7	9
Nombre de coopéra- tives	30	18	18
Nombre de membres	6 667	10 669	14 669
Montant du capital (rls)	8 898 767	12 331 250	15 142 950
Nombre de villages couverts	270	372	413
Nombre de personnes ayant reçu des prêts	4 841	6 660	3 514
- dont crédits (consom.)	4 821	6 336	n.d. +
- " élevage	20	324	n.d.
- " culture	-	-	n.d.
Montant des prêts (rials)	25 509 000	44 970 000	33 066 057
- crédits courants	25 209 000	41 563 000	n.d.
- élevage	300 000	3 407 000	
- culture	-	-	
Montant des crédits pas encore rembour- sés par les membres (rls)	24 756 112	49 632 302	61 849 002
- dont retards et arriérés %	n.d.	n.d.	67 %
Nombre de villages couverts	281	375	413
Montant des résér- ves obligatoires des coop. (rls)	1 670 160	2 866 678	2 830 457
Nombre de prêts alloués	4 884	6 686	3 514
Nombre de coop. ayant fusionnées ou déposées leur bilan au cours de l'année	3	24	-
Nombre de sociétés créées dans le cou- rant de l'année	3	10	-

Source : Informations recueillies auprès de l'OCR de Pavah.

+ n.d. : non disponible.

L'évaluation du montant des crédits à accorder à chaque coopérative se fait par le responsable de chaque zone en fonction du capital de celle-ci; théoriquement chaque société peut recevoir jusqu'à 5 fois son capital de crédit et en accorder jusqu'à concurrence de 5 fois la part de chaque membre. Si le montant demandé n'excède pas 1 millions de rials pour chaque zone (somme assez faible) la décision incombe au district sinon, comme c'est fréquemment le cas, c'est le centre de la province qui doit approuver le crédit. De ce fait, beaucoup de temps se perd dans la paperasse et de plus les crédits n'arrivent pas toujours à temps. Pour les crédits à la consommation la situation devient parfois très précaire surtout dans les hautes montagnes où les paysans en ont le plus besoin. Alors ils envoient leurs notables faire le tour de toutes les instances concernées au centre du district. Ceux-ci écrivent tous à l'OCR de la province, parfois même au gouverneur. Ainsi une décision qui aurait pu être prise et appliquée en deux jours à Paveh devra attendre quelques semaines faute de décentralisation effective des responsabilités. Bien entendu dans tout cela les lésés sont les paysans qui non seulement n'auront pas à temps leurs denrées, mais perdront du temps et de l'argent dans le va et vient constant entre leur village et le centre du district.

Théoriquement, toutes les 18 coopératives du district sont regroupées au sein de l'Union Coopérative de Paveh. En fait, celle-ci est dirigée par les mêmes responsables de l'OCR du district; pas de bureau distinct ou de représentant paysan. Sa seule fonction réside dans le groupement des demandes de produits de consommation émanant des coopératives, de leur achat en amont et de leur vente en aval. Pour cela, elle ne dispose même pas d'un hangar de stockage assez vaste. De ce fait le relai doit être rapidement assuré sinon des dommages et des pertes de produits peuvent être occasionnés. Aucune commercialisation des produits de culture ou d'élevage des paysans n'est assurée actuellement par elle. Il est vrai que pour cela des réformes de structure à plusieurs niveaux sont nécessaires dans le district.

2.3. - Etude de cas

2.3.1. - Premier cas : La région de Now Soud

La zone huit du district est placée sous la responsabilité d'un jeune homme zélé. Elle englobe deux coopératives couvrant six villages avec 2 132 membres, distantes de Paveh entre 26 à 60 km. Malgré cela, les villages sont assez dispersés et se trouvent dans une région difficilement accessible en jeep; pour certains le trajet doit se faire en partie à dos de mulet. L'agent de l'OCR nous rapportait qu'il avait récemment mis les pieds dans un village dont même au centre du district on ignorait l'existence, tout à fait isolé et presque coupé du monde extérieur, ce village ne figurait sur aucune carte. Un vieillard, lui avait dit que depuis 35 ans aucun agent du gouvernement n'était passé dans leur village. Cette difficulté de communication peut aussi être illustrée par le fait que depuis deux ans qu'il s'occupait de cette région, ce responsable n'avait pas encore pu visiter un des six villages de son périmètre. Il est évident que ceux-ci n'ont reçu ni crédit, ni denrées.

Comme les routes sont, en plus, coupées pendant l'hiver, il s'arrange pour distribuer les crédits de consommation en septembre/octobre ce qui n'est pas forcément la période où les paysans en ont le plus besoin puisque la vente de leurs moutons peut leur procurer la liquidité nécessaire à cette saison.

Le maximum fixé par membre est de 6 000 rials; s'il voulait les satisfaire tous il devrait avoir environ 13 millions de rials à disposition, le district ne lui en accorde que 7, cette année (1975). Il doit alors se débrouiller en optant soit pour ne pas en distribuer à tout le monde, soit donner à tous un crédit mais la moitié du montant nécessaire, ce qui ne leur sera pas d'un grand secours. Le taux du crédit est de 6 % et l'intérêt est perçu à l'avance; c'est à dire que pour un prêt de 6 000 rls le paysan ne reçoit que 5 740 rls pour un

an¹. Cette somme est d'ailleurs inscrite en son nom sur les livres de compte du magasin coopératif où il doit faire ses achats; le crédit est donc lié à l'achat à ce magasin. Pour la zone huit qui ne dispose pas de céréales, la farine et le riz sont principalement commercialisés. Le thé provient des échanges par la frontière avec l'Irak. Le sucre manque car le responsable du magasin coopératif qui est en même temps le directeur de la société, refuse d'en prendre livraison. La raison incombe à la qualité du sucre délivré par la sucrerie qui a une certaine humidité au moment de la livraison et qui en perd pendant le stockage. D'où une perte de poids aux dépens du responsable qui doit rendre compte de la vente du poids exact du sucre qu'on lui a livré. De ce fait la coopérative ne commercialise pas le sucre.

Le crédit d'élevage institué récemment (20 prêts en 1972/73, 324 l'année suivante pour tout le district) ne couvre qu'une faible partie des membres, n'est pas assez élevé et souffre d'un très grand défaut : distribué au printemps (au bon moment) il doit être remboursé l'hiver ou le printemps suivant, selon son échéance de 9 ou 12 mois. Ce sont du point de vue de l'éleveur les pires saisons; d'où les retards de paiement. Pour avoir un taux élevé de recouvrement des prêts, le responsable de cette zone se proposait de les distribuer à la fin de l'été pour qu'à l'échéance de 12 mois les éleveurs ne soient pas en difficulté de remboursement (cette saison étant la meilleure pour les transactions de bétail). Bien que cette solution arrangera l'Etat pour retrouver ses fonds, elle n'arrangera en rien le problème des éleveurs puisque c'est au printemps qu'ils manquent de liquidité. A notre avis une des possibilités serait de prolonger la durée du prêt à 18 mois, ou l'accorder pour six mois mais à un taux d'intérêt de moitié inférieur à l'actuel.

¹En fait la durée du prêt est rarement d'un an; 9 mois est la période la plus courante, quoique nous avons même relevé 7 mois seulement dans la zone de Ravansar. Comment peut on alors reprocher aux paysans d'être de mauvais débiteurs si on ne leur laisse même pas une année agricole de délai pour le remboursement de leurs dettes ?

Tableau V.B - Résumé de la situation des coopératives de la
zone 8 (Nowsoud) de l'OCR de Paveh en mars 1975.

1. - Nombre de sociétés coopératives	2
2. - Nombre de membres	1 407
3. - Capital (rls)	470 500
4. - Réserves obligatoires (rls)	14 155
5. - Nombre de villages couverts	6
6. - Nombre de personnes ayant reçu un prêt	373
7. - % des membres ayant reçu un prêt (7 : 2)	26.5 %
8. - Montant des prêts accordés (rls)	4 133 000
9. - Créance envers les paysans (rls)	2 079 000
10. - Montant de prêt moyen par personne (8 : 6) (rls)	11 080
11. - Nombre de magasin coopératif	3
12. - Nombre de coopératives concessionnaires de la SNIP (Société Nationale Iranienne de Pétrole)	-

Source : Informations recueillies auprès de l'OCR de Paveh.

2.3.2. - Second cas : Azgueleh et Djaguirane

Un malheureux découpage administratif dénoncé à plusieurs reprises - mais en vain - par les responsables de l'OCR de Paveh, leur a fait don de la zone 3¹.

Située au sud ouest du district, elle est la plus lointaine du centre; plus de 300 km séparent ses 3 coopératives par la route la plus accessible de Paveh, tandis qu'à vol d'oiseau la distance n'excède pas 60 km. Il faut pour l'atteindre depuis Paveh faire un grand détour, traverser plusieurs districts et la capitale de la province (Kermanschah), prendre la route nationale vers la frontière irakienne et bifurquer après la ville de Saré-Polé-Zahab vers le nord sur une route secondaire. Ce trajet nous l'avons effectué en une dizaine d'heures; c'est celui qu'emprunte presque toujours le responsable quoiqu'une autre route mais secondaire de montagne (une centaine de km) et dangereuse, relie aussi Paveh à cette région. Montagneuse au nord, elle comprend néanmoins une assez vaste partie de plaine. Dans les plaines très peu de terres sont irriguées; on y cultive à sec du blé d'hiver et des légumineuses (pois chiches surtout) comme culture estivale.

En montagne, on fait essentiellement de l'élevage.

D'après le recensement de 1966, 2 738 familles vivent dans cette région; les trois coopératives existantes en couvrent environ 70 % dispersées dans 75 villages. Cependant en 1974/75, 4.7 % des familles seulement ont eu accès au crédit, ce qui montre la précarité du paravent coopératif, si on sait que ce taux était de 83 % en 1972/73 et de 90 % en 1973/74. Cette chute est due au mauvais remboursement des membres pendant les deux années précédentes; d'ailleurs le total des crédits accordés à cette zone a suivi le même mouvement puisque de 8.4 millions de rls en 72/73, il est monté à 16.8 pour dégringoler à

¹Comprenant les régions de Djaguirane, Sar-Ghal-é, Azgueleh.

Tableau V.C. - Résumé de la situation des coopératives de la zone 3 de l'OCR de Paveh en mars 1975.

1. - Nombre de sociétés coopératives	3
2. - Nombre de membres	2 144
3. - Capital (rls)	5 068 950
4. - Réserves obligatoires	1 395 240
5. - Nombre de villages couverts	75
6. - Nombre de personnes ayant reçu un prêt	100
7. - % des membres ayant reçu un prêt (6 : 2)	4.7 %
8. - Montant des prêts accordés (rls)	1 450 500
9. - Créance envers les paysans (rls)	18 928 500
10. - Montant de prêt moyen par personne	14 505
11. - Nombre de magasin coopératif	5
12. - Nombre de coopératives concessionnaires de la SNIP	3

Source : Informations recueillies auprès de l'OCR de Paveh.

1.5 millions en 1974/75. Il est évident que parallèlement la dette paysanne envers les institutions coopératives n'a fait qu'augmenter pour plus que doubler en l'espace de 3 ans passant de 8 à 18.2 millions de rials.

Beaucoup de causes structurelles sont à la base de ce phénomène pour que nous nous abstenions d'évoquer les plus couramment avancés par les officiels ou même des chercheurs, telles les mauvaises conditions atmosphériques ou les dépenses de consommation et de prestige des paysans.

2.3.2.1. - La coopérative de Azgueleh :

La bourgade d'Azgueleh est le centre administratif de 35 villages; c'est là aussi que se trouve le magasin coopératif et le centre de la société. Ce grand village est habité par 90 familles (419 personnes) et dispose de 100 à 120 ha dont la moitié appartient à 3 familles; le reste est réparti en domaines de 2 à 4 ha, rarement plus, entre les autres. La jachère occupe la moitié des terres, le reste est sous cultures non irriguées (blé et pois chiches principalement). En bonne année comme celle de 1974/75, le rendement moyen de blé se situe à 750 kg/ha environ; une année catastrophique comme la précédente rend à peine les semences employées. Devant des revenus aussi faibles qu'aléatoires, beaucoup de paysans s'en vont dans les grandes villes. Cette année, ils étaient montés jusqu'à Isphahan (plus de 700 km) travailler sur les chantiers des bâtiments. Nous interrogeons quelques paysans au hasard.:

- Le premier est un paysan propriétaire de 2 ha non irrigués; il a une femme et 6 enfants (5 filles et un garçon en bas âge). Il cultive la moitié de son terrain chaque année et laisse l'autre en jachère. Cette année son hectare de blé lui a donné 480 kg¹; il a payé 600 rls pour le battage par le tracteur (400 rls/ha) qui vient en cette saison de la

¹A 10 rls le kg selon le taux officiel, la valeur de sa récolte serait de 4 800 rls, mais faute de réseau adéquat de commercialisation il ne pourra vendre qu'à 10 à 20 % plus bas que le taux officiel.

contrée voisine de Sar-Ghal-é (une vingtaine de km). Cette année trois tracteurs sont venus pour le battage; la production du village n'en nécessite pas davantage. Il garde 90 kg pour les semences de l'année prochaine; il doit payer en nature 270 kg ses dettes antérieures¹. Tout compte fait il ne lui reste que 120 kg de blé pour subvenir aux besoins de sa famille pour un an. La paille récoltée (3 chargements à dos de mulet, à raison de 200 rls par chargement) serait susceptible de lui fournir un maigre supplément de revenu s'il n'avait pas un âne à nourrir. Ce dernier lui sert comme moyen de production puisqu'il effectue des transports occasionnels pour le compte d'autrui. Il loue aussi sa propre force de travail. Actuellement, il est journalier d'une entreprise de travaux publics qui effectue des aménagements routiers dans la région, à raison de 150 rials par jour; il n'a pas de travail assuré mais espère quand même tenir deux mois environ dans cette entreprise ce qui est une vraie aubaine pour lui. Le salaire reçu lui permettra d'améliorer un peu sa situation puisqu'il lui fournit en deux mois plus de 4 à 5 fois le revenu qu'il obtient en une année de sa terre. D'habitude, il est obligé de travailler pour les familles plus fortunées comme ouvrier agricole surtout à la moisson. Sans ce travail, il lui serait impossible de survivre avec ses deux ha non irrigués².

Il dispose néanmoins de 10 actions (500 rls) dans la coopérative. Cette année il a reçu 6 000 rls de crédit; cela lui a servi en grande partie à rembourser les dettes personnelles.

¹Une partie de cette dette (20 % environ) est due au propriétaire du tracteur pour le labourage; le prix étant 500 rls par ha labouré.

²L'estimation par les dépenses, du revenu de ce paysan est de 44 000 rls par an soit 5 500 rls par membre de sa famille (15 rls par jour par personne).

Paradoxalement, il a eu recours à ses créanciers à peine remboursés pour emprunter la somme nécessaire au remboursement du crédit de la coopérative ! Il se trouve dans ce cercle vicieux tout simplement parce qu'il a dépensé la première année tout le crédit reçu en achats de biens de consommation (chaussures, sucre, thé etc...); au moment de son remboursement à la coopérative il a dû se tourner vers les sources traditionnelles de prêt. Actuellement, il a environ 20 000 rls de dettes, au total pour la plupart envers les marchands et boutiquiers de la ville la plus proche de Saré-Polé-Zahab (une trentaine de km).

Dans ce cas précis, la coopérative par un prêt mal accordé a incité le paysan à une consommation, non soutenue par une amélioration de revenu; elle n'a non seulement pas pu éliminer les sources traditionnelles de prêt, mais s'est associée à elles en endettant toujours plus le paysan.

- La seconde personne est un khochnéchine (sans terre) qui travaille comme ouvrier dans la région. Il a une femme et quatre enfants. Neuf mois par an, il est journalier et pour différentes tâches, payé à raison de 100 à 150 rls par jour. Au moment de la moisson il s'engage chez un propriétaire pour moissonner le blé à la faucille et touche le quart de la récolte. Cette année sa part est montée à 450 kg ce qui assurera à sa famille l'approvisionnement en blé. Il n'a pas de bêtes. Il n'est pas membre de la coopérative, n'a pas de dettes à proprement parler puisque les boutiquiers font surtout crédit aux propriétaires.

Sa situation économique semble meilleure que le propriétaire de 2 ha bien qu'il ne jouisse pas du même prestige social, la propriété de la terre lui faisant défaut.

- La troisième personne est aisée; c'est en même temps un agriculteur, éleveur et boutiquier. Il possède 6 ha non irrigués

qu'il fait cultiver par une famille plus pauvre et partage à part égale avec elle la récolte; il fournit les semences. Cette année sa part s'est élevée à 900 kg de blé et 7 charges à dos de mulet de paille. Pour ses trente moutons et deux vaches laitières, il a dû acheter encore 14 autres charges de paille (à 200 rials la charge); cette année où la moisson a été bonne et la paille abondante les prix ont baissé car en 1974 il avait payé 3.5 fois plus (700 rls) la charge¹.

Au printemps, il avait eu 20 agneaux, 3 sont morts, 5 sont revenus au berger comme salaire. Comme il dispose d'assez de liquidité grâce à sa boutique, il n'a vendu que deux de ses agneaux au printemps (1 200 rls/tête) et a pu garder les 10 autres pour les engraisser. Ceci n'est pas le cas de la majorité des autres éleveurs qui sont obligés de vendre à bas prix parfois la moitié de leurs agneaux au printemps, faute de liquidité.

La bonne saison de vente des moutons est l'automne. Notre paysan projette d'en vendre dix (le tiers); bien entendu ce sera avant tout les stériles et les plus frêles car ici l'hiver est dur et les pertes en saison froide atteignent environ 20 % du troupeau. Il obtiendra environ 4 500 rials par tête, ce qui lui fera une coquette somme de 47 500 rls environ avec la vente du printemps. La laine de ses 30 moutons vendus à l'état brut peut lui rapporter quelque 6 000 rls²; mais nanti comme il est, il nous confie qu'il ne la vend qu'après l'avoir traitée et colorée. De ce fait, il dégage et s'approprie une valeur ajoutée triple à quadruple de ce qu'il aurait eu en vendant la laine brute. Le lait de

¹Il faut prévoir ici pour chaque mouton 36 kg d'orge et une demi charge de paille pour la période d'engraissement.

²Chaque mouton fournit entre 1.5 à 3 kg de laine, vendue entre 100 à 110 rls le kg.

ses brebis est en outre transformé par les membres de sa famille en beurre; les quelques 30 kg ainsi dégagés ont une valeur marchande de 12 000 rls et sont en partie vendus, quoiqu'il prétende les consacrer entièrement à la consommation de sa grande famille (12 personnes)¹.

Malgré cela, de ses trois activités, c'est celle de boutique qui lui rapporte le plus; il vend toutes sortes de produits de consommation courante et bien entendu beaucoup de personnes dans son village sont ses débiteurs. Il occupe de ce fait une position de force dans sa société; dans ce sens il suffit de mentionner qu'avec ses 1 000 rls (20 actions) dans la coopérative il a obtenu 150 000 rls de crédits ce qui est de loin le plus élevé des crédits que nous avons pu relever dans tout le district. Il est clair que la coopérative contribue ainsi à accentuer sa position dominante et élargir le fossé qui le sépare des plus démunis. D'ailleurs source de crédit lui-même (de part sa boutique) nous nous demandons si la coopérative en lui accordant un tel prêt n'est pas en train de "scier la branche" sur laquelle elle s'est péniblement assise puisqu'elle renforce l'ennemi contre lequel elle est censée se battre.

¹Selon nos estimations le revenu annuel net de ce paysan des trois activités qu'il exerce dépasse 170 000 rls; l'agriculture fournissant 2.5 % et le commerce 53 %. Nous n'avons cependant pas pu évaluer le revenu des intérêts qu'il touche; ce qu'il perçoit en fait à ce niveau vient plus du renchérissement des produits qu'il vend dans sa boutique en ouvrant un crédit à ses clients que de l'intérêt dégagé par des prêts liquides.

2.3.2.2. - La coopérative de Djaquirane¹

Dans la région des plaines de la zone 3 et à 325 km de Paveh sont dispersés 18 villages qui constituent ensemble la coopérative de Djaquirane. Dans cette plaine la culture se fait principalement à sec (blé, pois chiches); la surface cultivée dépend donc essentiellement du relief et des moyens de labourage et de moisson à disposition. Les moyens mécaniques (tracteurs, combines) sont là, mais avec effets à double tranchants. Côté positif, ils permettent une extension considérable des surfaces cultivées au delà des possibilités des techniques locales et dégagent une plus grande production. Côté négatif, deux faits sont à retenir :

- Dégradation des sols par l'érosion :

En effet, les tracteurs s'occupent du labourage des terrains relativement plats en libérant la main d'oeuvre et les charrues y opérant naguère. Celles-ci se portent sur les terres marginales en pente des hautes collines pour accroître la surface cultivée, ce qui facilite l'érosion.

- Renforcement du pouvoir des propriétaires de machines :

Profitant du vide laissé par le grand propriétaire après la réforme agraire notamment dans la fourniture des inputs (outils, crédits) et compte tenu de l'inefficacité opérationnelle des institutions étatiques au niveau rural (surtout les coopératives), une nouvelle classe, propriétaire de moyens mécaniques de production est apparue dans cette région.

Ce sont pour la plupart des paysans aisés, des anciens "gave-bande" (propriétaires de boeufs) ou des intermédiaires qui ont eu les moyens et ont su au bon moment se convertir et

¹Capital 1 338 900 rls; membres 422; montant du prêt accordé 4 391 000 rls en 1973/74, non remboursé il fut reporté l'année suivante dans sa totalité.

investir dans les machines agricoles. Ce phénomène que nous avons d'ailleurs constaté dans d'autres régions et provinces et que K. Khosrovi avait déjà signalé¹ semble être une des nouvelles caractéristiques du milieu rural iranien qui mérite d'être plus profondément étudiée.

Dans la région de Djaguirane, le propriétaire du tracteur s'ammène au moment du labourage (mi-automne) et établit un contrat avec le paysan. Ce dernier fournit la terre et la totalité des semences, le premier le tracteur et la moissonneuse-batteuse et le partage de la récolte se fait à part égale. Donc avec ses seules machines celui-ci touche plus de la moitié du surplus puisque le paysan doit en déduire l'input des semences. Mais la domination va plus loin. Cette même personne prête au paysan l'argent nécessaire pour ses dépenses hivernales; la somme varie selon la taille de la propriété : 20 000 rls pour 8 ha, 30 à 50 000 rls pour 20 ha. Le remboursement se fait à la récolte sur la part en nature qui revient au paysan; c'est là qu'intervient en fait le taux d'intérêt car il est convenu que la récolte sera évaluée au prix courant du marché. Ce dernier bien que fixé par l'Etat ne peut être effectif que s'il a le moyen de le garantir par ses achats ce qui n'est pas le cas; de ce fait cette couche, qui agit aussi en tant qu'intermédiaire de transport, détermine le prix d'achat (du blé) au niveau du village. Le prix de 20 à 30 % inférieur à celui de l'Etat qu'elle fixe, constitue ainsi le taux d'intérêt de l'argent prêté. Dans ce cadre, il est évident que le paysan ne touche en fin de compte que 25 à 35 % de la valeur ajoutée dégagée sur sa terre.

¹C'est l'article de KHOSROVI K. : "La réforme agraire et l'apparition d'une nouvelle classe en Iran". Etudes rurales, n° 34, avril-juin 1969, pp. 122-126, qui nous a suggéré cette hypothèse; partout où nous avons été sur le terrain un essai d'information dans ce sens a été tenté et à chaque fois l'hypothèse plus renforcée. Nous rapportons le cas de Djaguirane qui nous a semblé la plus explicite.

La coopérative devrait en toute logique oeuvrer pour changer cette forme d'exploitation car en fait c'est là sa raison d'être; cependant en plus des facteurs structurels relatifs à l'approche globale du mouvement coopératif par l'Etat, dans ce cas précis deux faits l'en empêchent :

- (i) Les coopératives qui dans les autres régions sont principalement orientées vers la vente de produits de consommation par l'intermédiaire de leurs magasins, n'ont pu accorder aucun crédit à la consommation à Djaquirane. Ce paradoxe s'explique par le mauvais découpage administratif effectué selon d'autres critères que les réalités rurales, léguant cette région à Paveh distante de 325 km par route facilement accessible. L'Union des Coopératives du district qui a la tâche de l'achat et de la distribution des biens de consommation n'a pu, faute de coûts de transport élevés en fournir à Djaquirane. Les crédits en nature qui les suivent n'ont donc pas été accordés aux membres de cette coopérative tandis qu'elle se trouve à une vingtaine de km de la ville de Saré-Polé-Zahab appartenant à un autre district !

Faute de mieux, les paysans sont donc obligés de se tourner vers les intermédiaires pour satisfaire leurs besoins hivernaux de consommation courante ce qui aggrave leur dépendance si ceux-ci sont les mêmes personnes avec lesquelles ils ont des contrats de culture.

- (ii) Le montant des prêts qu'accorde la coopérative est insuffisant; en 1974/75 chaque membre a reçu en moyenne 10 405 rls de crédit dit "saisonnier", qui doit en principe servir à l'amélioration de la production. Malheureusement, cette somme ne peut s'orienter que dans le sens de la satisfaction des besoins de consommation des paysans puisque ni son faible montant, ni sa courte durée (9 mois) ne permettent son orientation vers l'investissement productif.

Ces quelques 10 000 rls font le tiers ou la moitié de la somme moyenne accordée par les sources traditionnelles et qui correspond aux besoins réels des paysans. En outre, il ne faut pas croire que la moyenne de 10 405 rls est équitablement répartie; un échantillon relevé sur 169 personnes (40 % des 422 membres de la société) montre¹ :

- La différence entre le plus faible et le plus fort crédit est de dix fois (maximum 3 000 rls, maximum 30 000 rls);
 - 30 % des membres ont reçu moins de 10 000 rls;
 - 40 % de ceux-ci entre 10 à 15 000 rls;
 - et 30 % ont eu droit à 15 à 30 000 rls de crédit.
-
- L'inégalité de distribution se reflète aussi entre les villages selon les rapports de forces locaux et leur éloignement du centre de la coopérative. Pour les rapports de force, on peut citer les membres du village de "Miche-Ranguine" qui se sont vus accorder 7 235 rls en moyenne (le min.) contre environ le double 13 956 rls aux membres du village voisin "Gardé-Now-Olia" centre de la coopérative. Pour la distance il suffit de mentionner que tous les villages ayant reçu par membre en moyenne moins de 10 000 rls se trouvent loin de l'axe routier principal; ainsi plus le village est éloigné moins il reçoit de crédit par membre.
-
- Comme légalement chaque membre ne peut toucher que jusqu'à 5 fois la valeur de ses actions, il est logique de supposer que la distribution des crédits suit celle des actions avec ce corollaire que les plus riches toucheront un montant plus élevé de prêt ce qui leur permettra d'accumuler plus et distancer les paysans à faible revenu.

¹Rappelons que cette année (1973/74) tous les membres de la coopérative ont reçu un crédit.

L'étude de l'échantillon nous révèle qu'en effet une assez forte corrélation existe entre le montant des actions et des crédits distribués :

Tous ceux qui ont reçu des prêts supérieurs à 20 000 rls (19 % des membres) sont ceux disposant de plus de 80 actions; de même qu'aucun membre inférieur à 20 actions n'a pu accéder à un crédit supérieur à 10 000 rls. Cependant si la frontière est aussi nette entre les plus petits et les plus grands actionnaires, elle ne l'est pas entre ceux du bas et du milieu de l'échelle; ici les rapports personnels et les relations jouent un grand rôle: Une dizaine de personnes ne possèdent que 13 actions se voient accorder des prêts entre 7 000 à 10 000 rls (et dans un cas même jusqu'à 20 000 rls), alors que cet éventail de prêts revient généralement à ceux disposant de plus de 40 actions¹. De plus à l'intérieur du groupe des moyens actionnaires (40-80 actions) la corrélation actions/crédit est très faible ce qui laisse supposer l'existence d'autres critères que ceux qui doivent légalement avoir cours dans l'octroi des crédits parmi les membres de ce groupe².

¹Une explication à ce phénomène peut être l'admission récente des femmes au sein de la coopérative. Il suffit ainsi que de riches membres achètent quelques actions pour leur femme et obtiennent un prêt en leur nom; ce prêt sera d'autant plus élevé qu'ils sont plus influents.

²Ces disparités sont du simple au triple : deux membres disposant chacun 43 actions ont reçu l'un 4 000 rls, l'autre 12 000 rls; ou même quadruple : pour 63 actions le plus défavorisé a bénéficié de 5 000 rls, le "pistonné" 20 000 rls etc...

(ii) La seconde lacune est en fait un corollaire de la première. Ayant emprunté pour ses besoins de consommation et non d'investissement, le paysan doit compter sur ses récoltes pour le remboursement de ses dettes dont l'échéance est la même tant pour la coopérative que vis à vis des propriétaires de machines. Pour ne pas perdre sa solvabilité envers la coopérative, il préfère rembourser celle-ci d'abord; pour la liquidité il se tourne vers son partenaire/ créiteur et anticipe sur sa part de récolte. Au moment du partage il ne lui reste après déduction de toutes ses dettes que peu de chose pour affronter l'hiver et la nouvelle année agricole; il réemprunte et le contrat de partage moitié-moitié se renouvelle pour l'année suivante et ainsi de suite ...

Chaque année la part revenant réellement au paysan ira en décroissant jusqu'à ce qu'il n'ait plus d'autre choix que de vendre sa terre pour le remboursement de ses dettes. Sans terre, la migration deviendra inévitable et il tombera dans le schéma malheureusement trop connu du déracinement et de la prolétarianisation.

2.3.3. - Troisième cas : La coopérative rurale de Khaneh-Ghah.

De part et d'autre de ces étroites vallées où serpentent la rivière "Do-Ab" et dans la banlieue immédiate de Paveh, se trouvent 11 villages constituant la zone 1, placés sous la responsabilité d'un des cadres de l'OCR du district. Khaneh-Ghah est le nom de la plus importante des deux coopératives de cette zone. Elle couvre quatre villages dont le plus éloigné se trouve à une dizaine de km du centre de la coopérative; ce dernier est relié par une route carrossable de 4 km à Paveh tandis que les autres se communiquent par des chemins de montagne.

(i) Aggravation des inégalités

- Elle ne couvre pas toutes les familles rurales de son périmètre et tous les villages ne jouissent pas de ses crédits à la consommation de la même manière; si dans le village, centre de la coopérative, 100 % des familles rurales ont eu accès à ce crédit, dans les autres le taux est de 70 % (Guéalal), 55 % (Décheh) et 35 % (Nouriab). Pour les deux autres formes de crédit la couverture est plus faible et la répartition selon les villages encore plus inégale surtout dans les villages éloignés du centre de la coopérative. (cf. tableau V.D. suivant).

- En n'admettant que les paysans propriétaires, la coopérative a jusqu'alors exclu les autres familles ce qui est une aberration compte tenu de la situation dominante de l'élevage dans la région et la rareté de la terre. De ce fait, les khochnéchine et les éleveurs (pour la plupart les petits) se voient défavorisés en n'accédant pas aux crédits et tombent plus facilement sous la coupe des usuriers et des intermédiaires. La coopérative par ses modalités de prêts contribue à l'accroissement des inégalités entre la couche des propriétaires (membres) et les non-propriétaires de terres (non-membres); dans ce sens nos calculs montrent que 19 % des familles rurales (ayant eu droit au crédit à l'élevage) ont accaparé 45 % de la totalité des prêts (consommation, élevage, arboriculture).

- Une autre inégalité accentuée par la coopérative est celle qu'elle engendre parmi ses propres membres.

dans le cas des prêts pour l'amélioration de la production ceux-ci sont fonction du nombre d'actions et/ ou de la taille de la propriété s'il s'agit de crédit d'arboriculture et du nombre de têtes de bétail s'il s'agit de crédit d'élevage.

Ainsi sur les 80 propriétaires de 1 ha, seuls 13 (16 %) ont pu obtenir une somme supérieure à 10 000 rls pour l'amélioration de leurs vergers. Tous les autres ont dû se contenter

Ce sont des villages relativement peuplés¹ qui couvrent plus de 600 familles et quelques 3 000 personnes. La pression des hommes sur le peu de terre disponible est alarmante; la densité par terre arable s'élève dans le village de Khaneh-Ghah à 3.5 p.; en fait ici toutes les céréales et la plupart des légumineuses sont achetées à l'extérieur, les terrains en terrasse étant essentiellement consacrés à l'arboriculture et à la culture des légumes. Le plus grand propriétaire du village de Khaneh-Ghah dispose de 6 ha seulement; la grande majorité (68 %) ont des lots de 1 ha et de 2 ha (23 %). Il est évident que l'élevage est ici l'activité dominante et c'est dans ce cadre que l'intervention de la coopérative peut être bénéfique. Vu sa proximité du centre du district, la coopérative jouit d'une position privilégiée :

- Pour ses 4 villages, elle dispose de 2 magasins coopératifs desquels 77 % des membres ont reçu les 6 000 rls de crédits de consommation par tête (chiffres élevés pour le district). Elle est aussi la mieux approvisionnée.
- C'est l'une des rares sociétés à avoir pu distribuer aussi des crédits pour l'élevage d'une part et des prêts pour l'arboriculture de l'autre. Malgré ces avantages la coopérative est loin de satisfaire les besoins locaux et souffre au niveau opérationnel des faiblesses suivantes :

¹Selon le recensement de 1966 :

- Khaneh-Ghah	211 familles,	1 007 personnes
- Guélal	117 "	530 personnes
- Nouriab	105 "	480 "
- Décheh	166 "	834 "

Total	599 familles,	2 851 personnes.
-------	---------------	------------------

Tableau V.D. - Pourcentage des familles rurales ayant eu accès aux différents crédits dans le périmètre de la coopérative de Khaneh-Ghah par distinction des villages et selon leur distance au centre de la société (1974/75)

Nom du village	Khaneh-Ghah (centre)	Guélal (3 km)	Nouriab (5 km)	Décheh (10 km)	Tout le périmètre de la coop.
% des familles ayant reçu un crédit de consommation ⁺	100 %	70 %	35 %	55 %	77 %
% des familles ayant reçu un crédit d'élevage	38 %	21 %	3 %	5 %	19 %
% des familles ayant reçu un crédit d'arboriculture	55 %	-	-	-	20 %

Source : Informations recueillies auprès de la coopérative.

⁺Nota : le crédit de consommation a été accordé en 1972/73 et rapporté entièrement l'année suivante par la coopérative faute de difficulté de remboursement des membres.

pour la plupart de 1 000 à 4 000 rls. Inversement seules 2 personnes possédant plus de 3 ha n'ont pas reçu un montant supérieur à 10 000 rls, toutes les autres de cette catégorie ayant touché 16 000 à 30 000 rls chacun soit plus de 8 à 16 fois que les plus démunis.

Quant aux crédits de consommation s'ils sont également répartis, c'est plus par soucis d'intégration du plus grand nombre de paysans dans le circuit économique que des considérations de distribution égalitaire.

(ii) Inefficacité des prêts :

A Khaneh-Ghah aussi la même situation observée ailleurs subsiste :

- On accorde des crédits pour l'amélioration des conditions de production sans que la durée du prêt et son montant correspondent aux besoins effectifs des paysans. Aucun des paysans interrogés dans cette coopérative n'a utilisé ses crédits destinés à l'arboriculture pour l'amélioration de son verger parce que, comme ils disent, un investissement de ce genre exige beaucoup plus que ces quelques milliers de rls¹; ils doivent abattre leurs vieux arbres pour en planter de plus jeunes. En attendant qu'ils soient rentables, il faut bien qu'ils supportent pendant quelques années le manque à gagner²; non seulement le crédit de la coopérative ne leur vient pas en aide par son montant, mais ils devraient en outre emprunter au bout de 9 mois ailleurs, pour le rembourser, celle-ci n'attendant pas la maturation des verges pour réclamer son dû.

¹En fait 63 % de ces prêts se situaient entre 1 000 à 8 000 rls seulement.

²La culture de légumes les premières années serait un palliatif si un bon réseau de commercialisation existait. Néanmoins les légumes sont cultivés actuellement dans le cadre des besoins des familles dans ces petits vergers.

En plus de ces lacunes, le service de vulgarisation agricole local est trop mal équipé - tant en hommes qu'en matériel (plants sélectionnés, pesticides etc...) ¹ - pour pouvoir efficacement encadrer les paysans désireux d'investir.

- Pour l'élevage, c'est moins la durée du prêt, que son montant insuffisant et les retards dans sa distribution qui le rendent moins efficace. Rappelons que cette forme de crédit débutait en 1975 dans cette coopérative, elle vise à subvenir aux besoins en liquidité des éleveurs qui se manifestent au printemps avec l'accroissement des troupeaux. Il a été justement calculé que chaque agneau pour être engraisé et vendu en automne a besoin de 2 500 rls et c'est théoriquement sur cette base que les crédits sont accordés.

Malheureusement, la pratique a été tout autre jusqu'à la première série de crédits distribués commençant à 5 000 rls pour plafonner à 30 000 rls, soit l'équivalent nécessaire à l'entretien de 2 à 12 agneaux; ceci correspond aux besoins des petits et moyens éleveurs. D'ailleurs la moitié des 117 prêts étant inférieure à 20 000 rls, beaucoup parmi ces derniers sont restés "sur leur faim" (la moyenne selon nos calculs est 17 777 rls par crédit). La portée de ces crédits se limite encore si on sait qu'ils n'ont pas été distribués à temps ². En effet, les éleveurs sont à court de liquidité au début du printemps; si le crédit n'arrive pas à temps, ils sont obligés d'avoir recours aux boutiquiers de Paveh ou vendre une partie de leurs agneaux à bas prix. Evidemment, il semble que cette situation ne soit pas sinon préoccupante du moins évidente pour les bureaucrates de Téhéran et du centre de la province puisque les crédits ont été envoyés avec 30 jours de retard à Paveh et distribués dix jours plus tard aux éleveurs, tandis que leurs préparatifs étaient déjà faits et les dettes contractées.

¹cf. supra 2.1.4.(i) le cas du paysan qui ayant bénéficié du prêt et se fiant aux animateurs du ministère de l'Agriculture avait planté une nouvelle variété de poiriers, mais en proie à des difficultés techniques n'avait plus obtenu de secours concret de ces derniers.

²Ce crédit a été distribué le 3 juin pour une durée de 8 mois; il doit donc être remboursé en plein hiver ce qui n'est non plus le meilleur moment pour l'éleveur; son taux est de 6 %.

3. CONCLUSIONS AUX COOPERATIVES RURALES AU NIVEAU DU PAYS.

Pour porter un jugement sur l'efficacité des coopératives, il faut d'abord dégager les objectifs pour lesquels elles ont été créées et comparer par rapport à ceux-ci les résultats obtenus :

En Iran, il convient de distinguer deux périodes pendant lesquelles deux systèmes d'objectifs bien distincts ont été assignés au mouvement coopératif rural.

3.1. - Première période : 1962-1968

Dans une première phase les coopératives doivent répondre à un impératif essentiellement politique : la réforme agraire. Cette dernière ne peut être envisagée sans le soutien d'une institution capable de combler le vide laissé par le propriétaire féodal tant au point de vue économique (fourniture de crédits et de moyens de production) que politique.

Ainsi donc en 1963, le mouvement coopératif est créé par l'Etat grâce à son encadrement et son appui financier, en réponse à une certaine politique plus globale qui dépasse le seul cadre de l'amélioration des conditions socio-économiques des masses rurales. Il est clair qu'avec la promotion du mouvement coopératif, l'Etat vise en grande partie à se doter d'un instrument de contrôle économique et politique sur la majorité de la population iranienne qui lui échappait jusqu'alors¹.

¹Nous tenons à souligner ces deux caractéristiques, témoins du sens de l'essor du mouvement coopératif iranien (du haut vers le bas) qui est différent de celui d'Europe et du schéma des "pionniers de Rochedale" ou des "Raiffeisen" allemands. Cependant il n'est pas tellement différent de celui de la plupart des pays du tiers monde dans lesquels le mouvement coopératif a presque toujours été créé par l'Etat ou pris son essor grâce à son appui financier. Cette idée est fort bien soulignée dans : UNRISD : Le rôle des coopératives dans le changement; rapport sur une recherche et discussion. Genève, UNRISD, Institutions rurales et changement planifié, vol. VIII, 1976, 137 p.

La loi sur la réforme agraire stipule donc que les paysans remplissant les conditions à l'octroi de la terre ne peuvent bénéficier du titre de propriété que s'ils deviennent en même temps membre de la coopérative; cette adhésion ne coûte que 50 rls par action et une seule suffit pour l'adhésion. Ainsi cette année là naît l'Organisation Centrale des Coopératives Rurales (OCCR) avec pour rôle la promotion du mouvement en zone rurale et comme responsabilité la supervision de la bonne marche des activités des coopératives dans le cadre de la réforme agraire; la Banque de Crédit Agricole et de Développement rural¹ de l'Etat est chargée quant à elle de fournir les fonds nécessaires pour le financement des prêts des coopératives. Cette période qui s'étend jusqu'en 1968 se caractérise par une expansion rapide des coopératives tant au point de vue nombre de sociétés créées et de membres recrutés qu'au point de vue financier:

¹Cette banque a changé de nom par deux fois (1966 et 1969) pour prendre celui de Banque de Coopérative Agricole (BCA) depuis

Tableau V.E. - Situation des coopératives rurales avant la réforme agraire et en 1968/69

	Nombre de sociétés	Membres milliers pers.	Capital millions rls	Nombre de crédits milliers	Montant de crédits millions rls
Avant la réforme agraire 1961/62	950	341	198	n.d.	462
1968/69	8 388	1 260	1 639	739	5 753
Variation	783 %	268 %	755 %		1 145%

Source : BANQUE DE CREDIT AGRICOLE ET DE DEVELOPPEMENT RURAL DE L'IRAN : Faites connaissance avec les diverses activités de la Banque. Téhéran, BCADRI, Département des Statistiques, 1963, fascicule de 14 p., p.4 (en persan)

CENTRE STATISTIQUE DE L'IRAN : Annuaire 1974/75, op. cit. pp. 223, 246.

Cette rapide croissance entre dans la logique de la stratégie globale de l'Etat et suit parallèlement les deux premières phases de la réforme agraire pendant lesquelles le transfert de propriété de la terre va de pair avec l'adhésion à la coopérative. Malgré l'ampleur de cette expansion, l'encadrement est frêle et ne peut suivre le rythme. La nouvelle Organisation des Coopératives rurales recrute ses membres auprès de la Banque de Crédit agricole qui elle-même souffre déjà de cadres incompetents. Il est évident que dans ces conditions la couverture coopérative ne peut être vraiment efficace.

- (i) La tâche devient encore plus ardue du moment où la coopérative se voit confier la tâche de veiller sur l'irrigation. Malheureusement le législateur n'a pas prévu dans ses détails la distribution de la propriété de l'eau en même temps que celle de la terre (leur propriété est bien distincte en Iran). Ainsi beaucoup de paysans deviennent propriétaires de la terre sans avoir celle de l'eau, d'où pendant cette période des disputes avec l'ancien propriétaire, voire des entraves de la part de ce dernier¹. Même sans en arriver à ce stade, beaucoup parmi eux abandonnent le nettoyage régulier et coûteux de leur "ghanat". Quant c'est au tour de la coopérative de prendre la relève, elle manque de moyens financiers. Il est bien vrai que la Banque de Crédit agricole alloue des prêts d'irrigation, mais ils ne sont ni suffisants au point de vue du montant et du nombre, ni d'assez longue durée. En effet, comme le montre le tableau V.F. les crédits à l'irrigation constituent de 1962 à 1968 entre 7.4 à 14 % seulement du montant total distribué pendant ces années (sauf pour 1962, 20.1 %); le tableau V.G. suivant nous apprend qu'à peine plus de 4 % du nombre des prêts dépassaient 50 000 rls (somme approximative nécessaire à l'entretien des ghanats); si on ajoute à cela qu'en moyenne seuls 7.6 % des prêts sont de moyenne et longue durée, on pourra mieux comprendre la raison de la baisse des débits des "ghanats" dans telles régions, de leur assèchement dans d'autres².

¹LAMBTON K.S. : The Persian Land Reform 1962-1966. London, Oxford University Press, 1969, 386 p. cf. chapitre concernant le problème épineux de l'irrigation pendant la réforme agraire pp. 274-290.

²De plus la politique d'irrigation est orientée plus vers la création des puits profonds et semi-profonds à pompe que la sauvegarde du réseau des "ghanats". C'est ainsi que beaucoup de prêts d'irrigation vont aux puits à pompe et contribuent à l'assèchement des ghanats en puisant dans la même nappe aquifère.

TABLEAU V.F. - Prêts de la Banque Coopérative Agricole selon leur emploi (en millions) 1962 - 1975

Année	Activités courantes agricoles		Crédit aux comptes courants		Irrigation		Création de vergers et de plantations de tñg		Constructions rurales et bâtiments à intérêt public		Production animale et laitière		Prêts pour l'équipement, vente de la réforme agricole		Prêt pour l'équipement, distribution de la réf. agr.		Autres emplois		Total des prêts accordés	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Nombre	Montant
1962	758	54,9	123,2	8,9	218,2	30,1	166,9	12,1	45,4	3,3	5,4	0,4	-	-	-	-	4,3	0,3	107,968	3.381,1
1963	2.180,1	63,6	683,5	19,9	252,1	7,4	214,0	6,2	78,4	2,3	8,5	0,3	-	-	-	-	10,8	0,3	319.570	3.427,4
1964	3.214,1	77,8	106,9	2,6	311,9	7,6	241,6	5,9	67,8	1,6	170,9	4,3	-	-	-	-	10,5	0,2	603.454	4.131,6
1965	3.314,3	60,5	456,1	8,3	785,6	14,0	336,5	6,1	164,5	3,0	296,6	5,4	121,3	2,2	3,0	0,1	21,5	0,4	547.932	5.479,5
1966	1.753,1	33,9	1.817,9	36,2	640,2	12,4	361,4	7,0	218,8	4,2	139,2	2,7	209,0	4,0	7,6	0,1	20,3	0,4	249.557	5.167,5
1967	2.414,5	46,5	443,8	8,5	543,6	10,5	434,1	8,4	335,3	6,5	80,5	1,6	136,9	2,6	8,5	0,2	41,1	0,8	327.233	5.188,3
1968	2.603,1	49,2	394,9	7,5	408,0	7,7	376,6	7,1	385,9	6,9	96,4	17,9	49,7	1,3	8,5	0,2	116,6	2,2	361.946	5.289,9
1969	2.391,1	44,2	182,7	3,4	225,2	4,1	345,4	6,4	369,3	6,8	1.526,1	28,2	23,2	0,4	5,6	0,1	346,0	6,4	349.988	5.414,6
1970	6.954,9	78,1	679,0	7,6	93,3	1,0	127,9	1,4	122,0	1,4	871,0	9,8	9,5	0,1	6,3	0,1	45,4	0,5	211.626	8.909,2
1971	7.721,6	80,6	137,8	1,5	89,1	0,9	150,2	1,6	287,9	3,0	570,5	5,9	0,3	-	3,2	-	621,1	6,5	232.685	9.581,7
1972	9.168,8	63,8	355,3	2,3	386,2	2,8	505,3	3,5	423,0	2,9	2.948,0	20,5	-	-	-	-	614,7	4,2	262.565	14.381,3
1973	12.202,6	61,5	158,4	0,8	457,5	2,3	1.013,5	5,1	791,2	4,0	4.401,2	22,0	-	-	-	-	868,5	4,3	345.879	19.992,9
1974	16.059,0	51,6	n.d.	n.d.	1.411,0	4,5	1.407,0	5,2	1.342,0	4,3	0.660,0	27,8	-	-	-	-	-	6,5	n.d.	31.116,0
1975	19.363,0	54,9	n.d.	n.d.	1.505,0	4,3	2.137,0	6,0	903,0	2,5	6.624,0	18,8	-	-	-	-	4.758,0	13,5	n.d.	35.280,0

Source : BANQUE DE COOPÉRATIVE AGRICOLE : Bilan et rapport du président à l'assemblée générale des actionnaires 1973/74.

Ténérin, BCA, tableau n° 3 (en persan).

BAHR MAJAZI IRAN : Rapport annuel 1975/76, éd. persane, P. 200.

Tableau V.G. - Prêts de la Banque de Coopération agricole selon le montant accordé. 1965/66 - 1973/74

Année	Jusqu'à rls 10 000		de rls 10 000 à rls 50 000		de rls 50 000 à rls 100 000		Total jusqu'à rls 100 000		Plus de rls 10 000		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1965/66	433.429	80.9	84.307	15.4	17.235	3.2	544.971	99.5	2.961	0.5	547.932	100
1966/67	187.772	75.2	50.172	20.2	9.324	3.7	247.267	99.1	2.300	0.9	249.567	100
1967/68	233.977	71.5	77.727	23.7	12.097	3.7	323.801	98.9	3.432	1.1	327.233	100
1968/69	249.045	70.8	91.295	25.9	8.225	2.3	348.565	99.0	3.381	1.0	351.946	100
1969/70	232.819	66.5	107.363	30.7	9.274	1.9	346.905	99.1	3.083	0.9	349.988	100
1970/71	139.408	65.9	60.073	28.4	3.192	1.5	202.673	95.8	8.953	4.2	211.626	100
1971/72	135.060	58.0	82.723	35.6	5.926	2.5	223.709	96.1	8.976	3.9	232.685	100
1972/73	109.984	41.9	132.497	50.5	8.029	3.0	250.510	95.4	12.055	4.6	262.565	100
1973/74	99.539	28.7	224.806	65.0	11.674	3.4	336.019	97.1	9.860	2.9	345.879	100

Source : BANQUE DE COOPERATIVE AGRICOLE : Bilan et rapport du Président à l'assemblée générale des actionnaires 1973/74.
Téhéran, ECA, Tableau n° 6 (en persan).

Tableau V.H. - Classification des crédits accordés par la Banque de Coopération Agricole selon leur durée

	Court terme		Moyen terme		Long terme		Crédits aux comptes		Autres	
	Nombre %	Montant %	Nombre %	Montant %	Nombre %	Montant %	Nombre %	Montant %	Nombre %	Montant %
1962/63	85.4	54.3	10.3	34.4	0.2	1.9	0.8	8.9	3.3	0.5
1963/64	63.0	44.3	4.7	15.8	0.0	0.7	0.4	19.9	31.9	19.3
1964/65	40.4	42.0	2.3	11.9	0.0	0.4	0.2	2.6	57.1	43.1
1965/66	89.1	64.8	4.2	18.9	0.0	1.0	0.3	8.3	6.4	7.0
1966/67	82.7	33.4	11.6	25.2	0.0	1.0	0.2	35.3	5.5	5.1
1967/68	86.5	58.4	10.2	29.7	0.0	0.4	0.3	8.5	3.0	3.0
1968/69	85.6	61.2	12.0	29.0	0.0	0.5	0.2	7.5	2.2	1.8
1969/70	83.0	62.6	14.8	28.9	0.1	0.4	0.2	3.4	1.9	4.7
1970/71	84.0	81.9	6.8	6.5	0.0	0.1	0.3	7.6	8.9	3.9
1971/72	75.2	81.9	10.6	9.7	0.0	0.0	0.2	1.4	14.0	7.0
1972/73	67.2	70.7	16.1	10.9	0.0	0.0	0.1	2.3	16.6	16.1
1973/74	48.3	65.2	28.2	16.4	0.0	0.0	0.1	0.8	23.4	17.5
1974/75	n.d.	21.7	n.d.	32.5	0.0	0.0	n.d.	4.5	n.d.	41.2 ⁺

Nota : n.d. = non disponible.

⁺ uniquement des crédits supervisés.

Source : BANQUE DE COOPERATIVE AGRICOLE : Rapports annuels 1973 et 1974, op. cit.

(ii) Au problème de la mauvaise gestion de l'eau s'ajoute l'inefficacité dans la distribution des inputs et des crédits. Tout d'abord le problème d'encadrement surgit dans la mesure où la distribution des terres se fait beaucoup plus rapidement que l'expansion du mouvement coopératif. Une grande partie des paysans se trouvent ainsi sans soutien¹ même deux ans après le début de la réforme agraire. Quant à ceux qui sont couverts, ils ne jouissent que partiellement de la coopérative car son activité qui se veut à buts multiples, se limite à l'octroi des crédits. Or ces derniers ne sont pas suffisants en nombre et en montant; ils peuvent tout au plus permettre à ceux qui les reçoivent de subsister dans le tourbillon des changements sociaux et économiques où ils se trouvent. Les tableaux V. F., V.G., V.H., précédents montrent fort bien que pour cette période ce sont essentiellement des crédits inférieurs à 10 000 rls (71 à 81 % du nombre des crédits), à usage courant (environ 2/3 du montant total) et à court terme (généralement plus de 80 % du nombre des le sont) qui sont distribués soit directement par la Banque ou par l'intermédiaire des coopératives.

Et puis la sécheresse et le rude hiver de 1963/64 rendent le paysan plus dépendant des crédits.

En résumé, le mouvement coopératif étatique pendant cette période (1963/68) parvient à s'insérer dans le monde rural; suivi par d'autres représentants de l'Etat tels les "sepahis" des corps d'armée du savoir, de l'hygiène et du développement, il est le symbole de la présence de l'Etat dans les villages et son principal moyen d'action sur les paysans. Entre l'éclatement de l'ancienne structure rurale et la formation de la nouvelle, l'Etat parvient à s'insérer afin d'influencer et d'orienter son devenir selon sa propre politique.

¹A cet effet, les exemples que donne K.S. LAMBTON sont très significatifs, op. cit. pp. 306-309.

Dans ce sens, on peut dire que le mouvement coopératif réussit sa mission qui est donc de caractère essentiellement politique dans cette première phase.

Mais en échouant dans l'encadrement économique des nouveaux propriétaires terriens, l'Etat ne réalise pas qu'il contribue d'une part à la paupérisation des campagnes¹ et d'autre part à la naissance d'une nouvelle classe d'intermédiaires qui va le supplanter dans le rôle économique qu'il n'a su, ni pu jouer efficacement dans le monde rural.

3.2. - Seconde période : depuis 1968

3.2.1. - Evolution

La seconde phase du développement du mouvement coopératif se fait à partir d'autres impératifs que la première. Cette fois, c'est l'économisme qui prime car l'Etat se rend compte des lacunes existantes. D'une part, il y a le fossé qui commence à se creuser entre les besoins en produits agricoles et la production nationale. D'autre part, la faiblesse des revenus dans le secteur rural qui ne permet pas l'achat par celui-ci des produits industriels de consommation et donc l'expansion de l'industrie. Dans ce sens, les coopératives se voient confier la promotion du secteur rural; elles doivent contribuer à l'accroissement de la production et l'amélioration de la commercialisation du surplus (donc assurer un meilleur revenu) et subvenir aux besoins de consommation des paysans (donc assurer la dépense de ce revenu).

¹Les effets de la faiblesse des investissements agricoles pendant cette période ne se font sentir que depuis 1968 où on réalise que le secteur agricole n'a pas pu atteindre l'objectif de 4% de croissance fixé par le 3ème plan (il fait environ 2.5%). L'organisation du Plan va même jusqu'à avouer que les investissements faits au cours du 3ème plan dans ce secteur sont inférieurs à ceux effectués avant la réforme agraire; cf. 4ème plan, éd. persane, p. 81.

Plusieurs changements s'effectuent alors au niveau des instances s'occupant du monde rural, notamment le changement de nom et de buts de l'ancienne Banque Agricole qui devient la Banque de Coopérative Agricole, la création du Ministère des Coopératives et des Affaires rurales en 1971 et l'adoption d'une nouvelle loi sur les coopératives cette même année. Tout tend ainsi à renforcer la nouvelle approche des coopératives qui est axée cette fois sur le développement rural.

C'est aussi au début de cette période-là que se concrétise la troisième phase de la réforme agraire (envisagée en 1966) qui vise au regroupement des petites exploitations au sein des sociétés par actions agricoles; et c'est au détriment des coopératives rurales qu'elles s'accaparent la grande partie des ressources mobilisées pour le développement rural. Malgré cela l'expansion des coopératives rurales se poursuit et chaque année 140 à 250 000 nouveaux adhérents rejoignent le mouvement; les 2.685 millions de membres recensés en 1975/76 pourraient refléter un très bon taux de couverture puisque 3.450 millions de familles vivent en zone rurale (environ 78 % seraient couvertes); mais il faut déduire les doubles comptes dans les familles où le mari et la femme sont à la fois membres. Cependant on peut estimer qu'actuellement 2/3 des familles rurales et plus de la moitié des villages sont couverts. Bien que l'objectif du 5ème plan soit la couverture de la totalité des quelques 66 000 villages du pays, le but ne sera pas atteint de si tôt. Pour cela, il faut d'abord que les coopératives acceptent sans ambiguïté les personnes non-bénéficiaires de la réforme agraire; ces khochnéchine qui gagnent leur vie par des activités non agricoles tout en vivant en milieu rural. Quant aux autres, ceux qui sont propriétaires mais pas encore atteints par le mouvement, la plupart vivent dans des petits villages ou hameaux dispersés comprenant moins de 10 familles; leur isolement du reste de l'économie nationale rendra leur accès aux coopératives difficile.

Par une récente réorganisation en 1973/74 qui aboutit à la concentration des 8 400 sociétés en 2 700 unités espérées plus viables¹, l'Etat compte réunir et concentrer les effectifs frêles qui existent au niveau de l'encadrement afin de renforcer le mouvement. Evidemment si on avait continué dans la même voie, il aurait fallu selon le BIT pour le bon fonctionnement des coopératives polyvalentes rurales couvrant tout le pays jusqu'en 1978 que 2 000 directeurs de coopératives, 2 000 comptables et 3 000 animateurs ruraux soient formés chaque année²; ce qui est hors des possibilités de l'Etat.

3.2.2. - Evaluation de l'impact des coopératives en fonction des objectifs assignés depuis 1968 :

3.2.2.1. - Commercialisation des produits agricoles :

Toutes les études³ sont unanimes dans cette conclusion que les coopératives ont échoué dans la commercialisation des produits agricoles; elles ne parviennent à commercialiser qu'un pour cent de la valeur totale de la production ce qui est loin des espérances que l'Etat a fondées en eux⁴. Pourtant en adoptant une politique de fixation de prix pour les principaux produits agricoles et en relevant surtout depuis 1973/74 le prix de la plupart d'entre eux⁵, l'Etat espérait trouver dans les coopératives le meilleur instrument de sa politique. Malheureusement les divers exemples que nous avons vu sur le terrain dans le cas de l'achat du blé (dont la bonne commercialisation a l'incidence la plus grande sur le revenu des paysans) nous laissent sceptique quant à la bonne exécution de cette tâche dans les années à venir tant que des réformes de structure n'auront pas été entreprises.

¹cf. tableau V.I. suivant pour un aperçu de l'évolution.

²ILO : Employment and Income Policies for Iran. Geneva, ILO, 1973, 100 p., p. 46.

³Voir les rapports précités de ILO et IBRD et : ARESVIK, O. : The Agriculture Development of Iran. New York, Praeger Publishers, 1976, 300 p., p. 107.

⁴Les principaux produits commercialisés sont : le blé, l'orge, le riz, les légumes et les fruits.

⁵blé + 67%, orge + 50%, canne à sucre + 40%, betterave à sucre + 33%, fixation du prix plancher pour le maïs à 9 500 rls/t.

Tableau V.I. - Caractéristiques des coopératives rurales de 1965/66 - 1975/76.

Nombre de sociétés	1965/66	1966/67	1967/68	1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75	1975/76
	5 518	7 033	8 236	8 388	8 102	8 298	8 450	8 361	2 717	2 847	2 858
Nombre de membres (milliers de pers.)	764	936	1 087	1 260	1 400	1 606	1 854	2 065	2 263	2 488	2 685
Capital (millions de rls)	673	931	1 270	1 639	1 984	2 379	2 769	3 329	3 857	4 677	5 690
Réserves légales (millions de rls)	87	104	172	279	421	601	795	1 037	1 318	1 525	n.d.
Moyenne des prêts (rls)	4 815	8 987	6 057	6 821	6 816	6 992	7 776	8 579	9 888	12 000	n.d.

Source : CSI : Annuaire statistique 1974/75, op. cit., P. 246.

BANK MARKAZI IRAN : Rapport annuel 1975/76, op. cit., P. 202.

3.2.2.2. - Fourniture des inputs :

Ce n'est que depuis le début du 5ème plan que la fourniture des inputs par les coopératives prend son vrai essor et ceci à mesure que les différents projets d'accroissement des cultures patronnés par le ministère de l'agriculture s'intensifient. Ces projets dans des régions déjà favorisées et connus sous le nom de "High Impact Programs" visent à l'augmentation de la production des principales cultures : blé, orge, riz, coton, fourrage etc... par la fourniture de semences sélectionnées et d'engrais aux paysans et leur encadrement par les animateurs ruraux. Ainsi de 472 millions de rls, les prêts distribués en 1972/73 dans le cadre de ces programmes par la coopérative rurale, passent à 1 733 millions de rls deux ans plus tard¹. Malgré cette rapide expansion (multiplication par 3.7), leur montant constitue entre 4.7 et 8.8 % seulement du total des crédits distribués par les coopératives rurales ce qui montre la limite de leur incidence au niveau national, même en supposant une distribution adéquate (au bon moment et en quantité suffisante) dans les régions concernées². Pour le cas du blé, O. Aresvik rappelle que "le succès du "Wheat Impact Program" dépend largement du bon fonctionnement des institutions chargées de la provision des inputs et des services; ce qui semble ne pas avoir été le cas". Il note entre autres "un sous emploi des engrais par les paysans" (peut être à cause de leur disponibilité insuffisante) et une mauvaise politique de crédit qui "exclut les petits propriétaires de ce programme, citant des cas où environ la moitié des paysans voulant s'y joindre, ont vu rejeter leur demande faute de convenance aux règlements de la Banque de Coopération Agricole".

¹cf. tableau V.J. suivant.

²Le crédit est essentiellement en nature (2 000 rls seulement par personne sont en liquide). Les semences et les engrais bénéficient d'un subside de l'Etat; pour les engrais les paysans l'obtiennent à un prix 4.4% inférieur au prix officiel depuis 1969/70. cf. ARESVIK, O., tableau 7.4 et 7.5.

Tableau V.J. - Allocation des prêts accordés par les coopératives
rurales (1972/73 - 1974/75)

en millions de rls

	1972/73	1973/74	1974/75
Total des crédits	10 072	12 370	19 744
Fourniture d'inputs et crédits au "HIP" ⁺	472	648	1 733
%	4.7	5.2	8.8
Crédits saisonniers	8 550	10 527	13 607
%	84.9	85.1	68.9
Autres rubriques	1 050	1 195	4 404
%	10.4	9.7	22.3

⁺HIP : "High Impact Programs" (concernant l'accroissement de
divers produits).

Source : CSI, Annuaire 1974/75, op. cit., p. 223 (éd. persane).

3.2.2.3. - Distribution des crédits :

(i) Insuffisance des crédits :

Les experts de la Banque Mondiale partent de cette hypothèse que les besoins en crédit à court terme dans l'agriculture s'élèvent généralement à 30 % de la valeur de la production de ce secteur; dans le cas de l'Iran en déduisant ceux canalisés par les institutions officielles dont on connaît les chiffres, ils évaluent que 70 % de ces besoins sont satisfaits par les sources non-institutionnelles (parents, usuriers, boutiquiers, intermédiaires etc...) ¹.

Ainsi donc malgré tout l'effort fourni surtout depuis 1968 pour la distribution des crédits aux paysans (presque doublement entre 1968/69 - 71/72 et multiplication par 7 environ de 1968/69 à 75/76, pour ce qui est de la Banque de Coopérative Agricole) ², les institutions officielles ne fournissent que 30 % seulement des besoins en crédit à court terme des paysans. La BCA par l'intermédiaire des coopératives rurales, canalise moins de la moitié de cette somme soit 12 %, 12 autre % passent par les banques commerciales (publiques ou privées) et 6 % par divers programmes de l'Etat (le HIP par exemple) ³.

(ii) Précarité de leur durée et de leur emploi :

Suivant l'objectif poursuivi depuis 1968/69, les coopératives rurales devaient contribuer à l'accroissement de la production. Mais l'évolution suivie prouve que l'application de la politique de crédit s'est éloignée de ce but. Les statistiques montrent qu'en moyenne chaque année pendant cette seconde période 2/3 du montant accordé étaient consacrés aux prêts de courte durée (cf. tableau V.H. précédent).

¹IBRD, op. cit., p. 44.

²cf. tableau V.F. précédent.

³Voir les notes concernant les différents taux pratiqués par les sources institutionnelles et non institutionnelles de crédit en annexe C.

Le maximum par prêt a bien été relevé de 10 000 à 20 000, puis à 30 000 rls, malgré cela la moyenne par prêt ne dépasse pas encore 12 000 rls en 1974/75 (tableau V.I.). Dans ces cas il est évident que le paysan consacre le peu qu'il obtient à ses besoins courants et ne peut investir; jusqu'en 1975/76 malgré une tendance à la baisse, la majorité de la somme accordée se trouvait sous la rubrique des "crédits courants agricoles" qui, ne nous trompons point, sont essentiellement voués à la consommation (tableau V.F. colonne 3)¹.

Ainsi la tâche des coopératives rurales est principalement la fourniture de crédits à la consommation. Celle-ci s'opère dans le cadre des points de vente établis par les coopératives dans leur périmètre et qui permet aux paysans d'acheter à bon marché les produits offerts et contribue quelque peu au nivellement des prix exercés par les autres commerçants. Malheureusement là encore la somme allouée est faible (6 000 rls en général par famille) et le nombre des prêts insuffisant pour couvrir tous les membres². Alors même dans ce cas la situation de dépendance à l'égard des prêteurs d'argent ne se modifie pas beaucoup.

¹La canalisation vers le circuit de la consommation (improductif) explique en grande partie les mauvais taux de recouvrement des prêts. En 1973/74 selon un document interne de la OCCR dans 10 provinces entre 20 à 58% du montant des prêts accordés n'ont pas été recouvrés.

²Il y avait en 1972/73, 3 175 points de vente coopératif ce qui est trop peu par rapport aux 66 000 villages du pays. Les produits vendus sont limités mais répondent en général aux besoins de première nécessité des familles rurales.

(iii) Répartition des crédits :

Il faut distinguer entre ceux accordés à la consommation et ceux donnés à la production :

- Dans le cas de la consommation, la répartition est égalitaire et tous ont droit au même montant; son nombre est aussi plus élevé. A notre avis cette attitude de l'Etat repose sur l'idée de l'élargissement du marché des industries naissantes (produisant huiles végétales, chaussures, lames de rasoir, torches à batterie, savons, détergents etc..) jusqu'au niveau des villages. Plus on facilite la consommation plus ces industries ont de chance de survivre.

- Pour ce qui est des crédits de production, le montant total alloué à chaque coopérative est en général plus faible que celui à la consommation. Leur distribution parmi les villages (selon leur importance et leur distance au centre) et les paysans, accentue les inégalités existantes et accroît le pouvoir des plus nantis car le principe de base est d'en accorder jusqu'à 5 fois la valeur des actions dont disposent chacun. Plus le membre est riche, plus il reçoit de crédit, plus il a la possibilité d'améliorer sa condition économique, d'acheter de nouvelles actions... et c'est la spirale en expansion.

CHAPITRE VI

LA POLITIQUE RURALE DE L'ETAT

A-T-ELLE PORTE SES FRUITS
AU NIVEAU MACRO-ECONOMIQUE ?

1. LA POLITIQUE AGRICOLE ET L'ARTICULATION DE L'ECONOMIE

1.1. Brève introduction à l'analyse input/output :

Nous nous proposons dans cette partie, d'analyser la déformation de l'appareil national de la production depuis 1965, de décrire et analyser la situation de l'agriculture et de déduire les processus de transformation jusqu'en 1973/74. Pour cela nous sommes partis de tableaux des ressources et des emplois par branche, établis dans le cadre de la comptabilité nationale pour ces deux dates¹.

Le premier de ces tableaux (1965) comporte 30 branches, le second (1973/74) 60. Quoique de présentation quelque peu différente, nous avons réussi à les agréger et montrer une présentation plus simple ne comportant que cinq branches : l'agriculture (A), les mines et le pétrole (M & P), les industries agricoles et alimentaires (IAA), les autres industries (AI) et les services (S).

Dans son principe, la construction du tableau est simple: sur les colonnes figurent les ressources et sur les lignes les emplois. Par construction comptable les ressources sont égales aux emplois pour chaque branche et pour l'économie globale. Comme notre attention portait plus particulièrement sur l'agriculture et les industries alimentaires, beaucoup

¹Le premier tableau est l'oeuvre d'une équipe du ministère de l'économie sous la direction de SHAHEEN, A.S. : 1965 Input-Output table for Iranian Economy. Téhéran, Editeur et date d'édition non mentionnés, 50 p. + tableaux.

Le second, terminé en 1977, a été élaboré par : Statistical Center of Iran, Department of Financial Statistics and National Accounts in cooperation with Yekom Consultants.

de cases ont été volontairement laissées vides pour mieux mettre en relief les agrégats sur lesquels nous voulions bâtir notre analyse. Le tableau des ressources et des emplois a été décomposé en trois tableaux élémentaires I, II, III.

Le tableau I (colonnes et lignes 1 à 6) est un tableau d'achats et de ventes, de relations inter-branches ou inter-industries (Léontief). Les ventes figurent sur les lignes, les achats sur les colonnes.

Le tableau II indique l'origine des ressources dont chaque branche a disposé, les achats aux autres branches, le paiement des facteurs travail et capital (valeur ajoutée : V A) et les importations (M) pour produire sa production totale.

Le tableau III (colonnes 7 à 11 et lignes 1 à 6) indique la destination finale des biens produits; ceux-ci peuvent être en effet utilisés pour la consommation intérieure (C), pour l'équipement en vue d'accroître la capacité de production (ou formation brute de capital fixe : FBCF) ou encore pour l'exportation (x).

Les informations figurant sur les colonnes du tableau I, permettent de calculer les coefficients techniques ou quantités de biens intermédiaires achetés par la branche (j) à la branche (i) et nécessaire pour obtenir une unité de produit de la branche (j). C'est ce que nous avons calculé et représenté dans les tableaux agrégés des pages suivantes. Nous verrons par la suite que ces coefficients nous seront d'une très grande utilité pour saisir les relations entre les branches de production dans le processus de développement de l'appareil productif.

1.2. Schéma d'analyse pour l'Iran :

1.2.1. La place de l'agriculture en 1965 dans l'économie iranienne :

L'analyse globale du tableau à 30 branches de 1965 fait ressortir avant tout le caractère inarticulé de l'économie au niveau des relations inter-branches. Point n'est besoin de trop approfondir, le "noircissement" de la matrice est faible, les coefficients d'échanges intersectoriels aussi. Ceci résulte évidemment de la structure dualiste de cette économie que nous avons déjà rappelé et d'une hétérogénéité due simultanément à l'existence d'un secteur de subsistance et d'un secteur monétaire, d'un secteur traditionnel et d'un secteur implanté (pétrole), d'un secteur capitaliste et d'un secteur artisanal en Iran.

Dans le cadre de cette économie nous constatons que l'agriculture achète peu aux autres secteurs (à peine 5% de ses achats). Par contre elle est à forte valeur ajoutée, la plus forte parmi tous les secteurs.

Ainsi pour 100 rials d'inputs dans le secteur agricole, 85 rials sont allés à la rémunération du travail (21 rls), à la rente, au profit et à l'intérêt (64 rls); à peine 5 rls sont destinés à l'achat des biens intermédiaires des autres branches, près de 9 rials pour payer ceux effectués dans le secteur même et environ 1 rial à l'étranger (d'où une faible dépendance de ce secteur envers l'extérieur). Par ses achats, l'agriculture est en fait isolée du reste de l'économie; elle se suffit à elle-même pour sa production. Ceci reflète le niveau technologique de ce secteur qui est à forte intensité en main-d'oeuvre, employant peu les machines et outils mécaniques et les engrais (1.38% de ses achats proviennent des autres industries) et s'approvisionnant chez elle-même en semences (8.77% de ses achats se font à l'intérieur du secteur).

Par ses ventes l'effet est inverse; elle est la première parmi les autres dans la vente des consommations intermédiaires; comparativement celle-ci constitue le double de la valeur de la vente intermédiaire du secteur pétrolier. L'agriculture fournit 50% de ses 133 milliards de rls de production en tant que biens intermédiaires aux autres secteurs dont près de la moitié au seul secteur des industries agro-alimentaires.

Sa tâche ne s'arrête pas là, l'autre moitié est destinée à la consommation finale; 2% seulement de sa production va à l'étranger (faible dépendance aux marchés externes). Rappelons néanmoins que ces 2% constituent cette année-là l'essentiel des exportations non pétrolières du pays.

Dans ses relations avec le reste de l'économie, l'agriculture est surtout reliée au secteur des industries agricoles et alimentaires. Pour l'Iran, nous avons agrégé sous cette rubrique les branches aliments, boissons et tabacs. Ce secteur contrairement à l'agriculture est à fort coefficient d'achats de biens intermédiaires (le plus élevé de l'économie avec 79 %) et à faible valeur ajoutée (13%). C'est aussi celui dont la croissance peut avoir le plus grand impact dans l'évolution quantitative et qualitative de l'agriculture puisque 53% environ de ses achats se font dans ce secteur. Ceux-ci constituant plus du quart de la production totale agricole (27%), on imagine facilement la répercussion que peut avoir un accroissement de la seule demande de biens de ce secteur par l'économie, sur l'agriculture. Autre fait à retenir : au point de vue de la consommation finale des produits agricoles et alimentaires (que se soit du secteur A ou IAA) nous constatons que celle-ci se partage presque moitié-moitié entre les produits agricoles non transformés provenant directement de la branche agriculture (66 milliards rls) et les produits transformés provenant de la branche des IAA (56 milliards rls). Rappelons que selon L. Malassis (op.cit.

p. 147) cette proportion dans les pays dits développés est de respectivement 30% (brute) et 70% (transformée). Dans les pays moins développés les proportions sont à dominante de consommation de produits bruts.

1.2.2. Comparaison avec la situation de 1973/74 :

- La première constatation qui s'impose au vu de la matrice initiale à 60 branches de 1973/74 est une plus grande intégration de certaines branches telles les métaux de base et la pétrochimie, conséquence logique du développement des industries lourdes pendant cette période. Malgré cela le schéma général de la matrice reflète un niveau assez faible du "noircissement".

- La seconde a trait à une certaine déformation de l'appareil de production pendant ces 9 ans; celle-ci se reflète fort bien au niveau des tableaux agrégés que nous avons dressés. Ses conséquences pour les secteurs agricoles et industries agro-alimentaires sont les suivantes :

- (a) Bien que l'agriculture soit encore à forte dominante de valeur ajoutée¹ et à faible achat aux autres secteurs, la part relative de ces deux entités dans les inputs totaux de ce secteur a changé.

Ainsi pour 100 rls d'inputs, l'agriculture achète 17 rls de produits intermédiaires aux autres secteurs (5 rls en 1965), 18 rls dans le secteur même (9 rls en 1965), 4.6 rls à l'étranger (1 rls au préalable) et paie

¹Rappelons que malgré sa position de leader dans l'emploi (40% de la population active), il devient en 1973/74 le secteur distributeur de la plus faible valeur ajoutée tandis qu'il occupait la seconde place après les services en 1965.

64 rials aux facteurs capital et travail (85 rls de v.a. en 1965)¹. Ceci implique une tendance vers une plus grande intégration par les achats de l'agriculture dans l'appareil de production. Dans ces conditions la croissance des autres secteurs dépend actuellement, de 3% pour les IAA, de 5% pour les autres industries et de 6% pour les services, de la croissance de l'agriculture ce qui n'était pas le cas neuf ans auparavant.

Rappelons que sa dépendance par les achats envers l'étranger quoique toujours faible (4.6%) a quadruplé pendant cette période.

- (b) Au niveau de la vente des biens intermédiaires l'agriculture a perdu sa première place au profit des industries agro-alimentaires. La composition de ses ventes a aussi changé. Elle vend beaucoup plus (73% de ses ventes) sous forme de matières premières et agricoles pour la transformation aux autres secteurs que de produits bruts directement voués à la consommation (23%) tandis que la proportion était de moitié-moitié auparavant.

Voyons ce que sont devenus ces 73% de ventes intermédiaires évalués à 204 milliards de rls. Le tableau I/O de 1973/74 montre qu'elle a vendu un quart dans son propre secteur, 36% aux (IAA), 5,5% aux (AI) et 1% aux services. Près du tiers a été vendu quelque part mais comme les auteurs ne savaient où, il a été classé sous la rubrique des outputs non alloués. D'une part, comparés aux % de 1965, ces rapports montrent tous un déclin de la part des ventes de l'agriculture aux autres secteurs, d'autre part comparés en valeur absolue, les chiffres accusent une baisse des ventes de matières agricoles aux autres industries et aux services tandis

¹cf. matrices de coefficients techniques de

que quintuplaient presque les auto-approvisionnements et doubleraient les ventes aux (IAA). Mais alors où sont allés ces 204 milliards de produits agricoles soustraits à l'emploi final ? Vers une meilleure intégration entre les secteurs ? Les chiffres relatifs que nous venons d'énoncer accusent le contraire, renforcés par les coefficients d'achats des autres secteurs à l'agriculture (ligne 1 de la matrice des coef. de 1965 et 1973/74) qui sont tous en baisse sauf l'autoapprovisionnement.

Reste alors l'explication suivante : les 66 milliards non alloués doivent faire partie de l'approvisionnement interne du secteur agricole et s'ajouter au 50 milliards qui y figurent déjà car si à partir de la production industrielle les auteurs avaient pu d'une manière ou d'une autre faire entrer cette production agricole dans leurs inputs intermédiaires ils l'auraient fait; l'autoapprovisionnement est la seule entité qui est toujours "estimée". En considérant ainsi près de 110 milliards de rls, consommés à l'intérieur du secteur beaucoup de données changent notamment son coefficient technique ne sera non plus 18% mais 39% ce qui rapprocherait plus l'Iran de la structure des pays moins développés que d'un pays qui se vante être la 13ème puissance économique du monde. Rappelons un autre point important avant de tirer la conclusion de cette analyse.

L'emploi final des produits agricoles destinés à la consommation interne et à l'exportation n'a que très peu progressé (66 milliards contre 76 milliards de rls) en neuf ans. Dans ce cadre la valeur absolue des produits agricoles directement consommés à même baissée. Ceci implique que l'agriculture ne fournit pas à la population en 1973/74 autant de produits de consommation qu'en 1965; et ceci calculé à prix courant car si on tient compte de l'inflation la baisse réelle de la production alimentaire offerte sur le marché est beaucoup plus élevée.

Alors d'où vient l'augmentation de 10 milliards de rls des emplois finaux des produits agricoles. Elle est essentiellement due à la multiplication par 7 de l'exportation dont sa principale composante est le coton. Dernières remarques : dans l'ensemble des produits dérivés de l'agriculture et présentés à l'emploi final par le tandem (A) et (IAA), les produits du second prennent le dessus en fournissant un peu plus de trois quart de la demande des emplois finaux tandis que ces deux secteurs se partageaient à part égale le marché en 1965.

1.2.3. Conclusion à l'analyse I/O :

La déformation de l'appareil de production a abouti au déclin de la part de l'agriculture dans la v.a., bien que ce secteur soit toujours le plus grand employeur du pays. Ceci a entraîné une meilleure intégration en amont de l'agriculture avec les principaux secteurs auxquels celle-ci achète relativement plus de produits intermédiaires. Cependant ce développement s'est effectué par la déstabilisation des relations en aval de l'agriculture avec les autres secteurs au dépend du premier. Ce secteur a perdu sa place prépondérante de 1er fournisseur de produits intermédiaires et de produits finis du pays (pétrole non compris).

Il s'est replié sur lui-même en augmentant sa part d'autoconsommation. Il commercialise moins de produits vivriers en 1973/74 qu'en 1965, malgré la forte demande interne, mais en revanche alimente de plus en plus le secteur externe en produits à usage industriels tel le coton. Les produits préparés des industries agro-alimentaires prennent le dessus dans la satisfaction de la demande finale en produits agricoles.

Si ce dernier point est d'origine récente et correspond à la technologie alimentaire et le changement de mode de vie urbain dans lequel l'évolution de l'activité féminine et la diminution des employés de maison, le développement de l'automobile, du réfrigérateur et du congélateur etc... jouent un grand rôle, il n'en va pas de même pour les autres dont leur manifestation est due à des défauts de stratégies.

Si l'agriculture s'est repliée sur elle-même et si elle ne produit plus assez de produits vivriers, c'est dû principalement à la mauvaise stratégie de développement rural envisagée (ou plutôt du manque de stratégie cohérente) qui n'a su adopter ni une politique cohérente des prix agricoles pour le sous-secteur "traditionnel", ni une planification adéquate pour le sous-secteur dit "moderne". La plupart des rapports internationaux¹ sont d'accord pour souligner le bas niveau et l'incohérence des prix agricoles pendant cette période. Ajouté à la faiblesse des réseaux de commercialisation et de transport pour l'amélioration desquels peu d'effort sérieux a été déployé, ces facteurs expliquent pourquoi l'agriculture paysanne n'a pas pu et su réagir aux sollicitations du reste de l'économie. Avec des prix constants agricoles du côté de l'offre de produits sur le marché et des prix toujours en hausse du côté des biens achetés, le revenu rongé par l'inflation qui ne lui laisse aucune possibilité d'investissement productif (d'autant plus que comme nous avons vu l'action des coopératives a été plus que médiocre à cet effet), le paysan ne voit pas d'autre solution que de prendre ses distances avec le marché. Il recourt à ses anciennes méthodes de cultures, ne parvient pas à renouveler ses stocks d'outils, avec l'usure de l'outillage la production stagne ou décroît, l'autoconsommation croît vu la pression démographique, bref c'est

¹cf. les rapports précités de IBRD, ILO et FAO : Report of the Workshop on Agricultural Sector Planning. Rome, FAO, 1976, 251 p. (doc. n° AGD/ESP/IRA/73/016).

le repli sur soi-même et moins de produits alimentaires offerts sur le marché urbain. C'est ce qui se lit sur les tableaux I/O. La preuve par le contraire se fait aussi quand on voit qu'une partie de ce paysannat reliée à un certain marché sensible aux prix internationaux, réagit aux prix et change son assolement en faveur du coton. C'est la multiplication par 7 que nous apercevons pendant cette période des exportations agricoles qui se fait visiblement en défaveur de la production des produits vivriers à usage interne (délaissés à cause du terme de l'échange défavorable).

Quant à la meilleure intégration en amont de l'agriculture reflétée au niveau de plus hauts coefficients d'achats aux autres secteurs, elle est due essentiellement à la création des nouvelles formes d'exploitation (sociétés par actions, coopératives de production, agrobusiness qui se fait par le biais de la planification. Si l'accroissement des flux reflété au niveau du tableau d'échange interbranches est selon l'analyse économique un élément positif pour l'intégration de l'agriculture au sein de l'économie, il ne faut pas oublier qu'elle concerne une "enclave" de petite dimension, ne participant selon les estimations qu'à 7 à 8% de l'output total agricole et n'employant que quelques 80 000 personnes¹. Elle n'est donc qu'illusion dans l'état actuel de ce secteur; surtout que comme nous avons pu constater par les études de cas, elle se fait à grands coups d'interventions étatiques au niveau des subventions et des crédits à bon marché et a pour corollaire des coûts économiques et sociaux assez importants².

¹ Estimation du rapport précité de ILO, p. 41, pour la fin du 5ème plan (1977/78).

² Pour les résultats globaux des unités à grande échelle dans les agrégats nationaux, voir annexe D.

Tableau VI.A. - L'agriculture dans le tableau agrégé des échanges intersectoriels de l'Iran 1965 (en millions de rls)

Tableau I											Tableau II				
Secteurs	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11				
	A	M & P	IAA	AI	S	V B	C	FBCF	X	EF	T O				
1 A	11 677	-	36 365	14 595	3 881	66 518	63 395	-	2 478	66 185	133 015				
2 M & P	258		696			28 137				82 904	111 041				
3 IAA	1 056	2 456	6 695	1 982	916	13 105	55 527	-	421	55 948	69 053				
4 AI	1 781		2 322			48 057				64 305	112 362				
5 S	2 992		8 718			45 263				222 939	268 202				
6 AB	17 824	22 144	54 796	50 010	56 306	201 080					693 673				
7 VA	113 299	87 072	11 165	50 545	191 309										
8 Salaires	27 888		3 282												
9 Int.Div., Rente	81 511		5 997												
10 Dépréciation	3 900	4 811	1 886	13 397	15 024										
11 M	1 588	1 612	2 321	15 160	18 747										
12 Imp. Ind.	304		771		11 840										
13 T.I. p.m.	133 015	111 041	69 053	112 362	268 202	693 673									

Tableau III

A = Agriculture; M & P = Mine et Pétrole; IAA = Industrie Agro-Alimentaire; AI = Autres Industries; S = Source
V B = Vente de la Branche; C = Consommation; X = Exportation; FBCF = Formation Brute de Capital Fixe; EF = Emplois Finales;
T O = Total Output; V A = Valeur Ajoutée; M = Importation; T i p m = Total Inputs aux prix du marché.

Source : SHAHEEN, A.S., op. cit.

Nota : pour les cases laissées vides le calcul n'a sciemment pas été effectué.

Tableau VI.B. - L'agriculture dans le tableau agrégé des échanges intersectoriels de l'Iran 1973/74 (en millions de rls)

Tableau I			Tableau II									
Secteurs	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
	A	M & P	IAA	AI	S	O P non alloués.	V B	C	FBCF	X	EF	T O
1 A	50 602	-	73 843	11 266	2 159	66 220	204 090	57 187	1 730	16 768	75 685	279 775
2 M & P	2 467		154				165 686				577 705	743 391
3 IAA	8 481	494	21 580	84	9 035	- 15 531	24 143	220 148	22 319	5 196	247 663	271 806
4 AI	14 321		3 254				188 910				340 668	529 578
5 S	16 537		16 017				197 537				789 735	987 272
6 Input non alloués	- 2 231		8322				-147 580					
7 AB	90 177	10 891	123 170	158 594	243 013							28111622
8 V A	179 677	710 541	131 003	82 785	672 562							
9 Salaires	-		6 177									
10 Int.Div., Rente	179 677		124 826									
11 M	12 866	21 959	16 698	218 497	75 092							
12 Imp.Ind.	- 2 945	-	935	69 702	- 3 395							
13 T.I.p.m.	279 775	743 391	271 806	529 578	987 272							

Tableau III

Source: STATISTICAL CENTER OF IRAN

Tableau VI.C. - Coefficients techniques de 1965 en %

Secteurs	A	M & P	IAA	AI	S
A	8.77	-	52.66	12.98	1.44
M & P	0.19		1.00		
IAA	0.79	2.21	9.7	1.76	0.35
AI	1.38		3.36		
S	2.25		12.62		
AB	13.38		79.34		
VA	82.21	80.06	13.43	33.06	67.86
Salaires	20.96		4.75		
Int., Div., Rente	61.25		8.68		
Déprécia- tion	2.93		2.73		
M	1.19	1.45	3.36	13.49	3.36
Imp. Ind.	0.23		1.12		
T.I.p.m.	100		100		

Source : nos calculs d'après les tableaux précédents.

Tableau VI.D. - Coefficientes techniques de 1973/74

Secteurs	A	M & P	IAA	AI	S
A	18.10	-	27.16	2.13	0.22
M & P	0.88		0.06		
IAA	3.0	0.07	7.94	0.02	0.91
AI	5.12		1.20		
S	5.91		5.89		
Input non alloués	- 0.8		3.06		
AB	32.21		45.31		
V A	64.22	95.58	48.20	15.6	68.12
Salaires			2.27		
Int., Div., Rente	64.22		45.94		
M	4.59	2.95	6.14	41.25	7.6
Imp. Ind.	- 1.05		0.34		
T.I. p.m.	100		100		

Source : nos calculs d'après les tableaux précédents.

2. LA POLITIQUE AGRICOLE ET LA DISTRIBUTION DES REVENUS AU NIVEAU RURAL

Par manque d'information, l'estimation du niveau et de la distribution des revenus ruraux est impossible. Quoique des informations soient fournies par les rapports annuels de la banque centrale sur les dépenses des familles et sur la valeur ajoutée désagrégée du secteur agricole, l'un et l'autre présentent des inconvénients et des avantages.

L'avantage du dernier est qu'on peut mesurer les revenus au lieu des dépenses, mais représente l'inconvénient de ne prendre en considération que les revenus agricoles, donc d'exclure toute l'activité non agricole qui constitue, dans certaines régions 20 à 30% des revenus familiaux.

Cependant, un essai a été entrepris, combinant les données de la Banque Centrale (V.A.), l'Organisation du Plan et IBRD Task Force (estimation de la taille des exploitations, leur distribution et leur production), donnant les résultats suivants :

Tableau VI.E. - Revenu et Dépense rurale

Catégories de Revenu	Revenu moyen	Pourcentage de la popu- lation rurale
(U.S.\$ par tête)		
Plus de 400	1 000	1,2 (paysans avec plus de 50 ha)
200 - 400	302	19,2 (" " 11-50 ha et nomades)
100 - 200 ⁺	131	32,9 (paysans avec 3-10 ha)
moins de 100 ⁺	70	46,7 (paysans avec moins de 3 ha et les paysans sans terre)
	100	

Catégorie de dépenses	Pourcentage de la population rurale
plus de 395 \$	2,2
296 - 395 \$	2,2
211 - 316 \$	6,9
123 - 247 \$	30,3 ⁺
89 - 148 \$	33,6 ⁺
moins de 133 \$	24,8 ⁺
	100

Ces chiffres sont très significatifs de la manière dont les revenus sont répartis : près de la moitié de la population rurale (47% reçoit un revenu inférieur à 100 dollars par an avec comme moyenne 70 dollars); l'addition des deux dernières lignes du premier tableau montre en outre que 80% de cette population a un revenu annuel, par tête, inférieur à 200 dollars (\$ 96.- en moyenne). Ceci en réalité signifie qu'un peu moins de la moitié de la population totale iranienne a un revenu qui est quelque 5 fois moins que le PNB moyen par tête du pays (\$ 558.- en 1972/73).

Dans l'optique dépense, ainsi que nous pouvons le constater, quelque 11% de la population rurale peut se permettre une dépense annuelle supérieure à 211 dollars, les 89% restant dépensent moins que ce chiffre, dont 58% moins de 148 dollars.

Donnons une précision de plus avant de commenter les résultats : ces disparités seraient plus marquées si dans le secteur rural on tenait compte aussi de la différenciation des régions et si au niveau national on comparait le PNB par tête moyen urbain (estimé à 1 035 dollars) avec la part du produit national brut revenant à chaque habitant des zones rurales (estimé à \$ 215.-).

Compte tenu de ce qui vient d'être dit, la première constatation à faire est celle d'affirmer que la croissance économique du pays n'a fait qu'augmenter les inégalités surtout entre le secteur urbain et le secteur rural, au lieu de le réduire. Ceci, dira-t-on, est une caractéristique de tout pays en voie de développement engagé dans le processus d'industrialisation; il n'en reste pas moins que malgré les mesures envisagées par l'Etat pour réduire l'écart, d'après les buts mêmes fixés par les 3 derniers plans, le secteur agricole se verra chaque année distancé de plus en plus par rapport aux autres secteurs (son taux de croissance étant inférieur).

Une deuxième constatation réside dans celle que si des solutions ne sont pas trouvées à ce problème, outre les tensions au niveau social qui se manifesteraient, la politique d'industrialisation du pays recevrait un sérieux coup, car toutes les industries naissantes se verraient en difficulté pour vendre leurs produits sur le marché. On peut facilement imaginer que près de 80% de la population rurale ayant un revenu annuel par tête de moins de 200 dollars quelle part de celle-ci pourra se consacrer à l'achat de biens créés par les industries nationales. Précisons qu'à ce niveau là nous plongeons dans la globalité et qu'en réalité la part de l'auto-consommation est trop grande dans bon nombre de familles et les possibilités de production sont au maximum (avec les techniques disponibles).

Des recherches précises semblent nécessaires pour déterminer ce qu'il en est des revenus et des dépenses en argent liquide de chaque famille rurale, la part des biens de consommation, d'investissement, etc. dans ces dépenses et ceci dans différentes régions et pour différentes catégories : paysan aisé, paysan moyen, paysan sans terre, ouvrier agricole, salarié, etc...

Ces informations permettront de nuancer l'approche globale et de mieux saisir la réalité de la condition paysanne, condition à laquelle l'Etat semble attacher une importance puisque des mesures ont été envisagées dans le 5ème plan pour augmenter le revenu et la condition de vie dans le secteur rural par le biais du relèvement des prix des principaux prix agricoles.

Mais fort est de constater jusque là l'échec de la politique agricole de l'Etat au niveau de la distribution des revenus en milieu rural.

3. LA POLITIQUE AGRICOLE ET L'EQUILIBRE ALIMENTAIRE :
une importation accrue de produits alimentaires

L'étude de l'évolution des importations de produits agricoles montre que - sauf en 1965¹ - à aucun moment avant la réforme agraire et depuis, jusqu'en 1970, celles-ci n'ont dépassé le seuil de 100 millions de dollars. Les variations d'une année à l'autre pendant cette période dépendent des conditions atmosphériques et subissent des hauts et des bas (cf. colonne 2 du tableau VI.F.) puisque les céréales et surtout le blé constituent la principale rubrique des importations. En très bonne année (1969, 1970) les importations de blé sont insignifiantes (respectivement 500 tonnes et 23 000 t.); en années normales, elles se situent entre 100 à 200 000 tonnes et en mauvaises périodes (1965 et 1968) elles grimpent à un demi million de tonnes. Pendant cette période 1961-1970, la structure des importations de produits agricoles reste relativement stable. Ce sont les produits d'origine végétale qui dominent à environ 90% avec le blé, le sucre et le thé. Ainsi peut-on dire que l'Iran se suffit en général en produits agricoles surtout ceux de l'élevage et importe du sucre (200 à 500 000 tonnes annuellement) par manque de structure de transformation, du blé selon les conditions atmosphériques, et du thé (5 à 10 000 tonnes) par l'inextensibilité relative de la surface des plantations de thé.

L'ensemble de ces importations agricoles ne pèse pas lourd dans l'importation totale du pays et ne constitue pas un fardeau pour les disponibilités en devises du pays (13% des importations en 1960, 7% en 1968 et 6% en 1970).

¹Mauvaise année agricole qui a nécessité un demi million de tonnes d'importation de blé soit le quadruple des années normales.

Cependant depuis 1971, s'amorce une montée vertigineuse des importations agricoles. Celles-ci passent de 172 millions de dollars (1971) à près de 1.6 milliards de dollars (1975) ! Cette hausse est des plus surprenantes et ne correspond en rien à l'évolution suivie des années précédentes. D'autant plus que c'est en 1974 (après l'accroissement des revenus pétroliers) que se situe le véritable point d'inflexion puisque les importations agricoles se voient multiplier par trois. Le changement survenu au niveau de la structure des produits est intéressant puisque malgré le blé et le sucre qui occupent toujours leur place prépondérante (plus de la moitié)¹, apparaissent le riz (10%) et les produits d'origine animale (17.2%) en 1975.

Il est bon de rappeler que la part de ces deux rubriques était nulle (riz) ou insignifiante (5.4% pour les produits d'origine animale) à la veille de réforme agraire.

Alors pourquoi cet accroissement spectaculaire et ce changement de structure ? Certes ces deux phénomènes peuvent être expliqués par l'augmentation rapide de la population et du revenu national par tête non suivi par un accroissement parallèle de l'offre des produits alimentaires dans le pays. Ce schéma est classique et correspond à la thèse officielle.

Le rythme de croissance de la population (3%) et du revenu per capita ont engendré une demande progressant au rythme annuel de 9 à 12% par an selon les estimations², tandis que le secteur agricole n'augmentait sa production qu'à un

¹En vérité la part de la valeur du sucre 34.5% aurait été beaucoup moins faible s'il n'y avait en 1975 la célèbre flambée des prix mondiaux de ce produit.

²Chiffre cité par : WEINBAUM, M.G.: "Agricultural Policy and Development Politics in Iran". The Middle East Journal, vol. 31, n° 4, autumn 1977, p. 436.

rythme inférieur à 4% par an dans la période de 1962 à 1972. Ce fossé ne pouvait évidemment être comblé que par les importations. Ceci se reflète au niveau des chiffres "raisonnables" de cette période. Mais que dire de ces multiplications par 9 de quantités de viande, par 3 des produits laitiers, par 2 du blé, par 3 du riz, par 6.5 des fruits etc.. importés en l'espace de quatre ans (1972-75) ?

Les changements d'élasticité des dépenses de consommation des produits agricoles par rapport au revenu ne peuvent donner toute l'explication. Surtout qu'en si courte période les habitudes de consommation au niveau général du pays ne subissent pas de bonds si prodigieux. Alors reste l'hypothèse d'une baisse de la production agricole camouflée par les chiffres officiels du Ministère de l'Agriculture survenue depuis le début du 5ème plan et qui serait selon nos hypothèses une des conséquences directes de la politique agricole suivie depuis 1968 qui vise à porter toute l'attention et l'effort de l'Etat vers les unités à grande échelle. Celles-ci n'ayant pas porté les fruits escomptés et le paysannat "traditionnel" délaissé, la baisse de production a été inévitable. D'ailleurs d'autres facteurs tels l'augmentation démesurée des salaires urbains (répercutés au niveau rural), l'entrée de plus d'un million d'étrangers en Iran avec un modèle de consommation différent, l'ingérence de l'Etat dans le réseau déjà frêle de distribution et de commercialisation ont eux aussi eu leur part dans ce déséquilibre entre l'offre et la demande interne de produits agricoles et fournissent une partie de l'explication du problème des importations.

Avec 17.1% de la valeur totale des importations en 1974 et 15.7% de celle de 1975, les produits agricoles pèsent lourd dans les dépenses en devises du pays. Suffit pour cela de rappeler que leur valeur en 1975 (1.6 milliards de dollars) correspond à la valeur des importations totales

du pays en 1969 et presque à celle de 1970¹! Cette situation est dangereuse si on sait que sans le pétrole, les exportations du pays (quelque 600 millions de dollars) n'auraient même pas suffi à payer la moitié de la facture alimentaire en 1975. Ajoutons à cela la dépendance envers un seul pays (les Etats Unis) pour l'approvisionnement de la principale denrée importée (le blé) et nous pourrions bien cerner la gravité de la situation vers laquelle une mauvaise politique agricole a mené le pays².

¹C'est aussi presque égal à la valeur ajoutée agricole de 1969 (environ 1.8 milliards de \$) du pays ce qui est totalement aberrant !

²WEINBAUM (op. cit. p. 445) rapporte que près de la moitié des importations agricoles de l'Iran en 1974/75 a été fournie par les Etats Unis. Ce pays a subvenu à 87% des besoins d'importation en graines et céréales et près de 70% des huiles animales et végétales de l'Iran cette année là.

Tableau VI.F. - Evolution de la valeur des importations de produits agricoles.

en millions de dollars courants.

Année	Valeur des importations agricoles	% de l'importation totale	Variation d'une année à l'autre %
1960	85	12.8	
1961	78	12.9	- 7.4
1963	56	10.8	- 20.4
1964	92.8	13.9	+ 65.6
1965	113.7	13.2	+ 22.5
1966	65.2	7.0	- 42.6
1967	56.6	5	- 13.2
1968	99.9	7.1	+ 76.5
1969	45.3	3	- 54.6
1970	67.2	5.8	+ 48.3
1971	175.5	9.7	+ 156.6
1972	207.7	9.6	+ 20.4
1973	319.0	9.4	+ 53.6
1974	966.3	17.1	+ 202.9
1975	1 558.1	15.7	+ 61.2

Source : U.N.: Yearbook of International Trade Statistics (series 1962-1976). New York, Trade by Countries.

Tableau VI.G. - Structure des importations agricoles et évolution de la valeur de chaque rubrique de 1963 à 1975.

	1963	1968	1975	Accroissement annuel moyen de la valeur		
				63-68	68-75	63-75
Valeur des importations (mio\$) dont :	<u>56</u>	<u>99.9</u>	<u>1 558.1</u>	12.3	36.9	31.9
1. Produits d'origine animale	<u>10.2%</u>	<u>11.4%</u>	<u>17.2%</u>	14.9	56.9	37.8
1.1.viande et animaux vivants	1.2%	3.1%	11.4%	36.1	77.6	59
1.2.produits laitiers	9 %	8.3%	5.8%	10.5	40.8	27.2
2. Produits d'origine végétale	<u>89.8%</u>	<u>88.6%</u>	<u>82.8%</u>	11.9	46.7	58.8
2.1. Blé	32.5%	37.2%	21.3%	15.3	36.7	27.4
2.2. Riz	-	3.7%	9.9%		70.6	
2.3. Fruits et Légumes	0.2%	-	8.4%			76.9
2.4. Sucre	37.8%	8.2%	34.5%	- 17.3	81.7	30.9
2.5. Thé	14.5%	10.6%	1.7%	5.5	14.2	10.5
2.6. Autres	4.8%	28.9%	7.1%	60.8	21.2	36.3

Source : chiffres calculés à partir de U.N.: Yearbook of International Trade Statistics, op. cit.

A N N E X E S

ANNEXE A

Résumé de l'évolution des différents agrégats nationaux de
1962/63 à 1975/76.

en %

Périodes Agrégats	1962/63	1967/68	1962/63
	1967/68	1972/73	1975/76
Population totale	2.9	3.4	3
PNB à prix constant de 1959/60	9.8	11.2	17.8
Valeur ajoutée agricole	4.5	3.8	4.5
Valeur des importa- tions de produits agricoles	12.3	36.9	31.9

Sources : Nos calculs d'après les différents documents déjà cités.

ANNEXE B

Remarques sur les chiffres de production :

Nous avons rapporté le tableau correspondant à la production, uniquement à titre indicatif; la fiabilité des chiffres n'est selon nous pas bonne. Ceux-ci, reportés par la Banque centrale iranienne, sont fournis par le ministère de l'Agriculture qui les a estimés. Il est évident qu'une estimation faite par un ministère sur des chiffres qui doivent servir comme indicateur de la bonne marche de sa politique est sujette à caution.

D'ailleurs des contradictions rencontrées au niveau des différents documents internes et internationaux - surtout pour les années 60 - ajoutent à la confusion.

Le seul document assez fiable à notre avis sur ce sujet est celui du Centre Statistique de l'Iran concernant le recensement agricole effectué selon des bases scientifiques et d'une manière systématique en 1973/74. La comparaison des chiffres précédents avec ceux du recensement que nous donnons ci-dessous expliquent la confusion du chercheur : (en milliers de tonnes, 1973/74)

Blé :	4 753	écart par rapport à la source précédente + 4.5%				
Orge :	1 158	"	"	"	"	+ 15 %
Riz (paddy):	937	"	"	"	"	- 26 %
Coton (graine):	560	"	"	"	"	- 7 %
Betterave :	4 086	"	"	"	"	+ 4 %
Thé :	61	"	"	"	"	- 31 %
Légumineuses :	198	"	"	"	"	+ 12.5%
Tabac :	15	"	"	"	"	-

Volume de la production des principaux produits agricoles.

en milliers de tonnes

	3ème plan		4ème plan		5ème plan		Croissance annuelle moyen. %		
	1963/64 Mauvaise ⁺	1967/68 Médiocre	1968/69 Excel.	1972/73 Bonne	1973/74 Bonne	1975/76 Bonne	3e plan	4e plan	63/64 - 75/76
Blé	3 000	3 800	4 400	4 546	4 600	5 500	7.1	0.5	5.6
Orge	740	1 035	1 160	1 009	923	1 400	6.2	- 0.7	4.8
Riz (paddy)	860	960	980	1 200	1 334	1 430	6.5	4.6	5.7
Coton (graine)	402	378	545	600	615	470	4.5	7.8	3.4
Betterave sucrière	1 191	2 830	3 410	3 918	4 240	4 670	27.0	7.7	13.9
Canne à sucre	248	430	450	700	1 050	1 100	16.3	6.9	13.9
Thé (feuilles vertes)	50	68	81	88	93	80	7.2	5.3	4.0
Légumineuses	102	140	158	176	200	225	9.0	4.7	7.2
Tabac	11	22	19	24	15	15	9.5	1.8	- 1.8

Source : BANK MARKAZI IRAN, Annually Reports from 1963/64.

Les taux de croissance sont les résultats de nos calculs (point de départ fin 1962/63).

⁺Nota : il s'agit de la condition atmosphérique générale de l'année.

ANNEXE C

Les sources de crédit rural et leurs taux respectifs :

Les taux d'intérêt qui ont cours dans ce secteur, diffèrent selon les sources de crédits.

Parmi les sources institutionnelles (qui fournissent à peine le tiers des crédits) le taux le plus faible est celui des coopératives rurales et de la Banque de Coopérative Agricole (6%); la Banque de Développement Agricole accorde de 8 à 9 %, les banques privées à 12%.

Parmi les sources non institutionnelles (fournissant 2/3 des crédits) les taux d'intérêts varient selon les régions, les produits et les saisons. Ils ne sont pas facilement discernables car ils prennent des aspects plus subtils que le simple taux d'usure. Dans beaucoup de cas, ils se manifestent sous forme du surbénéfice empoché par le boutiquier (qui accorde des crédits à la consommation) pour les produits qu'il vend plus cher; sous forme de ventes anticipées de la récolte ou des agneaux aux intermédiaires de commercialisation (qui peuvent ne faire qu'un avec le boutiquier) ou sous forme de dépendance envers "les propriétaires de machines agricoles" auxquels ils cèdent une partie de leurs produits.

Globalement pour le pays on peut estimer à 25-50 % le taux d'intérêt annuel pratiqué par les sources non-institutionnelles. A titre d'exemple nous pouvons citer les taux suivants que nous avons pu relever :

- 20 à 30 % pour les agriculteurs de plaines et 50 à 100 % pour les éleveurs de montagnes (nomades) de la province de Kermanchahan (district de Paveh);
- 24 à 60 % pour la province de Fars (région de Chiraz et Marvedacht);
- 40 à 50 % pour la province du Mazandaran (région de Sari) dans le cas de ventes anticipées du riz.

ANNEXE D

Importance relative des unités à grande échelles (A.B., S.A.A., C.P.) dans les agrégats nationaux choisis.

Part revenant aux grandes unités dans les crédits à l'agriculture du 5ème plan (1973/74 - 1977/78)	50 % ⁺
Part dans les investissements fixes agricoles (privés + publics) du 5ème plan	52 % ⁺
Part de la production agricole (fin du 5ème plan)	8 % ⁺⁺
Part de la population rurale englobée (1976)	2.5 % ⁺
Part de la main d'oeuvre rurale employée à la fin du 5ème plan	2.2 % ⁺⁺
Part des terres cultivées du pays	9 % ⁺
Part des terres irriguées du pays	20 % ⁺⁺⁺

Source :

⁺ Nos estimations à partir des documents officiels.

⁺⁺ Prévision du BIT.

⁺⁺⁺ Prévision du 5ème plan.

BIBLIOGRAPHIE

I. SOURCES

BANQUE DE CREDITS AGRICOLES ET DE DEVELOPPEMENT RURAL
DE L'IRAN;

Faites connaissance avec les diverses activités de la
Banque. Téhéran, BCADRI, Département des Statistiques,
1963, fascicule (en persan).

BANK KECHAVARZI IRAN;

Activités de la Banque et bilan. Téhéran, BKI, Rapports
annuels de 1966/67 à 1969/70 (en persan).

BANK MARKAZI IRAN;

Annual Report and Balance Sheet. Tehran, BMI, annually
from 1966.

National Income of Iran 1959/60-1964/65. Tehran, BMI,
Department of Economic Studies, 1968 (Persian).

National Income of Iran 1959/60 - 1971/72. Tehran, BMI,
Department of Economic Studies, 1973 (Persian).

BANK TAAVON KECHAVARZI (Coopérative agricole);

Bilan et rapport du président à l'Assemblée générale
des actionnaires. Téhéran, BTK, Rapports annuels de
1970/71 à 1974/75 (en persan).

BOOKERS AND HUNTING AGRICULTURAL & TECHNICAL SERVICE LTD;
National Cropping Plan. Tehran, MANR, Planification
Bureau, 1974/75.

CENTRAL TREATY ORGANISATION;

Agricultural Credit and Cooperatives. Ankara, CENTO, 1965.

CENTO Symposium on Agricultural Statistics, Held in
Ankara, Turkey, October 17-18, 1967. Ankara, 1968.

CENTRE STATISTIQUE DE L'IRAN;

Annuaire statistique. Téhéran, CSI, différentes années
depuis 1351 (1972/73).

Bulletin statistique de la province de Hamadan. Téhéran,
CSI, mars 1977 (en persan).

Bulletin statistique de la province du Kermanschahan.
Téhéran, CSI, mars 1974 (en persan).

Bulletin statistique de la province du Khuzestan.
Téhéran, CSI, juillet 1977 (en persan).

Bulletin statistique de la province du Mazanderan.
Téhéran, CSI, sept. 1976 (en persan).

Enumération statistique des évolutions économiques et
sociales de l'Iran pendant la glorieuse période de la
dynastie des Pahlavi 2535 (1976/77). Téhéran, CSI,
août 1976 (en persan).

National Census of Population and Housing, Nov. 1966.
Téhéran, 1967.

Population projection of Iran, 1966-1991. Tehran, 1972.

Prix de détail des produits et services et prix des
produits agricoles dans les zones rurales en 1353 (1974/
75). Téhéran, CSI, août 1975 (en persan).

Résultats préliminaires du recensement général d'octobre
1976 de la population du pays. Téhéran, CSI, fascicule
n° 1, janv. 1977 (en persan).

Résultats de l'enquête sur la main d'oeuvre. Téhéran,
CSI, Rapports sur les années 1970/71 à 1972/73 (en persan)

Résultats du recensement agricole; première étape 1352
(1973/74). Téhéran, CSI, mars 1975 (en persan).

Résultats de l'enquête agricole; seconde étape du recensement agricole 1974/75. Téhéran, CSI, mars 1976 (en persan).

D & R CORPORATION;

Farm Corporations for the Dez Irrigation Project.

New York, D & R Corp., 1969, 2 vol.

FAO;

FAO in Iran; Activities 1951-68. Tehran, Feb. 1969.

Indicative Plan for Agricultural Development: 1965-1985.

Near East, vol.I.

Perspective Study of Agricultural Development for Iran.

ESP/PS/IRA/74/20, Rome, FAO, 1974.

The Preparatory Arrangements for the 1974 Census of Agriculture; Report to the Government of Iran. Rome, FAO, 1974.

The State of Food and Agriculture. Rome, FAO, annually from 1969.

Agricultural Development and Employment Performance and Planning : A Comparative Analysis. Rome, FAO, Agricultural Planning Studies, 1974.

Agricultural Commodities Projections 1970-1980. Rome, 1971, 2 vol.

IBRD;

The Economic Development of Iran. Washington, IBRD, Oct.1974, 3 vol. + appendix, Report n° 378a-IRN.

INTERNATIONAL LABOUR OFFICE;

Manpower Problems in Iran during the third and fourth Plan Periods 1341-1351. Tehran, Aug. 1964.

Rapport au gouvernement de l'Iran sur la sécurité sociale des populations rurales. Genève, BIT/PNUD, 1971.

Report to the Government of Iran on the Development of Handicrafts (Handloom Weaving). ILO, Geneva, 1969.

Report to the Government of Iran on Hand-Weaving Training in Farm Corporation. ILO, Geneva, 1971.

Technical Memorandum to the Government of Iran on the Development of Rural Small Enterprises. ILO, Geneva, 1973.

Iran Input-Output Table 2532 (1973/74). Statistical Centre of Iran, Department of Financial Statistics and National Accounts in Cooperation with Yekom Consultants, Tehran, 1977.

MINISTERE DE LA COOPERATION ET DES AFFAIRES RURALES (MCAR);

Activités du MCAR dans le domaine de la création et de la gestion des sociétés par actions agricoles et des coopératives de production. Téhéran, MCAR, 1973 (en persan).

Activités du MCAR dans le domaine de la création et de la gestion des sociétés par actions agricoles et des coopératives de production. Téhéran, MCAR, mars 1977 (en persan).

Evaluation des activités de l'Organisation des Assurances Sociales de la population rurale dans la zone de la société par actions agricoles de Sameskandeh. Téhéran, Centre de recherche du MCAR, 1971/72 (en persan).

MINISTRY OF AGRICULTURE AND NATURAL RESOURCES;

Agribusiness Opportunities in Iran. Tehran, MANR, 1974.

Estimation de la demande pour les produits agricoles de l'Iran pour les années 1974/75 - 1992/93 et évaluation du modèle alimentaire futur. Rapport préparé par J. EDRAKI et F. NOWROUZI, Bureau de Planification, document dactylographié, mars 1975.

Les agrobusiness dans le développement agricole de l'Iran. Téhéran, MARN, Département des agrobusiness, texte dactylographié (en persan) contenant le discours de M. Ghavamian, vice-ministre du MARN au "Séminaire de planification régionale, année non-mentionnée (1975?).

Loi sur l'expansion de l'agriculture dans les pôles agricoles. Téhéran, mai 1975 (en persan).

MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE;

Loi sur la création des sociétés ayant pour objet l'exploitation des terrains situés en aval des barrages et les conditions de l'affermage et de l'exploitation.

Téhéran, MEE, Département des agrobusiness (en français).

PLAN ORGANIZATION;

A Decade of Achievements; illustrated statistics of Iran on the occasion of the 2 500th anniversary of the founding of the Persian Empire. Tehran, 1971,

Brève étude de la région d'Ouramanate. Téhéran, OP, Département du développement régional, 1967/68, (en persan).

Iran's Population; Past, Present and Future. Tehran; Population and Manpower Bureau Planning Division, Nov. 1973.

Review of the Second Seven Year Plan. Tehran, Division of Economic Affairs, 1960.

Outline of the Thrid Plan 1962/63 - 1967/68. Tehran, Plan Organization, 1966.

Rapport sur l'évaluation du 3ème plan quinquennal 1341-1346. Téhéran, OP, date non mentionnée (en persan).

Fourth National Development Plan 1968-1972. Tehran, PO, 1968.

Summary of the fifth National Development Plan, 1973-78 (revised). Tehran, PBO, Aug. 1974.

The Imperial Government of Iran : the Budget, a Summary, 1353 (1974/75). Tehran, 1974, 1v.

SCETIRAN;

Plan surcrier; rapport final. Téhéran, MANR, mars 1975, 2 vol.

Schéma d'aménagement du territoire. Téhéran, OPB, Centre National d'aménagement du territoire, 3 vol. + 8 doc. de travail, mai 1976.

SECTION D'IRRIGATION DE DEZ;

Caractéristiques de la vie dans les "chahrak" et leur comparaison avec la vie rurale. Unité d'Hygiène et d'Education, préparé par le Dr. A. Setayesh, août 1974, document interne, (en persan).

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE;

Rapport Annuel 1973. Washington, 1974.

UNITED NATIONS;

Yearbook of International Trade Statistics. New York, UN, Trade by Countries vol., annually from 1962.

Yearbook of National Accounts Statistics 1976. New York, UN, vol. I, Individual Country data, 1977.

UNDP;

Iran : UNDP Assistance Requested by the Government of Iran for the period 1973-1977. New York, 1973.

Country Programme, Background paper for Iran. Tehran, 1972, 2 vol.

II. OUVRAGES

- AJAMI, I. : "Chechdangui". Téhéran, Ed. Tousse, 1352 (1972/73), 190 p. (en persan).
- ADAMS F.G. and BEHRMAN J.R. : "Econometric Models of World Agricultural Commodity Markets". Cambridge, Massachussetts, Ballinger Publishing Compagny, 1976, 160 p.
- AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT : "Small Farmer Credit in West Asia". Washington D.C., AID, Spring review of small farmer credit, vol.IX, Feb. 1973. 91 p.
- AGRIBUSINESS COUNCIL : "Agricultural initiative in the Third World"; A Report on the conference : science and agribusiness in the seventies. London, Lexington Books D.C. Heath Ltd., 1975, 210 p.
- ALBERTINI, J.M. : "Les mécanismes du sous-développement". Paris, Ed. Economie et Humanisme, les Ed. Ouvrières, 1967, 343 p.
- AMANI M., AMINZADEH F. and CHASTELAND J.C. : "Etude sur la fécondité et quelques caractéristiques démographiques des femmes mariées dans quatre zones rurales d'Iran". Téhéran, Institut d'Etudes et de Recherches sociales, 1968, 316 p.
- AMINZADEH M., : "Population Growth and Manpower Problems in Iran". Ankara, Central Treaty Organization, 1969, 35 p.
- AMUZEGAR, J. and FEKRAT A., : "Iran Economic Development under dualistic conditions". Chicago. The University of Chicago Press. 1971, XIV, 177 p. (Publications of the Center for Middle Eastern Studies, number 7).
- AMUZEGAR J., : "Technical Assistance in Theory and Practice; The case of Iran". New York, A. Preager, 1966, 275 p.

- ANSLEY J., COALE, : Population Growth and Economic Development in Low-Income Countries. Princeton, Princeton Univ. Press, 1958, 389 p.
- HOOVER E.M.,
- ARESVIK O., : The Agriculture Development of Iran. New York, Preager Publishers, 1976, 300 p.
- ASIAN PRODUCTIVITY: Role of productivity in Asian economic ORGANIZATION growth. Tokyo, APO, 1970, 186 p.
- BADOUIN R., : Agriculture et accession au développement. Paris, éd. A. Pedone, 1967, 228 p.
- Economie Rurale, Paris, Armand Collin, 1971, 598 p. (Coll. "U" série Sciences économiques et Gestion).
- BAIROCH P., : Le tiers monde dans l'impasse; le démarrage économique du XVIIIe siècle. Paris, Gallimard, 1971, 359 p. (Collection Idées).
- The Economic Development of the Third World since 1900. London, Methuen and Co. Ltd., 1975, 260 p.
- BARTSCH W.H. and : The Economy of Iran 1940-1970 a Bibliography. University of Durham, Centre for Middle Eastern and Islamic Studies, publication n° 2; 1971, 114 p.
- BHARIER J.,
- BALDWIN, G.B., : Planning and development in Iran. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1967, 212 p.
- BEMONT F., : L'Iran devant le progrès. Paris, Publication de l'IEDES, 1964, 247 p. (Collection "Tiers Monde").
- BERNARD J. & : Employment Planning and Optimal Allocation of Physical and Human Resources. Geneva, ILO, 1974.
- VERSLUIS J.,

- CARADON H.M.F. : Population and family Planning in Iran;
prepared for the Government of Iran by
a United Nations interagency mission.
New York, United Nations, Commissioner
for technical co-operation, Dept. of
economic and social affairs, 1971, 140p.
- CENTRE D'ETUDES ET : Sur le "mode de production asiatique".
DE RECHERCHES Paris, Ed. Sociales, 1974.
MARXISTES
- CENTRE REGIONAL : Evolution de l'agriculture dans 26 pays
D'EDITIONS en voie de développement 1948 à 1963.
TECHNIQUES Paris, CRET, 1966, 177 p. (Collection:
Technique américaine n° 108).
- CEPEDE M., : L'agro-industrie, Paris, Cahiers de
MALASSIS L. et l'ISEA, Série AG n° 11, Economies
KLATZMANN J. et Sociétés, 1973, pp. 2023-2429.
- CEPEDE, M. (ed.by) : Capital foncier et réformes agraires.
Paris, Cahiers de l'ISEA, Economies
et Sociétés, vol. 8, n° 5, 1974,
pp. 565-749.
- CHASTELAND J.C., : La population de l'Iran : perspectives
AMANI M., d'évolution de 1956 à 1986. Téhéran,
PUECH O., Université de Téhéran, Institut de
Recherche en Sciences Sociales, 1966,
312 p.
- CHUTA E. & : The role of small scale industry in
LIEDHOLM C. employment generation and rural develop-
ment. East Lansing, Michigan State
Univ., 1975.
- DENMAN D.R., : The King's vista a land reform which
has changed the face of Persia.
Berkhansted, Eng., Geographical publi-
cations, 1973, 368 p.

- DULFER E., : L'efficacité opérationnelle des coopératives agricoles dans les pays en voie de développement. Rome, FAO, 1975, 177 p.
- DUMONT R., : L'utopie ou la mort. Paris, Seuil, 1973, 185 p.
- EICHER C. & WITT L. (ed.by) : Agriculture in Economic Development. New York, Mc. Graw-Hill, 1964, 415 p.
- ETIENNE B. (ed.by) : Problèmes agraires au Maghreb. Paris, Ed. CNRS, 1977, 320 p.
- ETIENNE G. : The Importance of the rural sector in the process of Development. Report prepared for Electrowatt Engineering Services Ltd., Zurich, Feb. 1975, 40 p.
- FAO : L'outillage agricole pour les régions arides et tropicales. (étude préparée par H.J. HOPFEN), Rome, 1970, 156 p.
- FROMONT P. : Problèmes d'économie rurale. Paris, Ed. Génin, 1962, 591 p.
- GAIGNEAUX D. : Agriculture premier impératif du développement. Paris, Ed. Universitaires, 1969, 189 p.
- GAUDE J. : Emploi agricole et migrations dans une économie dualiste. Genève, Paris, Librairie Droz, 1972, 224 p.
- GEORGE S. : How the Other Half Dies; the Real Reasons for World Hunger. New York, Penguin Books Ltd., 1976/77, 352 p.
- GEORGESCU-ROGEN N. : La science économique, ses problèmes et ses difficultés. Paris, Dunod, 1970, 300 p.

- GITTINGER J.P., : Economic Analysis of Agricultural Projects. The Johns Hopkins Univ. Press, London, 1972, 221 p.
- GITTINGER P.J., : Planning for Agricultural Development. The Iranian Experience. Washington, National Planning Association, 1965, 121 p. (Planning experience series n°2).
- GOLDBERG R.A. : Agribusiness Management for Developing Countries - Latin America. Cambridge, Mass., Ballinger Publishing Company, 1974, 411 p.
- HEMMASI M., : Migration in Iran : A quantitative approach. Tehran, Pahlavi University, 1974, 147 p.
- HEWITT DE ALCANTARA C. : Modernizing Mexican Agriculture; Socio-economic Implications of Technological Change 1940-1970. Geneva, UNRISD, 1976, 350 p.
- HIRSCHMANN A.O. : La stratégie du développement économique. Paris, Ed. Ouvrières, 1965, 354 p.
- HOMAYOUNPOUR P. : The experimental functional literacy programme of the women's organization of Iran. Tehran, 1975, 40 p.
- INAYATULLAH : Cooperatives and development in Asia : a study of cooperatives in 14 rural communities of Iran, Pakistan and Ceylon Geneva, UNRISD, n° 72.7, 1972, 272 p.
- Cooperatives and planned change in Asian rural communities; Case studies and diaries. Geneva, UNRISD, 1970, 349 p.

- INSTITUTE FOR PLAN-: Village planning and reconstruction
 NING AND DEVELOP- of the earthquake zone in the Ghazvin
 MENT, TEL AVIV, area, Iran. Tel Aviv, 1968, 70 p.
- ILO, : Employment and Income policies for
Iran. Genève, ILO, 1973, 100 p. + tab.
- : Employment policy in the 2nd develop-
ment decade; a U.N. family approach.
 Geneva, ILO, 1973, 44 p.
- : Poverty and Land lessness in Rural
Asia. Geneva, ILO, 1977, 288 p.
- : Problems of Employment Creation in
Iran. ILO, Geneva, 1970, 86 p.
- ISHIKAWA S., : Economic Development in Asian Pers-
pective. Tokyo, 1967.
- ISLAM N., (ed. by) : Agriculture Policy in Developing
Countries. London, McMillan Press Ltd.,
 1974, 565 p.
- JACOBS N., : The Sociology of Development; Iran
as an Asian Case Study. New York,
 F.A. Preager, 1966, 532 p.
- JEQUIER N., : La technologie appropriée; problèmes
 (sous la direction) et promesses. Paris, OCDE, 1976, 391 p.
- JOHNSTON and KILBY : Agriculture and Structural Transfor-
mation. Oxford, 1975, 474 p.
- JOLLIVET M., : Sociétés paysannes ou lutte de classes
au village. Paris, Armand Colin, 1974
 (collection des collectivités rurales
 françaises), 266 p.
- KARAGI : La civilisation des eaux cachées;
 (Mohammad Aq) traité de l'exploitation des eaux sou-
 terraines (composé en 1017). Texte
 établi, traduit et commenté par Aly
 Mazaheri. Nice, IDERIC, avril 1973,
 187 p. (Etudes préliminaires 6).

- KAZEMIAN G.H. : The Impact of U.S. Technical Aid on the Rural Development of Iran.
Brooklyn, Gaus, 1968, 129 p.
- KREMNIÖV I., : Voyage de mon frère Alexis au pays de l'utopie paysanne 1984. Lausanne,
Ed. L'Age de l'Homme, 1976, 141 p.
- KURTZIG M.E., : Iran : Agricultural production and Trade. Washington DC., Economic Research Service, US Department of Agriculture, 1974, 51 p.
- KUZNETS S. : Population, Capital and Growth. New York, W.W. Norton and Company Inc., 1973, 342 p.
- LABROUSSE Ch., : Statistique; exercices corrigés. Paris, Dunod, 1965, 288 p.
- LAMBTON A.K.S., : Landlord and peasant in Persian; a study of land tenure and land revenue administration. London, Oxford University Press, 1969, 459 p.
The Persian Land Reform 1962-1966.
Oxford, Clarendon Press, 1969, 386 p.
- LANGER F. & others : Iran : Oil Money and the Ambitions of a Nation; A Hudson Special Report.
Paris, Hudson Research Europe Ltd., march 1975, 30 p.
- LE MONDE, : L'année économique et sociale 1976: L'espoir déçu. Dossiers et documents du "Monde", janv. 1977.
- LEWIS A.W., : Development Planning. New York, 1966.
- LOONEY R.E., : The economic development of Iran; a recent survey with projections to 1981.
N.Y., Preager, 1973, 199 p.

- MALASSIS L., : Agriculture et processus de développement. Essai d'orientation pédagogique. Paris, UNESCO, 1973, 308 p.
- McLACHLAN K.S., : The Developing Agriculture of the
BURRELL R.M., Middle East (opportunities and prospects). London, Graham and Trotman Ltd
HOYLE S., 1976, 74 p.
PARKER C.,
- MENDRAS H. et : Terre, paysans et politique. Paris,
TAVERNIER Y., SEDFIS, 1969, 608 p.
- MOSSANNE A., : Land Reform, A Political Process. An
Iranian Case Study of the Relationship
between socio-political structure and
land reform. The Hague, Institute of
Social Studies, 1969, 1 fasc.
- Social Aspects of Agricultural Cooperative Societies within the framework of Land Reform in Iran, mimeographed, Institute of Social Studies,
The Hague, 1968.
- MOGHADDAM R., : An economic analysis of wheat production and marketing in Iran. Michigan,
Ann Arbor, 1972, 192 p.
- MYINT H., : The Economics of the Developing Countries. London, Hutchinson Univ.
Library, 1964, 192 p.
- MYRDAL G., : Le drame de l'Asie. Enquête sur la
pauvreté des nations. - Une étude de
la Fondation du XXème siècle condensée
par Seth S. King. Paris, Le Seuil,
1976, 416 p. (Collection Esprit).
- NAJAFI B., : Foreign Investment in Iran with Particular Reference to Agriculture.
Dissertation PHD, Wolfson College,
University of Cambridge, sept. 1975,
279 p.

- NARAGHI E., : L'étude des populations dans les pays à statistique incomplète (contribution méthodologique), préface de Jean Stoctzel. La Haye/Paris, Mouton et Cie 1960, 140 p.
- NEZAM-MAFI M., : Une région agricole de l'Iran, le Khouzistan. Lausanne, Heliographia, 1961, 168 p.
- NIK-KHALGH A.A., : La société par actions agricoles de Sameskandeh (Sari). Université de Téhéran, Institut d'Etudes et de Recherches Sociales, 1971, 272 p. (en persan).
- NORTON J., CAIN A.; Indigenous Building and the Third World. AFSHAR F., Tehran, Development Workshop, Printed DARAIE M.R., by Building and Housing Research Center, P.O.Box 15-1114, 1976 (sans pagination).
- NOTES ET ETUDES : L'Iran et les pétrodollars. La documentation française, 15 mai 1975, DOCUMENTAIRES, n° 4288-4189, 78 p.
- NOWSHIRVANI V., : The beginnings of commercial agriculture in Iran. Yale University, Economic Growth Center, Center Discussion paper n° 225, April 1975, 64 p.
- OCDE, : Occupational and Educational Structures of the Labour Force and Levels of Economic Development. Paris, OCDE, 1970, 321 p.
- OHLIN G., : Population Control and Economic Development. Paris, OCDE, 1967, 138 p.
- PERROUX F., : La coexistence pacifique. Paris, PUF, 1958, 666 p. (3 volumes).
Les techniques quantitatives de la planification. Paris, PUF, 1965, 307 p.

- RODGERS G.B., : Economic-Demographic Modelling for
HOPKINS M.J.D. and Development Planning : BACHUE Philip-
WERY R., pines. Geneva, ILO, 1976.
- SAFINEJAD Dj., : Nezamhayé tolidé zérahé djamii:
"Boneh" ghable va baad az eslahaté
arzi. (Les systèmes collectifs de
production agricole : le "Boneh" avant
et après la réforme agraire), Téhéran,
ed. Tousse, 1974, 2ème ed., 270 p.
(en persan).
- SEN A., : Employment Technology and Development.
Oxford, Clarendon Press, 1975, 193 p.
- SHAHEEN A.S., : A Preliminary Study on Economics of
Employment and Higher Education in
Iran. Presented at the seminar on
"Planning and Development of Manpower
in Iran", Tehran, 15-10 Sept. 1969.
Tehran, Bureau of Statistics, Minis-
try of Economy, 1970 ?, 34 p.
- 1965 Input-Output table for Iranian
Economy. Tehran, Editeur et date
d'édition non mentionnés, 50 p. + tabl.
- SHOKO O., : The development of large-scale farming
in Iran; the case of the province of
Gorgan. Tokyo, Institute of Asian
Economic Affairs, 1968, 51 p.
- THORBECKE E. (ed.by) : The Role of Agriculture in Economic
Development. New York, Columbia
University Press, 1969, 480 p.
- UNRISD, : Le rôle des coopératives dans le chan-
gement; rapport sur une recherche
et discussion. Genève, UNRISD (Insti-
tutions rurales et changement plani-
fié, vol.VIII), 1976, 137 p.

- UNRISD, : Rural cooperatives as agents of debates
Geneva, UNRISD, 1975.
- UPTON M., : Agricultural Production Economics and
Resource-Use. London, Oxford Univ.
Press, 1976, 357 p.
- VAKIL F., : A Macro-Econometric Projection for
Iran 1973-1992. Tehran, PBO, April
1974, paper presented to the Symposium
"Iran; An International Conference",
held in Shiraz June 1-4 1974, 58 p. +
appendix.
- VIEILLE P., : La société rurale et le développement
agricole du Khouzistan. Paris, PUF,
1967 (in Année Sociologique, 1965, pp.
85-112).
- WARRINER D., : Land Reform in principle and practice.
Oxford, Clarendon Press, 1969, 457 p.
- WITTFOGEL K. : Le despotisme oriental, Paris, Les
Editions de Minuit, 1964, 668 p.

III - ARTICLES

- AJAMI I., : "Agricultural and Rural Development in Iran" in Iran : Past, Present and Future, pp. 131-156, ed. by Janew Jacqz, New York, Aspen Institute for Humanistic Studies, 1976, 481 p.
- "Land Reform and Modernisation of the farming Structure in Iran". Oxford Agrarian Studies, n° 2, (2 New Series), 1973, pp. 120-131.
- AJDARI A., : "Les conditions de la réforme agraire en Iran". Développement et Civilisation, n° 22, 1965, pp. 37-46.
- ALLEG H., : "Iran : vers quel développement et pourquoi ?" Economie et Politique, janv. 1976, pp. 79-96.
- ARASTEH R., : "The Struggle for equality in Iran", Middle East Journal, vol. 18, n° 2, Spring 1964, pp. 189-205.
- ASKARI H. & : "Recent Economic Growth in Iran". Middle Eastern Studies, vol. 12, n° 3, oct.1976, pp. 105-123.
- MAJIN S.,
- ATAI M., : "Economic Report on rice and other cereals in Gilan", Tahqiqat-é-Eqtes adi 2, n° 5-6, Summer 1963, pp. 32-53.
- AUROI C., : "Introducing a cooperative in Shah-Abad, a conflict ridden village in Iran"; Cooperatives and Planned Change in Asian Rural Communities. Case Studies and Diaries. Geneva, UNRISD, Report 724, vol.vi, 1972, pp. 99-142.

- AVERY P., : "The Many Faces of Iran's Foreign Policy"
New Middle East, n° 47, August 1972,
pp. 17-19.
- BADOUIN R., : "Le rôle du secteur agricole dans la
phase initiale du développement économi-
que", Revue de Science Financière, oct.-
déc. 1960, pp. 617-635.
- BAGLEY F.R.C., : "A Bright Future After Oil : Dams and
Agro-Industry in Khuzestan". Middle East
Journal, vol. 30, n°1, Winter 1976,
pp. 25-35.
- BAIROCH P., : "Evolution et rôle de l'agriculture dans
le tiers monde". Civilisations, vol.xx,
n° 1, 1970, pp. 25-37.
- BARTSCH W.H., : "Family income and labour force parti-
cipation rates in less developed coun-
tries : and Iranian case study". World
Development (Oxford), n° 1, Aug. 1973,
pp. 17-22.
- BAYANI A. Ch. : "A new method of irrigation in Iran".
Takqiqat-é-Eqtessadi 2, n°s 7-8, mars
1964, pp.13-25.
- BEMONT F., : "L'irrigation en Iran". Annales de géo-
graphie, n° 328, nov.-déc. 1961, pp. 597-
620.
- BHALLA A.S., : "La technologie et l'emploi : Quelques
conclusions". Revue Internationale du
Travail, vol. 113, mars-avril 1976,
pp. 204-219.

- BILL J.A., : "The Social and economic foundations of power in contemporary Iran". Middle East Journal 17, n° 4, 1963, pp. 343-67.
- BLACK-MICHAUD J., : "An ethnographic and ecological survey of Luristan, Western Persia : modernization in a nomadic pastoral society". Middle Eastern Studies, vol. 10, n° 2, 1974, pp. 210-228.
- BLANDY R. and : "The Education Corps in Iran: A survey of its Social and Economic Aspects",
NISHAT M., International Labour Review, vol. 93, n° 5, May 1966, pp. 521-529.
- BRAMMER L.M., : "Problems of Iranian University students" Middle East Journal, 18, n°4, Aut. 1964, pp. 443-450.
- CAHEN C., : "L'évolution de l'igta' du 9ème au 13ème siècles. Contribution à une histoire comparée des sociétés médiévales". Annales Economies Sociétés Civilisations, t.8, 1953, pp. 25-52.
- CANARD M., : "Le riz dans le Proche Orient aux premiers siècles de l'Islam". Arabica, t.4, 1959, pp. 113-131.
- CAREY J.P.C., : "Iran and Control of its Oil Resources". Political Science Quarterly, 89(1), pp. 147-174.
- CHATALOV I., : "L'Iran 1347", La Vie Internationale, n°5, Mai 1968, pp. 81-86.

- CHATELUS M., : "De la rente pétrolière au développement:
"Hold-up du siècle" ou nouveaux espoirs
pour le tiers monde ?". Revue d'Econo-
mie Politique, 86, n°1, janv.-fév. 1976,
pp. 22-45.
- CHEREL J., : "Les unités coopératives de production
du nord tunisien". Tiers Monde, t.v,
n° 18, avril-juin 1964, pp. 235-254.
- CHESNAY P. et : "Villes et bidonvilles du tiers monde;
LEBRAS H. structures démographiques et habitat".
Revue Population, n°6, nov.-déc. 1976,
pp. 1 230-1 257.
- CHIVA I. et : "Pouvoirs et monde rural. Présentation
PINGAUD M.C., des recherches". Etudes Rurales, n°63-64,
juil.-déc. 1976, pp. 5-13.
- CLAPP C.R., : "Iran : A TVA for the Khuzestan Region",
Middle East Journal, winter 1957, pp.1-11
- COCHARD J., : "Réflexions sur la recherche et le dé-
veloppement", Economie Rurale, n° 99-100,
jan.-mars 1974, pp. 15-21.
- CONE B.W., : "A determination of the substitutability
of capital for labor in the cultivation
of principal crops in Iran". Iranian
Journal of Agricultural Research, 3, n°1,
1975, pp. 21-29.
- "An application of linear programming
to regional planning in Iran". Annals
of Regional Science (Bellingham) 7 :
50-56, June 1973.

- CONNELL J., : "Economic Change in an Iranian Village".
Middle East Journal, vol. 28, n° 3,
Summer 1974, pp. 309-314.
- CRAPUCHET S., : "Populations rurales et développement
en Iran". Communauté, Archives Inter-
nationales de Sociologie de la Coopéra-
tion et du Développement, n° 26, jul.-
déc. 1969, pp. 157-172.
- DELAVALLE J.P., : "La réforme agraire en Iran". Orient,
vol. 28, n° 4, 1964, pp. 37-54.
- DENMAN D.R., : "Changed face of Iran. Landownership
revolution. The Shah redistributes his
lands". Geographical Magazine, 47, n°2,
1974, pp. 116-123.
- DONNARD H., : "Agriculture : ce que les américains
nous préparent". Economia, n° 33, avril
1977, pp. 75-81.
- DOROUDIAN R., : "Modernization of Rural Economy in Iran".
in Iran: Past, Present and Future,
pp. 157-168, ed. by Jane W. Jacqz, New
York, Aspen Institute for Humanistic
Studies, 1976, 481 p., pp. 157-168.
- DUGGETT M., : "Marx on Peasants". The Journal of Pea-
sant Studies, vol.2, n°2, janv. 1975,
pp. 159-182.
- EBRAHIMZADEH C., : "The Economics of Hydro-electric Power
in Iran". Tahqiqat-é-Eqtesadi, nov.1969,
pp. 70-79.

- EIDE A., : "Le chantage alimentaire menace la paix. Pour l'éviter il faut tendre à l'indépendance de la production agricole au plus petit échelon possible". Cérès, n° 43, janv.-fév. 1975, pp. 50-53.
- EPSTEIN T.S., : "The Ideal Marriage between the Economist's Macro approach and the social Anthropologist's Micro approach to Development Studies". Economic Development and Cultural Change, vol.24, n°1, oct. 1975, pp. 29-45.
- ESLAMI M., : "L'agriculture en Iran". L'Asie Nouvelle, n° 152-153, Août-sept. 1963, pp. 229-231.
- "L'Iran - Croissance et restructuration de l'économie, indépendance ou autodéveloppement". Economie appliquée, 24, n°4, 1971, pp. 717-746.
- "Analyse des structures socio-économiques de l'agriculture de l'Iran". Economies et Sociétés, t.VIII, n°5, mai 1974 (Série AG n° 12), pp.599-619.
- FEDER E., : "How Agribusiness Operates in Underdeveloped Agriculture : Harvard Business School Myths and Reality". Development and Change, n°7, 1976, pp. 413-443.
- FEI J.C.H. & RANIS G. : "Economic Development in Historical Perspective". Center paper n° 135, Yale University, Economic Growth Center, 1969, pp. 386-400.

- FEILBERG G.G., : "L'élevage et l'agriculture d'autrefois en Lorestan". International Congress of Anthropological and Ethnological Sciences, vol.2, 1939, pp. 239-241.
- FRIEVALDS J., : "Planning for increased sugar production in Iran". Sugar y Azúcar. n° 69(2); 1973, pp. 20-24.
- GARDNER B.D., : "Pricing Irrigation Water in Iran". Water Resources Research, Washington, Dec. 1974, n°6, pp. 1080-1084.
- GHASI H., : "L'Iran, la Révolution Blanche".
MONTAZAMI B., Les Cahiers Français, n° 168, nov.-déc.
NARAGHI Kh., 1974, notice 5.
- GITTINGER J.P., : "Planning and agricultural policy in Iran; program effects and indirect effects". Economic Development and Cultural Change, vol. 16, n°1, oct.1967, pp. 107-117.
- GOBLOT H., : "Dans l'ancien Iran; les techniques de l'eau et la grande histoire". Annales Economies, Sociétés, Civilisations, mai-juin 1963, n°3, pp. 500-520.
- GOUSSAULT Y., : "L'Etat et le développement de l'agriculture : le concept d'intervention". Revue Tiers Monde, t.XVII, n° 67, juil.-sept. 1976, pp. 615-633.
- "Stratification sociale et coopérative agricole". Revue Tiers Monde, t. XIV, n° 54, pp.281-294.

- GRAHAM R., : "Les inconvénients d'une prospérité trop soudaine". Problèmes Economiques, 1441, 15.10.75, p. 12-13.
- GUHA S., : "The Contribution of non-farm activities to rural employment production : experience in Iran, India and Syria". International Labour Review, vol.109, n°3, 1974, pp. 235-250.
- GUNATILLEKE G., : "Self-Reliance in Social Science Research". Development Digest, vol.XIV, n°2, April 1976, pp. 71-79.
- HAISSMAN I., : "The Village Corporation: Mexican Experience with a new Land Tenure System" Land Reform, Land Settlement and Cooperatives, n°2, 1971, pp. 14-20.
- HERVIEU B., : "Le pouvoir au village : difficultés et perspectives d'une recherche". Etudes Rurales, n° 63-64, juil.-déc. 1976, pp. 15-30.
- HILLMAN J.S., : "Food - The Ultimate Weapon ?". Inter-economics, n° 1/2, 1978, pp. 24-28.
- HOBBS J.A., : "Land reform in Iran : a revolution from above". Orbis, vol.7, n°3, 1963, pp. 617-630.
- HOMAYOON B., : "Changes in urban family expenditure patterns and their relation to increases in national income". Tahqiqat-é-Eqtisadi, 2, n°s 7-8, mars 1964, pp. 110-17.

- HOMAYOUN O., : "Land reform in Iran". Tahqiqat -é- Eqtesadi , n°s 5-6, summer 1963, pp. 18-31.
- HOOVER E.M. and : "Measuring the Effects of Population
PERLMAN M., Control on Economic Development :
Pakistan as a case study". Pakistan
Development Review, vol.6, n°4, winter
1966, pp. 545-566.
- : "Iran's development programme - Finding
the men to spend the money". Multina-
tional business. June 1974, pp. 22-31.
- IRONS W., : "Nomadism as a political adaptation :
the case of the Yomut Turkmen".
American Anthropologist, 1, n°4, 1974,
pp. 635-658.
- JACOBY E.H., : "Impact du néo-capitalisme sur les
structures sociales de l'agriculture
dans le Tiers Monde". Problèmes Econo-
miques, 26 nov. 1975, pp. 7-14.
- JAMEI A., : "Population studies for the develop-
ment of census plans for Iran".
Tahqiqat-é-Eqtesadi , n° 5-6, Summer
1963, pp. 62-68.
- JOHL S.C., : "Process of Growth in a Dualiste Eco-
nomy : The Interaction of Population
Growth and Technological Development in
Agriculture". The Indian Economic Jour-
nal, vol. XX, n°2, oct.-déc. 1972,
pp. 190-199.

- JOHNS R., : "Le 5ème Plan iranien de développement révisé : les nouvelles priorités" Problèmes Economiques, 1442, 15.10.75, pp. 5-9.
- JOHNSTON B.F., : "Criteria for the Design of Agricultural Development Strategies", Food Research Institutes Studies, vol.11, No 1, 1972, pp 27-58.
- KATOUZIAN M.A., : "Land Reform in Iran; a case study in the political economy of social engineering". Journal of Peasant Studies, vol. 1, n° 2, Jan. 1974, pp.220-239.
- KATOUZIAN M.A., : "Some observations on the Iranian economy and its recent growth". Tahqiqat-é-Eqtisadi. Quaterly Journal of Economic research. summer-autumn 1972, pp. 62-87.
- KAZEMI F., : "Economic indicators and political violence in Iran 1946-1968". Iranian Studies, Winter-Spring 75, pp. 70-86.
- KEDDIE N., : "The Iranian Village before and after Land Reform". Journal of Contemporary History, vol.3, n°3, 1968, pp.86-
- KHATIBI N., : "Land Reform in Iran and its Role in Rural Development". Land Reform, Land settlement and cooperatives, n°2, 1972, pp. 61-68.
- KHOSROVI K., : "La réforme agraire et l'apparition d'une nouvelle classe en Iran". Etudes Rurales, n°34, avril-juin 1969, pp. 122-126.

- KHOSROVI K., : "Les paysans sans terre en Iran : les khochnechin". Sociologia Ruralis, vol. 13, n° 3/4, 1973, pp. 289-293.
- KLATZMANN J., : "Optimum de population agricole et planification interrégionale". in Economies et Sociétés, t. II, n°1, janvier 1968, pp. 129-178.
- KOHL S R.L., : "Impact of Vertical Integration by Contract in Agriculture". in Disparities in the Pace and Form of Agricultural and Rural Development. Proceeding of the 12th International Conference of Agricultural Economists, Lyon, 24 August-3 Sept. 1965, London, Oxford Univ. Press, 1966, 401 p.
- KOTUBI M. et VILLETTE M., : "Problèmes méthodologiques de l'enquête dans les pays en voie de développement. Le cas de l'Iran". Revue Française de Sociologie, t.XV, n°3, août-sept. 1974, pp. 393-404.
- KOOROS A., : "Economic growth and labour participation in Iran, with discussion and criticism".3 Tahqiqat-é-Eqtesadi, vol.7, n° 17, winter 1970, pp. 29-39 and vol.7, n°18, spring 1970, pp. 75-91.
- "On the choice of technique for economic development in Iran". Tahqiqat-é-Eqtesadi, vol.2, n°s 7-8, mars 1964, pp. 88-94.

- KUHN J., : "The Role of Cooperation in LDCs".
Intereconomics, n°4, avril 1974,
pp. 116-119.
- KUZNETS S., : "Quantitative Aspects of the Economic
growth of Nations. Industrial Distri-
bution of National Product and Labor
Force". Economic Development and Cul-
tural Change, n°5, 1957.
- LAMBTON A.K.S., : "Land Reform and Rural Cooperative
Societies in Persia", The Royal Cen-
tral Asian Journal, vol.LVII, part.II,
June 1960, pp. 151-152.
- LEE C.D., : "The Soviet contribution to Iran's
fourth development plan". Mizan,
n° 11, Sept.-Oct. 1969, pp. 237-247.
- LOWE J.W., : "La SFI et le secteur agro-industriel".
Finances et Développement, vol.14,
n°1, mars 1977, pp. 25-28.
- MALASSIS L., : "Groupes, complexes et combinats
agro-industriels : méthodes et con-
cepts". Economies et Sociétés, vol.9,
n°s 9-10, sept.-oct. 1975, pp. 1371-
1690.
- MALEK H., : "Les unités de mesures agricoles en
Iran". Bulletin de la section de géo-
graphie du comité des travaux histo-
riques et scientifiques, t.78, 1965,
pp. 323-358.
- MILLER W.G., : "Hosseinabad : A persian village".
Middle East Journal, n°4, Aut. 1964,
pp. 483-498.

- MOGHADDAM R., : "Land Reform and rural development in Iran". Land Economics (Madison), vol.48 n°2, May 1972, pp. 160-168.
- MOORE R., ASAYESH K.: "Population and Family Planning in Iran". Middle East Journal, vol.28, n°4, Autumn 1974, pp. 396-408.
- MORIO O., : "On Socio-Economic Structure of Iranian Villages". The Developing Economics, vol.V, n°3, September 1967, pp.445-462.
- MUSHKAT M., : "Genèse et avenir du sous-développement". Etudes polémologiques, n°11, Janv. 1974, pp. 30-35.
- NARAGHI E., : "Le rôle des deux plans septennaux dans le développement économique de l'Iran". in Bassin méditerranéen et Proche-Orient. Paris, PUF, 1961, pp. 5-22, (IEDES, Cahiers Tiers Monde).
- NDJEIUNDE G., : "Autoconsommation et développement économique". Revue Tiers Monde, n° 14, Juil.-Sept. 1973, pp. 573-596.
- PAKDAMAN N., : "Etude critique du recensement général de l'Iran (1956)". Revue Tiers Monde, n° 21, 1965, pp. 231-246.
- PAKDEL B., : "Note sur la réforme agraire en Iran". Economies et Sociétés, t. VIII, n°5, mai 1974, (Série AG n° 12), pp. 619-623.

- PLANHOL de Y., : "Un village de montagne de l'Azerbaïdjan iranien". Revue de Géographie de Lyon, n°4, 1960, pp. 395-418.
- PSACHAROPOULOS G. : "Public Sector Farmings and Educational
and GARETH W. Planning". International Labour Review,
vol. 108, July 1973, pp. 43-57.
- RABBANI M., : "A Cost Benefit Analysis of the Dez
Multipurpose Project. Tahqiqat-é-Eqtesadi, Summer and Autumn 1971, pp. 132-165.
- RAD-SERECHT F., : "Expansion du secteur tertiaire en
Iran". Revue Tiers Monde, t.XVII, n°67,
juillet-septembre 1976, pp. 739-749.
- RASSEKH S., : "Coûts urbains et conséquences sociales
du développement économique en
Iran". Revue d'Economie politique, n°1,
janv.-fév. 1973, pp. 16-25.
- RESEARCH GROUP., : "A review of the statistics of the
first stage of land reform". Tahqiqat-é-Eqtesadi, vol.2, n°s 7-8, mars 1964,
pp. 139-150.
- "A survey of rural co-operatives up to
Mehr 1342 (Sept. 1963)". Tahqiqat-é-Eqtesadi, vol.2, n°s 7-8, mars 1964,
pp. 151-60.
- ROTLAT H.J., : "Social organisation and development
in an Iranian provincial bazaar".
Economic Development and Cultural Change,
Janv. 1975, pp. 292-305.

- ROBLAT H.J., : "Structural impediments to change in the Qazvin Bazaar". Iranian Studies, vol.5, n°4, 1972, pp. 130-148.
- RULLIERE G., : "Le chômage déguisé, mythe ou réalité", Revue d'Economie Politique, 1969, Vol.79 2, p.388-402.
- RUTTAN V.W., : "Integrated Rural Development Programs: A Skeptical Perspective". International Development Review, n°4, 1975, pp.9-16.
- SADROLASCHRAFI M., : "Les nouvelles méthodes d'exploitation agricole dans les villages iraniens". Revue Tiers Monde, t.XV, n°58, avril-juin 1974, pp. 397-407.
- SAEDLOO H., : "A Critique of 'A Policy for Agricultural development at the poles of soil and water'". Tahqiqat-é-Eqtésadi : Quaterly Journal of Economic Research, vol. IX, n°s 25-26, Winter and Spring 1972, pp. 54-80.
- SAEDLOO, H., : "Optimum agricultural land area". Takqiqat-e-Eqtésadi, vol.2, n°s 7-8, mars 1964, pp. 35-48.
- SANTOS M., : "Sous-développement et pôles de croissance économique et sociale", Revue Tiers Monde, t. XV, n° 58, avril-juin 1974, pp. 271-286.
- SEN A.K., : "Emploi, institutions et technologie: quelques problèmes de politique générale". Revue Internationale du Travail, vol. 112, n°1, Juillet 1975, pp. 51-83.

- SEN A.K., : "Peasants and Dualism with or without surplus Labor". Journal of Political Economy, 1966, pp. 425-450.
- SEPEHRI H., : "Land reform programme in Iran" Development Forum, vol.3, n°1, déc.1971 pp. 11-21.
- SHAEFFER D., : "Le développement économique de l'Iran: les obstacles à franchir". Problèmes Economiques, 1442, 15.9.75, pp. 2-5.
- SIMONET P.A., : "Féodalisme et libéralisme économique en Iran". Développement et Civilisation n° 11, juillet-sept. 1962, pp.37-54.
- SOLTANI G.R., : "The effects of farm mechanization on labour utilization and its social implications". Indian Journal of Agricultural Economics, 29, n°1, 1974, pp. 39-50.
- STAUFFER T.R., : "The economics of nomadism in Iran". Middle East Journal, vol.19, n°3, Summer 1965, pp. 284-302.
- STOUT B.A. et : "La politique de mécanisation agricole"
DOWNING C.M., Revue Internationale du Travail, vol. 113, n° 2, mars-avril 1976, pp. 185-202.
- : "Survey of Iran". The Economist, August 18, 1976, p. 40.
- THURGOOD L., : "Les problèmes de main d'oeuvre en Iran". Problèmes économiques, 1442, 15.10.75, pp. 9-12.

- TRIPET L., : "Les bouleversements de l'univers
rurales en Iran". Afrique et Asie,
n°s 95-96, 3rd and 4th quart 1971,
pp. 27-40.
- TUMA E.H., : "Agrarian reform and urbanization in
the Middle East". Middle East Journal,
vol. 24, n°2, Spring 1970, pp.163-177.
- ULE W.; : "Land Reform in Iran and the Develop-
ment of Agricultural Sharholders'
Companies". Agriculture in the Near
East. Verlag neue Gesellschaft Gmbh
Bonn-Bad Godesberg, pp. 97-124.
- "The effects of modern agrarian policy
on the development and states of the
rural co-operative system in Iran".
Agriculture in the Near East, Verlag
neue Gesellschaft Gmbh Bonn-Bad Godes-
berg, pp. 71-96.
- VAKIL F., : "Development Planning Techniques in
Iran". Economic Bulletin for Asia and
the Pacific, vol.XXV, n° 2/3, Sept.-
Dec. 1974, pp. 21-35.
- VIEILLE P., : "La réforme agraire a substitué le
pouvoir d'une bureaucratie étatique à
celui des féodaux", Le Monde, du 27.1.
1973.
- "Les coopératives agricoles en Iran".
Communautés- n° 32, juillet-décembre
1972, pp. 45-61.

- VIELLE P., : "Les paysans, la petite bourgeoisie rurale et l'état après la réforme agraire en Iran". Annales Economies, Sociétés, civilisations, vol.27, n°2, mars-avril 1972, pp. 347-372.
- WARD G.H., : "Farmers' Cooperatives Land Reform in Iran", Indian Cooperative Weekly, vol.3, n°2, 1966, p. 867.
- WARRINER D., : "Effets sur l'emploi et les revenus de réformes agraires récentes au Moyen-Orient". Revue Internationale du Travail, vol. 101, n°6, Jun.1970, pp. 665-688.
- WEINBAUM M.G., : "Agricultural Policy and Development Politics in Iran". The Middle East Journal, vol.31, n°4, Autumn 1977, pp. 434-450.
- WOLKENSTEIN A., : "Progrès agricole et structure traditionnelle en Iran". Revue Tiers Monde, t.1, n°3, Juil.-Sept. 1960, pp. 341-351.
- YUDELMAN M., : "Les projets de développement rural intégré : l'expérience de la Banque". Finances et Développement, vol.14, n°1, mars 1977, pp. 15-18.





